TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 11 063 — MARDI 26 AOUT 1980

Chômage-record dans la C.E.E.

LIRE PAGE 24



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique, 17 fr.; Canada, $ 1,10; Côte-d'Ivoire, 265 CFA; Danemark, 4,75 kr; Espagne, 50 pes.; G.-B., 35 p.; Grèce, 40 dr.; Iran, 125 ris.; Irlande, 55 p.; Italie, 700 l.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 17 f.; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal, 35 esc.; Sénégal, 225 CFA; Suède, 3,75 kr.; Suisse, 1,20 fr.; E.-U., 95 cts; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 20

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

La réponse de Varsovie aux revendications populaires

Une amère leçon

Pour la troisième fois, après 1956 et 1970, les ouvriers polonais se sont imposés au parti, en principe tout-puissant. Sans doute, M. Babiuch, qui paie la facture de l'échec, n'a-t-il ni le passé ni le poids d'un Gomulka, et M. Gierek, le numéro un du régime, semble avoir réussi à détourner l'orage qui le menaçait lui aussi. Mais la leçon est amère pour les hiérarques ; elle est rude pour les gouvernants alliés de la Pologne ou accrochés à la conception soviétique du socialisme.

Dans leur système, les crises politiques couvent dans le sérail. Elles sont révélées quand les vainqueurs ont terrassé leurs adversaires. C'est alors que le peuple ratifie par habitude et avec indifférence ce qui a été fait et défait. Les Polonais, eux, ne s'accommodent décidément pas de ces pratiques. Ils prétendent dire leur mot et ils ont trouvé le moyen de se faire entendre. Pourquoi ce qui se passe à Varsovie est-il encore inconcevable à Sofia, à Bucarest ou à Moscou ?

Il faut tenir compte d'une intelligentsia indépendante plus nombreuse, plus influente que dans d'autres pays communistes. Il faut compter avec une classe ouvrière dont beaucoup de membres ont appris les combats d'un syndicalisme libre dans une démocratie. Il y a surtout le fait que, dans ce pays, le monopole du parti, pourtant proclamé article de foi, n'est reconnu pratiquement par personne. C'est le P.C. qui tient les rouages de l'Etat, mais, dans la nation, il compte sans doute beaucoup moins qu'une Eglise catholique dont il est superflu de rappeler la vitalité. Les adeptes de la dictature pure et simple du prolétariat se sont toujours heurtés à cette réalité : nombre de prolétaires polonais préfèrent ostensiblement la chapelle à la cellule. Ils prêtent plus volontiers l'oreille aux propos du pape — aujourd'hui leur pape — qu'aux discours du chef du parti.

M. Gierek a eu la sagesse d'admettre qu'il est vain et dangereux de gouverner la Pologne contre les Polonais. Son problème est de gouverner avec les Polonais. Saura-t-il redresser la situation ? En 1956, Gomulka affirmait, avec la plus évidente sincérité, qu'il dirait toujours la vérité et qu'il ne se battrait jamais contre le peuple. Il finit déconsidéré presque autant que ses devanciers, parce qu'il fut incapable de faire ce qu'il avait dit. En arrivant au pouvoir, M. Gierek assura que les Polonais avaient repris voix au chapitre. Dix ans après, il faut admettre qu'il est encore loin du compte.

Les mesures de hausse des prix, qui sont à l'origine de la crise actuelle, n'étaient pourtant pas déraisonnables. Tôt ou tard, les dirigeants polonais, qui ont à faire face à un endettement écrasant, devront faire en sorte que les prix reflètent mieux les réalités économiques. Mais comment faire admettre un surcroît d'austérité ? Il ne suffit pas d'expliquer les troubles des dernières semaines par des maladresses. Une crise de cette ampleur a d'autres motifs. Bien au-delà du malaise économique, elle met en lumière les carences du régime.

M. Gierek a-t-il compris que ses administrés veulent être des citoyens à part entière ? Et, s'il l'a compris, peut-il tirer les conséquences du diagnostic ? Il est bon, comme il semble décidé à le faire, de redonner aux syndicats le mandat de défendre, au besoin contre l'Etat, les intérêts des travailleurs. On peut, toutefois, se demander à quoi serviront les syndicats aussi longtemps qu'ils apparaîtront comme une courroie de transmission du parti. Or le premier secrétaire, soucieux de n'admettre aucun des contre-pouvoirs pourtant nécessaires dans une société équilibrée, ne paraît guère décidé à innover réellement. Peut-il d'ailleurs le faire ? Il a, lui aussi, entendu parler d'une certaine doctrine de la souveraineté limitée des pays socialistes.

• M. Gierek fait appel aux réformistes et se sépare des éléments les plus durs
• Les grévistes de Gdansk réclament toujours la création de syndicats indépendants, malgré la promesse d'élections à scrutin secret

Les premières réactions des dirigeants des grévistes de Gdansk à l'important remaniement de la direction du parti et du gouvernement polonais, annoncé dimanche soir 24 août, sont très prudentes : échaudés par les promesses de 1956, 1970 et 1976, les grévistes affirment accorder peu d'importance aux hommes et s'intéressent avant tout à leurs revendications concernant la liberté syndicale. Les négociations devaient, en principe, se poursuivre à ce sujet ce lundi après-midi à Gdansk. Mais elles se révèlent d'ores et déjà très difficiles. Les grévistes sont secondés dans les négociations par plusieurs intellectuels non officiels qui ont été autorisés à se rendre dans le port de la Baltique.

Le vaste remaniement annoncé dimanche soir à Varsovie, à l'issue d'un plénum du comité central du parti, se caractérise par le départ des organes du parti et du gouvernement des éléments les plus durs et les plus dogmatiques, et par le retour au pouvoir d'hommes connus pour leur volonté réformiste. Le plus significatif d'entre eux est M. Stefan Olszowski, qui avait été écarté du bureau politique en février et qui obtient la haute main sur toutes les affaires économique. M. Babiuch, qui avait voulu faire preuve de fermeté au début du mouvement de grève, quitte la présidence du conseil après six mois d'exercice du pouvoir et est remplacé par M. Jozef Pinkowski, un spécialiste de la planification.

Dans son discours télévisé de dimanche soir, M. Gierek a annoncé un changement de la politique économique du gouvernement. Il a également promis que les syndicats officiels allaient *« évoluer vers une défense authentique des intérêts des travailleurs »*, mais n'a pas, pour autant, accepté le principe de syndicats indépendants. Commentant enfin les changements de personnel politique, il a déclaré : *« Nous avons nommé à la direction économique du pays des camarades qui, depuis un certain temps déjà, signalaient les défauts de la situation, et que nous n'avons pas su entendre. »* Ces changements ont été annoncés aussitôt par l'agence Tass, qui n'a fait jusqu'à présent aucun commentaire.

« Nous n'avons confiance qu'en nous-mêmes »

De notre envoyé spécial

Gdansk. — Apparemment ce fut samedi *et* dimanche, les 23 et 24 août, un week-end de relative détente. Mais dans la tornade d'événements, de déclarations et de coups de théâtre qui secoue la Pologne, deux données tiennent bon : d'une part la volonté de M. Gierek de repousser l'emploi de la force et de tenter de contourner le mouvement de Gdansk en prenant l'initiative de changements ; de l'autre, la fermeté des grévistes sur leur revendication cardinale, le droit à des syndicats indépendants.

Samedi 23 août dans la soirée, M. Jagielski, le vice-premier ministre chargé de négocier, a son premier entretien dans l'enceinte du chantier Lenine avec le comité de grève inter-entreprise (M.K.S.). Le même jour à Szczecin, son homologue, M. Barcikowski, en est à sa cinquième séance de pourparlers avec le M.K.S. local où sont représentées cent quarante usines. Et l'on a là-bas notablement avancé.

Les changements d'hommes annoncés dimanche ont une signification claire : le parti de la souplesse l'emporte sur celui de la rigidité. Le remaniement est d'importance : un tiers du bureau politique s'en va. Mais un départ et une arrivée disent tout. Celui de M. Lukaszewicz, orthodoxe, patron de la propagande, et celle de M Olszowski, éliminé au congrès de février pour cause d'audace réformatrice. Tous deux sont des symboles. Le discours enfin que prononce M. Gierek à la fin de ce plénum est apaisant. Il ne dénonce plus, n'attaque plus et comporte une offre de taille : des élections syndicales immédiates, là où les ouvriers le voudront, à scrutin secret, avec candidatures multiples. Mais dans le cadre de l'organisation unique existante.

A la fin de la retransmission, lorsque retentissent dans la salle des conférences du chantier les premières notes de *l'Internationale,* les quelque mille délégués ouvriers bondissent comme un seul homme de leur chaise, le doigt tendu dans le V de la victoire, entonnent l'hymne national polonais. Toute une réponse...

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 4.)

Une équipe plus homogène

par Manuel LUCBERT

Les crises se suivent en Pologne mais ne se ressemblent pas. Celle de 1976, après les troubles de Radom et d'Ursus, n'avait provoqué qu'un vague replâtrage d'une équipe dirigeante trop empêtrée dans ses contradictions et ses querelles de personnes pour oser tirer politiquement les leçons de l'épreuve. Celle de 1980 débouche sur un chamboulement du bureau politique et surtout la promesse de réformes qui ne devraient pas seulement renforcer la représentativité et le rôle des syndicats, mais affecter l'ensemble de la gestion économique, anisi que le secteur de la propagande, donc le fonctionnement de la presse et de la télévision.

Il n'est pas sûr que ces bonnes intentions se concrétisent vraiment et durablement dans la pratique. Il n'est pas sûr non plus que les réformes annoncées aillent aussi loin que le voudraient les grévistes de Gdansk ou les intellectuels du KOR : des syndicats véritablement libres et indépendants du pouvoir, la suppression totale de la censure, une économie assainie, tout cela n'est sans doute pas pour demain. Mais jamais, depuis qu'il est arrivé au pouvoir en décembre 1970, M. Gierek, le premier secrétaire du parti, n'avait été entouré d'une équipe aussi homogène pour essayer en tout cas d'avancer sur cette voie.

Lorsque, après les émeutes sanglantes de Gdansk, M. Gierek est nommé à la tête du parti ouvrier unifié (POUP), il est un homme seul ou presque. Auréolé de sa réussite en Silésie, il passe aux yeux de ses pairs pour un homme capable, par son énergie et son sens du contact humain, de tirer le pays de l'ornière. Mais au sein du bureau politique, il doit partager le pouvoir avec d'anciens gomulkistes comme MM. Cyrankiewicz, Jedrychowski ou Kruczek, des « partisans » (nationalistes) ou néo-partisans comme le général Moczar ou M. Kepa, et des personnalités comme MM. Szydlak ou Tejchma, qui n'ont pas abandonné toute ambition personnelle.

(Lire la suite page 4.)

La violence au Salvador

EXÉCUTIONS, RÈGLEMENTS DE COMPTES
EMBUSCADES, TUERIES...

(Lire page 6 l'article de Francis Pisani.)

POINT
Domaine spécialisé

Dans quelle mesure a-t-il réussi, dans quelle mesure a-t-il échoué ; comment apprécier l'équation politique qui lui permet d'exercer, depuis le 25 août 1976, les fonctions de premier ministre ? Ces questions, déjà posées les années précédentes, resurgissent pour le quatrième anniversaire de l'arrivée de M. Raymond Barre à l'hôtel Matignon.

De sa gestion, on retient essentiellement — mais ce n'est pas nouveau — qu'elle garantit la bonne tenue du franc. Pour le reste, les échecs qu'on lui impute ou les excuses qu'on lui accorde figuraient déjà dans les bilans antérieurs.

Ce spécialiste de l'économie ne s'est pas éloigné du domaine de sa spécialité. Tous les premiers ministres de la Cinquième République ont plus ou moins dû concéder une part du gouvernement aux présidents de la République, mais M. Barre s'est contenté, plus que d'autres, d'être le premier des ministres de l'économie, du budget et du commerce extérieur. Avec un œil sur les universités, domaine qui lui est cher, et quelques incursions dans les autres secteurs de l'activité gouvernementale lorsqu'il fallait taper du poing sur la table.

Il a assumé ainsi la plus grande part d'impopularité du pouvoir et protégé le président de la République ; c'est l'un des secrets de la longévité à ce poste. La cinquième année de sa charge lui sera sans doute plus légère. D'une part, parce qu'elle buttera sur la fin du septennat, d'autre parce qu'elle bute sur la campagne présidentielle, c'est M. Giscard d'Estaing qui devient la cible principale des critiques de l'opposition et de la majorité. Dans tous les domaines d'action du pouvoir, y compris celui de M. Barre.

(Lire page 8.)

« Saïd et moi »

roman-reportage
de Poirot-Delpech

AUJOURD'HUI

VI. — BOUT D' FICELLE SELLE DE CH'VAL

(Lire page 11.)

BRUTAL DURCISSEMENT DU CONFLIT DES MARINS-PÊCHEURS

Les premières négociations entre les pouvoirs publics et les marins-pêcheurs avaient permis samedi 23 de détendre le climat. Mais, brutalement, à partir de dimanche soir, les grévistes ont durci leur action. Les principaux ports français sont à nouveau bloqués. Le terminal pétrolier Antifer, au nord du Havre, est même barré pour la première fois depuis le début du conflit. La rencontre prévue, ce lundi 25, entre les représentants des pêcheurs normands et le directeur général de la marine marchande a quand même été maintenue.

La lutte pour la survie

par GILBERT MATHIEU

La France peut-elle conserver une industrie de la pêche ? Et à quelles conditions ? Ces deux questions majeures sous-tendent le conflit actuel et expliquent la fermeté dont font preuve aussi bien les artisans que les armateurs et leurs salariés. Pour tous c'est une question de survie, même si les problèmes spécifiques des uns et des autres diffèrent sensiblement. Le fait que l'opinion publique ne l'ait guère compris jusqu'à présent tient sans doute à ce que ce 0,1 % de la population que sont les pêcheurs, dont la réserve est traditionnelle n'a pas fait grand-chose, ces dernières années, pour alerter les 99,9 % restants de la nation.

Survie de la pêche française : tel est pourtant bien l'enjeu. Comme les autres industries européennes de capture du poisson, la nôtre est menacée par l'évolution des techniques ; mais elle l'est beaucoup plus que ses concurrentes du Marché commun en raison de sa situation géographique.

Il y a quinze ans au moins que les gens de mer européens sont alertés sur les risque de l'évolution en cour. L'amélioration des techniques de capture a énormément accru le rythme de la pêche : sonars permettant de déceler les bancs cinq kilomètres à l'avance (et non plus sous le bateau seulement, comme autrefois), donc de multiplier les coups de chalut à prise certaine ; élargissement des gueules de chalut, ratissant la mer sur des surfaces doubles de celles de naguère et à des profondeurs accrues ; chalutage par l'arrière beaucoup plus efficace que par le côté ; mise en place, à l'initiative des Soviétiques et des Japonais, de multiples flottilles de bateaux-usines s'installant indéfiniment sur les lieux de pêche et renvoyant périodiquement à terre, grâce à d'énormes cargos de liaison, la capture et les marins en fin de période de travail (des petits navires rapides amenant des équipages de relève...).

(Lire la suite page 21.)

AU JOUR LE JOUR
La mer aimée

Il faut que les marins-pêcheurs comprennent bien que, si leurs revendications, même partiellement, n'ont pu être satisfaites plus tôt, c'est parce que le chef de l'Etat partage avec eux l'amour de la mer.

C'est la raison pour laquelle il est resté à Brégançon et ne pouvait donc pas présider le conseil des ministres de mercredi.

Reste à espérer que sur leur bateau, le jour où ils rencontreront une tempête, les marins-pêcheurs, transis par le froid et la mer, auront au moins chaud au cœur en évoquant cet amour partagé.

MICHEL CASTE.



SCULPTURE A NICE
Carpeaux et les Baoulés

Les expositions niçoises de l'été se sont mises à l'heure de la sculpture. Les sculptures de Carpeaux sont aux Ponchettes, Carpeaux, qui a traversé le dix-neuvième siècle sans en faire réellement partie et dont l'œuvre passe aujourd'hui pour être tout ce dix-neuvième siècle qu'" a agité de son mouvement sculpté. Expression du mythe magique de la vie qui serait insufflée aux statues inertes de marbre ou de bronze.

On entre dans un autre univers artistique au musée Chagall où sont exposés statuettes et masques africains sculptés le plus souvent dans le bois sombre, avec un sens magique.

Ces deux mondes se rejoignent quelque peu : les deux figurent des mythes. Mythe d'Ugolin dévorant ses enfants, bacchantes et déesses dansantes chez Carpeaux. Et chez les Baoulés et les Dogons du Mali, les Yorubas du Nigéria et du Bénin, ce sont des dieux qu'on fabrique. Des dieux sur le visage et les corps desquels sont sculptées les pensées secrètes qui structurent la vie de l'homme dans la forêt.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 13.)

Le Monde

idées

LA TENSION SOCIALE

Les événements de Pologne conduisent aux interrogations fondamentales que pose Bertrand Fessard de Foucault : l'Etat fait-il la liberté ou la limite-t-il ? L'histoire est-elle celle des hommes ou celle des Etats ? Pour Jean Bruhat, membre du P.C.F. le combat des prolétaires polonais devrait faire réfléchir les dirigeants du parti communiste français qui cherchent, par tous les moyens, à réduire les critiques à l'égard de sa ligne politique. Le virage de M. Gierek devrait donner des idées également, pense Maurice Duverger, à toutes les démocraties populaires et à l'U.R.S.S. Mais il est vrai que la Pologne est un « cas ». Dans l'histoire aussi, nous rappelle Xavier Grall, où déjà Lamennais demandait au pape Grégoire-XVI de défendre l'indépendance de ce pays contre le tsar.

L'interrogation décisive

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

DEPUIS qu'au cours des années 60 la guerre froide a fait place à des conversations et négociations de toutes natures et à des rencontres au plus haut niveau, non seulement entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, mais surtout entre dirigeants des deux moitiés de l'Europe, l'analyse la plus répandue — et qui fut proposée par la France — est que la libération de l'Europe orientale est affaire d'Etats, que le processus est fort long et le fruit de politiques de rapprochement, d'approvisionnement, voire de grande stratégie entre les Etats européens. A l'appui de ce réalisme, deux observations et une imagination :

— La première observation est que l'intervention militaire soviétique à Berlin-Est en 1953, en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, est automatique dès que les bases du régime communiste sont mises en cause. La déduction est aisée : pour que ces bases changent, il faut qu'à terme l'Union soviétique y consente ou y trouve son intérêt. A moins qu'on n'en vienne à une situation de force à laquelle les Etats-Unis n'ont jamais songé et qui mettrait en cause le grand partage de Yalta, le sort de l'Europe orientale dépend du bon vouloir soviétique et de lui seul.

— La seconde observation est que, dans chacun des Etats ainsi asservis, la marge de manœuvre est grande dès lors que les choses ne sont pas visibles. La Pologne de Gomulka puis de Gierek obtient ainsi un régime sensiblement plus souple qu'une Tchécoslovaquie pourtant libre de troupes soviétiques à la veille des deux printemps de Prague. La Hongrie pratique avec aisance le marché de l'euro-dollar, et ses ressortissants semblent passer ainsi aisément les frontières. Par contre, c'est la nature même des régimes à parti unique, et non l'emprise soviétique, qui aboutit à des dictatures viagères, voire familiales, comme celle qui s'est instaurée en Roumanie.

D'autant que l'imagination viendrait peindre la grande perspective d'une proposition des Etats d'Europe occidentale à l'Union soviétique. L'éponge serait passée sur les échecs économiques et le voile jeté sur les agissements du régime pour deux raisons : la première est que la doctrine internationale la plus répandue privilégie les relations d'Etat à Etat sans considération pour les affaires intérieures, la seconde étant que, à bien y regarder, l'Union soviétique n'a jamais eu depuis sa naissance réellement sa chance pour démontrer l'excellence du système communiste.

Constant état de siège ou de guerre vis-à-vis de l'Occident, et erreur de Staline contre Trotski puisque, à défaut de révolution, mondiale, le capitalisme, c'est-à-dire l'économie de marché, et la spéculation continuent de régir les relations entre les Etats et même aident le bloc soviétique et le reste du monde.

L'imagination serait que les nationalismes l'emportent sur les idéologies et que la rivalité sino-soviétique et l'insécurité des frontières asiatiques en général autorisent une gigantesque négociation, l'Europe occidentale contribuant à la sécurité soviétique en se détachant des Etats-Unis et en appuyant Moscou contre Pékin en échange d'une ouverture des frontières à l'est de l'Europe.

Observation et imagination qui concluent toutes à la patience faisant guetter les signes venant de Moscou et qui, en politique intérieure, notamment en France, porteraient à l'indulgence envers les partis communistes d'Europe occidentale, utile contrepoids au penchant atlantiste des partis socialistes.

Une contagion ?

Les événements de Pologne font se poser la question de la voie rapide, qui serait celle des hommes et non plus des Etats, qui serait celle du vrai réalisme, qu'on ne peut bafouer indéfiniment les âmes. Bref, que la patience serait une erreur d'analyse et que des régimes mal fondés, parce que méprisant l'homme, s'écroulent tôt ou tard, que la liberté triomphe à terme toujours.

Le changement en Europe orientale serait donc le fait de la révolte dans chacun des pays satellites. Cette révolte serait, à force de se répéter, une contagion contre laquelle le vieillissement d'une idéologie et des dirigeants à Moscou ne pourrait rien. Paradoxalement, une révolution d'essence matérialiste : le pain, la terre, comme le proclament et le propagent les héros d'Einsenstein, périrait par le matérialisme. Car l'engrenage de la revendication libertaire en Pologne — celle qui fit tomber Gomulka, pourtant initiateur sans intervention soviétique du printemps de Varsovie, fait unique, et celle qui fait trembler pour la seconde fois sur son trône l'ancien mineur émigré en France, — cet engrenage est matérialiste : le prix de la viande, puis la hausse des salaires.

L'interrogation est décisive, mais pas de la manière que peu-peuvent le présenter les nouveaux philosophes ou les dissidents soviétiques. Elle ne porte pas sur une alternative diplomatique, puisque, en tout état de cause, si ce sont les hommes et non le processus de rapprochement des Etats qui doivent, en Europe orientale, faire triompher la liberté et la dignité humaine, un raidissement ou des interventions de quelque nature que ce soit (boycottage ou chantage aux livraisons ou à la tenue de telle conférence) ne seraient qu'une nouvelle version de la foi dans les Etats plus que dans les hommes.

La colonisation, les révolutions politiques, les libérations militaires, ont tous privilégié — et là encore la France a eu le prophétisme d'en définir le concept — la libre détermination des peuples. Il reste pourtant à inventer le contenu, l'objet de cette détermination. Peut-on vivre en société sans échelle de valeurs, et cette échelle ne conduit-elle pas à une idéologie, elle-même source d'intolérance, de rejet pratique des oppositions ? A l'inverse, l'automatisme pourvoyeur d'abondance comme capitalisme et marxisme en théorie le promettent suffit-il à l'âme humaine ? Et notre siècle n'a-t-il pas apporté la preuve concrète que ni cette abondance ni ce contentement ne sont atteignables par des lois ?

L'interrogation décisive demeure : l'homme peut-il vivre libre en société ? L'Etat fait-il la liberté ou la limite-t-il ? L'histoire est-elle celle des hommes ou celle des Etats ? Pologne si proche toujours de nous, tu nous poses, ces heures-ci, la question. Il se peut que tu aies seule la réponse pour nous tous.

La classe ouvrière dans les régimes communistes

par MAURICE DUVERGER

LA Pologne n'est pas le seul pays communiste où les ouvriers se révoltent contre la dictature de l'Etat et du parti. Ils ont brutalement manifesté leur opposition à Berlin-Est en 1953. Ils ont déclenché la révolution hongroise de 1956. Ils ont mené de dures grèves en Roumanie, notamment dans les mines en 1977. Toutes ces explosions ont été provoquées par des difficultés économiques, les revendications principales portant sur le retour à des avantages matériels brusquement diminués par une hausse des prix, une amputation des salaires, une suppression des normes. Certains analystes décrivent ces mouvements comme des « négociations collectives par le biais des troubles » : ces derniers pouvant seuls imposer aux pouvoirs publics une véritable discussion que les syndicats officiels sont incapables de conduire.

A l'Est, la contestation politique se développe plutôt dans d'autres cadres : à l'intérieur du parti, où les nationalistes s'opposent aux inconditionnels de Moscou, les libéraux aux néo-staliniens ; et surtout chez les universitaires, les savants, les écrivains, les artistes, lesquels ne peuvent respirer dans le conformisme et réclament la liberté d'expression. La liaison avec la classe ouvrière n'est pas toujours facile. En U.R.S.S., l'opposition intellectuelle se trouve plus ou moins isolée Dans la Hongrie de 1956, les conseils d'usine refusaient l'accès des entreprises aux organisations politiques. En 1968, les intellectuels tchécoslovaques qui allaient prêcher la révolte aux travailleurs les trouvaient « divisés en deux camps : l'un se réfugiait dans le mutisme, tandis que dans l'autre les ouvriers se partageaient entre ceux qui envisageaient les changements avec beaucoup de méfiance et ceux qui auraient accepté les réformes à condition d'en recevoir l'ordre d'en haut, c'est-à-dire du parti ou de la direction des syndicats » (1).

Deux singularités essentielles

En Pologne même, où les travailleurs ont toujours été plus dynamiques et plus indépendants, ils ont manifesté contre l'agitation libérale dans les universités en 1968. Deux ans plus tard, à Gdansk, ils en demanderont pardon aux professeurs et aux étudiants qu'ils prieront de s'unir à eux. A travers la plupart des expériences, on voit qu'une telle conjonction est essentielle. Elle se retrouve à Poznan et à Budapest en 1956. Seul le « printemps de Prague » s'est engagé dans une voie différente : l'impulsion venait des politiques et des intellectuels qui ont conquis le contrôle de l'appareil d'Etat et entraîné ensuite des travailleurs montant dans le train en marche.

Les événements actuels de Pologne ouvrent-ils une phase nouvelle dans l'évolution des dictatures communistes ? On doit se garder de toute conclusion hâtive étant donnés les caractères particuliers du pays où ils se déroulent. Il présente au moins deux singularités essentielles le distinguant de tous ses homologues de l'Est. D'une part, bien qu'elles y soient aussi provoquées par des revendications matérielles, les grandes révoltes ouvrières ont entraîné deux fois la chute du gouvernement. Elles deviennent ainsi plus ou moins l'équivalent du vote de défiance dans les régimes parlementaires. Le scénario s'est déroulé en 1956 au profit de M. Gomulka et en 1970 au profit de M. Gierek, qui s'efforce aujourd'hui de ne pas en devenir victime à son tour, et sacrifie le premier ministre.

Ces renversements de ministère sont suivis de changements de personnel et d'un certain infléchissement politique sans mettre en cause le contrôle de l'Etat par le parti unique. Cependant, une dictature dont le chef peut être révoqué par la pression populaire n'est plus tout à fait dictatoriale. D'autant qu'elle se trouve soumise en même temps à une contestation permanente par l'Eglise catholique, seconde originalité du régime de Varsovie, entraînant un pluralisme réel au niveau des idéologies et des appareils. L'institution religieuse constitue un groupe de pression indépendant dont le gouvernement doit tenir compte. Entre eux s'établissent des rapports de collaboration contractuelle : chacune des parties respectant l'autre à condition d'être elle-même respectée.

On peut se demander si certains éléments de l'actuel mouvement polonais ne semblent pas susceptibles de se développer un jour dans d'autres nations de l'Est, parce qu'ils offrent la possibilité d'une liaison permanente entre les revendications économiques et la contestation politique. Après les grèves de 1976 et leur sévère répression, des universitaires et des écrivains ont lutté pour obtenir la libération de tous les travailleurs arrêtés. Une fois satisfaction obtenue, leur organisation s'est transformée en comité d'autodéfense sociale (KOR), qui a créé des universités populaires et développé des publications semi-clandestines, les unes et les autres destinées principalement aux gens des usines. Il n'est pas inutile de souligner que cette collaboration des intellectuels et de la classe ouvrière correspond exactement aux idées formulées par Lénine dans *Que faire ?*, à cela près qu'il envisageait seulement la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie capitaliste et non contre l'appareil d'un Etat socialiste.

Le KOR se donne pour objectif essentiel d'aider l'avènement d'une démocratie dans les entreprises et les syndicats, par la création d'organes réellement représentatifs des travailleurs. Le parti vient de donner le sentiment qu'il pourrait s'en accommoder, dans la mesure où ils ne mettraient pas en cause son monopole dans l'exercice du pouvoir d'Etat, clé de voûte de tous les régimes communistes. La situation dans la Pologne d'aujourd'hui reste malheureusement très différente en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires, où le mouvement ouvrier est beaucoup plus faible et l'institution religieuse inexistante ou domestiquée. Cela fait craindre que le modèle de Varsovie demeure longtemps exceptionnel, même s'il parvient à s'enraciner dans son pays d'origine.

(1) V.V. Kusin, *Political grouping in Czechoslovak reform mouvement*, Londres, MacMillan, 1972.

● RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée dans la qualification professionnelle de M. Jérôme Grynpas, auteur de l'article : « Le tyran est mort, vive la tyrannies », paru dans *le Monde* du 22 août, en page « Idées ». Il fallait lire : « (*) Journaliste, ancien directeur de l'hebdomadaire *Notre Temps* (Bruxelles). »

Lamennais avait raison

par XAVIER GRALL (*)

L'HISTOIRE ne se répète pas, dit-on. Pourtant, elle ne fait que ça. Il y a cent cinquante ans — c'était en 1830, — l'isolement politique et militaire de la Pologne était aussi grand qu'il l'est aujourd'hui. Envahie par un tsar orthodoxe, l'Europe de la Sainte Alliance, toute catholique qu'elle fût, ne bougea pas le petit doigt, à la grande colère de ce petit curé breton nommé Lamennais qui osa interpeller Grégoire XVI, un pontife confit en dévotions et proprement chambré par Metternich.

L'Eglise, elle, a heureusement changé. Sa position doctrinale sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est plus ce qu'elle était au temps du véhément Féli, lequel se serait réjoui de voir, aujourd'hui, les ouvriers de Gdansk se battre pour la liberté sous l'effigie du pape Jean-Paul II, leur compatriote.

Décidément, Lamennais avait raison trop tôt, qui fut crossé par Rome pour avoir, avec quelle fougue, défendu l'indépendance du peuple polonais contre l'iniquité des princes et la prudence des lâches. Peut-on espérer de Carol Wojtila qu'il s'en souvienne au moment où il lui faudra parler ? Car si les Cosaques devaient repasser la frontière, il serait intolérable qu'une fois de plus le Vatican se taise...

Quant à notre actuelle monarchie de Juillet, nous n'en attendons rien. C'est, n'est-ce pas, à Varsovie que Valéry Giscard d'Estaing a reconnu *de facto* Leonid Brejnev protecteur des Afghans ! Giscard, c'est Louis-Philippe plus un accordéon. Pour une polka. Oui, l'histoire bégaie...

Solitaire Pologne ! Sacrée Pologne !

(*) Ecrivain, auteur de *Stèle pour Lamennais* (1978).

Citoyens, vive la Pologne !

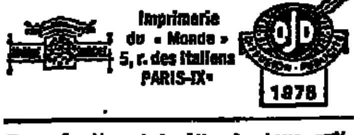
par JEAN BRUHAT (*)

C'EST ainsi que s'abordaient dans les rues de Paris les démocrates des années 40. Ce salut, il convient de le reprendre et de le crier très haut, partout en 1980. L'originalité de ce qui se passe en Pologne réside dans le surgissement d'un mouvement ouvrier contestataire mais organisé. Je ne sais ce qu'il deviendra. Mais il aura existé. Il ne s'agit pas d'une manifestation empreinte de nostalgie passéiste mais d'une volonté d'ouvrir les portes de l'avenir en direction d'une démocratie socialiste. Naguère mon parti, le parti communiste français, a affirmé que la voie de passage au socialisme ne pouvait être que démocratique, que le socialisme lui-même ne pouvait être que démocratique, et que, en conséquence, l'Union soviétique et les démocraties populaires ne pouvaient être des « modèles ». Aujourd'hui on avance la thèse du bilan globalement positif de l'expérience soviétique. C'est le *globalement* que je récuse, car du positif, il y en a évidemment. Allons plus avant. Le socialisme nécessite la socialisation des moyens fondamentaux de production. D'accord. C'est la condition *nécessaire* de la rupture avec le capitalisme. Mais condition *non suffisante*. Car c'est aux intéressés eux-mêmes (en la circonstance les travailleurs) d'assurer d'abord le contrôle de ces moyens de production (où en est le contrôle ouvrier que réclamait Lénine ?) puis leur gestion.

Les nouvelles qui nous parviennent de Gdansk ou d'ailleurs nous démontrent que, par-delà les revendications dites abusivement quantitatives (augmentation des salaires, diminution du prix de la viande), les ouvriers polonais avancent des exigences politiques. Jacques Fauvet dans *le Monde* du 21 août demande aux dirigeants occidentaux et en particulier au président français d'intervenir auprès de M. Gierek. Bizarre ! Pour ma part (et je ne suis pas seul à penser ainsi) j'estime que c'est aux mouvements ouvriers des pays occidentaux d'affirmer leur solidarité avec les travailleurs polonais. J'apprends à l'instant que la La C.G.I.L. (la plus importante confédération syndicale italienne) a agi dans ce sens. A pratiquer plus longtemps ce qui est pour le moins de l'« attentisme » la C.G.T. française et le P.C.F. courent le risque d'apparaître sans plus tarder comme les soutiens d'un « conservatisme » certain (disons, si vous préférez, d'un véritable « immobilisme ») au sein du mouvement ouvrier. Un tribun au cours de la révolution bourgeoise s'est écrié : « *De l'audace ! De l'audace ! et toujours de l'audace !* » On ne reprochera pas à mes camarades communistes français d'avoir péché par audace ! On sait d'expérience ce que leur ont coûté certains retards (1956 !) et comment des excès de prudence conduisent à une politique de bascule.

(*) Historien et membre du P.C.F.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

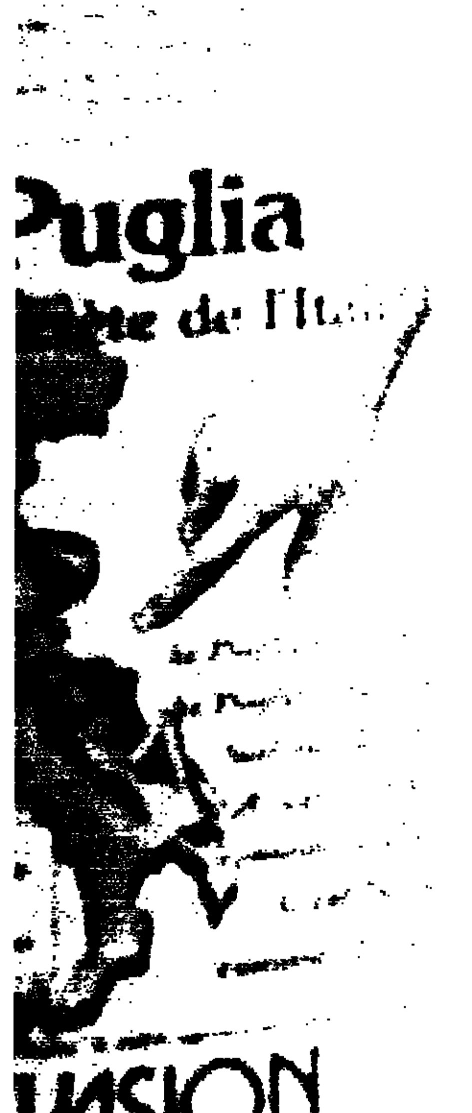


Commission paritaire n° 57 437.

هكذا من الأصل

LA TENSION SOCIALE

La classe ouvrière dans les régimes communistes



Le Monde

étranger

ET LA CRISE POLITIQUE EN POLOGNE

M. Gierek a annoncé d'importants changements à la direction du parti et du gouvernement

Les décisions du plénum du comité central du parti ouvrier polonais et les remaniements au bureau politique et au conseil des ministres annoncés dimanche soir n'avaient encore fait l'objet ce lundi matin que de rares réactions officielles. Alors que, à Moscou, l'agence Tass et la télévision ont annoncé sans commentaire les « démissions » de M. Babiuch et des autres membres du bureau politique, passant sous silence les promesses faites par M. Gierek aux grévistes, la télévision est-allemande a, au contraire, interrompu son bulletin quotidien d'informations, dimanche soir, pour diffuser en direct et intégralement le discours du secrétaire général du POUP. La presse est-allemande s'était bornée jusque-là à reproduire les informations diffusées par l'agence polonaise PAP et avait passé sous silence les revendications politiques des grévistes. Les organes d'information yougoslaves, qui, eux, avaient fait état la semaine dernière de l'aspect politique de la crise polonaise, ont réagi dimanche avec une rapidité exceptionnelle à ses nouveaux développements et rendu compte du discours de M. Gierek.

M. Kenneth Kaunda, le président zambien, en visite officielle en R.D.A., a reporté, à la demande des autorités de Varsovie, le voyage qu'il devait effectuer en Pologne à partir de dimanche.

Le département d'Etat américain a commenté, pour sa part, avec une extrême prudence l'annonce des changements intervenus dans la direction polonaise. « Nous ne sommes pas certains de la signification de ces changements ; nous présumons qu'ils sont liés aux problèmes intérieurs que connaît actuellement la Pologne », s'est borné à déclarer l'un de ses porte-parole.

D'importantes manifestations de soutien aux grévistes polonais avaient eu lieu samedi à Chicago, « deuxième ville polonaise » après Varsovie, qui compte six cent mille habitants d'ascendance polonaise, ainsi qu'à New-York. Dans une interview publiée samedi par le « Boston Globe », M. Jimmy Carter a expliqué la politique de réserve des Etats-Unis à propos de la Pologne, exposée la veille, dans un communiqué, par le secrétaire d'Etat Edmund Muskie. Un jugement des Etats-Unis sur cette question « pourrait avoir un effet déstabilisateur et aller à l'encontre de nos intérêts », a affirmé le président américain.

D'autres manifestations de soutien aux grévistes ont eu lieu samedi à Genève, à l'appel de divers mouvements de gauche, et à Stockholm où elles étaient organisées par la représentation suédoise du Comité d'autodéfense sociale (KOR).

Le pape a reçu dimanche, dans sa résidence de Castelgandolfo, un groupe de pèlerins polonais. « Nous sentons le devoir de prier de façon spéciale pour la patrie. Nous sommes reconnaissants à tous ceux qui, dans le monde entier, prient pour la Pologne, comme le montrent les témoignages que je reçois tous les jours », leur a-t-il déclaré.

La composition des organes dirigeants du parti

BUREAU POLITIQUE

Titulaires
(12 au lieu de 14)

MM. Edward Gierek, Zdzislaw Grudzien, Henryk Jablonski, Mieczyslaw Jagielski, Wojcieh Jaruzelski, Stanislaw Kania, Alojzy Karkoszka (2), Stanislaw Kowalczyk, Wladyslaw Kruczek, Stefan Olszowski (1), Jozef Pinkowski (1), Andrzej Werblan (2).

(1) Elus le 24 août 1980.
(2) Promus titulaires le 15 février 1980.

[Quittent le bureau politique : MM. Babiuch, ancien premier ministre, Jan Szydlak, président du conseil central des syndicats, Jerzy Lukaszewicz, secrétaire à la propagande, et Tadeusz Wrzaszczyk, vice-président du conseil, spécialiste de la planification.]

Suppléants
(4 au lieu de 5)

MM. Kazimierz Barcikowski, Emil Wojtaszek (2), Jerzy Waszczuk (1), Andrzej Zabinski (1).

(1) Elus le 24 août 1980, ils étaient devenus secrétaires du comité central en février dernier.
(2) Elu le 15 février 1980.

[Quittent la suppléance : M. Josef Pinkowski, promu titulaire et premier ministre, ainsi que MM. Tadeusz Pyka (chef éphémère de la commission gouvernementale chargée de négocier avec les grévistes de Gdansk) et Zdzislaw Zandarowski, chargé de l'organisation.]

SECRETARIAT

Premier secrétaire : M. Edward Gierek.

Secrétaires (6 au lieu de 7) : MM. Stanislaw Kania, Stefan Olszowski (3), Jerzy Waszczuk (2), Andrzej Werblan, Emil Wojtaszek (1), Andrzej Zabinski (2).

(1) Elu le 24 août 1980.
(2) Elus le 15 février 1980.
(3) Elu le 24 août, retrouve le poste perdu le 15 février 1980.

[Quittent le secrétariat : MM. Pinkowski, promu titulaire au bureau politique et nommé premier ministre, et MM. Lukaszewicz et Zandarowski.]

Autres remaniements

M. Jozef Czyrek, ancien vice-ministre, devient ministre des affaires étrangères à la place de M. Wojtaszek qui entre au secrétariat du comité central du parti.

MM. Tadeusz Pyka et Tadeusz Wrzaszczyk qui quittent le bureau politique sont relevés de la vice-présidence du gouvernement. Trois nouveaux vice-premiers ministres sont nommés : MM. Tadeusz Grabski, ancien premier secrétaire de la région de Konin, éliminé au début de l'été après avoir, au cours d'une réunion du comité central, vigoureusement critiqué l'immobilisme du parti, M. Henryk Kisiel et Aleksander opec.

M. Kisiel remplace M. Wrzaszczyk, qui quitte le bureau politique, à la présidence de la commission de planification ; il est libéré du poste de ministre des finances, où il est remplacé par M. Marian Krzak. M. Kopec, un des trois nouveaux vice-premiers ministres, est libéré de ses fonctions de ministre de l'industrie mécanique et remplacé par M. Henryk Gawronski.

M. Eugeniusz Grochal, président de la commission d'Etat des prix, est remplacé par M. Jerzy Gawrysiak, et M. Stanislaw Kuzinski, président de l'Office central des statistiques, par M. Wieslaw Sadowski.

Chez les responsables de la propagande, M. Lukaszewicz quitte le bureau politique et le secrétariat, et M. Maciej Szczepanski, président du Conseil d'Etat pour la radio-télévision, est remplacé par M. Jozef Barecki, rédacteur

LES PROMUS

M. STEFAN OLSZOWSKI :
Un homme ambitieux et énergique

S'adressant, en février 1969, au congrès de l'Association des écrivains polonais, M. Stefan Olszowski, après avoir étrillé les intellectuels *« fascinés par le clinquant du cosmopolitisme culturel »* — la vague « antisioniste » de 1968 était encore dans tous les esprits, — déclarait, grand seigneur : *« Une voie de retour existe pour chacun. »* Il ne croyait pas si bien dire. En réintégrant le bureau politique et le secrétariat six mois seulement après en avoir été écouduit sans tambours ni trompettes, l'ancien ministre des affaires étrangères réalise un rétablissement qui satisfera assurément son ambition que l'on dit grande.

Des douze membres que compte désormais la plus haute instance dirigeante du pays, M. Olszowski est celui qui, avec M. Gierek, possède, en dépit de son âge relativement jeune, l'expérience politique la plus complète. Cet homme, de corpulence massive, au visage légèrement empâté, mais d'une grande énergie, a grandi dans le sérail : commencée dans les organisations de jeunesse du parti, sa carrière le conduit, après la crise de 1976, à l'économie après l'avoir placé pendant plusieurs années à la tête de la diplomatie. Cet éclectisme lui a permis d'acquérir des compétences fort diversifiées qui en font un personnage à part au sein de la nouvelle direction.

Né en 1931, M. Olszowski n'a pas l'ascendance habituelle des hauts dignitaires communistes. Il n'est ni fils d'ouvrier, ni fils de paysan, mais l'enfant d'une famille d'instituteurs. C'est donc un intellectuel, à la fois par son origine, et par sa formation, puisqu'il obtient à la fin de ses études universitaires à Lodz un diplôme de philologie. Après avoir exercé des responsabilités à l'Union de la jeunesse polonaise et à l'Association des étudiants, il passe plusieurs années à Prague auprès de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique.

A son retour en Pologne, il est nommé, en 1960, secrétaire du parti à Poznan. En 1964, au IV[e] congrès du parti ouvrier unifié, il entre au comité central et, en 1968, il devient secrétaire du C.C., où il est chargé de la presse, de la culture et de la jeunesse. Il dirigeait déjà le bureau de presse du comité central depuis 1963.

Au lendemain de la crise de 1970, qui voit le départ de M. Gomulka, il entre au bureau politique, dont il est le titulaire le plus jeune. Mais, brusquement, en décembre 1971, cette belle ascension est stoppée : abandonnant son poste au secrétariat du parti, il est nommé ministre des affaires étrangères. Sans doute faut-il voir dans cette semi-disgrâce la conséquence d'un « flirt » un peu trop poussé avec les « néo-partisans » de M. Kepa, qui, pendant l'année 1971, intriguent en coulisses contre le nouveau chef du parti, M. Gierek.

A la tête de la diplomatie, M. Olszowski va déployer une brillante activité accordant une attention particulière à la normalisation des relations avec l'Allemagne fédérale — il est, en septembre 1972, le premier ministre polonais des affaires étrangères à se rendre à Bonn, — avec le Vatican — il est reçu par le pape Paul VI à l'automne 1973, — et avec la France. Ses rapports avec les Soviétiques sont jugés bons, voire confiants.

Survient la crise de 1976. Il est alors rappelé au secrétariat, où il est chargé de superviser l'ensemble du secteur économique. Assez vite, il se rend compte de l'ampleur des difficultés et préconise des mesures plus radicales que celles jusqu'alors envisagées. Il maintient le contact en tout cas avec certains membres contestataires du parti, qui n'hésitent pas à coopérer avec des intellectuels catholiques au sein du groupe Expérience et Avenir (DIP). Est-ce simple opportunisme ou véritable choix politique ? Cette option ne lui porte pas chance : en février dernier, au VIII[e] congrès du parti, il est évincé du bureau politique. Il y revient aujourd'hui avec l'auréole de ceux qui ont eu le tort d'avoir eu raison trop tôt. Il lui reste à faire la preuve maintenant qu'il est animé d'un sincère désir de réformes.

M. L.

M. JOZEF PINKOWSKI :
Un économiste ouvert aux réformes

Homme peu connu à l'étranger, M. Jozef Pinkowski n'en appartient pas moins, depuis déjà plusieurs années, à la direction du parti ouvrier unifié polonais (POUP), et sa nomination à la tête du gouvernement, si elle intervient dans des circonstances exceptionnelles, ne peut pas être tout à fait considérée comme inattendue. Depuis plusieurs années déjà, son nom était prononcé, à Varsovie, parmi les possibles successeurs de M. Jaroszewicz, qui, arrivé aux affaires en décembre 1970 en même temps que M. Gierek, devait exercer la fonction de premier ministre jusqu'au début de cette année.

La surprise avait plutôt été de constater, en février, que ce n'était pas M. Pinkowski, mais M. Babiuch, qui avait été choisi pour diriger l'équipe gouvernementale après la « démission » de M. Jaroszewicz.

De son éphémère prédécesseur, M. Pinkowski se distingue au moins en deux points : ce n'est pas vraiment un homme d'appareil — sa carrière, contrairement à celle de M. Babiuch, ne s'est pas faite dans le parti, mais dans l'administration *d'Etat et les organisations économiques* — et, ensuite, il passe pour être ouvert aux solutions pragmatiques et soucieux de tenir compte des réalités socio-économiques — la politique prudente menée par le parti dans le secteur agricole, dont il avait la charge au secrétariat, est là pour en témoigner.

Avec M. Barcikowski, revenu au gouvernement au début de cette année, après l'avoir quitté en décembre 1977 à la suite d'un sérieux différend avec le chef du gouvernement de l'époque sur la politique agricole, M. Pinkowski a été l'artisan, ces dernières années, d'une ligne plus souple à l'égard du monde paysan. Cette attitude s'est traduite par le souci de maintenir la propriété privée tout en essayant de favoriser la formation de fermes plus grandes et plus modernes, et d'étendre aux agriculteurs les avantages sociaux déjà accordés aux autres catégories socio-professionnelles.

La méfiance viscérale des paysans envers le pouvoir communiste et le retard de certaines branches industrielles (fabrication des tracteurs et des engrais notamment) ont empêché cette politique de donner les résultats escomptés. Mais le climat à la campagne en a quand même été sen*siblement modifié.*

Désormais, c'est à l'ensemble de l'économie que M. Pinkowski — il est né le 17 avril 1929 à Siedlce, près de Varsovie — va devoir étendre ses compétences économiques, qui sont certaines.

Sa nomination comme chef du gouvernement couronne une carrière politique qui n'a vraiment commencé qu'avec l'avènement de l'ère Gierek. En 1971, il est nommé premier vice-président de la commission du plan et devient membre à part entière du comité central. Auparavant, de 1965 à 1971, il avait présidé le conseil populaire pour la région de Varsovie. En février 1974, il entre au secrétariat du parti et en février dernier, au huitième congrès, il est élu membre suppléant du bureau politique. La tâche qui attend cet homme affable et plutôt discret — il a été officier dans l'armée pendant quatre ans — va mettre à l'épreuve sa capacité à maîtriser une situation très délicate. — M. L.

● ANDRZEJ ZABINSKI. — Né en 1938 à Katowice, M. Zabinski est membre suppléant du comité central en 1968, puis titulaire en 1971. Après des études d'histoire, il commence sa carrière dans les organisations de jeunesse de la région de Katowice ; de 1967 à 1972, il est président du bureau central de l'Union de la jeunesse polonaise, puis travaille à la section « organisation » du comité central avant d'être nommé premier secrétaire du parti pour la région d'Opole.

● JERZY WASZCZUK. — Ancien secrétaire personnel de M. Gierek au début des années 70, M. Waszczuk jouit sans aucun doute de toute la confiance du premier secrétaire. Chef des services administratifs du comité central, il en devient aujourd'hui secrétaire. Avant de lier sa carrière à celle de M. Gierek, cet homme jeune et, dit-on, ouvert, avait travaillé au secteur « propagande » de l'organisation du parti à Varsovie ainsi qu'au bureau de presse du comité central.

● JOZEF CZYREK. — Agé de cinquante-deux ans, le nouveau chef de la diplomatie, M. Czyrek, qui était depuis 1971 le « numéro deux » du ministère des affaires étrangères, est issu d'une famille paysanne du sud-est de la Pologne. Titulaire d'une maîtrise en sciences économiques, il est entré dans la carrière diplomatique en 1952. Depuis le huitième congrès de février, il est membre de plein droit du comité central. Il succède à M. Emil Wojtaszek. M. Czyrek a été notamment en poste à Berlin (1952-1957), et à Belgrade (1962-1967). Il a dirigé la section « allemande » à l'administration centrale (1958-1962 et 1968-1969), puis le département des études et des plans (1969-1971).

● EMIL WOJTASZEK. — Né à Cracovie en 1927, il a, tout comme M. Gierek, travaillé comme mineur en France où sa famille avait émigré en 1929. Pendant la guerre, il milita dans les mouvements de résistance animés par ses compatriotes et fut déporté en Allemagne en 1944. Rentré en Pologne en 1950, il suivit les cours de l'école du parti, puis partit à Budapest comme représentant de la Pologne auprès de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique et à Vienne comme délégué au Conseil mondial de la paix. A son retour à Varsovie, il fut nommé chef adjoint du département du comité central du parti chargé des relations avec l'étranger. Vice-ministre des affaires étrangères à partir du 26 avril 1972, il n'occupa ce poste que quelques semaines et fut nommé le mois suivant ambassadeur en France. En décembre 1975, il était élu membre suppléant du comité central, et le 27 mars 1976, il entrait au gouvernement avec le titre de ministre de *l'administration* de l'économie locale et de l'environnement. Il quittait ce poste quelques mois plus tard pour devenir ministre des affaires étrangères.

LES EXCLUS

M. EDWARD BABIUCH : le bouc émissaire

Que M. Gierek le veuille ou non, M. Babiuch — inconnu il y a encore un an de la plupart des Polonais — restera sans aucun doute dans l'histoire comme le parfait bouc-émissaire de la crise de cet été 1980. Ce n'est qu'en février, en effet, que cet homme d'appareil, au costume triste et à la mine grise, a été catapulté sur le devant de la scène en tant que premier ministre. La tâche qui lui était soudain confiée par son *vieil ami M. Gierek n'était pas simple* : mettre de l'ordre dans l'économie, établir enfin la vérité des prix. Avant même d'avoir pu s'atteler à cette tâche impossible, M. Babiuch se retrouve sur la touche et il est accusé de tous les péchés.

Né en 1927 dans une famille de mineurs, M. Babiuch est entré au parti dès 1948 ; il fait d'abord carrière dans l'Union de la jeunesse polonaise, à Katowice, puis à Varsovie. En 1955, après avoir obtenu un diplôme d'économie, il accède au comité central en tant que fonctionnaire. Après un détour par l'organisation du parti de Varsovie, il se retrouve, en 1963, directeur adjoint de la section « organisation » du C.C., un département clé s'il en est, puisqu'il *contrôle toutes les nominations* importantes à l'intérieur du parti.

M. Babiuch ne reste pas longtemps le numéro 2 à l'organisation : en 1965 il prend la tête de la section. Un an avant, il avait été élu au comité central. En 1970, après les émeutes ouvrières qui portent M. Gierek au pouvoir, M. Babiuch entre au bureau politique tout en conservant ses responsabilités au comité central. Il continuera son ascension dans l'ombre de M. Gierek, accédant notamment, en 1976, à la présidence collégiale de la république.

L'élimination de M. Jaroszewicz, en février 1980, constitue sa grande chance : abandonnant ses fonctions au secrétariat du comité central, il se retrouve premier ministre. Réputé bon « manager », il est plutôt bien accueilli dans le pays, dont la crise économique ne cesse de s'aggraver. Les grèves de Gdansk lui auront pourtant été fatales, des grèves qu'il avait tenté de désamorcer par une fort médiocre prestation télévisée il y a quelques jours.

● JERZY LUKASZEWICZ. — Né en 1931, membre suppléant du bureau politique depuis 1975, il en avait été élu membre titulaire en février. Depuis 1975, également, M. Lukaszewicz était secrétaire du comité central chargé des problèmes de presse et de propagande. C'est à ce titre qu'il avait convoqué récemment les correspondants occidentaux en poste à Varsovie pour leur affirmer que les grèves « massives » étaient terminées et que les revendications des travailleurs n'avaient qu'un caractère « économique ».

Militant de l'Union de la jeunesse polonaise, M. Lukaszewicz est entré au parti en 1951 ; il a ensuite occupé d'importantes fonctions dans l'organisation du parti à Varsovie. Contrairement à beaucoup de dirigeants polonais, M. Lukaszewicz est un produit de l'intelligentsia.

● TADEUSZ PYKA. — Vice-président du conseil des ministres depuis octobre 1975, son sort a été scellé la semaine dernière lorsqu'il a été démis de sa tâche de président de la commission gouvernementale chargée de négocier avec les grévistes de Gdansk. Né en 1930, fils d'ouvrier, c'est un ingénieur métallurgiste et un économiste. Il a fait cependant sa carrière dans le parti, entrant au comite central en 1971, après avoir été membre suppléant pendant sept ans. Vice-président de la commission de planification en 1974, il était nommé vice-président du conseil des ministres un an plus tard.

● JAN SZYDLAK. — C'est la victime attendue, si l'on peut dire, de la crise, dans la mesure où il dirigeait, depuis février dernier, le conseil central des syndicats, la « bête noire » des grévistes. Agé de cinquante-cinq ans, M. Szydlak est (comme M. Gierek, dont il est ou dont il fut l'ami) fils de mineur et originaire de Silésie. Il a fait son entrée au bureau politique après les événements de 1970 et fut alors chargé des questions idéologiques et de la propagande. En 1975, il fut mis à la tête d'une commission spéciale, près le bureau politique, chargée de surveiller la politique économique. Il fut « libéré » de ses fonctions au secrétariat du comité central un an plus tard, au profit de M. Olszowski.

M. Szydlak avait été nommé suppléant du bureau politique et secrétaire du comité central lors du 5[e] congrès du parti, en 1968.

● TADEUSZ WRZASZCYK. — Entré au comité central au 6[e] congrès du parti, en 1971, il avait été élu membre suppléant du bureau politique en 1975. Né en 1932, cet ingénieur devint, en 1965, directeur général de l'Union de l'industrie automobile, puis, de 1970 à 1975, ministre de l'industrie mécanique. A ces titres, il fut l'un des maîtres d'œuvre de la production des Polski, les Fiat polonaises. Depuis 1975, il était vice-président du conseil des ministres et président de la commission de planification. En février, il avait fait son entrée, à part entière, au bureau politique.

● ZDZISLAW ZANDAROWSKI. — Né en 1929 à Varsovie, fils d'ouvrier, M. Zandarowski est membre du parti depuis 1948. Il a fait des études de droit (à Lodz) et de philosophie (à Varsovie). Chargé de la propagande, puis des sciences et de l'éducation dans l'organisation du parti pour Varsovie, il entre, en 1969, dans *l'appareil du comité central pour* diriger d'abord la section « organisation », puis, en 1972, la section « internationale » après un bref passage à *la Vie du parti*, le mensuel du POUP.

EUROPE

L'INTERVENTION DU PREMIER SECRÉTAIRE

Les syndicats doivent évoluer vers une défense authentique des intérêts des travailleurs

Varsovie (*A.F.P., Reuter, UPI.*). — Les remaniements décidés dimanche 24 août par la session plénière du comité central du parti et par le Conseil d'Etat (présidence collégiale) ont été annoncés dans le journal télévisé polonais de 19 h 30 par le speaker habituel. Puis M. Gierek s'est adressé à la nation. Le premier secrétaire a déclaré que le parti devait « *arriver à un accord avec la classe ouvrière* » mais ne pouvait accepter des changements portant atteinte aux fondements politiques du système, car « *seul le socialisme peut sauvegarder les intérêts de notre nation et de notre Etat* ». Il a engagé tous les Polonais à faire bloc autour du parti.

« *Nous sommes disposés à dialoguer avec les représentants des grévistes et nous promettons que les citoyens auront une plus grande voix au chapitre dans la gestion du pays* », a-t-il dit.

Le conseil central des syndicats, a-t-il poursuivi « *devrait envisager de nouvelles élections dans toutes les entreprises où les travailleurs l'exigeront* ». Ces élections seront « *démocratiques, à bulletin secret et sans limitation d'inscription sur les listes* », a précisé M. Gierek. « *Il n'y a aucun doute*, a-t-il ajouté, *que, si leur autorité se révèle durable, les représentants qui ont été choisis récemment de façon spontanée dans certaines entreprises* (les comités de grève) *figureront parmi ceux qui seront élus.* » Il faut, a-t-il encore dit, que le conseil central des syndicats « *évolue vers une défense authentique des intérêts des travailleurs* ». A cette fin, a-t-il annoncé, une nouvelle loi sur les syndicats sera proposée à la *Diète* (Parlement).

M. Gierek a reconnu que le programme économique élaboré par le huitième congrès du parti, en février 1980, n'avait « *pas obtenu le soutien de la société polonaise* ». Il a indiqué, que pour satisfaire les revendications des ouvriers, le parti devait opérer un revirement de sa politique et que des changements allaient être apportés dans les plus brefs délais aux plans économiques. « *Nous allons notamment*, a-t-il dit, *changer la structure de la production afin de satisfaire les besoins de la population et limiter encore davantage les investissements. Nous ferons des* « *efforts* » *pour accroître la production agricole.* »

Le gouvernement, de son côté, présentera à la Diète, au courant de l'automne, un programme détaillé de réformes du système de gestion de l'économie. « *Le parti veut corriger honnêtement sa politique. Nous voulons un véritable développement de la participation des citoyens dans leurs établissements de travail.* »

M. Gierek a souligné que les changements introduits dans la composition du bureau politique, du secrétariat du comité central et du gouvernement reflétaient déjà ces transformations : « *Nous avons nommé à la direction économique du pays des camarades qui, depuis un certain temps déjà, signalaient les défauts de la situation et que nous n'avons pas su entendre.* »

« Allons courageusement vers les masses »

M. Gierek a indiqué que « *des paroles dures et douloureuses mais justes* » avaient été prononcées au cours du plénum. « *Nous sommes désormais résolus à écouter plus attentivement des vérités dures concernant nos propres erreurs, nos hésitations et nos faiblesses. Nous voulons aller à la racine de toutes les causes, sans exception, de la profonde crise économique et sociale que traverse actuellement notre pays* », a-t-il ajouté.

Il a annoncé qu'un nouveau plénum serait convoqué « *à brève échéance* » pour mieux tirer les conclusions de la crise que traverse le pays.

Il a salué ceux, parmi les ouvriers, qui, sans abandonner leur travail, ont engagé des discussions avec les autorités. Il a demandé aux autres de mettre fin à leurs grèves, mais a reconnu qu'ils avaient su, dans ces heures difficiles, « *garder leur calme* ».

« *Resserrons les rangs*, a-t-il dit, *allons courageusement vers les masses, sachons écouter leurs propositions.* »

Il a conclu son intervention par une phrase qu figurait dans l'appel diffusé mercredi soir par soixante-deux intellectuels progressistes (dont le nombre est passé depuis à plus de deux cents), disant :« *Je partage l'opinion exprimée dans différents milieux de la société que nul n'a le droit de miser sur une seule carte le sort du pays ni de gaspiller tout espoir d'un meilleur avenir.* »

LA TENSION SOCIALE ET LA CRISE

« Nous n'avons confiance qu'en nous-mêmes »

(Suite de la première page.)

Une ouvrière commente : « *En 1956, j'ai accueilli l'arrivée de Gomulka avec enthousiasme. J'ai été déçue. En 1970, j'ai accueilli celle de Gierek avec espoir. J'ai été déçue. Aujourd'hui je n'ai confiance qu'en nous-mêmes, qu'en notre force...* »

Tous sont dans le même état d'esprit. Ils n'ont d'ailleurs écouté M. Gierek qu'avec distraction ; ils veulent un syndicat indépendant, à eux : un peu de contre-pouvoir. Dirigeant du mouvement, Lech Walesa déclare : « *Je suis un syndicaliste. La politique ne m'intéresse pas. Les changements de personnes non plus, et je ne connais d'ailleurs pas ces hommes. Ce que nous voulons, c'est obtenir satisfaction sur les libertés syndicales, et peu nous importe qui vient négocier avec nous.* » Ce n'est pas qu'on soit contre le parti, c'est plus profond : on ne s'y intéresse plus, on n'en attend rien de lui; sa vie interne le regarde — lui seul.

Samedi 14 heures : le préfet arrive aux chantiers — seuls, à pied, fendant la foule massée à l'extérieur des grilles, — pour préparer la venue, le soir, de M. Jagielski. Lech Walesa l'accueille poliment. « *Il faut terminer cette grève rapidement* », dit le préfet d'un air pénétré au milieu d'une marée d'hommes en bleu de travail. Walesa le regarde longuement et répond : « *Elle aurait dû être terminée beaucoup plus tôt.* » Sous-entendu : nous vous attendons depuis huit jours. M. Jagielski, son équipe et le présidium du comité de grève siégeront dans une petite salle, le son sera retransmis pour les délégués, mais pas sur l'ensemble du chantier. Lorsque Lech Walesa annonce aux délégués que tout est len ordre ,quelle ovation, quels hurlements de triomphe chez ces hommes qui viennent de réussir ce qui n'a jamais été fait dans un pays communiste : obtenir des négociations entre le pouvoir et une organisation ouvrière autonome.

Lech Walesa : « *Jusqu'à maintenant, nous étions tous bien préparés. Il faut savoir que nous le sommes moins bien pour l'étape suivante. Chacun doit réfléchir à ce qu'il aura à faire.* »

A 20 heures, un autocar de tourisme, bariolé d'auto-collants, pénètre sur le chantier avec à bord une dizaine de membres du gouvernement et de hauts fonctionnaires. Les ouvriers scandent sans fin : « *Walesa ! Walesa !* » Le chauffeur est affolé, roule trop vite au lieu de s'arrêter immédiatement. On voit venir le drame : des gens passer sous les roues. De l'intérieur, juste à temps, l'ordre claque et les freins crissent.

M. Jagielski descend le premier, serre la main de Lech Walesa, et l'on commence à remonter l'allée centrale du chantier dans la nuit qu'éclairent les lampadaires blafards. De chaque côté de l'allée — longue, longue — les ouvriers continuent à scander le nom de Walesa, qui salue, bras levés, mains croisées. Les dirigeants sont un peu pâles : on le serait à moins. Il a vraiment fallu du courage pour se résoudre à cela.

Les deux délégations prennent place et, presque immédiatement, M. Jagielski commence à parler. Il est calme, aimable, s'adresse à Lech Walesa en lu idisant : « *Monsieur le président* », puisqu'il préside la séance, et démarre sur un constat : « *Au cours des pourparlers qu'il a eu l'occasion de mener depuis début juillet, il a rencontré beaucoup de gens de talent, de vrais militants.* » Ces hommes ont leur place dans les syndicats, dont « *il faut élargir les prérogatives et les responsabilités* » et modifier les statuts. Le droit de grève ? Nous sommes dans un état de grande émotion. Peut-on décider aujourd'hui, si vite ? Il vaudrait mieux aborder cette question dans le cadre général du rôle des syndicats.

L'impunité des grévistes ? Elle sera respectée .Lech Walesa : « *Mais beaucoup de grévistes ont déjà été interpellés. Beaucoup de gens sont en prison dès maintenant à cause de cette grève.* » Etonnement de M. Jagielski, exemples donnés, précis, déplaisants... Une liste sera fournie. Un membre du présidium revient sur le droit de grève : non il faut prendre la décision tout de suite. M. Jagielski : « *Puis-je changer le code du travail ? C'est à la Diète (Parlement) de décider.* »

On passe à la liberté d'expression, le ministre laisse peu d'espoir, expliquant très naturellement que la censure est un élément-clé de l'ensemble des institutions de la société, qu'elle ne doit pas nuire à la vérité, mais qu'il faut la maintenir pour protéger les secrets d'Etat, la dignité des pays étrangers et lutter contre la pornographie. « *Cela devrait être précisé dans un document* », concède-t-il pourtant, pour ajouter que ce n'est pas là le lieu de mettre tout cela au point.

Prisonniers politiques et informations

L'arrêt des poursuites contre les publications indépendantes ? Certaines sont uniquement critiques, mais il y a aussi des textes s'attaquant aux fondements du régime socialiste, le problème ne saurait donc être aussi simple. L'accès des Eglises aux moyens d'information ? Les relations entre l'Etat et l'Eglise s'améliorent, cette atmosphère est la garantie que tout peut être résolu. En clair : ce n'est pas votre affaire. Et d'ailleurs l'Eglise dispose de nombreuses publications, précise le ministre, en citant des chiffres.

Là le ton monte. Un membre du présidium explique qu'il ne peut jamais trouver telle revue catholique tant son tirage est limité, un autre demande s'il est normal de tirer à si peu d'exemplaires la presse catholique, alors qu'il y a tant de catholiques, et à tant d'exemplaires d'autres journaux qui ont... moins de lecteurs potentiels...

On en arrive aux prisonniers politiques : « *Les trois personnes citées dans votre liste de revendications ont été condamnées pour des affaires criminelles par des juges indépendants et après un procès équitable. Il n'y a pas de prisonniers politiques dans notre pays.* »

Lech Walesa : « *Nous, nous savons comment on vit dans cette société ; moi aussi j'ai été arrêté plusieurs fois.* » (tonnerre d'applaudissements). Un membre du présidium : « *Jusqu'à maintenant, notre presse écrivait que tout allait bien dans l'industrie et maintenant l'opinion a changé. Ne pensez-vous pas qu'il pourrait en être de même pour la justice, pour son propre bien ?* » M. Jagielski : « *En tout état de cause, c'est la Cour suprême qui devrait éventuellement réétudier ces trois cas.* »

La publication par la presse d'informations sur la grève et l'ouverture des négociations ? « *Tout le monde sait que nous négocions* », répond M. Jagielski. Lech Walesa : « *Nos revendications n'ont jamais été publiées.* » Le ministre : « *Ce sont les résultats de nos discussions que nous devons publier, pas des demandes.* » Un membre du présidium : « *Je lis la presse attentivement. Je n'aurais jamais pu y apprendre l'existence du M.K.S.* »

Emballement de la discussion. Le ministre soutient qu'un communiqué a été lu à la radio. Régionale ? Nationale ? etc. Un membre du présidium : « *Votre présence est un acte de bonne volonté mais nous ne pouvons accepter cela* », dit-il, en montrant un article de *Trybuna Ludu* du matin, prenant à partie les grévistes. « *La publication de nos revendications nous laverait de ces calomnies* », reprend-il. Le ministre n'a pas lu cet article. Walesa : « *Vous auriez dû.* » Et le téléphone qui devait être débloqué avant l'ouverture des discussions ? Partie de ping-pong entre le ministre et le préfet sur l'autorité de laquelle dépend le rétablissement. Un membre du présidium : « *Est-ce que nous parlons avec une commission locale ou gouvernementale ?* » Le préfet : « *Mois, je suis local.* »

Au bord de la rupture

Cela s'envenime ; on est au bord de la rupture. M. Jagielski : « *Il y a plus important. Continuons !* » ; M. Walesa : « *Eh bien ! d'accord ; nous allons écouter vos arguments, mais nous ne discuterons pas dans ces conditions. Nous vous écoutons.* » Le ministre reprend point par point. Il ne sera plus interrompu. Le lancement d'une action réelle pour sortir de la crise ? Pleinement d'accord. Le paiement des jours de grève ? S'il y a rattrapage de la production. 2 000 zlotys par mois pour tous ? Réponse argumentée et totalement juste : il serait injuste de donner autant aux plus pauvres qu'aux plus riches, le budget de l'Etat ne le permet pas, et cela ne servirait qu'à accroître l'inflation, la pénurie et le marché noir.

L'échelle mobile ? Oui à un indice des prix. Le choix des managers en fonction de leurs compétences et non de leur appartenance au parti ? Revendication juste. Les cadres doivent être nommés en fonction de leur qualification et... de leur acceptation des bases du système. L'alignement des allocations familiales sur celles de la police et de la sécurité ? Il faut voir les choses sans passion. Les policiers n'ont pas d'horaires, mais une vie de famille perturbée... (« *Et ceux qui travaillent de nuit ?* », murmure un ouvrier.) La fin des privilèges de l'appareil du parti ? Le premier secrétaire de Gdansk : « *Cette idée de privilèges est une atteinte à l'honneur des membres du parti.* » Et ainsi de suite, de réponses de Normand en amorces de concessions possibles.

M. Walesa : « *Cela a duré pendant dix ans et, dans dix ans, peut-être, on en reviendra au même point. Quelles garanties avons-nous ? Beaucoup de choses ne vont pas dans la politique du gouvernement. On voudrait que vous nous expliquiez votre opinion sur la possibilité d'enrayer cette spirale.* » Le ministre : « *Pleinement d'accord. Quelque chose ne va pas. Ayez confiance en moi, le plénum du comité central va en discuter.* » M. Walesa : « *Nous voulons des syndicats libres, c'est-à-dire un contre-pouvoir qui nous donnerait les moyens de discuter sans devoir faire grève et craindre la répression.* »

On se quitte sur la promesse de se revoir (ce devrait être ce lundi), et la sortie est ahurissante : cette mer ondulante, correcte, jusqu'à l'insolence glacée des ouvriers hurlant à M. Walesa : « *Cent ans, qu'il vive cent ans !* » Les photographes occidentaux courant à reculons pour prendre le cliché historique, se battant, se piétinant sous l'œil dégoûté de M. Jagielski. Et l'autocar qui s'éloigne pendant que les ouvriers en casquette ou béret à la main chantent l'hymne national dans la nuit.

Réaction d'un jeune ouvrier de la base : « *Il n'a rien compris. Il croit que nous sommes des ânes, qu'on peut nous rouler facilement. Et il oublie que nous avons eu les expériences de 1956, de 1970 et de 1976 et que nous sommes instruits et que nous avons fait des écoles. Cela ne fait rien : « Ils » finiront par comprendre.* »

Là-dessus arrivent en voiture, tranquillement, quatre représentants du M.K.S. de Szczecin. Voilà, ils ont obtenu de la part de M. Barcikowski que le projet de budget d'Etat soit publié suffisamment à l'avance pour pouvoir être débattu dans tout le pays. L'allongement des congés de maternité à compter de décembre, l'alignement des allocations familiales sur celles de la police et de la sécurité (mais pas de l'armée) ; l'autorisation d'activités pour les groupes oppositionnels qui ne s'attaquent pas aux fondements du régime socialiste ; l'accélération des délais d'attribution des appartements (« *On ne sait pas comment ils vont faire* », commentent-ils en riant), la réintégration des textes de la déclaration des droits de l'homme et de l'Acte final d'Helsinki, l'augmentation des allocations de déplacement professionnel et la promesse d'ouverture de discussions qui devraient être conclues d'ici à décembre entre l'Etat et l'Eglise sur la radiodiffusion des messes.

Arrivés à ce point, ils ont catégoriquement déclaré qu'avant de poursuivre sur le problème des syndicats, ils voulaient obtenir des sauf-conduits pour aller se consulter avec leurs camarades de Gdansk. Et on leur a accordé satisfaction. A Varsovie, au milieu de la nuit, plusieurs intellectuels de renom sont réveillés par un coup de fil de très hauts responsables : « *Des billets pour Gdansk vous attendent à l'aéroport ; rendez-vous là-bas.* » Ils sont tous oppositionnels modérés mais oppositionnels de toujours : ils n'en reviennent pas (1). Explication : deux de leurs amis, Taduez Mazowiecki et Bronisla Geremek, signataires, comme eux, de l'appel des intellectuels (*le Monde* du 23 août) sont arrivés la veille samedi aux chantiers pour proposer aux grévistes de les assister dans les négociations. Accepé, et avec quelle joie : « *Messieurs les experts* », comme on les appelle immédiatement, non pas ironiquement mais respectueusement.

Mai sà deux, ils ne suffisent pas à la tâche. Alors Walesa avait demandé au préfet d'accorder des sauf-conduits à tel, tel et tel. Le préfet avait réfléchi, consulté en haut lieu et cela avait été « *oui* » parce qu'on espère, là-haut, de ces hommes pondérés, des conseils de modération : « *le monde à l'envers* ».

Pendant toute la journée de dimanche, les « *experts* » siègent, affinent les revendications, préparent des dossiers, discutent avec le présidium. Premier dossier : les syndicats. Sur conseil des experts, ils ne s'appelleront plus « *libres* » mais « *indépendants* ». La centaine de comités de grève existants en seront les structures provisoires et le gouvernement devra s'engager à en enregistrer la déclaration officielle auprès de l'administration et à laisser d'autres comités se créer dans d'autres régions. Le principe admis est le pluralisme syndical (donc pas de remise en cause des structures officielles) et les clauses du code du travail interdisant *de facto* la grève devront être supprimées.

D'autres intellectuels oppositionnels arrivent : ils seront au coup par coup « *conseillers des experts* ». Certains d'entre eux sont persuadés qu'on marche droit à l'intervention soviétique ; d'autres sont moins pessimistes. Aucun n'a l'optimisme absolu des ouvriers, mais il y a des moments, semblent-ils penser, où il faut s'engager pour les idées qu'on approuve.

Le soutien de l'Eglise

Dimanche, messe en plein air devant le chantier. Le prêtre lit une lettre de l'évêque de Gdansk, qui sera rendue publique dans toutes les églises le matin et le soir. Cette fois-ci l'Eglise soutient les grévistes, sans restriction : « *J'ai toujours compris et je comprends*, dit la lettre, *vos préoccupations, vos douleurs et vos peines et également que vous avez le droit de prendre la parole sur les problèmes qui vous font mal. A plusieurs reprises, j'ai fait part de mon avis au cours d'entretiens avec les autorités, mais tout doit se dérouler dans une atmosphère de compréhension réciproque, de dignité et sans haine (...). Présentez vos revendications mais ayez pour but, si cela ne dépend que de vous, de mettre fin aux arrêts de travail et à ces moments si tristes que vit en ce moment notre littoral bien-aimé.* »

A mi-journée, devant l'assemblée générale des délégués du M.K.S., un membre influent du présidium dit : « *Nous allons ici créer le droit qui servira aux générations futures.* » Oui ? Non ? Entre M. Gierek et les grévistes s'est maintenant engagée une partie serrée, dont la base est le rapport de force, la clé, l'habileté politique et le centre, une question encore sans réponse : l'existence de syndicats indépendants porterait-elle ou non atteinte, aux yeux de la direction, aux fondements du régime socialiste ? C'est là la limite, M. Gierek l'a encore répété dimanche.

Depuis samedi, la presse a changé de ton, plus souple, moins manichéenne. Déjà, la Pologne entière a changé sous l'effet de cette insurrection des esprits que l'on comparerait, faute de mieux, à un mois de mai sans barricades. La maturité politique du peuple polonais devrait permettre de lui accorder les droits qu'il réclame sans craindre la remise en cause de l'équilibre européen.

BERNARD GUETTA.

Une équipe plus homogène

(Suite de la première page.)

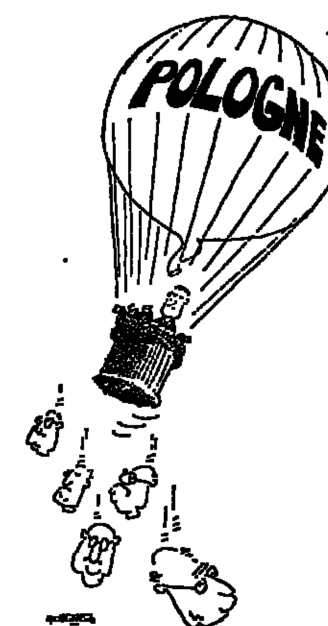
Dès l'année suivante, au sixième congrès du POUP, le nouveau chef du parti procède à un premier et important coup de balai. Des hommes nouveaux apparaissent comme MM. Jagielski — le même qui négocie aujourd'hui aux chantiers navals de Gdansk, — M. Jablonski, un ancien socialiste qui va devenir chef de l'Etat, et le général Jaruzelski, qui supplante un autre militaire, le général Moczar, écarté avec les représentants les plus marqués de la période précédente. Mais celui-ci ne désarme pas encore, car il sait qu'avec M. Szlachcic, en particulier, alors ministre de l'intérieur, il dispose d'alliés dans la place.

Avec le limogeage de ce dernier, le danger « Moczar » s'éloigne. Le dynamisme de l'économie est relancé par une politique d'investissements sur une grande échelle ; M. Gierek, jusqu'en 1973-1974, connaît des années fastes. Mais l'équipe au pouvoir, comme beaucoup d'autres de par le monde, ne voit pas venir la crise de l'énergie et surtout elle ne saisit pas son caractère durable et se montre incapable d'adapter rapidement à la nouvelle situation sa stratégie économique.

Assouplir la censure

Les premières fissures commencent à apparaître entre les amis de M. Gierek et ceux de M. Jaroszewicz, le chef du gouvernement, lequel favorise l'entrée au bureau politique comme suppléant en 1975 d'un technicien de l'industrie, M. Wrzaszczyk, qui prend la haute main sur la planification économique enlevée à M. Jagielski. En même temps, deux hommes peu liés à M. Gierek, voire méfiants à son égard, MM. Kepa et Lukaszewicz, font leur entrée au bureau politique, le premier comme titulaire, le second comme suppléant.

Dans les années 1975-1980, ces deux personnalités, auxquelles il faut ajouter MM. Jaroszewicz, Szydlak et Wraszczyk, vont se montrer les plus hostiles à toute évolution du système. La gestion administrative vit de beaux jours en même temps que la situation ne cesse de se dégrader, les grands équilibres économiques étant rompus. Même la rebuffade de juin 1976, qui oblige le gouvernement à annuler des augmentations de prix à la suite de grèves et d'émeutes à Radom, ne parvient pas à briser l'immobilisme du pouvoir.



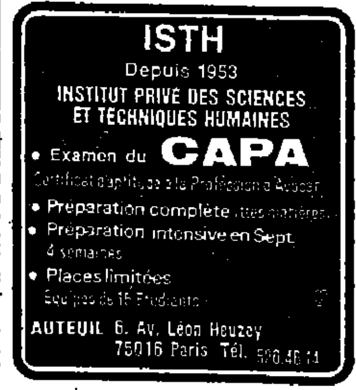
(Dessin de CHENEZ.)

L'avertissement, pourtant, était clair. M. Jaroszewicz refuse d'en tirer les conséquences et M. Gierek laisse faire. Au lieu de s'engager dans une politique de réformes, voie difficile certes, mais qui aurait au moins le mérite du courage, l'équipe au pouvoir navigue à vue, parant au plus pressé et se montrant incapable de résoudre les problèmes d'approvisionnement du marché alimentaire. Malgré l'éviction de M. Jaroszewicz, les partisans d'une ligne prudente paraissent pourtant conserver de solides positions au VIIIe congrès du parti en février : MM. Lukaszewicz et Wrzaszczyk, jusqu'alors suppléants, entrent au bureau politique en tant que membres à part entière. M. Babiuch, qui a la réputation d'un homme à poigne, prend la tête du gouvernement.

Il aura fallu finalement la nouvelle révolte des ouvriers de Gdansk pour que M. Gierek procède à un autre grand coup de balai, le second après celui de 1971. Désormais, le premier secrétaire est entouré, tant au bureau politique qu'au secrétariat du parti, d'hommes qui sont pour la plupart des fidèles. Avec des personnalités comme M. A. Zabinski ou M. Waszczuk, son homme de confiance, il devrait renforcer son contrôle sur l'appareil du parti et mieux exercer son influence sur les organes d'information.

Si le monde ouvrier attend des réformes en profondeur dans les domaines syndical et économique, les intellectuels, quant à eux, aspirent ardemment à voir enfin s'assouplir la pesante censure qu'exerçait sur les moyens d'information M. Lukaszewicz. En ce sens, l'annonce du limogeage de M. Maciej Szczepanski, le directeur de la radio-télévision, qui s'était distingué par l'établissement de listes noires, et son remplacement par M. Josez Barecki, rédacteur en chef de *Trybuna Ludu* et esprit nettement plus libéral, doivent être considérés comme un bon présage. D'autres signes de même nature, cependant, devront suivre si M. Gierek veut durablement rétablir la confiance que la population avait mise en lui en 1970 et qu'il a progressivement déçue depuis dix ans.

MANUEL LUCBERT.



EUROPE

POLITIQUE EN POLOGNE

Dix années de conflits

Les grandes crises politico-sociales que la Pologne a connues depuis la guerre ont débuté par des revendications portant sur le niveau de vie. Ainsi, le 28 juin 1956, des émeutes éclatèrent à Poznan après le retour de Varsovie d'une délégation des ouvriers de l'usine Zispo qui n'avaient pu obtenir satisfaction des autorités centrales. Le slogan des révoltés était : « Nous voulons du pain ». *En octobre, M. Gomulka, sorti de prison, devint le chef du parti. On parla de conseils ouvriers, d'autogestion, de libéralisme.* « L'octobre polonais » *fleurit alors que* « l'octobre hongrois » *se terminait dans le sang au début de novembre. Les crises ultérieures auront les mêmes caractéristiques.*

DECEMBRE 1970. — L'ère du libéralisme, de l'autogestion, est terminée. Pendant le « printemps de Prague », en 1968, la Pologne a connu un net durcissement idéologique et une vague d'antisémitisme. Quelques jours avant les fêtes de Noël, une importante augmentation des prix des denrées alimentaires exaspère la population. Ce sont les émeutes sanglantes de la Baltique. Des comités ouvriers se forment. Pour remplacer M. Gomulka, on choisit M. Gierek, le bon gestionnaire de la Silésie. La hausse des prix est annulée.

ETE 1976. — L'industrialisation rapide du pays durant les cinq années précédentes et l'endettement extérieur énorme poussent les autorités à décréter une hausse des prix alimentaires, toujours fortement subventionnés. Des grèves éclatent, notamment à Ursus et à Radom. La répression est sévère, mais la hausse des prix est annulée. Pour défendre les ouvriers, des intellectuels, dont Jacek Kuron et Adam Michnik, créent le KOR (Comité de défense des ouvriers). Lorsque les ouvriers sont libérés, le KOR se transforme en Comité d'autodéfense sociale. Depuis, le KOR se lance dans l'édition non officielle, crée des universités volantes, etc.

1979

JUIN. — Visite triomphale du pape Jean-Paul II dans son pays natal, la première depuis son élection l'automne précédent.

SEPTEMBRE. — Le journal « Robotnik » (« Travailleur »), édité par le KOR, publie une « charte des droits des travailleurs » revendiquant le droit à la grève, des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail. Le numéro du 5 septembre est édité à dix mille exemplaires.

OCTOBRE. — Des intellectuels communistes et catholiques du groupe Expérience et Avenir (DIP) mettent en garde les autorités contre le « danger d'une explosion d'insatisfaction ». Ils déplorent « le chaos et l'improvisation » dans le domaine économique et reprochent aux dirigeants d'ignorer la réalité.

NOVEMBRE. — A l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance de la Pologne, cinq mille contestataires manifestent dans les rues de Varsovie.

DECEMBRE. — Coup de filet des autorités contre les oppositionnels de *tous* bords qui voulaient célébrer le neuvième anniversaire des émeutes sanglantes de Gdansk.

1980

FEVRIER. — Première grève dans un atelier des chantiers navals Lénine pour protester contre la mutation de Mme Anna Walentynowicz, militante des « syndicats libres ».

11-15 FEVRIER. — Le huitième congrès se termine par le départ du premier ministre, M. Piotr Jaroszewicz, remplacé par M. Babiuch. Plusieurs personnalités quittent le bureau politique, dont M. Stefan Olszowski, nommé ambassadeur à Berlin-Est.

1er ET 2 JUILLET. — Des grèves éclatent à Ursus (banlieue de Varsovie) et à Tczew, dans la région de Gdansk, en raison de la forte augmentation des prix de la viande vendue directement aux ouvriers sur les lieux de travail. Les prix venaient d'être alignés sur ceux non pas des simples boucheries, mais des réseaux dits commerciaux, qui offrent moyennant une surtaxe de 50 à 100 % une marchandise abondante et de meilleure qualité.

10 JUILLET. — Deuxième vague de grèves : les vingt mille ouvriers de l'usine automobile Zeran arrêtent le travail, comme dans une trentaine d'autres entreprises.

18 JUILLET. — Le bureau politique lance un appel solennel à la discipline civique aux ouvriers de Lublin, dont la grève a paralysé pendant deux jours ce centre industriel de trois cent mille habitants. M. Jagielski, vice-premier ministre (et actuel négociateur à Gdansk) saura faire reprendre le travail.

31 JUILLET. — M. Gierek, en vacances en U.R.S.S., s'entretient en Crimée avec M. Brejnev.

7 AOUT. — Grève d'une semaine des éboueurs de Varsovie, alors que des arrêts de travail sporadiques ont lieu en différents endroits. La presse officielle reconnaît enfin que des « frustrations réelles » les motivent.

12 AOUT. — M. Lukaszewicz, membre du bureau politique et secrétaire à la propagande, convoque les correspondants étrangers pour dire que les « grèves massives » ont pris fin et qu'il n'y a plus que des « débrayages partiels à caractère économique ».

14 AOUT. — Grève des dix-sept mille ouvriers des chantiers navals Lénine de Gdansk pour protester contre le licenciement de Mme Anna Walentynowicz, la militante des « syndicats libres », dont un transfert avait déjà provoqué un arrêt de travail en février. Le lendemain, le premier ministre, M. Babiuch, en poste depuis février, s'adresse à la population et ne promet rien de particulier, sauf de ne pas augmenter les prix de la viande avant la récolte 1981.

M. Gierek rentre d'Union soviétique.

16 AOUT. — Les entreprises de Gdansk créent un comité de grève interentreprises qui siège aux chantiers navals Lénine et qui élabore un cahier de revendications de vingt et un points, dont certaines sont nettement politiques.

Le gouvernement nomme une commission gouvernementale pour examiner les revendications des ouvriers de la Baltique, présidée par M. Tadeusz Pyka, membre suppléant du bureau politique et vice-premier ministre.

18 AOUT. — M. Gierek, qui a ajourné son voyage à Hambourg, annonce qu'il satisfera certaines demandes matérielles des grévistes. Il évoque la situation géopolitique et fait une distinction entre travailleurs « honnêtes » et « éléments antisocialistes ».

Pendant que les grèves s'étendent, les négociations piétinent : M. Pyka, le négociateur, refuse d'avoir affaire au comité interentreprise et convoque à la préfecture les représentants de certaines entreprises. Certains s'y rendent, d'autres pas.

20 AOUT. — MM. Jacek Kuron, Adam Michnik, une quinzaine d'animateurs du KOR, sont arrêtés, de même que des représentants d'autres groupes de dissidents. Soixante-deux intellectuels, dont des membres du parti, lancent un appel au gouvernement en faveur de la liberté syndicale.

21 AOUT. — M. Pyka est limogé et remplacé par un autre vice-premier ministre, M. Jagielski.

22 AOUT. — M. Jagielski rencontre en terrain neutre trois émissaires du comité interentreprises et promet de se rendre le lendemain aux chantiers Lénine. Les négociations n'aboutissent pas et rendez-vous est repris pour lundi.

DIMANCHE 24 AOUT. — Session plénière du comité central du parti : M. Babiuch, premier ministre, donne sa démission; il est remplacé par M. Jozef Pinkowski. Les organismes dirigeants du parti sont remaniés : retour au bureau politique, notamment, de M. Stefan Olszowski, qui en avait été exclu en février 1980, lors du VIIIe congrès.

A Gdansk, l'évêque Kaczmarek demande aux grévistes de reprendre le travail.

Au « Journal » d'Antenne 2

L'HISTOIRE EN DIRECT

Non, il n'était pas « décousu », comme s'en est excusé le présentateur, mais vivant et captivant, le « Journal » qu'Antenne 2 a présenté, dimanche 24 août, à 20 heures. Il nous a offert la possibilité de partager le suspense que vivaient les Polonais devant leur petit écran, d'attendre, avec eux, que s'efface l'image d'une jeune violoniste et qu'apparaisse, enfin, celle du chef du parti, M. Gierek, dont on leur avait annoncé un discours capital. Un discours auquel était suspendu, pour eux, le dénouement ou plutôt l'évolution de la crise sociale et politique que traverse leur pays.

Et lorsque ce moment est arrivé, lorsque nous aussi nous avons vu M. Gierek et avons commencé à l'entendre, il ne nous venait pas à l'idée de reprocher à ceux qui fabriquaient ce journal sous nos yeux de nous demander encore un peu de patience. Celle nécessaire à la traduction quasi simultanée, que donnait et commentait Jean Offredo, d'un discours prononcé là-bas à Varsovie. Peu importait que l'on doive, entre-temps, nous montrer les élégantes et les élégants qui participaient à la cérémonie de la remise de la « Cravache d'or » ou que l'on assiste au dernier galop de la course du tiercé. Au contraire, cela nous permettait de donner leur vraie dimension à ces événements, de les replacer dans leur juste contexte, bref de sortir du ronron dominical de l'Hexagone. On se prenait à dire — et c'est assez rare — « ça, c'est de la télévision ».

ANITA RIND.

● *Une délégation du syndicat Force ouvrière*, accompagnée de Me Françoise Cotta, membre du Comité international contre la répression, qui s'était vu refuser l'entrée de l'ambassade de Pologne à Paris, le 21 août, a remis, le lendemain, une motion exigeant la libération immédiate de M. Jacek Kuron et des militants du KOR emprisonnés depuis le 20 novembre. La délégation a protesté contre l'attitude des autorités polonaises et appelé au développement « *d'un puissant mouvement de solidarité se traduisant par la multiplication d'initiatives en direction de l'ambassade de Pologne* ».

M. DEBRÉ : on ne peut tuer l'esprit national d'un peuple.

M. Michel Debré, dans une interview publiée par *les Echos* du 25 août, estime que « *ce qui se passe en Pologne prouve qu'on ne peut durablement tuer l'esprit national d'un peuple* ». Il explique : « *Tous les pays de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, de la Pologne à la Roumanie, sont devant l'alternative : la mort ou la renaissance nationale. C'est la renaissance nationale que le peuple polonais, comme d'autres, a choisie. Cette renaissance nationale, à chaque occasion, on la sent sourdre. De la manière la plus âpre, on la sent à l'occasion d'une révolte qui est d'abord une révolte contre les conditions de travail et la misère, mais qui tout de suite se transforme en une revendication nationale. Il ne faut jamais oublier que la liberté est liée au sentiment de la nation. Pour l'U.R.S.S., ce n'est pas une nouveauté, mais c'est un rappel. Si l'Union soviétique peut laisser une certaine marge d'action pour l'économie, l'organisation sociale et même la religion, elle ne pourra jamais accepter qu'un pays comme la Pologne se débarrasse du régime communiste.* »

Pour l'ancien premier ministre, si l'armée soviétique intervenait en Pologne, « *l'Occident est hors d'état de réagir* ». Il précise que « *le renoncement de l'Occident n'est pas dans son absence de réaction devant un pareil fait* [mais] *c'est*, dit-il, *d'avoir laissé le monde communiste se renforcer tandis que lui-même s'affaiblissait* ».

● *Le Comité de liaison de la jeunesse (COLIJ)*, organisation qui se réclame de la majorité, a publié, le 19 août dernier, une déclaration de solidarité à l'égard des grévistes polonais, « *pour le juste combat qu'ils mènent contre l'impérialisme marxiste* ». (COLIJ, 1, place Ferber, 69009 Lyon.)

Chypre

Une tentative d'assassinat a eu lieu contre le président du parti socialiste EDEK

De notre correspondant

Nicosie. — Une tentative d'assassinat a été perpétrée, dans la soirée du 24 août, contre le Dr Vassos Lyssaridès, président du parti socialiste EDEK, qui était dans sa maison de campagne, à Pradomos, dans le massif montagneux du Troodos. Des coups de feu ont d'abord été tirés sur la porte d'entrée de la maison. Des policiers de la garde ont riposté. Une deuxième attaque a eu lieu ensuite contre la porte arrière du bâtiment, attaque qui a été repoussée à son tour. L'échange de coups de feu a duré dix minutes. Les assaillants, dont le nombre exact n'a pu être évalué, se sont ensuite enfuis à la faveur de la nuit. Il n'y a eu aucune victime parmi les occupants de la maison, où le Dr Lyssaridès et son épouse s'apprêtaient à dîner.

C'est la première fois qu'un incident de ce genre se produit depuis le coup d'Etat de juillet 1974 contre le président Makarios, après deux années où les groupes terroristes armés de l'organisation clandestine EOKA-B s'attaquaient à des postes de police et assassinaient des citoyens. L'incident révèle que les groupes terroristes qui se tenaient tranquilles depuis 1974 possèdent encore des armes et sont parfaitement en mesure de susciter des troubles et de provoquer l'Etat.

Le Dr Lyssaridès et son parti (*qui dispose de quatre députés à la Chambre des représentants*) avaient récemment critiqué vivement la façon dont le gouvernement avait opéré la « *purge des éléments putschistes* » dans l'administration, la police et l'armée chypriotes. Le parti avait même accusé le gouvernement d'avoir « *promu des putschistes* ». Le président de la République de Chypre, M. Spyros Kyprianou, qui se trouve actuellement à Athènes, a vigoureusement condamné la tentative d'assassinat. Il s'agit, a-t-il dit, d'un acte dirigé contre l'Etat et contre la lutte livrée par le peuple de Chypre.

Le Dr Lyssaridès, quant à lui, a souligné que « *les idées ne pouvaient pas être tuées* » et que « *les véritables auteurs ne peuvent pas être des Chypriotes* ».

Que cette tentative d'assassinat constitue un fait isolé ou qu'elle marque le début d'une série d'incidents plus graves, elle porte préjudice aux efforts déployés à l'heure actuelle pour rechercher un règlement du problème de Chypre.

DIMITRI ANDREOU.

● *Les relations franco-suisses.* — M. François-Poncet, ministre des affaires étrangères, fera une visite à Berne les 5 et 6 septembre à l'invitation de M. Aubert, conseiller fédéral, chef du département des affaires étrangères de la Confédération helvétique. Cette rencontre se situera dans le cadre des contacts réguliers franco-suisses institués au printemps 1976. — *(A.F.P.)*

Espagne

LES GRÉVISTES DE LA FAIM DE MARINALEDA METTENT FIN A LEUR MOUVEMENT

Séville (A.F.P.). — Les habitants du village andalou de Marinaleda, qui avaient entamé une grève de la faim, le 12 août dernier, pour protester contre le chômage, ont décidé de mettre fin, samedi 23 août, à leur mouvement (*le Monde* daté 24-25 août).

Cette décision a été prise par une assemblée, après une entrevue, vendredi, entre le maire de Marinaleda et le ministre espagnol du travail, M. Salvador Sanchez Teran, qui a promis l'envoi de fonds pour lutter contre le chômage, dans les semaines à venir.

C'est à la suite d'un retard dans le versement des fonds alloués par le gouvernement de Madrid à la municipalité, pour lui permettre d'employer les chômeurs à des travaux d'utilité publique, que les habitants de Marinaleda et son maire avaient entamé une grève de la faim.

Des habitants d'un nombre indéterminé de villages d'Andalousie et de la province de Valence se sont joints par la suite au mouvement de grève lancé par les habitants de Marinaleda. Des mouvements de sympathie, avec occupation de locaux municipaux, ont été également enregistrés dans le pays Basque. On ignore encore si les grévistes de la faim, qui s'étaient solidarisés avec les habitants de Marinaleda, vont mettre eux aussi un terme à leur mouvement.



ASIE

Chine

A LA VEILLE DE LA RÉUNION DU PARLEMENT

Le « Quotidien du peuple » s'en prend à deux membres du gouvernement

Alors que s'achèvent les derniers préparatifs en vue de la réunion de l'Assemblée nationale populaire, le Quotidien du peuple *vient de s'en prendre sévèrement à deux membres du gouvernement. M. Song Zhenming, ministre de l'industrie pétrolière, a été accusé dimanche 24 août d'avoir* « menti » *à propos de l'effondrement, en novembre dernier, d'une plate-forme de forage dans le golfe de Pohai, qui avait causé la mort de soixante-douze personnes. M. Song aurait rédigé un rapport destiné au gouvernement attribuant l'accident à un vent violent ;* « il s'agit d'une tromperie évidente » *pour le journal*

D'autre part, le Quotidien du peuple *avait, en première page, mis en cause un vice-ministre de l'industrie énergétique et plusieurs responsables des aciéries de Baoshan, près de Shangai, pour avoir importé en fraude huit véhicules japonais.* — (A.F.P.)

De notre correspondant

Pékin. — Le président Hua Guofeng a annoncé que la prochaine session de l'Assemblée nationale populaire et celle de la Conférence politique consultative du peuple chinois qui doit se tenir en même temps seraient d'une importance « *vitale* » et exceptionnelle, dépassant celle des sessions ordinaires du Parlement chinois. L'agence Chine nouvelle indique que ces propos ont été *tenus au cours d'une* réunion consultative convoquée par le comité central du parti communiste chinois qui s'est tenue du 20 au 24 août, et à laquelle assistaient des représentants des « *partis démocratiques* », des personnalités « *sans parti* », ainsi que des dirigeants de la Fédération chinoise de l'industrie et du commerce.

Chine nouvelle ne donne aucune précision sur les projets présentés ni sur le rapport de M. Hua concernant la situation intérieur et les progrès réalisés dans le « *réajustement* » de l'économie nationale. On sait d'autres sources que d'importants mouvements de personnes dans les organes du gouvernement — y compris la nomination d'un nouveau premier ministre doivent être approuvés par l'Assemblée.

On note que la convocation de *cette réunion consultative* pour examiner des projets présentés au nom du comité central du parti a eu lieu sans que ce dernier organisme se soit officiellement réuni en séance plénière, comme le veut en général l'usage avant une session de l'Assemblée. Le dernier plénum connu du comité central a eu lieu au mois de février dernier.

ALAIN JACOB.

Inde

Des inondations font un millier de morts

Les inondations dues à la crue du Gange et l'épidémie de choléra qu'elles ont provoquée, ont causé la mort d'environ un millier de personnes, notamment en Uttar-Pradesh, l'Etat le plus atteint par ce cataclysme et cette épidémie.

En outre, un séisme a été ressenti dimanche dans certaines parties du nord de l'Inde. Il a fait plusieurs morts et de nombreux blessés ; les dégâts matériels sont importants. Enfin, l'explosion d'un entrepôt de dynamite à Vathalagundu, au Tamilnadu, samedi, a causé la mort d'au moins quarante personnes.

Nouveaux incidents en Uttar Pradesh

De nouveaux incidents ont eu lieu dimanche 24 août, à Aligarh, à 125 kilomètres au sud-est de New-Delhi, dans l'Etat de l'Uttar-Pradesh où, depuis une dizaine de jours, des luttes religieuses opposent musulmans et hindous. Le couvre-feu a été imposé dans six villes. Près de quatre mille personnes ont été arrêtées.

D'autre part, une recrudescence des activités des naxalites (communistes pro-chinois) a été constatée dans l'Etat de Tamilnadu (ex-Madras), dans le sud de l'Inde, rapporte l'agence de presse indienne P.T.I. Celle-ci fait état de divers incidents au cours desquels trois policiers et trois naxalites ont été tués. — *(A.F.P., Reuter, U.P.I.)*

Bangladesh

● *Les inondations* qui frappent depuis plus d'une semaine quatorze des vingt et un districts du Bangladesh ont provoqué la mort de deux cent soixante-dix personnes, a-t-on annoncé dimanche 24 août à Dacca. — *(A.F.P.)*

A TRAVERS LE MONDE

Belgique

● DES REPRESENTANTS DES CENTRALES SYNDICALES C.S.C. (chrétienne sociale) et F.G.T.B. (socialiste) ont séquestré pendant sept heures, à la mairie de Habay-la-Neuve, les ministres de la fonction publique et des affaires étrangères, MM. Elie Deworme et Charles-Ferdinand Nothomb, pour obtenir le reclassement de six cents des mille cinq cents ouvriers des usines sidérurgiques Athus, fermées en 1977, mais dont les personnels licenciés avaient reçu une rémunération pendant trois ans. Les deux centrales syndicales demandent la relance du développement économique du Luxembourg belge. — *(A.F.P.)*

Pakistan

● LES AVOCATS PAKISTANAIS ont décidé de faire la grève des audiences, mercredi 27 août, pour protester contre l'arrestation de douze personnes, dont dix de leurs confrères, au cours d'une manifestation antigouvernementale à Karachi ; ils sont passibles d'une peine de prison et de flagellation. Samedi, un tribunal militaire de Rawalpindi avait condamné à un an de prison trois accusés pour avoir crié des slogans antigouvernementaux. Enfin, la fille de l'ancien premier ministre Ali Bhutto, Mlle Benazir Bhutto, a été expulsée de l'Etat du Punjab, où elle s'était rendue pour rencontrer des membres du parti populaire fondé par son père. — *(Reuter, U.P.I.)*

République sud-africaine

● DES LYCEENS NOIRS DE PORT-ELIZABETH, qui boycottent les cours depuis avril dernier, ont décidé de mettre fin à leur action. Cette décision, annoncée vendredi 22 août par le président du « comité des parents » de la ville, a été prise à la suite de négociations entre ce comité et le Conseil des étudiants (PESCO). La région de l'est du Cap constituait l'une des rares zones du pays où la grève des lycéens, un moment suivie par plus de cent mille étudiants, se poursuivait toujours. — *(A.F.P.)*

Tchad

● UNE NOUVELLE CONFERENCE, réunissant les diverses factions politiques tchadiennes, va s'ouvrir à Lomé, a annoncé, vendredi 22 août, M. Peter Onu, secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.). Les président Eyadema (Togo) et Sekou Touré (Guinée) avaient invité les chefs des tendances politiques tchadiennes à se réunir le 20 août à Lagos. Cette rencontre n'a pas eu lieu mais l'arrivée, jeudi après-midi, à Lomé, de M. Hissène Habre, chef des Forces armées du nord (FAN), pourrait préluder à celle d'autres dirigeants des tendances tchadiennes aux prises à N'Djaména. — *(Reuter.)*

Turquie

● *TROIS CENT UN EXTREMISTES* de gauche et de droite ont été arrêtés dans les vingt derniers jours, a annoncé le commandement de l'état de siège. Cependant, la violence politique a fait dix-sept morts en vingt-quatre heures, notamment à Istanbul, à Adana, à Ankara et à Izmir. D'autre part, à Istanbul, quatre extrémistes de gauche, responsables de trente-cinq meurtres, se sont évadés de prison. — *(A.F.P.)*

Vanuatu

● L'AMBASSADEUR DE FRANCE A PORT-VILA a démenti, dimanche 24 août, les rumeurs faisant état de morts parmi les Européens d'Espiritu Santo après l'arrivée des troupes de Papouasie-Nouvelle-Guinée (*le Monde* du 24-25 août). Il a aussi demandé aux Français impliqués dans la rébellion de cette île de se rendre aux autorités, et aux autres de revenir au Vanuatu. D'autre part, le premier ministre, M. Walter Lini, a lancé un appel dans le même sens aux Français de Santo, leur indiquant dans une allocution télévisée qu'ils n'avaient « *rien à redouter s'ils n'avaient pas enfreint la loi* ». — *(A.F.P.)*

Vietnam

● UN « COMITE TEMOIGNAGE VIETNAMIEN », regroupant d'anciens militants du G.R.P. et de la « troisième force » du Sud, vient de se créer à Paris (c/o M. Do Duc Khanh, 34, avenue Reille, 75014 Paris). Il lance un « *appel à nos anciens camarades de l'Union générale des Vietnamiens en France* (favorables à Hanoï), *pour qu'ils sortent de leur indifférence et de leur silence coupables et nous rejoignent afin de poursuivre notre lutte contre la faim, la guerre, la conscription forcée et la corruption au Vietnam* ». Il « *dénonce la trahison de l'idéal révolutionnaire de réconciliation et de concorde nationale* » par Hanoï, et demande que les dirigeants vietnamiens « *cessent d'hypothéquer l'indépendance nationale en s'alignant sur l'U.R.S.S., et respectent l'intégrité territoriale du Laos et du Cambodge* ».

AMÉRIQUES

El Salvador

Exécutions, règlements de comptes, embuscades, tueries

« Nous sommes comme du gibier dans une réserve »

La junte de gouvernement a décrété l'état d'urgence le samedi 23 août et placé les principaux services publics sous le contrôle de l'armée. Cette décision a été prise à la suite du mouvement de grève déclenché par les travailleurs de l'électricité. Le syndicat des électriciens réclame la réintégration d'ouvriers licenciés pendant la grève générale du 13 août. Dans l'ensemble du pays, la violence continue de faire de très nombreuses victimes sans qu'une issue à la crise soit prévisible.

De notre envoyé spécial

San-Salvador. — Vivre avec la mort. Vivre avec la mort des autres survenant chaque jour : cadavres, amis disparus et parfois même un passant que l'on voit assassiner devant soi. Continuer malgré les menaces de mort, s'endormir sans savoir si l'on se réveillera. Se lever en ayant peur de ne pas finir la journée. Mais manger, travailler, survivre, circuler, aimer et même se divertir : la vie quotidienne ici est un mélange insaisissable de naturel et de violence, une nouvelle « culture » qui, manifestement, affecte les Salvadoriens dans leurs moindres réactions. Embouteillages dans le centre de la ville, marchés bondés, enfants sortant des écoles, travaux des champs, conversations au soleil et, soudain, bombe ou rafale d'arme automatique, coup sec de 22 long rifle, flamme d'incendie, cadavre décapité sur un bord de route. La mort vient de partout et ne choisit pas toujours ses victimes.

« Tout le monde veut s'en aller par peur et on ne sait plus de qui on a peur. » La femme en noir, vieillie avant l'âge, détache lentement les yeux du cadavre de son enfant tué deux heures plus tôt à coups de machette : gorge tranchée, ventre perforé, poignets et genoux tailladés. Le père pleure à gros sanglots la disparition de son unique fils. Il a plus de cinquante ans et devra pourvoir à lui seul, avec à peine un hectare de mauvaise terre, aux besoins de sa femme, de ses cinq filles et de leurs petits.

A 10 h 30 ce dimanche matin 17 août, Tomas Moreno, dix-sept ans, conversait avec un cousin devant la masure de ses parents. Ils revenaient de la messe. Un groupe d'une dizaine d'inconnus s'arrête dans le chemin et l'un d'eux leur fait un signe autoritaire de la main. Pas question de refuser. Une demi-heure plus tard, leurs parents les retrouvent morts, horriblement mutilés, dans un champ de canne à sucre tout proche.

« Nous sommes comme du gibier dans une réserve où les chasseurs viendraient nous tirer à leur guise », dit le père. Impossible même pour lui de savoir qui a tué. Les révolutionnaires ? C'est ce qu'affirment les autorités qui ont repéré un groupe dans la région. Mais pourquoi tuer un garçon dont le seul défaut est d'avoir un cousin militaire ? De plus, la gauche tue rarement à la machette, elle laisse le mort « intact », ce à quoi les paysans sont sensibles. Des délinquants alors ? Mais pour voler quoi ? Le style semble désigner l'escadron de la mort ou un quelconque groupe paramilitaire. Mais Tomas et son cousin étaient de bons chrétiens sans activité politique. Alors qui ? *« Quien sabe ? »* Comment savoir ? Peut-être une vieille question d'héritage mal réglé, voire un crime religieux : protestants et catholiques se détestent dans le pays, chrétiens de gauche et de droite se combattent.

La violence est aujourd'hui une des données principales de la crise salvadorienne. Elle vient de partout et semble incontrôlable. Les derniers chiffres avancés par les religieux font état de plus de six mille morts depuis le début de l'année. Le pays est en état de pré-guerre civile.

Dans un village proche de la ville de Jilobasco, un paysan raconte : *« Grâce à Dieu, nous n'avons encore dans notre communauté à déplorer que deux maisons incendiées et deux personnes décapitées, mais dans les environs on compte plusieurs dizaines de morts chaque semaine. Je crois que pour l'ensemble du pays ils doivent se chiffrer par centaines tous les jours. »* Le plus grand nombre de victimes est le fait de commandos des groupes paramilitaires qui s'efforcent de « nettoyer » une région un peu trop agitée, « subversive » aux yeux de la droite et des forces armées.

D'un coup de machette

Selon de très nombreux témoignages, les membres de la garde nationale sortent souvent la nuit en civil et tuent sur la base de dénonciations anonymes. Une femme a vu un jeune hésiter à lever sa machette. *« Vas-y ! »*, aurait crié le sergent, connu de la population locale. Un coup trop mou de la nouvelle recrue mit en colère le sous-officier, qui en hurlant : *« Je vais te montrer comment on fait ! »* fit voler la tête d'un seul coup de son arme.

Le département de Chalatenango, au nord du pays, pourrait, en raison de la beauté naturelle de ses montagnes, être une zone touristique plaisante. Les noms des villages sont pittoresques, mais la violence est encore plus aiguë qu'ailleurs. A Chalatenango, on est soit « organisé », c'est-à-dire intégré aux organisations de masse révolutionnaires, soit « national », derrière les défenseurs de l'ordre établi. La plupart du temps, les divisions se font par villages entiers, mais certaines familles sont déchirées entre partisans des deux camps.

Las Vueltas, à 20 kilomètres de la frontière hondurienne, héberge, sous la protection d'un peloton de la garde nationale, plusieurs centaines de « nationaux » venus des cantons environnants. *« Les subversifs nous menacent pour la seule raison que nous sommes « nationaux »*, dit un homme d'une trentaine d'années, en train de réparer un filet de pêche. *« Ils nous ont forcé à quitter nos maisons en nous menaçant de mort. Hier, j'ai voulu m'approcher pour chercher mes poules et mes cochons, mais ils m'ont tiré dessus. Je n'ai plus que la pêche pour faire vivre mes enfants un jour de plus. »*

A une portée de fusil de la frontière avec le Honduras, le village d'Ojos-de-Agua est présenté par le commandant local comme la « Suisse de l'Amérique latine ». Il a sous ses ordres les « patrouilles cantonales », sortes de milices composées de paysans qui doivent y participer dès l'âge de quinze ans. Habituellement affectées à de simples tâches de vigilance, elles contribuent dans tout le pays au maintien de l'ordre, machette au côté. A Ojos-de-Agua, les paysans sont en outre dotés de fusils de guerre et organisés en quatre patrouilles de vingt-deux hommes qui quadrillent le village en permanence.

« Grâce à eux, j'ai la situation bien en main, dit le commandant. *De plus, je parle beaucoup aux habitants. Je leur explique que dans l'Etat socialiste il n'y a plus de propriété, que tout leur sera pris. Ils comprennent facilement qu'il est important de se battre pour ne pas laisser cette doctrine entrer chez nous. Le curé, qui vient toutes les semaines, est légèrement rose. Ils ne le laissent pas parler d'autre chose que de religion »*, dit-il avec un grand sourire satisfait.

A quelques kilomètres plus au sud, San-Antonio-de-los-Ranchos est un village *« pratiquement libéré »*, si l'on en croit le responsable politique local. Le vendredi 15 août, une colonne de l'armée a voulu faire des perquisitions. Une embusquade à l'entrée du village lui a coûté plusieurs morts. Sous prétexte de chercher les responsables, les soldats ont tué cinq personnes : un garçon de seize ans qui traversait la rue au mauvais moment, une jeune mère morte d'une balle en pleine tête alors qu'elle se penchait à la fenêtre pour voir et trois hommes qui fuyaient dans la montagne, hachés à la mitrailleuse par un hélicoptère qui *« rasait les plantations comme un chien de chasse suivant sa piste au ras de l'herbe »*.

Massacre à Las Aradas

Las Aradas est un lieu-dit situé dans la zone théoriquement démilitarisée qui sépare le Honduras du Salvador. A l'endroit ou le rio Sumpul commence à servir de frontière aux deux pays. En janvier 1980, plusieurs centaines « d'organisés » s'y étaient réfugiés : femmes, enfants, vieillards et quelques combattants. Ils se mirent aussitôt à planter des haricots pour ne pas mourir de faim.

Le matin du 14 mai, Maria était en train de se laver lorsqu'elle entendit les premiers coups de feu. Ils devaient durer toute la journée et une partie de la nuit. *« Je me suis cachée derrière un petit mur de pierre où j'ai attendu pendant trois heures*, raconte-t-elle. *Puis j'ai traversé la rivière. De là, j'ai pu voir beaucoup de soldats, des gardes nationaux et même des civils. Ils tuaient tout le monde, hommes, femmes et enfants. A un moment j'ai vu un garde national reconnaissable à son uniforme vert à boutons argentés jeter successivement deux bébés en l'air et les recevoir sur le fil de sa machette. »*

Carmen, une amie du même âge, a pour sa part pu voir que les soldats honduriens, après avoir réuni une partie des réfugiés qui avaient pu s'échapper de leur côté de la frontière, les obligeaient à retraverser la rivière deux par deux à un endroit où ils n'avaient pas pied. *« Au moment où ils commençaient à se débattre pour rester à flot*, raconte-t-elle, *les soldats salvadoriens, de l'autre côté, les finissaient au fusil automatique. »*

Les autorités nient avec sérénité

La sœur de Maria avait un bébé de six mois. Elle est parvenue, elle aussi, à se cacher du côté hondurien. Mais elle a cru se noyer au moment de traverser la rivière grossie des premières pluies de mai. Dans les mouvements désordonnés qu'elle a dû faire pour surnager, elle a perdu sa petite fille. *« Mon mari est avec les muchachos*, raconte-t-elle. *Tous mes parents, sauf ma sœur, sont morts à Las Aradas. Je me sens terriblement seule. J'ai rêvé plusieurs fois que je dormais par terre avec mon bébé et qu'un taureau venait l'encorner. »*

Il y avait près de neuf cents personnes à Las Aradas et les survivants sont peu nombreux. Les morts, en tout cas, se chiffrent par centaines, certains assassinés, d'autres entraînés par la rivière en crue.

L'Eglise hondurienne a recueilli des témoignages directs et émis une protestation. Nous avons rencontré plusieurs survivants et reçu les témoignages indirects de personnes fiables : fonctionnaires salvadoriens, religieux. Mais les autorités nient avec sérénité. Or il est difficile d'aller vérifier sur place car la zone est surveillée par des membres des organisations paramilitaires d'extrême droite. « *Sur mon territoire il ne s'est rien passé et pour le reste je ne sais pas* », dit le commandant d'Ojos-de-Agua. *« C'est manifestement faux*, affirme un colonel, *il est impensable que des membres des forces armées s'acharnent sur des bébés. »* M. Robert White, ambassadeur des Etats-Unis, connu pour sa sensibilité à l'égard des droits de l'homme, est catégorique : *« Il ne s'est rien passé. Des centaines de cadavres ne disparaissent pas facilement. Je suis personnellement allé survoler la zone et je n'ai rien vu. »*

FRANCIS PISANI.

Nicaragua

LES SANDINISTES COMPTENT ORGANISER DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES A PARTIR DE 1984

Managua *(A.P.)*. — Les dirigeants du Front sandiniste ont fait savoir, le samedi 23 août, qu'ils entendaient rester au pouvoir, au moins jusqu'en 1984, et que des élections générales, qui seront organisées à partir de cette date, devront permettre de *« choisir des hommes qui continueront la révolution »*.

Dans un discours prononcé à l'occasion de la fin de la campagne d'alphabétisation à Managua, le commandant Ortega, ministre de la défense, a précisé que *« les élections seraient différentes de celles souhaitées par les oligarchies et les traîtres »*. Il s'agira, a-t-il dit, *« de favoriser un meilleur pouvoir révolutionnaire. Le peuple détient le pouvoir à travers son avant-garde qui est le gouvernement sandiniste »*.

« La démocratie sandiniste ne se mesure pas seulement sur le terrain politique, et elle ne se limite pas à la participation du peuple aux élections, mais une participation révolutionnaire est une participation du peuple à la vie politique, économique, sociale et culturelle du pays. La démocratie ne commence ni ne finit par des élections — c'est un mythe, — mais elle commence par un ordre économique lorsque les inégalités sociales s'affaiblissent et que le niveau de vie des paysans et des ouvriers commence à s'améliorer. »

Chili

LE GOUVERNEMENT AUTORISE L'ANCIEN PRÉSIDENT FREI A FAIRE CAMPAGNE CONTRE LE PROJET DE CONSTITUTION.

Santiago-du-Chili *(Reuter)*. — Faisant une entorse à la mesure d'interdiction de toutes les activités politiques en vigueur depuis le coup d'État de 1973, la junte militaire chilienne a autorisé samedi 23 août l'ancien président Eduardo Frei à exprimer ouvertement son opposition au projet de Constitution, qui sera soumis à référendum le 11 septembre.

Le gouvernement a, en revanche, refusé à l'ancien chef de l'Etat démocrate-chrétien (1964-1970) que son intervention, le 27 août dns un théâtre de la capitale, soit retranmise en direct à la radio-télévision nationale.

Le projet gouvernemental prévoit le maintien au pouvoir jusqu'en 1988 du général Pinochet.

● *Trente-deux personnes* qui s'apprêtaient à manifester contre le déférendum du 11 septembre prochain ont été arrêtées samedi 23 août. La manifestation, organisée par la coordination nationale syndicale, n'avait pas été autorisée. Le secrétaire général de cette organisation, M. Alamiro Guzman, vice-président de l'Union internationale des syndicats de mineurs, figure au nombre des personnes arrêtées. — *(A.F.P.)*

PROCHE-ORIENT

Iran

L'armée lance une offensive de grande envergure au Kurdistan

Les forces gouvernementales iraniennes ont lancé, le samedi 23 août, une offensive de grande envergure au Kurdistan avec pour principal objectif d'occuper Mahabad, dernière ville de la province restée aux mains des maquisards kurdes. Les représentants de la population de la ville ayant obtenu un *« délai de grâce »*, l'armée devait faire son entrée à Mahabad ce lundi 25 août. Selon l'agence officielle *Pars*, cent trente-trois guérilleros kurdes ont été tués samedi au cours *« d'opérations de nettoyage »*.

Le Kurdistan est interdit aux journalistes étrangers, et les communications téléphoniques ont été coupées avec la plupart des villes de la province. La population a reçu l'ordre de l'état-major des forces gouvernementales d'éteindre tous les soirs les lumières en raison des *« risques de bombardements par les forces irakiennes »*.

D'autre part, la campagne antisoviétique se poursuit avec vigueur malgré la fermeture du co nsulat russe à Ispahan. M. Sadegh Ghotbzadeh, chef de la diplomatie iranienne avait sommé Moscou de fermer l'un de ses deux consulats à Ispahan ou à Racht. Cependant, le ministre a fait publieé samedi un communiqué affirmant qu'il *« n'était pas satisfait »* du choix d'Ispahan, et invite l'U.R.S.S. à fermer également son consulat à Racht, faut de quoi *« l'Iran ne pourrait entretenir des relations de bon voisinage avec l'U.R.S.S. »*. La ville de Racht, chef-lieu de la province du Guilan est voisine du port de Bandr Anzali qui assure le trafic maritime entre les deux pays.

Quinze exécutions pour « crimes de mœurs »

La presse de Téhéran indique que les partis de gauche ont été l'objet vendredi et samedi, dans plusieurs villes, d'agressions contre leurs locaux. Ceux des moujahidin du peuple à Racht ont été occupés par la force. A Abadan, leur siège a été également pris d'assaut par des militants du parti répu-par des militants du Parti républicain islamique après un combat *« à coups de couteaux, de matraques et de barres de fer »* qui a duré trois heures. On signale également des arrestations de moujahidin et de feddayin (marxistes-léninistes).

Par ailleurs, le nouveau président du conseil, M. Mohamed Ali Radjai, n'est toujours pas parvenu à constituer son gouvernement en raison d'objections formulées par le président Bani Sadr sur sa composition. Le chef de l'Etat insiste en particulier à désigner lui-même le ministre de l'intérieur. Le Parlement devrait être saisi du problème ce mardi 26 août.

Du vendredi au dimanche 24 août, quinze personnes ont été exécutées dans l'ensemble du pays, la plupart pour des *« crimes de mœurs »*. — *(A.F.P., Reuter.)*

Selon un rapport d'experts

L'« OBSESSION DU SECRET » AURAIT CONTRIBUÉ A L'ÉCHEC DE L'OPÉRATION AMÉRICAINE D'AVRIL DERNIER

Washington *(A.F.P.)*. — *« L'obsession du secret »* pourrait être à l'origine du désastre de la mission de sauvetage des otages américains en Iran, en avril dernier, selon le rapport d'un groupe d'experts militaires rendu public le samedi 23 août à Washington.

Bien que le président de ce groupe, l'amiral en retraite James Holloway, ait tenté d'en minimiser la portée, le rapport critique vivement l'état-major inter-armes américain, qui semble avoir voulu, par-dessus tout, garder le secret le plus complet sur la mission, au prix d'erreurs non négligeables.

Le rapport indique ainsi que le plan mis au point par l'état-major inter-armes *« n'a jamais été soumis à une évaluation rigoureuse par des observateurs indépendants et qualifiés, hormis les chefs de l'état-major inter-armes eux-mêmes »*. Les agences de renseignement américaines ont, en outre, été tenues partiellement à l'écart.

Il ressort du document des experts que toutes les personnes participant, de près ou de loin, à la mission n'étaient en possession que des fragments d'information indispensables à l'accomplissement de leur tâche particulière, et qu'un nombre très restreint de hauts responsables connaissaient l'ensemble du plan.

Aucune répétition générale de la mission n'a été organisée. Une telle précaution, souligne le rapport, aurait probablement *« fait apparaître les erreurs au niveau du commandement et permis de les corriger »*. Bien que l'état-major inter-armes ait été en possession d'informations plus que suffisantes sur les tempêtes de sable du désert iranien *« les pilotes d'hélicoptères ont été surpris »* par la tornade. Ceux des « C-130 » *« étaient également ignorants de la possibilité »* d'un tel événement, indique le document.

Un Mig-21 syrien a été abattu par la chasse israélienne au-dessus du Sud-Liban

De notre correspondant

Jérusalem. — Les autorités israéliennes ont fourni peu d'indications sur le combat qui a opposé le 24 août des avions syriens et israéliens au-dessus du Sud-Liban. Le porte-parole de l'armée a seulement déclaré qu'un Mig-21 avait été abattu alors que des appareils israéliens effectuaient une « patrouille de routine » au-delà de la frontière. Il a ajouté que tous les avions israéliens étaient rentrés à leur base et qu'aucun n'avait été endommagé. Mais il n'a pas fait savoir quel était leur nombre et leur modèle. Cette imprécision est vraisemblablement destinée à éviter des critiques de la part des Etats-Unis, qui refusent que le matériel militaire qu'ils livrent à Israël soit utilisé dans un but « offensif ». Le gouvernement américain avait annoncé la semaine dernière qu'il allait mener une enquête au sujet de la vaste opération de l'armée israélienne au Sud-Liban engagée le 18 août.

L'accrochage qui a eu lieu dimanche était le premier de ce genre depuis près d'un an. En septembre 1979, quatre Mig avaient été abattus dans les mêmes circonstances, et trois mois plus tôt, en juin, six autres appareils syriens avaient été détruits au-dessus du territoire libanais.

Pour Jérusalem, le dernier incident en date ne devrait pas être considéré comme ayant un rapport avec la situation créée par le raid de la semaine précédente et qu'il ne s'agit donc pas d'une escalade. Toutefois, les commentateurs de la presse israélienne se demandent s'il n'y a pas lieu de craindre un regain de tension, et ils notent à ce propos que l'accrochage dans le ciel libanais a coïncidé avec des manœuvres de l'armée syrienne menées sur le thème *« la lutte de libération contre l'ennemi sioniste »*.

D'autre part, selon les journaux israéliens, une grande partie du conseil des ministres de dimanche a été consacrée à l'étude de la situation au Sud-Liban. M. Begin aurait particulièrement insisté sur la nécessité pour Israël de poursuivre et de développer la politique menée depuis plus d'un an contre les « bases palestiniennes » : ne plus se contenter de raids de représailles après un attentat ou une opération palestinienne en Israël, mais se livrer à une tactique de harcèlement constant. Le ton employé par M. Begin aurait été d'autant plus ferme qu'il venait d'apprendre l'explosion d'une bombe dans une station-service sur la route de Jérusalem à Tel-Aviv. Une personne a été tuée et douze autres blessées. Quelques heures plus tôt, ce même dimanche matin, une autre bombe avait explosé à Jérusalem à proximité d'un arrêt de bus, sans faire de victime. A Hezzliya, près de Tel-Aviv, une charge de faible puissance a été découverte dans un parc, mais elle a été désamorcée à temps. — F. C.

Arabie Saoudite

RYAD DÉMENT AVOIR ACCEPTÉ LE STATIONNEMENT D'UNE DIVISION PAKISTANAISE.

Ryad *(A.F.P.)*. — Le gouvernement saoudien a démenti les informations selon lesquelles il aurait entamé des négociations avec le Pakistan portant sur le stationnement en Arabie Saoudite d'une division pakistanaise moyennant l'octroi d'une aide financière de 1 milliard de dollars (*le Monde* du 22 août). On précise à Ryad, de source autorisée, que les spécialistes militaires pakistanais employés en Arabie Saoudite le sont conformément à un accord de coopération, portant sur la formation des militaires et l'échange d'experts, conclu en 1967.

AFRIQUE

Guinée-Equatoriale

UN AN APRÈS LA CHUTE DE MACIAS NGUEMA

La reconstruction de l'économie repose principalement sur l'assistance de Madrid

Malabo. — Un an après le renversement par l'armée, le 3 août 1979, du régime dictatorial de Francisco Macias Nguema, qui devait être fusillé le 23 septembre suivant, les Espagnols sont revenus en force dans le pays, à la demande du nouveau chef de l'Etat, le lieutenant-colonel Teodoro Obiang Nguema Bosogo. Tombé de plus de dix mille avant l'indépendance en 1968, à moins de cent cinquante à la veille du coup d'Etat, le nombre de leurs ressortissants installés dans les deux parties du pays — l'une continentale, avec pour chef-lieu Bata, l'autre insulaire, où se trouve la capitale de l'ensemble, Malabo, *autrefois Santa-Isabel* — est remonté à près de trois mille, dont environ quatre cents coopérants civils, répartis dans tous les ministères et généralement accompagnés de leurs familles. On s'attend ici à l'arrivée de deux à trois mille autres Espagnols avec la relance de l'économie. La Guinée-Equatoriale compte moins de trois cent mille ressortissants, dont près du quart vivent toujours en exil au Cameroun et au Gabon voisins, et une dizaine de milliers, dont de nombreux cadres et ouvriers qualifiés, dans l'ancienne métropole, où ils s'étaient réfugiés sous la dictature.

De notre envoyé spécial

L'installation des nouveaux venus à Bata, et surtout à Malabo, villes dont l'état de délabrement est très avancé, a posé de délicats problèmes. A l'exception des villas occupées par les rares missions diplomatiques, pratiquement toutes les anciennes maisons européennes sont, en effet, à l'abandon. Il a fallu trouver des solutions de fortune ; on a d'abord logé les premiers arrivants sur un bateau de croisière, le *Ciudad-de-Pamplona*, puis à bord du *Bilbao*, ancré en permanence dans le port de la capitale, et qui sert d'hôtel flottant ; ensuite, on a construit à *la hâte trois petites cités de maisons* préfabriquées, deux à Malabo et une à Bata. Des groupes électrogènes ont été installés. Pour l'essentiel, la nourriture est encore importée d'Espagne, mais le maraîchage, la pêche piroguière (interdite sous Macias, pour éviter la fuite des opposants) et le petit élevage recommencent à approvisionner les marchés, tandis que rouvrent de petits commerces. La population bénéficie d'une remise en ordre progressive, ainsi que de l'aide alimentaire et sanitaire, à laquelle, outre l'Espagne, contribuent notamment la Communauté économique européenne et diverses agences des Nations unies.

Les fonctionnaires payés à nouveau

Pour la première fois depuis cinq ans un budget a été adopté, et les fonctionnaires, qui n'étaient plus payés depuis plus longtemps encore, perçoivent à nouveau régulièrement leurs soldes — après avoir été recensés et dotés d'un statut. L'armée et la police, qui étaient devenues un conglomérat de bandes armées vivant principalement d'exactions, ont été réorganisées et rééquipées avec l'aide de Madrid. Les écoles rouvrent leurs portes et les hôpitaux, qui étaient presque tous à *l'abandon, recommencent* à *fonctionner*. Une remise en état de la voirie urbaine et des routes est amorcée. Grâce à l'envoi de matériel et d'une vingtaine de techniciens de l'ancienne métropole, la radio et la télévision ont repris leurs émissions, tandis qu'*Ebano* et *Poto-Poto*, les deux petits quotidiens publiés avant l'indépendance, reparaissent : le premier à Malabo, le second à Bata. Des coopérants s'attachent à remettre en route le système bancaire, les postes et les télécommunications, les transports, etc.

La relance de la production cacaoyère et de l'exploitation forestière sont les deux objectifs principaux de *la politique* économique des nouveaux dirigeants et de leurs conseillers espagnols.

Avant l'indépendance, la Guinée-Equatoriale produisait bon an mal an, dans l'île de Fernando-Poo, 40 000 tonnes d'un cacao considéré comme le meilleur du monde. On espère ramener dès cette année à 9 000 tonnes cette production, qui était tombée à 5 000 tonnes. Revenus sur place pour prendre le vent, les anciens propriétaires, à qui les autorités ont promis de rendre leurs exploitations s'ils investissent les sommes nécessaires à leur remise en état, se font cependant un peu tirer l'oreille, d'autant que le problème capital de la main-d'œuvre n'est toujours pas résolu. Celle-ci était importée autrefois de la région de Calabar, au Nigeria, car la population autochtone de l'île, les Bubis, est très peu nombreuse (environ quinze mille personnes seulement) et, sans tradition agricole. Toutefois, les Nigerians, qui n'ont pas oublié les sévices dont ont été victimes leurs ressortissants sous Macias, se montrent réticents. Pour l'exploitation des bois, en revanche, les Fangs du Rio Muni, beaucoup plus nombreux que leurs compatriotes de Bioco, vont volontiers s'employer dans les grandes entreprises forestières mécanisées ; les autorités comptent donc retrouver, d'ici deux à trois ans au plus, les 300 000 tonnes d'okoumé exportées à la fin des années 60.

D'autre part, des efforts sont entrepris pour remettre en état les plantations, moins importantes, de café et de palmiers à huile, tandis qu'on fonde de sérieux espoirs, à moyen terme, sur le pétrole, des gisements ayant été découverts ces dernières années sur les côtes voisines du Cameroun et du Gabon.

La remise en ordre et la reprise *économique devraient permettre* un retour de la monnaie équato-guinéenne, l'ekwélé (1), dans la « zone pesete ». Déjà une dévaluation de 100 % opérée en juin et la prochaine mise en circulation de nouveaux billets imprimés à Madrid commencent à en préparer les voies, de même que l'aide financière importante dont l'ancienne métropole accompagne son assistance technique : à ce jour, 44 millions de dollars de crédits divers, consentis à des conditions très avantageuses, et une dizaine de millions de dollars de dons, soit, au total, un peu plus de 220 millions de francs français.

Le refus du tête-à-tête

Le 3 *août*, premier anniversaire du « *golpe de libertad* », comme les nouveaux maîtres du pays qualifient leur prise de pouvoir, une messe solennelle d'actions de grâces a été célébrée dans la cathédrale de la Santa Iglesia (qui avait été fermé sous *Macias*, comme tous les autres lieux du culte), sur l'ancienne plaza de España, à proximité de l'ancien palais des gouverneurs.

Dressant, la veille de cet anniversaire, au cinéma *Marfil*, à l'endroit même où se déroula le procès du dictateur déchu, le bilan de la première année de gestion du « Conseil militaire suprême », le lieutenant-colonel Obiang a rendu, à plusieurs reprises, un vibrant hommage à l'Espagne, qui, « *la première, a répondu massivement* » à l'appel des nouvelles autorités. Il a également rappelé avec émotion son profond attachement à l'« *hispanidad* ». Mais il n'en a pas moins insisté sur la volonté de la Guinée-Equatoriale de ne pas se laisser enfermer dans un tête-à-tête avec son ancienne métropole et sur son ferme désir de diversifier ses relations internationales, insistant notamment sur sa détermination de ne plus se couper du reste de l'Afrique et sur son souhait de développer sa coopération avec le plus grand nombre de partenaires possible, citant entre autres la Chine, la France, les Etats-Unis et la C.E.E.

Au demeurant, les Espagnols sont les premiers à reconnaître le manque d'expérience de leur pays en matière de coopération et à admettre que des actions menées en commun avec d'autres pays occidentaux limiteront les risques politiques. C'est dans cet esprit que, par exemple, ces derniers temps, ils se sont montrés, semble-t-il, favorables à l'idée d'une association entre Elf et Hispanoil, pour la recherche de pétrole le long des côtes du Rio Muni. De même, à la suite de plusieurs incidents, ils ont donné de fermes assurances aux responsables de la C.E.E., à laquelle la Guinée-Equatoriale est associée, pour que celle-ci puisse mettre en œuvre, sans entraves, le programme d'urgence, d'un montant de 40 millions de francs, qu'elle a élaboré en faveur de leur ancienne colonie en matière d'électricité (réfection totale du réseau de Malabo, actuellement hors d'usage), de santé publique, d'agriculture, de pêche et de travaux publics, et celui, d'un montant de 60 millions de francs, qui lui succédera au titre du cinquième FED (Fonds européen de développement).

Toutefois, les instructions de Madrid ne sont pas toujours parfaitement suivies à Malabo, où certains de ses ressortissants abusent de leur situation de monopole. Les cadres équato-guinéens qui s'étaient exilés sous Macias hésitent en effet à rentrer, en dépit des appels réitérés des responsables du nouveau régime, qui ont vidé les prisons mais se refusent à autoriser les activités politiques. Dans tous les secteurs, d'autre part, la corruption sévit, favorisée par le très faible niveau des traitements et des salaires (2).

La France, le seul pays occidental à avoir maintenu un ambassadeur en Guinée-Equatoriale dans les dernières années de la dictature, n'a que très peu répondu jusqu'à présent aux avances des nouveaux dirigeants. Moins d'une vingtaine de ses ressortissants, diplomates compris, installés de façon on ne peut plus précaire, vivent en permanence dans le pays. L'aide financière annoncée se monte, pour le moment, à la mince somme de 110 millions de centimes, dont la plus grande partie doit être affectée à la remise en état du principal quai d'accostage du port de Malabo. Un chef de mission d'aide et de coopération vient d'être nommé, et le président Obiang a accepté l'invitation à se rendre en visite à Paris en novembre, que lui a confirmée M. Martin Kirsch, conseiller de l'Elysée pour les affaires africaines, présent aux cérémonies du 3 août.

A la suite de la dénonciation, au début de l'année, des accords de pêche léonins que les Soviétiques — il en reste une cinquantaine dans l'île — avaient imposés à Macias sans la moindre contrepartie, seuls les Chinois représentent un contre-poids sérieux à la présence espagnole. Très appréciés, comme à peu près partout ailleurs en Afrique pour leur efficacité et leur discrétion, leurs assistants techniques, au nombre de deux cents à trois cents, semble-t-il, ont mis à leur actif ces dernières années, dans le cadre d'un « prêt » sans intérêt et sans délai déterminé de remboursement d'un montant de 40 millions de dollars, quelques réalisations importantes en matière de routes, d'hydro-électricité et de télécommunications, dont la réfection du central téléphonique de Malabo, inauguré, le 3 août dernier, par leur vice-ministre des postes, Mme Luo Shusen.

Enfin, le Maroc a fourni au lieutenant-colonel Obiang, juste après son coup d'Etat (sinon, selon certains mauvais esprits, quelques heures avant...), la centaine de « gorilles », d'abord « prêtés » au Gabon, qui constituent sa garde personnelle. Ces coopérants très particuliers, vêtus de façon voyante, semblaient, au cours des cérémonies du 3 août, prêts à dégainer à tout moment et se livraient à un étrange ballet autour du chef de l'Etat, jusque dans le chœur de la cathédrale au moment de l'élévation. En contrepartie de cette assistance, la Guinée-Equatoriale est revenue, il y a quelques mois, sur la reconnaissance qu'elle avait accordée à la République arabe sahraouie démocratique.

PIERRE BIARNÈS.

(1) Depuis cette dévaluation, 1 ekwélé vaut 0,5 peseta. Au cours parallèle, cependant, il faut 3 bikwélés (le pluriel d'ekwélé) pour obtenir 1 peseta.

(2) Le salaire minimum équato-guinéen est fixé à 1 700 bikwélés, soit à environ 140 francs français par mois seulement, au taux officiel.



Le Monde

politique

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

La majorité reprend à la gauche le contrôle de Manosque

Inscr., 11 227 ; vot., 7 480 ; suffr. expr., 7 276. Liste de la majorité conduite par M. Jean Cabanne (U.D.F.), ancien maire : 3 642 voix en moyenne, *14 sièges ;* liste d'union de la gauche conduite par M. Robert Honde (M.R.G.), maire sortant : 3 539 voix en moyenne, *1 siège. Il y a ballottage pour 12 sièges.*

[A la suite de la décision du tribunal administratif de Marseille annulant la fusion intervenue en novembre 1974 entre Manosque et Saint-Martin-les-Eaux et par là même les élections municipales de mars 1977 organisées dans le cadre de ce regroupement de communes, le préfet des Alpes-de-Haute-Provence avait prononcé la dissolution du conseil municipal de Manosque, le 5 août dernier.

Au premier tour des élections municipales de mars 1977, la liste de la majorité conduite par le maire sortant, M. Jean Cabanne, avait obtenu 3 818 voix en moyenne contre 2 616 à la liste P.S.-M.R.G. conduite par M. Robert Honde et 1 644 à la liste du P.C. conduite par M. Moreau. Il y avait eu 8 172 suffrages exprimés et 8 393 votants sur 10 254 inscrits. Dans le secteur électoral de Saint-Martin-les-Eaux, Mme Marcelle Roland (P.C.) l'avait emporté.

Au second tour, la liste d'union de la gauche avait enlevé quinze sièges avec 4 245 voix de moyenne contre 4 212 à la liste de la majorité dont onze membres étaient élus parmi lesquels ne figurait pas M. Cabanne. Le conseil municipal se composait alors de 2 P.C., 10 P.S. (dont un est décédé), 4 M.R.G. (dont un ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat) et 11 mod. maj.

Pour cette élection partielle, deux listes étaient en présence. Pour celle de la majorité, le meilleur score a été réalisé par le second de la liste, M. Louis Raffalli (R.P.R.), conseiller municipal sortant avec 3 689 voix. Le chef de file, M. Cabanne, n'a pas en revanche, été élu : il a recueilli 3 604 suffrages. Sur la liste d'union de la gauche, seul le maire sortant, M. Honde, a été réélu et, ce, avec le meilleur score du scrutin (3 738 voix).

A Saint-Martin-les-Eaux, les huit candidats qui se présentaient sur la liste de Mme Marcelle Roland (P.C.), conseillère municipale déléguée sortante, ont été élus en recueillant entre 28 et 44 voix. L'un des candidats qui figurait sur la liste de l'ancien maire, M. Marcel Salicis, qui s'était opposé à la fusion de sa commune avec celle de Manosque, a obtenu une voix. Un neuvième conseiller qui ne figurait sur aucune des deux listes, a été élu. Il y a eu 47 suffrages exprimés et 47 votants sur 54 inscrits.]

UNE ÉLECTION CANTONALE

ORNE : Canton de Pervenchères (premier tour).

Inscr., 2 923 ; vot., 1 639 ; suffr. expr., 1 558. MM. Yves Jourdan, R.P.R., maire de Coulimer, 906 voix, ELU ; Jacques Dessay, U.D.F., conseiller municipal de Percenchères, 506 ; Henris Boudin, P.C., candidat d'union de la gauche, 146.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de René Chardon (mod. maj.), récemment décédé, qui avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1979 avec 1 430 voix contre 404 à M. Guy Hareau (P.S.) et 167 à M. Paul Le Gall (P.C.) sur 2 001 suffrages exprimés, 2 062 votants et 2 870 inscrits.

Alors qu'au premier tour de mars 1979 le total des voix de gauche représentait 28,53 % des suffrages exprimés (8,34 % pour le P.C. et 20,18 % pour le P.S.) et qu'aux élections européennes du 10 juin de la même année les listes socialiste et communiste obtenaient 29,76 % des voix, M. Boudin, enseignant à Argentan, candidat d'union de la gauche, ne recueille que 9,37 % des voix.

Seul candidat de la majorité en 1979, René Chardon avait été réélu avec 71,46 % des voix. M. Yves Jourdan, artisan en machines agricoles, âgé de quarante-deux ans, qui lui succède, en a obtenu 58,15 %. Son concurrent U.D.F., professeur à l'université de Caen, qui s'était déjà présenté sans succès en 1973, en totalise 32,47 %.]

HAUTE-SAVOIE : Ville-la-Grand (premier tour).

Inscr., 2 838 ; vot., 1 357 ; suffr. expr., 1 337. Liste présentée par le conseil municipal (mod. maj.) ; MM. Michel Philippe, 799 voix, et Gilbert Lanovaz, 774, ELUS ; Liste des partis de gauche : MM. Guy Vieux, 550 et Michel Viollet, 542.

[Il s'agissait de pourvoir deux sièges après le décès du maire et celui d'un conseiller municipal.

En mars 1977, les vingt-trois membres de la liste de la municipalité sortante (favorable à la majorité), qui avaient recueilli entre 973 et 1 086 voix, avaient été réélus dès le premier tour. Les candidats de la liste d'union de la gauche avaient obtenu entre 785 et 923 suffrages.]

● *A Esparron-de-Verdon (Alpes-de-Haute-Provence)*, les six conseillers municipaux dont le maire, M. Jean Conjolin (div. g.), qui s'étaient démis de leur mandat pour protester, notamment contre le déséquilibre existant selon eux, entre la population sédentaire et les touristes (*le Monde* daté 27-28 juillet et du 2 août) ont été réélus, au premier tour, dimanche 24 août.

● *A Cambo-les-Bains (Pyrénées-Atlantiques)*, Mme Rita Labéguerie (mod. maj.) a été élue, dimanche 24 août, au premier tour d'une élection partielle organisée à la suite du décès de son mari, Michel Labéguerie, sénateur union centriste, survenu le 28 juillet dernier. Mme Labéguerie, seule à avoir fait acte de candidature, a obtenu 1 327 voix sur 1 452 suffrages exprimés, 1 682 votants et 2 945 inscrits.



M. Barre : un déficit budgétaire limité

Dans une interview publiée par *Nice-Matin* du 25 août, M. Raymond Barre a confirmé que le budget de 1981 serait très sévère quant à la compression du train de vie de l'Etat, mais plus souple en ce qui concerne le barème des impôts directs prélevés sur le citoyen. « *La conjoncture*, a-t-il déclaré, *sera difficile en 1981 en raison des effets déflationnistes du second choc pétrolier dur l'économie internationale. Il est donc nécessaire que la consommation et l'épargne des particuliers ne soient pas imputées de façon trop sévère.* » « *Nous nous sommes fixé pour règle de maintenir le déficit budgétaire dans les limites de 1,5 du produit intéreur brut. La France est le seul pays industrialisé de l'Occident à observer une politique aussi prudente.* » Au sujet de l'investissement des entreprises, M. Barre a déclaré : « *Le rythme de l'investissement privé productif en France est actuellement satisfaisant. Cela dit, je ne suis pas comme certains un maniaque de l'investissement à tout prix. Ce qui importe, c'est de favoriser les seuls investissements économiquement efficients.* » (Voir page 21 les déclarations de M. Barre sur la pêche.)

● *Selon M. Michel Pinton*, délégué général de l'U.D.F., dans une interview publiée par *le Point*, les Français « *ont maintenant compris que l'œuvre entreprise par le premier ministre ne pouvait être jugée avec sérieux que sur la durée. Ils savent désormais que cette œuvre difficile est aussi une œuvre nécessaire, et il leur suffit de voir où en est le franc aujourd'hui pour comprendre que Barre n'a pas échoué, puisqu'il s'agit là de la pierre angulaire de sa politique.* »

● *M. Roger-Gérard Schwartzenberg*, vice-président du M.R.G., a déclaré dimanche 24 août : « *Excepté la défense du franc, M. Barre n'a atteint aucun des objectifs qu'il s'était fixés en devenant premier ministre il y a quatre ans : le chômage s'étend, les prix flambent, le pouvoir d'achat stagne, le déficit du commerce extérieur s'accentue. (...) Le quatrième anniversaire de M. Barre à Matignon risque donc de ne satisfaire personne, à part lui-même et le patronat, seul à toucher les dividendes d'une politique résolument antisociale, qui juxtapose les sacrifices des uns et les profits des autres. Après l'Etat-U.D.F. cher à M. Giscard d'Estaing, M. Barre serait-il en train d'inventer l'Etat C.N.P.F. ?* »

● *M. Michel-Georges Micderth*, directeur du bureau politique de la Nouvelle Droite française, a déclaré le 24 août : « *A l'heure du bilan, on est bien obligé d'admettre que M. Raymond Barre a été en toute occasion le moins mauvais du pire. Gérer l'incohérence représente une prouesse quotidienne que le détracteur professionnel serait le plus souvent dans l'incapacité d'assumer. Dans une barque qui prend l'eau de toutes parts, ce n'est pas la qualité d'esprit de l'occupant qui fait priorité mais son énergie à écoper vite et fort pour éviter le naufrage.* »

● *L'association nationale des combattants volontaires de la résistance* (A.N.C.V.R.) a célébré samedi 23 août, par une cérémonie à l'Arc de Triomphe et un dépôt de gerbes au Mont-Valérien, le trente-sixième anniversaire de la libération de Paris. Dans une courte allocution, M. Raymond Triboulet, président de l'A.N.C.V.R., ancien ministre, a rappelé au Mont-Valérien, la volonté du général de Gaulle de voir ce monument commémorer « *l'ensemble des combats de 1939-1945* ».

L'« UNIVERSITÉ D'ÉTÉ » DES JEUNES DÉMOCRATES-SOCIAUX

M. Barrot constate un retour des militants chrétiens à l'engagement politique

De notre correspondant

Annecy. — Les jeunes démocrates-sociaux, après s'être rassemblés à Port-Cros en 1976 et 1978, à Bastia en 1979, ont choisi cet été les bords du lac d'Annecy pour tenir leur « université d'été ». Les trois cent soixante-dix « étudiants » inscrits affirment vouloir se dégager des « eaux troubles de la politique politicienne ».

M. André Diligent, secrétaire général du C.D.S., a tenu à préciser dès l'ouverture que l'université d'été n'était pas destinée à fabriquer des militants, mais qu'elle devait offrir la possibilité d'un « ressourcement » et l'occasion pour le Centre des démocrates-sociaux d'approfondir sa doctrine et d'affirmer son identité. « *Nous ne sommes pas*, a-t-il déclaré, *une masse inerte au sein de la majorité, ni des hommes d'allégeance, mais des forces de proposition et de représentation.* »

« Ne pas anticiper les débats présidentiels »

Entre le 24 août et le 1er septembre, les jeunes démocrates-sociaux recevront donc à Sévrier (Haute-Savoie) huit membres du gouvernement, dont M. Raymond Barre. Intervenant dimanche, M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, a déclaré qu'il ne fallait pas « *anticiper le débat présidentiel ; il viendra*, a-t-il dit, *à son heure. (...) Les Français n'ont que faire des incantations, des rêves et des slogans. Ils souhaitent une vision claire des orientations de notre pays pour les dix années qui viennent. Le débat peut d'autant plus facilement s'approfondir que, grâce à l'action persévérante du premier ministre, la France part sur des bases solides : nos entreprises ont accru leur productivité ; dans un certain nombre de domaines, les percées technologiques sont françaises ; la réduction de notre dépendance énergétique a commencé grâce à notre politique plus courageuse et volontariste. En un mot, l'économie française s'est réveillée. La poursuite de ce renouveau économique sera au cœur du débat présidentiel, car il constitue la condition indispensable pour assurer l'emploi de nos jeunes générations* ».

Le ministre de la santé a souligné que le C.D.S. devait se mettre « *du côté de l'effort et non de la démagogie* », « *débusquer en permanence les injustices et les privilèges* », « *briser tous les silences entre les Français* ».

Les démocrates-sociaux entendent continuer à mener une politique active de recrutement de jeunes militants. En 1975 la première université d'été du C.D.S. avait rassemblé une trentaine de personnes ; les stagiaires étaient quatre-vingts en 1978, deux cents en 1979 ; ils sont près du double cette année. « *Nous constatons parmi les milieux chrétiens militants un certain retour vers l'engagement politique*, a conclu M. Barrot. *Le C.D.S. semble profiter de ce mouvement.* »

CLAUDE FRANCILLON.

ÉDUCATION

La formation de la nouvelle carte universitaire

Nous continuons ci-dessous la publication de la liste des universités habilitées à délivrer, à partir de la prochaine année universitaire, des diplômes nationaux.

Nous ne donnons que les formations assurées à la rentrée 1980. Faute de documents de référence, en effet, nous ne pouvons indiquer ni suppressions ni créations pour les sciences de l'ingénieur.

Les listes précédentes ont été publiées dans nos éditions des 30, 31 juillet, 1er, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 14, 19, 21, 22 et 23 août.

Sciences de l'ingénieur

Troisième cycle

GÉNIE CIVIL

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Lyon-I et INSA (Institut national des sciences appliquées), Rennes-I et INSA, Toulouse-III et INSA.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Lyon-I, Nantes, Rennes-I, Toulouse-III.

MÉCANIQUE

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Bordeaux-I, Compiègne, I.N.P.-Grenoble (Institut national polytechnique), I.N.P.-Lille, Lyon-I, Ecole centrale de Lyon et INSA, Nantes, Paris-VI et ENSAM (Arts et Métiers), I.N.P.-Toulouse, Strasbourg-I.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Bordeaux-I, Compiègne, Grenoble-I et I.N.P., Lille-I, Lyon-I, Metz, Nantes, Nancy, Poitiers, Strasbourg-I, Toulouse-III et I.N.P., Paris-VI.

MÉCANIQUE DES SOLS

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Paris-VI et Ecole centrale de Paris.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Paris-VI.

MÉCANIQUE DES FLUIDES

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-II, Paris-VI.

ÉNERGÉTIQUE

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Orléans, Perpignan, Poitiers, Rouen, Strasbourg-I, Valenciennes, Paris-VI, ENSAM (Arts et Métiers), Ecole centrale de Paris, Paris-VII, I.N.S.T.N. (Institut national des sciences et techniques nucléaires), Paris-XI, Paris-XIII.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Aix-Marseille-II, Orléans, Perpignan, Poitiers, Rouen, Strasbourg-I, Valenciennes, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI, Paris-XII.

ACOUSTIQUE

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-II, Bordeaux-I, Le Mans, Lyon, INSA et Ecole centrale de Lyon, Paris-VI.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-II, Bordeaux-I, Compiègne, Le Mans, Lyon-I, Poitiers, Toulouse-III, Paris-VI, Paris-VII.

ÉLECTRONIQUE

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Grenoble-I et Institut national polytechnique, Lille-I, Limoges, Montpellier-II, Saint-Etienne et Ecole centrale de Lyon, Institut national polytechnique Toulouse, Paris-XI.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Bordeaux-I, Brest, Clermont-Ferrand-II, Grenoble-I et Institut national polytechnique, Lille-I, Lyon-I, Limoges, Montpellier-II, Mulhouse, Saint-Etienne, Strasbourg-I, Toulouse-III et Institut national polytechnique, Valenciennes, Paris-XI, Paris-XIII.

GÉNIE ÉLECTRIQUE

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* I.N.P.-Grenoble, Nancy-I, Toulouse-III, I.N.P. et INSA, Paris-VI et E.S.P.C.I. (Ecole supérieure de physique chimie industrielle).

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* I.N.P.-Grenoble, I.N.P.-Lille, Nancy-I, Toulouse-III et I.N.P., Paris-VI.

AUTOMATIQUE

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Compiègne, I.N.P.-Grenoble, Lille-I, Lyon-I, Metz, Montpellier-II, Nantes, Nice, Toulouse-III et INSA, Valenciennes, Paris-XI.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Bordeaux-I, Compiègne, I.N.P.-Grenoble, Lille-I, Lyon-I, Metz, Montpellier-II, Nancy-I, Nantes, Toulouse-III et I.N.P., Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

OPTIQUE

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-III, Besançon (deux D.E.A.), Paris-XI.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-III, Besançon (deux doctorats), Paris-VI, Paris-XI, Paris-XIII.

INSTRUMENTATION

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Bordeaux-I, Grenoble-I, Strasbourg-I.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Bordeaux-I, Grenoble-I et I.N.P., Mulhouse, Strasbourg-I.

GÉNIE CHIMIQUE

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* I.N.P.-Grenoble, Lille, Toulouse.

MATÉRIAUX MACRO-MOLÉCULAIRES

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Lyon-I et INSA, Mulhouse.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Lyon-I, Mulhouse, Saint-Etienne.

PROPRIÉTÉ DES SURFACES

● *Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat préparés à la rentrée 1980 :* Besançon.

SCIENCES AGRONOMIQUES

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* I.N.P.-Lille, Montpellier-II.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* I.N.P.-Lille, Montpellier-II, Rennes-I, Toulouse-III et I.N.P.

SCIENCES FORESTIÈRES

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Nancy-I.

SCIENCES DU BOIS

● *Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* I.N.P.-Lille.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* I.N.P.-Lille, Nancy-I.

SCIENCES ALIMENTAIRES

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Caen, Clermont-Ferrand-II, I.N.P.-Lille, Montpellier-II, Toulouse-III.

GÉNIE BIOLOGIQUE

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Paris-XII, Paris-XIII.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Compiègne, Paris-VII, Paris-XI, Paris-XII, Paris-XIII.

ERGONOMIE

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Paris-XIII et C.N.A.M. (Conservatoire national des arts et métiers).

● *Doctorat de troisième cycle préparé à la rentrée 1980 :* Paris-XIII.

SCIENCES PÉTROLIÈRES

● *Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Paris-VI.

GESTION INDUSTRIELLE

● *Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* I.N.P.-Lille.

TÉLÉMATIQUE

● *Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Paris-XIII.

TECHNOLOGIE ET SOCIÉTÉ

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Paris-I et C.N.A.M.

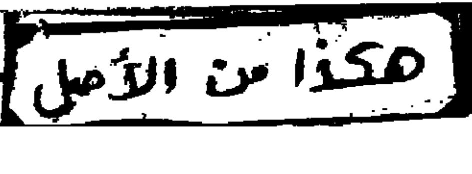
● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Nantes, Paris-I.

GÉNIE INDUSTRIEL

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Dijon, Ecole centrale de Paris.

MUSÉOLOGIE

● *Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Paris-VII.



Le Monde

ECONOMIE

La réforme de la fiscalité locale

Une révolution qui n'ose pas dire son nom

La fiscalité locale va beaucoup changer. Les maires et les conseillers municipaux dans les villes et les villages, les conseillers généraux dans les départements pourront, à partir de l'an prochain, fixer librement les taux de la taxe d'habitation ainsi que des taxes foncières bâties et non bâties (1). Cela se traduira progressivement par la hausse de certains impôts, peut-être aussi par des baisses. Il sera en tout cas possible aux conseils municipaux de majorer fortement (jusqu'à 3 fois) la valeur locative des terrains théoriquement non constructibles mais que leur situation fera un jour ou l'autre classer comme « terrains à bâtir » (2).

Curieusement, dans un pays où la réforme fiscale est le thème le plus souvent — et le plus unanimement — repris dans les discours politiques, la véritable petite révolution qui se prépare dans ce domaine et qui touchera vingt millions de Français n'a ému personne, si ce n'est quelques parlementaires avisés — des sénateurs notamment — fort émus de voir très vite venir un temps où la propriété foncière pourrait bien être plus imposée que jusqu'à présent (3).

Qu'on imagine avec quel fracas majorité et opposition seraient intervenues s'il s'était agit de modifier le système du quotient familial applicable au calcul de l'impôt sur le revenu, ou si le gouvernement avait manifesté quelques velléités de changement en matière de droits de succession ou plus généralement d'impôt sur la fortune.

La fiscalité locale, si elle s'est un peu modernisée depuis dix ans, est encore lourde d'un système qui remonte en fait à la première guerre mondiale. Elle n'a pas fait peau neuve comme la fiscalité d'Etat. Ses iniquités, ses aberrations (4) ne déchaînent pourtant les foudres de personne, si ce n'est du patronat lorsqu'une réforme « trop politique » de la patente aboutit à faire endosser par les entreprises de grande taille l'impôt que les petits commerçants ne paient plus (5).

Mais l'affaire de la taxe professionnelle est une exception. Ces attitudes, cet état d'esprit, où se mêlent désintérêt, incompréhension, absence de réflexion véritable, risquent fort de changer. D'abord parce que le poids des impôts locaux augmente constamment dans le total des prélèvements obligatoires (6). Ensuite parce que la liberté de décision donnée aux maires pour fixer le poids des impôts est une nouveauté lourde de conséquences ; dans la mesure où un conseil municipal à dominante communiste aura tendance à taxer plus lourdement les propriétaires terriens pour pouvoir alléger les contribuables payant la taxe d'habitation, la vie politique locale — et les élections municipales — va brusquement prendre une dimension qu'elle était loin de toujours avoir jusqu'à présent.

L'ensemble de cette importante réforme risque dans quelques années de bouleverser — en même temps que l'exercice de la démocratie locale — pas mal de feuilles d'impôts..., et ce d'autant plus que les communes — dans l'ensemble très endettées — ont tendance à moins emprunter, étant bien obligées de faire de plus en plus appel aux impôts locaux pour financer leurs dépenses. Il n'est pas alors impossible qu'à terme se produisent — sous une forme ou sous une autre — des phénomènes de rejet de l'impôt, comme cela a eu lieu aux Etats-Unis, en Californie notamment. A moins que départements et communes ne choisissent de freiner délibérément leurs dépenses, comme cela est peut-être déjà en train de se passer.

ALAIN VERNHOLES.

(1) La taxe professionnelle (ex-patente) bénéficiera d'une liberté moindre puisque son taux ne pourra pas augmenter plus vite que la hausse moyenne des taux des trois autres impôts directs. (Voir *le Monde* des 13 octobre et 20 décembre 1979.)

(2) Du point de vue fiscal, il n'existe actuellement que 120 000 hectares classés « terrains à bâtir » et imposés comme tels. En fait, il existe environ 450 000 hectares constructibles situés dans des zones urbaines et répertoriés dans des plans d'occupation des sols (POS) approuvés. Ce sont ces terrains dont l'imposition pourra être majorée.

(3) Les taxes foncières sur les propriétés *non bâties n'entrent que pour 6 % dans le* total des impôts directs des communes. Les taxes foncières sur le bâti rapportent un peu plus (15 %).

(4) Voir *le Monde* du 29 avril 1980, « Des écarts de 1 à 350 ».

(5) Voir *le Monde* du 30 janvier 1979.

(6) De 3,6 % du produit intérieur brut en 1970, le poids de la fiscalité locale devrait passer à 4,7 % en 1980 (4,5 % en 1979).

Le commerce vent en poupe

L'AUGMENTATION du nombre des magasins a été *particulièrement* nette ces trois dernières années (*le Monde* du 6 avril). Et une donnée nouvelle est apparue, qui ne peut que renforcer cette tendance : la libération des marges du commerce.

Cette mesure, qui prenait effet le 1er janvier 1980, est intervenue alors que, déjà, la confiance était au beau fixe dans la profession. Les comptes commer*ciaux de la nation montrent par* exemple que les commerçants ont trouvé, en 1979, de sérieuses raisons d'optimisme dans l'amélioration de leurs conditions d'exploitation. Ils ont investi davantage et accru l'embauche.

Le chiffre d'affaires du commerce de détail est resté stable en 1979 (+ 12,1 %), soit à peine plus que la hausse des prix par rapport aux deux années précédentes, tandis que celui du commerce de gros augmentait de 13,3 %, contre 10,9 % en 1978 et 7,6 % en 1977. Cependant, la marge brute du commerce de détail s'accroît plus vite que celle du commerce de gros.

L'explication de cette disparité peut être trouvée dans les prix, estiment les comptables nationaux. « *A l'exception des matières premières et de l'énergie, les prix de gros ont en effet évolué moins vite que les prix de détail, spécialement dans le cas des produits alimentaires. (...) Le commerce de détail a pu accroître ses prix à la mesure de ses charges, ce qui lui a permis de dégager un revenu brut (avant paiement des frais financiers) en augmentation en termes réels.* »

L'effort d'investissement que l'on constate traduit bien cette euphorie due à la croissance de l'activité, mais aussi à l'effet d'entraînement du secteur industriel. Dans le commerce de détail, la proportion des entreprises qui ont investi est de 23,3 % en 1979, contre 20,6 % en 1978. Cette progression, qui souligne la confiance des commerçants dans le moyen terme, semble être intervenue dès le second trimestre de l'année dernière.

Confiance qui est également mise en évidence par l'augmentation des créations d'emploi. L'embauche s'est fortement accrue en 1979, principalement dans le commerce de détail qui, à lui seul, a créé vingt-six mille emplois, alors que la progression du nombre total de personnes occupées (gros et détail) n'avait été que de treize mille en 1978 et de neuf mille en 1977.

Grâce à une baisse du taux d'épargne, la consommation des ménages s'est maintenue. Les commerçants n'ont donc pas subi — ou pas encore — les conséquences de la stagnation du pouvoir d'achat des ménages.

FRANÇOIS SIMON.

Les impôts remplacent progressivement les emprunts

Après des années de modernisation un peu folles, au cours desquelles villes et villages ont souvent dépensé leur argent à tort et à travers, multipliant sans compter salles des fêtes, piscines, terrains de sports, plans d'eau et autres investissements à la mode, voici peut-être revenu le temps de la mesure.

Depuis 1976, les dépenses des collectivités locales progressent nettement moins vite : 2,9 % en moyenne par an en francs constants (1) probablement même un peu moins en 1979 (entre 2 % et 2,5 %). Freinage important puisque, pendant toute la période qui va de 1970 à 1976, les budgets des collectivités locales progressaient bon an mal an deux fois plus vite : 5,8 % (2). En fait, pendant longtemps, les dépenses des communes se sont gonflées plus vite que celles de l'Etat (5,8 % par an contre + 4,1 %). Phénomène passé à peu près inaperçu : seule l'augmentation des dépenses de l'Etat a subi les feux de la critique ; on n'a jamais entendu — sauf erreur — aucun parlementaire demander aux communes de modérer leur appétit.

● MODERATION DES INVESTISSEMENTS

Voici qui est fait maintenant, et de façon presque spontanée. Les besoins — en locaux scolaires notamment — nés d'une assez forte croissance démographique sont à peu près satisfaits ; il ne s'agit plus, dans la majorité des cas, que d'entretien. Quant aux dépenses de prestige, elles coûtent cher aux contribuables, qui l'ont fait savoir aux conseillers municipaux lors des élections de 1977...

Le plein étant maintenant fait — ou à peu près — la part de l'investissement dans le total des dépenses des collectivités locales, *si elle reste forte*, n'en a pas moins commencé à décroître, revenant à quelque 28 %, contre 30,4 % en 1970. Après la relance de 1975 (+ 7,8 % en un an), les dépenses d'équipement des communes ont nettement baissé (— 8,6 % en volume pour 1977) ou stagné (1978). On saura dans un an si le mouvement de légère reprise enregistré en 1979 (+ 2,5 %) a persisté.

● ECONOMIE DE PERSONNEL

La croissance des dépenses courantes des communes (frais de personnel, charges d'emprunts...), tout en restant importante, s'est ralentie : + 7,4 % par an en volume de 1970 à 1976 (soit plus vite que les dépenses de l'Etat), mais + 4,8 % entre 1976 et 1979. Le freinage des dépenses de personnel (+ 4,3 % par an entre 1976 et 1979 contre + 8,3 % entre 1970 et 1975) s'explique par un quasi-blocage du recrutement. Est-ce un bien ? La question vaut d'être posée, puisque, à l'évidence, les très nombreux équipements collectifs réalisés il y a quelques années demandent à être entretenus, faute de quoi ils se détérioreront ou seront mal utilisés.

C'est un peu contraintes et forcées que les communes ont modéré leurs ambitions. Lourdement endettées (150 milliards de francs cumulés), elles voyaient bon an mal an leurs charges de remboursement croître de 10 % en volume. Ces dernières années, le paiement des intérêts des emprunts représentait à lui seul 12 % des dépenses de fonctionnement.

Prise de conscience des maires un peu affolés de devoir financer leur budget par des moyens aussi dangereux ? Action de l'Etat freinant certaines subventions indispensables aux communes pour solliciter un nouvel emprunt ? Toujours est-il que, depuis 1977, le volume des emprunts diminue en francs constants alors qu'il avait augmenté de 4,6 % en moyenne pendant toute la période 1970-1976. (Voir tableau II.)

La part des transferts de l'Etat restant stable (34 % du total des ressources) (voir tableau I) (3), les communes font de plus en plus appel à la fiscalité, qui représente maintenant 35 % de leurs ressources, contre moins de 30 % il y a dix ans. (Chiffres ci-dessous.)

Ainsi, progressivement, les impôts remplacent-ils l'emprunt comme mode de financement, ce qui semble raisonnable et explique probablement l'évolution plus modérée des dépenses des collectivités locales. Si cette tendance se confirme, l'importante réforme des finances locales, qui entrera en application l'année prochaine, pourrait se faire sans trop de fracas. Une bonne façon *de se faire accepter...*

	1970	1976	1977	1978	1979
Fiscalité	28,7 %	31,5 %	32,7 %	33,8 %	34,9 %
Emprunts	20,7 %	19,3 %	17,1 %	16,3 %	14,6 %

(1) Soit 12,9 % en francs courants (hausse des prix non déduite). Tous les chiffres cités ici proviennent de la direction des collectivités locales du ministère de l'intérieur.

(2) Soit 15,3 % en francs courants.

(3) Stabilité en pourcentage des ressources des collectivités locales. En valeur absolue, les transferts de l'Etat (dotation globale de fonctionnement, fonds de compensation pour la T.V.A., etc.) sont passés — selon les chiffres du ministère du budget — de 37,3 milliards de francs en 1975 à 54,5 milliards en 1978, à 63,3 milliards en 1979. Ils devraient avoisiner 74,8 milliards de francs cette année (+ 18,2 % en francs courants par rapport à 1979, soit environ + 5 % en francs constants).

TABLEAU I

LES TRANSFERTS DE L'ÉTAT : UN TIERS DES RESSOURCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Les ressources des collectivités locales ont atteint 194 milliards de francs en 1979. Voici quelles ont été leurs origines :

● FISCALITE	67 milliards (34,5 %)
● TRANSFERT DE L'ETAT	66 milliards (34 %)
● EMPRUNTS	29 milliards (15 %)
● AUTRES RECETTES (forêts, domaines)	32 milliards (16,5 %)
TOTAL	194 milliards

TABLEAU II

LES IMPOTS FINANCENT DAVANTAGE LES ÉQUIPEMENTS LOCAUX

(en % des dépenses d'investissement)

	1976	1977	1978
SUBVENTIONS	21,7 %	22,7 %	19,9 %
EMPRUNTS	60,6 %	54,7 %	49 %
AUTOFINANCEMENT	17,7 %	22,4 %	31 %

A LA RECHERCHE DE NOUVELLES RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES

La session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur l'adoption d'une stratégie du développement pour la décennie 80 s'ouvre ce 25 août à New-York. Plus de cent délégués ont demandé à prendre la parole au cours de cette session, qui doit commencer par l'admission du Zimbabwe comme cent cinquante-troisième membre de l'ONU et se terminer en principe le 5 septembre.

L'Assemblée générale fera aussi le point des travaux préparatoires au lancement, en 1981, des « négociations globales » pour la définition d'un nouvel ordre économique mondial ; le tout s'inscrivant dans le cadre du dialogue Nord-Sud. Toutefois, compte tenu de la crise actuelle, les débats, auxquels participeront certains chefs d'Etat, risquent d'être dominés par des sujets comme l'énergie et par des affrontements politiques.

Depuis l'échec, en juin 1977, à Paris, de la conférence sur la Coopération économique internationale (C.C.E.I.), le dialogue Nord-Sud est pratiquement dans l'impasse. Peu de progrès ont été réalisés au cours de réunions comme la troisième session de l'ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel) à New-Delhi, en janvier 1980, ou la Ve CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) à Manille, en mai 1979. La mise en place du Fonds de stabilisation des cours des matières premières marque notamment le pas.

Jamais pourtant un monde où les dépenses militaires représentent plus d'un milliard de dollars par jour n'aura eu autant besoin de l'instauration de nouvelles relations économiques entre les nations. Mais, frappés par la récession, les Etats industriels craignent la concurrence des pays en voie d'industrialisation, qui pourrait leur inspirer l'idée d'une production mieux adaptée aux besoins des peuples. L'équilibre nouveau ne doit pas être une version revue et corrigée de l'ordre ancien. — M. B.

Produire autrement

par JEAN LEMPÉRIÈRE (*)

LA brusque apparition des nouveaux pays industriels, en un monde déjà très industrialisé, est un aspect caractéristique de l'économie contemporaine et de ses orientations contradictoires. La création de nouveaux centres de production et de consommation suscite de nouveaux courants d'échanges, ce qui modifie sous nos yeux la situation des vieux pays industriels. L'industrialisation du tiers-monde, telle qu'elle s'est effectuée, avec ses aspects souvent paradoxaux, a été pourtant *initialement* et *demeure* en grande partie une phase de l'évolution du monde industriel tentant de s'étendre à l'échelle planétaire.

Cette industrialisation de pays neufs est le résultat direct de la nouvelle politique de production adoptée, en une période de concurrence aiguë, par certaines sociétés industrielles. Celles-ci ont montré dans leur propre intérêt le plus grand dynamisme pour le financement des nouvelles unités de production, puis pour la distribution de leur production sur les marchés mondiaux. Ainsi s'expliquent les percées spectaculaires des produits manufacturés du tiers-monde sur les marchés industriels, mais aussi la gamme très limitée des activités industrielles des pays neufs ainsi soutenues et leurs résultats disparates.

Cependant, malgré la présence active, et souvent un certain contrôle de sociétés étrangères, la nouvelle production industrielle est devenue très généralement un phénomène national, porteur de la fierté et des espoirs des pays neufs. Cette prise en main progressive des activités essentielles mériterait une analyse plus détaillée, précisant les concessions imposées aux multinationales et leur portée réelle (participation de capitaux locaux, sociétés mixtes, obligation d'utiliser un pourcentage élevé de produits locaux, etc.).

Les pays neufs passent ainsi à l'âge adulte. Cette industrialisation nouvelle n'en est qu'à ses débuts, et déjà, par son allure et ses multiples incidences, elle dépasse les calculs qui lui ont donné naissance et annonce l'émergence d'un monde différent. La puissance démographique, en particulier, malgré les difficultés qu'elle suscite, peut lui donner un dynamisme inattendu, bouleversant les données de la concurrence internationale. Mais des conditions et des besoins très différents de ceux du monde industriel, et surtout le poids considérable de la paysannerie, imposeront sans doute à ces économies nouvelles leurs objectifs et leurs rythmes propres.

Parmi les nouveaux Etats industriels, comment se répartissent actuellement les principales productions ? Et quels sont les pays dont l'activité est la plus sensible sur le marché mondial des produits manufacturés ? Par un paradoxe apparent, les grands pays exportateurs ne sont pas les premiers producteurs. Les quatre pays ateliers d'Extrême-Orient (Corée, Taiwan, Hongkong et Singapour), avec moins de 60 millions d'habitants, assurent à eux seuls plus de la moitié des livraisons manufacturées du tiers-monde (*cf. tableau page 10*), bien que leur part n'atteigne pas 15 % dans la production industrielle. Cela tient à l'exiguïté de leur marché intérieur, et surtout à l'étroitesse de leurs relations avec les sociétés multinationales qui orientent leur production en priorité vers les marchés industriels. La moitié de leur production est exportée.

(*Lire la suite page 10.*)

(*) Conseiller commercial. — C.N.R.S.

A LA RECHERCHE DE NOUVELLES RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES

Produire autrement

(Suite de la page 9.)

La concurrence directe de ces pays et les données les plus aisément disponibles pour l'étude des pays neufs portent trop souvent à accorder une attention excessive aux échanges extérieurs, considérés isolément. Mais la production, la consommation et l'équilibre entre ces deux facteurs sont les données essentielles qui permettent de juger de la santé économique, de la puissance et de l'autonomie d'un pays. Elles seules donnent leur signification aux chiffres du commerce extérieur, qui ne sont pas une fin en soi et ne prennent de valeur que par leur contribution au développement du pays (et c'est d'ailleurs aussi vrai pour les pays développés).

L'importance de la production industrielle, ou de la valeur ajoutée en secteur manufacturier, indique sans fards la puissance industrielle respective des pays considérés. Toutes les sources (Banque mondiale, ONUDI) s'accordent sur la position exceptionnelle de quelques grands pays : trois d'entre eux (Brésil, Inde et Mexique) assurent en 1978 plus de 47 % de la production industrielle des pays neufs (pays européens de Méditerranée non compris), le Brésil occupant largement la première place (22 %). Six pays seulement fournissent les deux tiers de la production industrielle du tiers-monde, si l'on ajoute aux précédents l'Argentine, la Corée et Taiwan. Et cela malgré une longue stagnation de l'Inde et un net recul de l'Argentine.

Cette concentration de la production en quelques pays est capitale pour les années à venir. La politique économique et les orientations de ces pays ne manqueront pas d'avoir une influence décisive sur les rapports Nord-Sud comme sur les liens entre pays neufs, quelles que soient les performances d'autres pays en développement (Philippines, Thaïlande, Malaisie, Venezuela, Colombie). A plus long terme, les possibilités de pays tels que l'Indonésie et le Nigeria sont certaines, grâce à leurs ressources matérielles et humaines.

On est frappé du grand nombre de pays du tiers-monde où la production industrielle demeure insignifiante : ce sont généralement les pays les plus pauvres (avec la presque totalité de l'Afrique noire), et il est délicat de soutenir leurs jeunes économies sans les étouffer. Même les plus grands des nouveaux producteurs ont à faire face à leurs poches de misère, énormes en Inde ou au Brésil, et leur situation n'est pas directement comparable à celle du vieux monde industriel.

Diversification

Cependant, les comparaisons entre les économies du tiers-monde sont délicates ; elles seront facilitées par des approches multiples. Ainsi le degré d'industrialisation des pays neufs a-t-il été examiné ici à partir de sept critères qui se complètent : part du secteur manufacturier dans le PIB (sources : Banque mondiale - CNUCED) ; importance de la production industrielle, ou valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (Banque mondiale - ONU) ; structure de la production industrielle et diversification (ONUDI - Banque mondiale) ; part des produits manufacturés dans les exportations (CNUCED, Banque mondiale, ONUDI) ; diversification des ventes (CNUCED) et types de produits exportés (Banque mondiale) ; part dans les exportations manufacturées du tiers-monde (CNUCED, (Banque mondiale) ; production industrielle ou valeur ajoutée manufacturée par habitant (Banque mondiale).

Les structures de production industrielle, qui distinguent les différents stades de production et montrent l'importance des spécialisations dues à la division internationale du travail, permettent, notamment, des comparaisons beaucoup plus précises. D'après le rapport de l'ONUDI, les pays neufs se rapprochant le plus des pays développés par leurs structures industrielles étaient par ordre décroissant : le Brésil et l'Argentine, avec de très fortes similitudes, suivis du Mexique et de l'Algérie, puis de la Corée, de la Colombie, du Pérou et de l'Inde. Le rapport de l'ONUDI se fonde sur les chiffres de 1970, année du dernier recensement général ; mais pour la plupart des pays examinés (Corée, Inde, pays d'Amérique latine), l'évolution des dix dernières années a encore fortement rapproché la structure de leur production de celle des pays développés.

Les dernières années sont marquées notamment par la part croissante du secteur industriel en Corée, à Taiwan, au Brésil, en Inde et au Mexique. Dans le secteur industriel, la place de plus en plus forte prise par les biens d'équipement et moyens de transport est l'indice certain d'une nouvelle orientation de la production, moins tournée vers les marchés des pays développés. Textiles et vêtements conservent une grande importance en Inde (35 %), en Egypte et même en Corée ; mais leur part ne dépasse pas 18 % dans les grands pays d'Amérique latine. Pour les biens d'équipement et de consommation durable, le Brésil se place largement en tête (valeur ajoutée 6,2 milliards de dollars), devant les trois autres grands producteurs : Inde (2,8), Mexique (2,5), Argentine (2,2), qui dépassent eux-mêmes largement la Corée et Taiwan (1,5 milliard de dollars).

La production industrielle ou valeur ajoutée manufacturée (VAM) par habitant, elle, souligne l'écart existant, en 1975, entre les mieux placés des pays neufs (Israël 444 dollars) ; pays ateliers d'Asie et Argentine (260 dollars) et les pays industriels (800 dollars en moyenne en Europe et au Japon ; 495 dollars en Italie). Cela tient à des différences de productivité et, surtout, à la part très faible de la population employée dans l'industrie dans des pays essentiellement agricoles ; pays latino-américains de taille moyenne, Asie du Sud, en particulier Inde et Pakistan (VAM par habitant : 17 dollars).

La grande variété des activités industrielles est, cependant, l'un des traits propres à tous les pays développés, et cette diversité se retrouve dans leurs exportations, chacun des pays de l'O.C.D.E. exportant plus de cent quarante des cent quatre-vingt-deux groupes de produits de la nomenclature internationale. Parmi les pays neufs, le Brésil et l'Inde se classent en tête pour la *diversité de leurs exportations* (cent cinquante-cinq groupes de produits) avec Singapour. Le groupe de cinq pays venant ensuite avec plus de cent quarante-deux produits exportés (Corée, Argentine, Mexique, Taiwan, Malaisie) complète à peu près la liste des nouveaux pays producteurs. La rapide diversification de leurs ventes les rapproche toujours plus des pays industrialisés.

Autonomie

Le développement des échanges Sud-Sud a plus d'importance que ne le laisseraient croire les chiffres. En écartant progressivement le monde industriel de ce circuit commercial, le plus souvent sans l'appui des multinationales, les pays neufs s'assurent peu à peu une certaine autonomie qui leur donne plus de poids dans la négociation. Au total, près de 40 % des exportations industrielles des pays en développement, autres que les quatre pays ateliers, sont destinés aux échanges Sud-Sud. Cette proportion atteint 48 % en Amérique latine (Mexique excepté) et jusqu'à 64 % en Argentine. Les livraisons de l'Inde dépassent 1 milliard de dollars et sont du même ordre que celles du Brésil. Cependant, les quatre pays ateliers d'Asie fournissent plus de la moitié des produits manufacturés destinés au tiers-monde et prennent les quatre premières places comme fournisseurs de ces marchés.

La composition différente des échanges Sud-Sud donne toute son importance au progrès de ce commerce. Avec une grande partie des livraisons d'équipements, de produits chimiques et de demi-produits industriels, ces échanges représentent à la fois un débouché pour les nouveaux pays producteurs et une diversification dans l'approvisionnement des pays qui commencent à s'industrialiser. Au total, même par faibles quantités, de multiples brèches se multiplient dans le monopole si longtemps défendu des fournisseurs traditionnels. Et ce mouvement s'amplifie surtout de la part du Brésil et de l'Inde.

Ainsi, l'apparition de nouvelles puissances industrielles ne signifie pas forcément invasion des marchés européens, alors qu'une croissance continue et anarchique des exportations manufacturées en vient à freiner le développement propre des pays neufs, dont les besoins élémentaires ne sont guère considérés. L'importance des besoins locaux et régionaux et leur urgence placent à brève échéance les pays neufs devant un *choix d'ordre politique et social autant qu'économique*. Il s'agit d'accepter l'intégration de leurs activités industrielles essentielles au processus de production des firmes multinationales, quitte à revendiquer quelques miettes supplémentaires de profit, ou au contraire de rechercher une certaine autonomie économique par une *meilleure adaptation de la production aux besoins locaux*. Cette nouvelle orientation pour sortir des voies tracées au départ par les multinationales est délicate et onéreuse ; elle ne peut guère s'effectuer sans une limitation au moins passagère et une réorientation des échanges extérieurs et la réduction de certains profits.

Adaptation

Les nouveaux producteurs industriels n'ont pas tous effectué consciemment leur choix, et d'ailleurs n'ont pas à se retirer complètement du marché international ; mais certains impératifs s'imposent d'eux-mêmes. Dans la mesure où les producteurs les plus importants exportent moins de 5 % de leur production industrielle, ils semblent s'orienter en fait vers la satisfaction et le contrôle de leurs marchés intérieurs, avec d'ailleurs l'appui des multinationales, appâtées par l'importance de ces marchés. Et les déclarations officielles ne modifient guère la part effective des exportations dans la production de pays tels que le Brésil ou l'Inde...

En fait, l'apparition de nouveaux pays producteurs contribuera sans doute à hâter pour le monde industriel une évolution que préparent les progrès techniques, mais à laquelle les esprits ne sont pas prêts. Après avoir été d'excellents clients, ces nouveaux producteurs limitent, dès à présent, les débouchés et se présentent à terme comme de sérieux concurrents. Cela rend plus aiguës les difficultés où le monde industriel se trouve plongé depuis plusieurs années par une surcapacité permanente de production. Très longtemps, tous les pays industriels adoptaient simultanément la même solution : le recours quasi automatique à cette capacité de production en produisant plus pour exporter plus. A quelle impasse devait mener cette production anarchique, surtout lorsque améliorations techniques, rationalisations et automations ne lui permettaient même pas de réduire le chômage ?

L'aggravation de la conjoncture impose à présent des ralentissements de production. N'est-il pas temps de comprendre que la production industrielle est un moyen à utiliser au mieux et non une fin en soi, comme elle semble trop souvent conçue dans le monde moderne ? Réfléchir à ce que doit être l'objet de la production orienterait vers une meilleure adaptation aux besoins réels, en donnant moins d'importance à la croissance quantitative pour s'attacher plus à la qualité des produits et aux conditions de travail. Les progrès techniques imposent de plus un profond aménagement des temps de travail, à moins que l'on accepte délibérément la marginalisation d'une partie importante de la population.

Il ne s'agit sans doute pas de produire moins, mais de produire autrement. Et chacun de nous est directement concerné. Faire servir pleinement les progrès techniques à satisfaire les énormes besoins existants à l'échelle planétaire oblige à sortir des cadres traditionnels, à inventer de nouveaux rapports et modes de distribution respectueux des autres. Le véritable réalisme appelle aujourd'hui un grand effort d'imagination.

JEAN LEMPERIERE.

Le retard de l'Afrique

	Valeur ajoutée en secteur manufacturier (en millions de dollars) (1)		Production manufacturée dans le PIB (2)	Production manufacturée dans les exportations (2)	Groupe de produits exportés		Part dans les exportations industrielles du tiers-monde
	1975	Est. 1978	1977 (%)	1977 (%)	1976	en 8 ans	1978 (%)
Brésil	14 714	18 250	28	25	155	+32	6,3
Mexique	9 190	10 660	28	31	142	+ 6	3,7
Inde	8 280	10 270	16	53	155	+18	6,3
Argentine	7 250	6 670	37	25	142	+13	2,2
Corée	2 810	5 510	32 (en 78)	83	142	+41	16,6
Taiwan	3 000	(5 500)	37	85	(140)		16,2
Iran	2 880		13	1,6			
Venezuela	1 740		.	1			
Philippines	1 300	1 480	25	24	107	+45	1,2
Chili	1 530	1 886	20	5	88	+19	
Israël	1 350	1 600	30	75	131	+16	4,2
Egypte	1 370		24	32	82	— 1	0,7
Hongkong	1 020		26	97	109	+ 2	13,6
Colombie	1 090		22	22	112	+22	
Pakistan	990	1 080	16	57	95	+ 5	1,3
Pérou	970	—	19				
Thaïlande	965	—	20	19	120	+49	1,2
Indonésie	805	—					
Malaisie	652	930	18	16	138	+12	2,2
Singapour	590	810	25	43	164	+ 4	4,3

Par comparaison : Valeurs ajoutées manufacturières 1978 (en dollars 1970) estimées pour les pays méditerranéens d'Europe : Espagne, 14 260 millions ; Yougoslavie, 6 920 ; Grèce et Portugal, 2 430 ; Turquie, 2 100 ; pourcentage des manufacturés dans le PIB : Espagne, 30 % ; Yougoslavie et Portugal, 36 % ; Grèce, 19 % ; Turquie, 20 %.

(1) En dollars 1970 : le secteur manufacturier ne comprend ni les produits de l'industrie agro-alimentaire, ni les produits pétroliers, ni les métaux non ferreux.

(2) sources : CNUCED et Banque Mondiale.

BIBLIOGRAPHIE

ECHEC DE L'ORDRE ANCIEN

APRES des années de débats sur le nouvel ordre économique international — apparemment sans résultats — et de propositions multiples où le détail, voire le souci du compromis, ont pu l'emporter sur l'essentiel, il était nécessaire de pouvoir retrouver la perspective d'ensemble. Eustache Paléologue, qui vit ces questions depuis la fondation de la CNUCED, s'y attache dans un ouvrage intitulé *les Nouvelles Relations économiques internationales* (1). Ce livre, dense, au langage précis parce que précisément technique, admirablement clair, dans la tradition universitaire des grands cours, va constituer une mine de réflexions pour tous ceux qui sont soucieux de comprendre le véritable enjeu de la crise actuelle, qui est d'abord la crise d'un ordre économique international ancien.

Pour comprendre cet ordre ancien et son échec, une méthode rigoureuse est nécessaire d'un triple point de vue. Le langage « mystificateur » et « diplomatique » doit être décapé, l'interdépendance devenue une complémentarité imposée unilatéralement, la non-discrimination foncièrement discriminante, l'aide qui n'est que la régulation des économies industrielles... Les politiques réelles doivent être mises à jour derrière les discours justificateurs : les politiques commerciales ne suivent pas les préférences libérales affirmées, mais servent les « *préférences nationales de structures* » ; le respect apparent des règles du GATT s'accompagne de multiples pratiques d'infléchissement des flux, des valeurs relatives, des parts relatives.

Enfin, l'analyse théorique permet de comprendre comment les hypothèses de l'égalité des parties contractantes et des rééquilibrages spontanés recouvrent des inégalités structurelles cumulatives et des « *emprises de structures* » parfaitement « *asymétriques* » : ce qui est vrai du commerce et de l'investissement l'est aussi de la monnaie, à laquelle l'auteur consacre de longs développements. L'action du F.M.I., centrée sur des pays déficitaires alors qu'ils n'ont aucune responsabilité dans ce déficit, conduit à leur imposer des « *politiques monétaires et budgétaires restrictives, c'est-à-dire des politiques économiques déprimantes* ».

Une perspective globale

Au cours de cette crise, l'auteur voit s'élaborer un ordre nouveau qui sera viable à condition d'être équitable, fonctionnel et efficace. La perspective est nécessairement globale. Elle concerne tous les pays, y compris les pays socialistes : ils deviendraient dépendants les uns des autres réciproquement et symétriquement. Elle concerne tous les aspects de l'échange international, les termes de l'échange, leur cadre monétaire et financier, la finalité de la croissance-développement (la satisfaction des besoins), la détente politique indispensable à toute solution internationale.

Cet ordre nouveau se construirait à partir d'une stratégie d'autonomie collective des pays en développement utilisant les investissements croisés, rendant convergents leurs régimes de change. Il serait donc une juxtaposition d'espaces d'échange autocentrés, organisée de manière qui ne sera pas libérale sans être pour autant protectionniste, articulant des pratiques relevant du marché et des pratiques « *hors marché* ».

Le système monétaire nouveau ne se contenterait pas d'assurer l'équilibre des paiements internationaux. La liquidité monétaire devrait retrouver sa fonction régulatrice fondamentale au service de tous les pays. Cet ordre devrait leur permettre d'ajuster leur taux de développement à leur potentiel de développement. Cela implique des règles non uniformes afin que, compte tenu des inégalités structurelles, les résultats soient comparables dans tous les pays.

Le relèvement des termes de l'échange des pays en développement, aspect véritable du problème de leur endettement, enlèvera au financement bilatéral des paiements sa fonction d'emprise de structures. Les pays socialistes participeront à cet ordre monétaire nouveau par l'aménagement du rouble transférable en un système de rouble convertible.

L'auteur nous a prévenus : il prend l'angle de la perspective, non celui de la prévision. Et c'est bien, en effet, la perspective intelligente par excellence. Mais le lecteur, si séduit soit-il, ne peut pas ne pas se demander si une autre perspective n'émerge pas comme issue capitaliste à la crise, celle d'un taux de profit rétabli grâce à une intégration plus approfondie du tiers-monde à l'économie mondiale capitaliste sous la houlette de la Commission trilatérale et des sommets mondiaux. Au-delà de la perspective, E. Paleologue nous met ainsi au cœur de l'enjeu des débats en cours, à la veille de la définition de la stratégie pour la troisième décennie du développement.

GÉRARD DESTANNE DE BERNIS

professeur à l'université des sciences sociales de Grenoble.

(1) Paris, PUF, 1980, 276 pages. Environ 95 F.

Le Monde

jours d'été

SAÏD ET MOI

Roman-reportage
de Poirot-Delpech

VI. — Bout d'ficelle selle de ch'val

RESUME DES CHAPITRES PRECEDENTS. — Invité à coucher chez le futur beau-père de sa fille, Algérien de Tlemcen, le docteur Rieux découvre qu'il a peur des Arabes, et que celui-là *n'est même pas* celui qu'il cherchait.

Lundi 25 août.

« Saïd et moi », « Saïd et moi »... Qui est-ce, ce Saïd ? Vous n'êtes quand même pas tombé pédale, pour tout arranger ? »

La communication avec Cassis a été coupée. Deux minutes audibles, entre Sidi-Bel-Abbès et la France, c'était trop beau. Caroline n'était pas à la villa : en chriscraft avec Anne-Sophie et « son » ministre. C'était Mamiche, à l'appareil. Rieux a eu le malheur de dire, à propos de ses projets immédiats : *« Saïd et moi. »* D'où le lazzi. Peu lui importait. Les nouvelles étaient bonnes. Sa fille Isabelle avait appelé de Saint-Tropez pour dire que c'était *« super à tous les niveaux »* et qu'elle attendait un mandat télégraphique poste restante. Rieux ayant eu le temps d'annoncer que le Kheddad de Mansourah *n'était pas le père d'Omar,* Mamiche a triomphé, d'une voix de tête : *« Vous retardez toujours d'une caravane, mon pauvre Alain : votre fils Christophe a tout su, le papa de Jean-Marc est un ponte, comme on pouvait s'en douter, au ministère de la culture d'Alger. Notez plutôt l'adresse, 119, rue Didouche-Mourad, l'ancienne rue Michelet que votre beau-père aimait tant ! »*

Cela tombe bien. Rieux se promettait justement de repasser par la capitale, histoire de ne pas rentrer bredouille. Non sans toutefois accompagner Saïd chez son père. C'était un accord entre eux, depuis Oran : détour par Mansourah contre-détour par Youb, le berceau des Ghérib. De là, leur escale à Bel-Abbès, passage obligé vers Youb. Rieux sort de la poste le cœur léger. Sa nuit de cauchemar lui a lavé l'âme. La matinée est douce. Un vent assez fort secoue les acacias de la grand-place. Sous l'un d'eux, Saïd attend devant un thé, carte Michelin déployée. Rieux aime ces instants. Ils lui rappellent les années 50, quand les étudiants de sa génération partaient entre copains à la découverte de l'Europe, dans des vieilles guimbardes. Le Sud, alors, c'était l'Italie. Il se revoit, avec son ami Jeandeau, sur une place de Turin, affrontant leurs appétits : aller se baigner à Porto-Venere dans la grotte de Byron, ou descendre tout de suite bouffer du Tiepolo à Florence ?...

Saïd montre un point sur la carte, « presque » sur la route de Youb : Tenira. C'est là qu'habite le poète algérien Kateb Yacine.

« C'est plus que mon dabe, plaide Saïd. *C'est mon père spirituel. Je voudrais, je ne sais pas moi, lui parler, comme ça. Surtout que depuis vingt ans il ne dit rien à personne ! »*

الغريب

Rieux avoue son inculture. Saïd résume, excité : « Nedjma, le Cadavre encerclé, *auteur dramatique et poète, le plus grand écrivain algérien de langue française. « Un nouveau Rimbaud », a dit* le Monde. *Allez : on essaie, O.K. ? »*

L'écrivain est-il seulement à Tenira en ce moment ? Saïd n'est pas en reste. Au bout de la place, face à la poste, s'élève le théâtre de Bel-Abbès, dont la façade *arts déco* digne de la Comédie des Champs-Elysées, dans ce bled réputé naguère pour ses baroudeurs plus que pour ses esthètes, ne manque pas d'attendrissante absurdité. Kateb Yacine est le directeur des lieux. On saura bien où il se trouve.

C'est compter sans des réflexes qui seront cause, entre Rieux et Saïd, d'une vive escarmouche. Un responsable du théâtre les repousse sur le trottoir. *« Qui êtes-vous ? Montrer vos cartes d'identié ! »*

Saïd insiste en arabe : *« On veut juste savoir si Kateb est chez lui, à Tenira. »*

Avant de disparaître, l'« artiste » répète : *« Je n'ai rien à vous dire si vous n'avez pas une accréditation du ministère de la culture. »*

N'était le climat, Rieux se croirait à Moscou, lorsqu'au cours d'un congrès d'hématologie un confrère russe rencontré auparavant à Londres lui a claqué la porte au nez, en prétendant ne pas le connaître. Dans l'escalier désert, régnait un froid de steppe, le froid de l'invincible mensonge. Mais *Rieux ne veut pas prendre le risque* de braquer Saïd contre son pays ; il l'est bien assez comme ça. Il s'en tire en généralisant :

« Il n'y a de pouvoir si légitime et populaire que les intellectuels lui doivent soumission. Qu'est-ce qu'un intellectuel qui ne représente pas une menace pour l'ordre ! »

C'est encore trop. La fibre patriotique a joué, et la gouaille parisienne a fait le reste :

« J'ai un trou, ironise Saïd : *le Dr Rieux proteste, quand son gouvernement expulse des sales bougnoules pour menaces à l'ordre public ? »*

الغريب

Le soleil commence à incendier les collines de Tenira. Un camion a conduit Rieux et Saïd à travers la forêt de Belarbi. L'incident du théâtre de Bel-Abbès les a tenus silencieux tout le voyage. Maintenant, ils s'en amusent, mais le désaccord a rebondi, signe que l'amitié, entre eux, prend racine. Le litige porte sur l'intérêt de rendre visite aux grands écrivains. Saïd s'entête à vouloir rencontrer Kateb Yacine, Rieux prétend qu'il n'en sortira rien.

« Asma, écoute, demande Saïd aux passants. *Kateb Yacine, c'est par ici ?*

— Louwa ala Yassar, dit l'un.

— Yamine », dit l'autre.

Rieux commence à comprendre que cela veut dire « gauche » et « droite ». Il prend avec philosophie leur difficulté à trouver le chemin. Saïd n'en est que plus vexé. Désormais, il veut aboutir pour aboutir ; pour l'honneur. C'est presque furieux qu'essoufflé avant Rieux il propose des haltes. Un silence de fâcherie pèse, comme dans les vieux couples. *« Saïd et moi » !* Rieux rapporte *la répartie de Mamiche* au téléphone. La bonne humeur revient. Saïd ne porte pas les homosexuels dans son cœur.

« Les homos parisiens de gauche qui viennent se fournir au Maghreb, ça me fout les glandes ! Qu'ils reconnaissent au moins que le rapport avec nos mômes est forcément de prostitution ! »

Rieux observe que, là dessus, Gide ne cherchait ni à se tromper ni à nous tromper. Ce qui le ramène à sa marotte du jour.

« J'ai été voir Gide, raconte-t-il. C'était rue Vaneau, en 1949. J'avais dix-neuf ans, mais je ne devais pas être son « type ». Il jouait à la crapette avec une petite dame à lavallière. Je lui ai récité Paludes, *que je savais par cœur. Il a dit : « Bien, humm, bien. » Il m'a demandé si je trouvais que l'expression « déjà que... » était acceptable, encore que familière »... Et il m'a raccompagné à la porte, avant d'attaquer avec exactitude une sonatine de Mozart. Il portait deux chapeaux et trois écharpes superposées. Mémorable, non ? »*

Saïd a ri. Rieux en profite. Il raconte « son » Giono. En route pour l'Italie avec Jeandeau, il a tenu à faire le *pèlerinage de Manosque. L'homme du* Contadour n'était pas là. Rieux n'avait pas eu à bafouiller : *« Nous aimons vos livres et... »* Une chance, car au bistrot où ils arrosaient leur déception, ils ont vu passer une jupe en toile blanche, mes aïeux !

La bonne humeur est revenue, bien *que la chaleur s'accentue et que la* maison de Kateb Yacine reste introuvable. Rieux se fait lyrique :

« J'ai vu François Mauriac aux Deux Magots, devant un cointreau glace pilée, refuser ses pistaches à un marchand de tapis, lui dont le Maghreb était pourtant devenu la nouvelle croisade... J'ai vu Paul Claudel, en son château de Brangues, jouant au croquet en famille et, poussé sous cloche par quelque Violaine, le prendre très mal... J'ai vu Malraux, à Verrière, éternuer devant un ami journaliste : « Attention : l'Afrique n'est pas l'Asie, et Staline n'est pas Bossuet ! »... J'ai entendu Aragon répondre à un autre ami, qui l'interrogeait sur ses « silences » : « Ah, si je te disais tout ce que je sais, petit, si je te disais ! »...

Encore un effort. Un enfant s'offre à les conduire chez le « sorcier Kateb ». Rieux ne peut plus s'arrêter :

« Je sais, s'excuse-t-il, *j'arrive à l'âge où on pense par citations et anecdotes, autant dire qu'on ne pense plus. Mais on a toujours une bonne raison de faire exception : écoute celle-là, c'est trop beau ! »*

الغريب

Ils se sont assis sous un eucalyptus géant. L'enfant qui les pilotait s'est accroupi aussi. Un marabout brille au soleil, dans la vallée.

« Les artistes sont dans leur œuvre et pas ailleurs, martèle Rieux... *Tu savais que Proust et Joyce se sont rencontrés ? Pas mal, non ?*

— Du beau linge, acquiesce Saïd.

— Eh bien, sais-tu ce qu'ils se sont dits, M. Proust et M. Joyce ? Y bouffaient des truffes chez une duchesse, ou comme ça. Marcel s'est penché vers James. « Vous aimez les truffes, monsieur Joyce ? » Et James : « Yes, indeed, mister Proust, and you ? »

L'enfant rit sans comprendre, tant ses clients ont l'air heureux. Cette fois, c'est décidé : Saïd renonce à chercher son poète. Il remonte le marabout, en contre-bas, et propose d'y faire un saut :

« Ça remplacera », dit-il.

La fatigue les porte aux plaisanteries de plus en plus imbéciles.

« Tu sais comment Sartre appelait Le Titien ?, questionne Rieux.

— ... ?

— Le Titien à sa mémère *! »*

Saïd essaie de lire le nom du saint dont le marabout célèbre les vertus. Effacé. *Il n'en peut plus. Il récite :*

« J'en ai marre, marabout, bout d'ficelle, selle de cheval, cheval de course, course à pied, pied à terre, terre de feu, feu follet, lait de chèvre, chevrotine, Tino Rossi, cinéma, mathématique... »

Il hésite. Rieux enchaîne :

« ... Tic nerveux, vœu du cœur, cœur de veau, Vaucresson, son lointain, tintamarre... marabout, bout d'ficelle... »

Saïd lève le poing. Il crie :

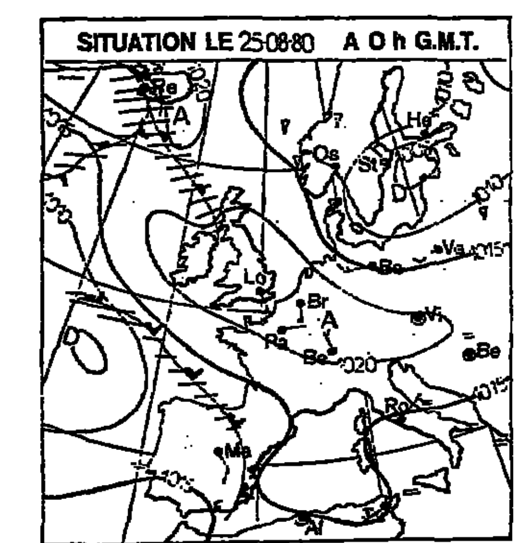
« L'intelligence vaincra ! »

Demain :

COMME ON QUITTE UNE CHAMBRE D'ENFANTS

MÉTÉOROLOGIE

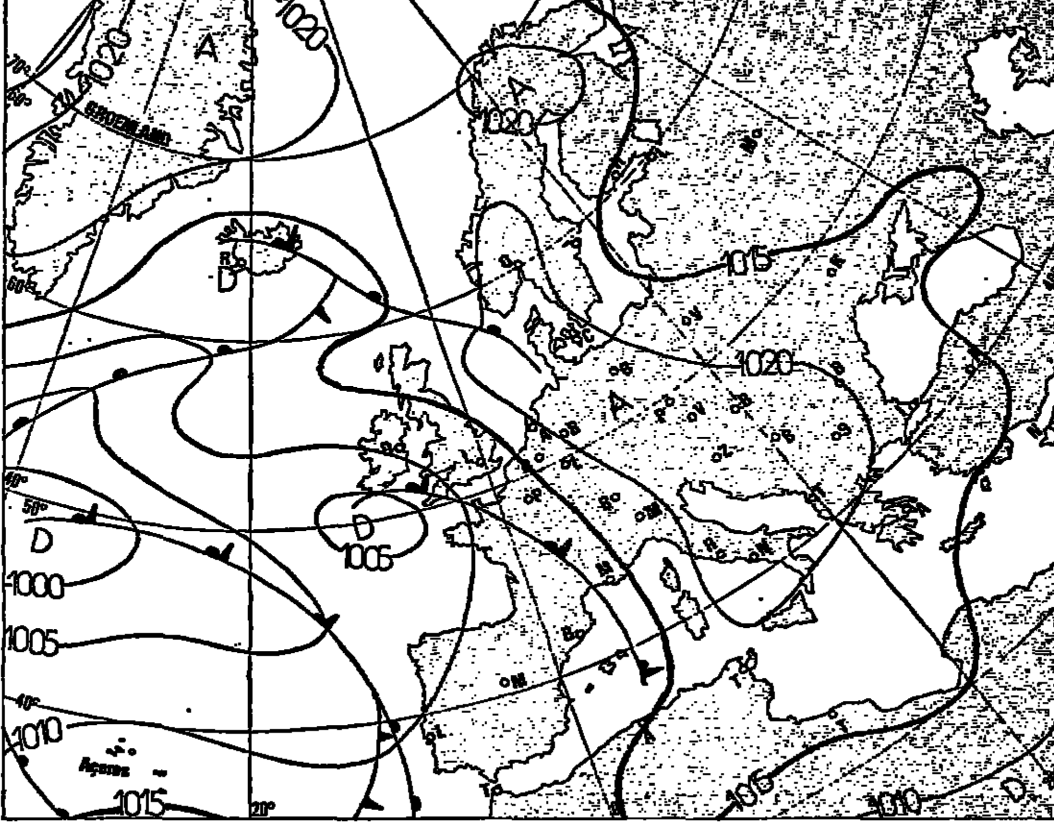
SITUATION LE 25-08-80 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 26-8-80 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas dans la région

PRÉVISIONS POUR LE 26 AOUT A 0 HEURE (G.M.T.)



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas

Flèche indiquant la direction d'où vient le vent — Force du vent : 5 nœuds, 10 nœuds, 50 nœuds

Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 25 août à 0 heure et le mardi 26 août à 24 heures :

La zone orageuse discontinue qui abordait lundi matin le sud-ouest de la France continuera à progresser vers le Nord-Est et traversera notre pays. Elle sera accompagnée d'air plus doux. Après son passage, le temps restera doux, à tendance orageuse.

Mardi matin, la zone orageuse précitée se situera approximativement de la Normandie et de l'ouest du Bassin parisien au nord-est du Massif Central et aux Alpes. Elle sera caractérisée par des nuages assez abondants avec des ondées et des orages épars, mais localement fort. Cette zone se déplacera ensuite vers l'est pour atteindre assez rapidement nos régions du Nord et du Nord-Est qui auront bénéficié d'éclaircies matinales. Après ce passage un temps variable, à tendance orageuse s'établira *par le sud-ouest.* De nouveaux orages seront à craindre le soir dans le Sud-Ouest. Les vents s'orienteront au sud-ouest et seront très irréguliers. Les températures minimales seront en hausse sur la moitié nord du pays. Les températures maximales marqueront également une légère hausse, sauf dans les régions affectées par les orages.

Le lundi 25 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 020,7 millibars, soit 765,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 août ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25) : Ajaccio, 26 et 16 degrés ; Biarritz, 27 et 17 ; Bordeaux, 26 et 14 ; Bourges, 22 et 8 ; Brest, 22 et 12 ; Caen, 20 et 7 ; Cherbourg, 18 et 12 ; Clermont-Ferrand, 21 et 5 ; Dijon, 21 et 9 ; Grenoble, 23 et 8 ; Lille, 19 et 6 ; Lyon, 22 et 7 ; Marseille, 28 et 17 ; Nancy, 18 et 5 ; Nantes, 23 et 11 ; Nice, 26 et 19 ; Paris-Le Bourget, 20 et 6 ; Pau, 26 et 15 ; Perpignan, 25 et 17 ; Rennes, 23 et 10 ; Strasbourg, 19 et 6 ; Tours, 22 et 9 ; Toulouse, 26 et 18 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 33 et 18 degrés ; Amsterdam, 17 et 5 ; Athènes, 29 et 23 ; Berlin, 16 et 9 ; Bonn, 15 et 6 ; Bruxelles, 17 et 7 ; Le Caire, 32 et 21 ; Iles Canaries, 25 et 20 ; Copenhague, 17 et 7 ; Genève, 21 et 8 ; Lisbonne, 27 et 19 ; Londres, 20 et 9 ; Madrid, 34 et 19 ; Moscou, 16 et 9 ; New-York, 29 et 24 ; Palma-de-Majorque, 29 et 21 ; Rome, 29 et 18 ; Stockholm, 16 et 9 ; Téhéran, 34 et 27.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MARDI 26 AOUT

« Hôtel de Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Hulot.

« Quais Conti, Malaquais et Voltaire », 15 h., devant l'Institut, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Les Halles », 15 h., devant l'église Saint-Eustache (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Salons de l'Hôtel de Ville », 15 h., 29, rue de Rivoli (Mme Ferrand).

« Cimetière de Passy », 15 h., 2, rue du Commandant-Schlœsing (Mme Fleuriot).

« Le Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le Sénat », 15 h., 20, rue de Tournon (Tourisme culturel).

« Vieilles rues de Paris ; l'abbaye Saint-Martin-des-Champs », 15 h., métro Etienne-Marcel (le Vieux-Paris).

BREF

DOCUMENTATION

« LA BATAILLE D'ANGLETERRE ». — La revue « Icare » vient de publier une nouvelle édition du premier volume de « la Bataille d'Angleterre » édité il y a quinze ans.

★ ICARE, n° 93, « la Bataille d'Angleterre », tome 1. Prix franco : 50 F. Orly-Sud n° 213, 94396 Orly, Aérogare Cedex.

FORMATION PERMANENTE

SÉMINAIRE SUR LES MATIÈRES PREMIÈRES. — Le centre de recherches sur les marchés des matières premières du Conservatoire national des arts et métiers organise, au cours de la prochaine année scolaire, son troisième séminaire : « Matières premières et échanges internationaux ». Les séances ont lieu les jeudis, de 18 h. 30 à 20 h. 30, au C.N.A.M. Le coût de l'inscription est de 110 F. Clôture des inscriptions le 6 octobre 1980.

★ 292, rue St-Martin, 75141 Paris Cedex 03, tél. 271-24-14, poste 426.

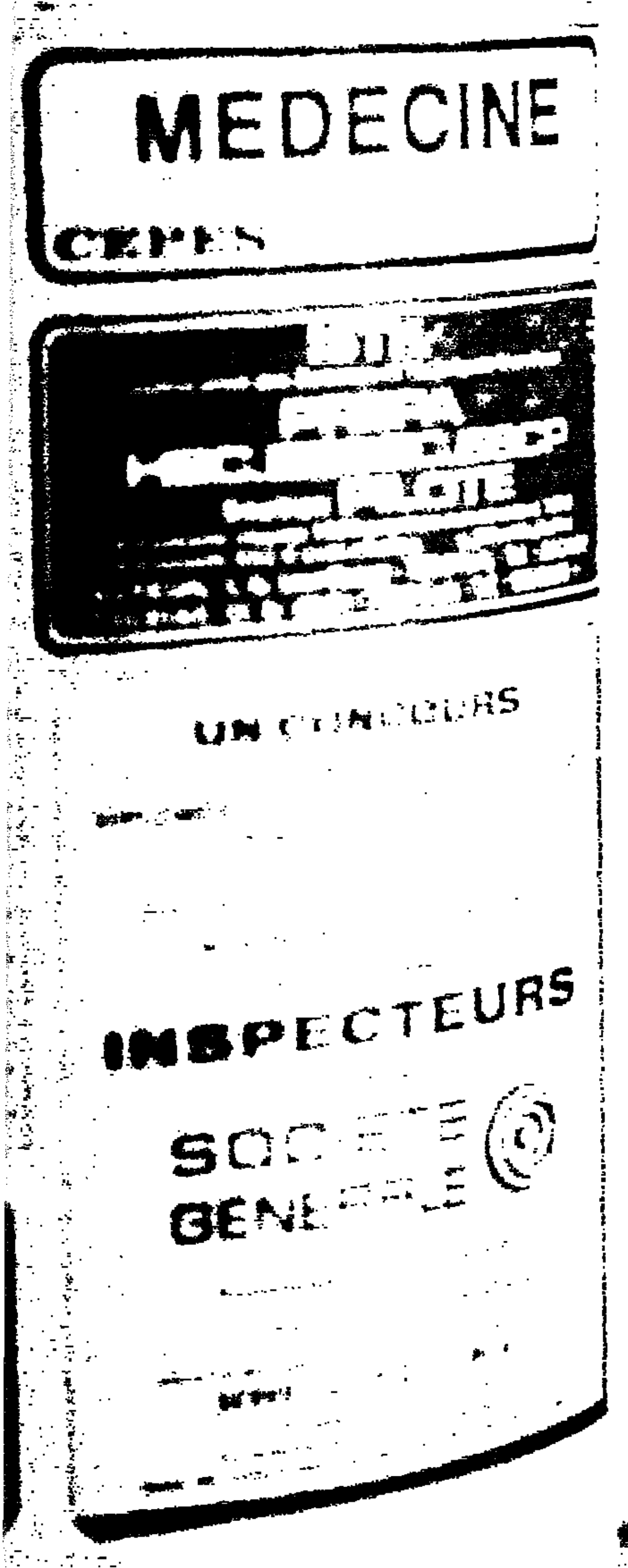
ÉDUCATEURS SPORTIFS A WATTIGNIES. — L'école régionale d'éducateurs sportifs, installée au CREPS de Wattignies, académie de Lille, organise un stage de trente-deux semaines permettant la préparation du brevet d'Etat d'éducateur sportif premier degré dans les disciplines escrime et judo.

Le prochain stage débutera en novembre 1980. La sélection aura lieu les 1er, 2 et 3 octobre. Une bonne connaissance de la spécialité est nécessaire.

★ ERES, CREPS de Wattignies, 11, rue de l'Yser, 59139 Wattignies, tél. 95-10-91.

VIVRE A PARIS

UN ORGUE AUX BILLETTES. — L'église luthérienne des Billettes (quatorzième arrondissement) aura un orgue neuf. Il va être reconstruit par un facteur d'orgues strasbourgeois, M. Muhleisen. Le devis des travaux, qui s'élève à 680 000 F, est pris en charge à 50 % par la Ville de Paris, 30 % par le ministère de la culture et 20 % par la paroisse. La reconstruction de cet orgue dans le style classique permettra à nouveau l'écoute de la musique française ancienne, notamment du dix-huitième siècle.



INFORMATIONS « SERVICES »

VIE QUOTIDIENNE

Les associations de défense du consommateur

Voici, communiquée par la direction de la concurrence et de la consommation à la préfecture de Paris, la liste des principales associations de consommateurs sur le plan national et pour l'Ile-de-France.

● SUR LE PLAN NATIONAL

— Association « Force ouvrière consommateurs » (AFOC), 199, avenue du Maine, 75014 Paris. Tél. : 539-42-80.

— Association des nouveaux consommateurs (A.N.C.), 58, rue Jean-Jacques - Rousseau, 75001 Paris. Tél. : 233-03-03 et 233-52-02.

— Associations populaires familiales syndicales (A.P.F.S.), 1, rue de Maubeuge, 75009 Paris. Tél. : 280-27-05.

— Confédération générale du logement (C.G.L.), 32, rue des Bourdonnais, 75001 Paris. Tél. : 233-28-72 et 233-61-06.

— Confédération syndicale du cadre de vie (C.S.C.V.), 28, boulevard de Sébastopol, 75002 Paris. Tél. : 272-96-26.

— Confédération syndicale des familles (C.S.F.), 54, boulevard Garibaldi, 75015 Paris. Tél. : 306-82-81.

— Fédération des familles de France (F.F.F.), 28, place Saint-Georges, 75442 Paris Cedex 09. Tél. : 878-82-00.

— Fédération nationale des associations familiales rurales Poincaré, 75116 Paris. Tél. : (FNAR), 81, avenue Raymond-704-97-40.

— Fédération nationale des coopératives de consommation (F.N.C.C.), 27, quai Le Gallo, 92100 Boulogne-Billancourt. Tél. : 604-91-78.

— Organisation générale des consommateurs (ORGECO), 16, rue Saint-Mars, 75002 Paris. Tél. : 236-11-95.

— Union fédérale des consommateurs (U.F.C.), 7, rue Léonce-Reynaud, 75016 Paris. Tél. : 723-61-29.

— Union féminine civique et sociale (U.F.C.S.), 6, rue Béranger, 75003 Paris. Tél. : 272-19-18.

— Union nationale des associations familiales (UNAF), 28, place Saint-Georges, 75009 Paris. Tél. : 874-80-74.

● DANS LA RÉGION PARISIENNE

— Association (Force ouvrière consommateurs » (AFOC), 56, rue Jean-Jacques - Rousseau, 75001 Paris. Tél. : 233-03-03 et 233-52-02.

— Confédération syndicale du cadre de vie, 29, rue Alphonse-Bertillon, 75015 Paris. Tél. : 531-78-95.

— Fédération des familles de France. Association générale des familles : 6e arrondissement : 78, rue Bonaparte. 8e arrondissement : 53, rue de Courcelles. 13e arrondissement : Centre Galaxie, 1, rue Godefroy. 16e arrondissement : 56, rue de Passy. 17e arrondissement : 26, rue Cardinet.

— Union des coopérateurs de l'Ile-de-France et de l'Orléanais, 71, rue Etienne-Dollet, 94140 Alfortville. Tél. : 875-99-15.

— Union départementale de consommateurs U.D.C.P.-U.F.C.), forum des Halles, espace IV, boîte postale 571, 75027 Paris Cedex 01. Tél. : 297-54-40.

— Union régionale des organisations de consommateurs de la région d'Ile-de-France (UROC), 18, rue de Tocqueville, 75017 Paris. Tél. : 227-54-14.

— Consommateurs Ile-de-France (I. D. F.), 92, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : 522-78-33.

LOISIRS

Les droits du pêcheur au bord de l'eau

La loi du 28 mai 1965 reprise dans l'article 424 du code rural définit avec précision le droit d'accès des pêcheurs au domaine public fluvial. Il doit être laissé à l'usage des pêcheurs, le long des cours d'eau et lacs domaniaux, un espace libre de 3,25 mètres, qui peut être ramené, dans certains cas, à 1,50 mètre par arrêté ministériel.

Le long des rivières rayées de la nomenclature des voies navigables ou flottables, mais maintenues dans le domaine public, la largeur de la servitude est de 1,50 mètre.

Le long des canaux de navigation, les pêcheurs peuvent user du chemin de halage et de la portion de berge faisant partie du domaine public, dans la mesure où elle s'exerçait avant l'intervention de la loi. Il en résulte que les pêcheurs ne peuvent se prévaloir de celle-ci pour faire supprimer des clôtures antérieures à 1965.

Il en est de même le long des cours d'eau non domaniaux, où les pêcheurs ne peuvent avoir accès aux rives qu'avec l'accord du propriétaire riverain, ce qui est notamment le cas quand le propriétaire riverain cède ou loue son droit de pêche à une association agréée de pêche et de pisciculture.

Certaines associations ont d'ailleurs envisagé d'acheter les berges de cours d'eau du domaine public afin d'en faciliter l'accès au public.

Telle est la réponse faite par le ministre de l'environnement et du cadre de vie questionné par M. Charles Pistre, député socialiste du Tarn.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 24 août 1980 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret du 22 décembre 1958 fixant la composition des tribunaux de grande instance et d'instance et des cours d'appel.

● Modifiant le décret relatif à l'organisation judiciaire dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

UN ARRETE

● Relatif à l'organisation et aux attributions de l'administration centrale de la direction générale de la marine marchande.

LOTO

TIRAGE Nº 34 DU 20 AOUT 1980

1 — 12 — 16 — 20 — 39 — 48

NUMERO COMPLEMENTAIRE 31

RECTIFICATIF

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS NUMEROS	0	
5 BONS NUMEROS + complémentaire	27	305 971,70 F
5 BONS NUMEROS	1 564	7 923,10 F
4 BONS NUMEROS	92 345	134,10 F
3 BONS NUMEROS	1 737 002	10,30 F

CAGNOTTE POUR LE TIRAGE SUIVANT

4 130 618,10 F

PROCHAIN TIRAGE LE 27 AOUT 1980

VALIDATION JUSQU'AU 26 AOUT 1980 APRES-MIDI

SOCIETE DE LA LOTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL

JEUX

Solution du problème nº 24

Le « portrait chinois »

Il s'agissait de l'amiral anglais Nelson (1758-1805).

1. Nelson reçut le titre de « duc de Bronte » [titre italien, s'écrit sans tréma, contrairement au paronyme *Brontë*] en récompense des services rendus aux souverains de Naples.

Très grand marin, Nelson peut être considéré comme l'« Alexandre du mât » !...

2. Nelson navigua sur toutes les mers et alla outre-mer [donc *outre-mer* s'écrit ici avec un trait d'union alors qu'on n'en met plus à *outremer*, nom de pierre et adjectif de couleur].

3. Nelson se prénommait *Horatio*.

4. Le *perroquet* est une voile haute [et la *perruche* est le nom d'une des voiles du mât d'artimon].

La réponse *manchot* [palmipède de l'Antarctique] eût trop mis nos lecteurs sur la voie ! Rappelons que c'est en attaquant Tenerife [aux Canaries] que Nelson perdit son bras droit.

5. Polyphème est le nom du Cyclope qui retint prisonnier Ulysse et ses compagnons dans sa caverne. Les Cyclopes n'avaient qu'un œil, au milieu du front. Nelson, lui, perdit l'œil droit à trente-six ans, lorsque la flotte anglaise assiégea Calvi (1794).

6. En fait, ce terme d'« informatique » [nom donné, sur un dérouleur de bande magnétique, à un axe assurant l'entraînement de la bande et son défilement à vitesse constante] est emprunté à la marine !

7. Film de Michael Curtiz, avec Errol Flynn (1940).

8. Jeu de mots sur *Malte*, que Nelson avait conquise.

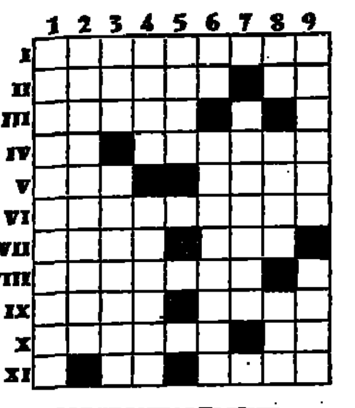
9. Au centre de la place dite « Trafalgar Square », à Londres, se trouve la fameuse colonne de granit de 45 mètres de hauteur érigée au milieu du dix-neuvième siècle, qui soutient un chapiteau fondu avec le bronze de canons français, lui-même surmonté de la statue en bronze de Nelson.

10. Emma Lyons [ou Harte] : la fameuse lady Hamilton, femme de l'ambassadeur anglais à Naples... et maîtresse de Nelson.

J.-P. COLIGNON.

MOTS CROISÉS

PROBLEME Nº 2 742



HORIZONTALEMENT

I. Nom qu'on donne à celui qui a quelque chose à déclarer. — II. Peut être assimilée à une tartine quand elle est longue. En Asie. — III. Qui ne surprendra donc pas. — IV. Saint de Bigorre. On lui attribue plusieurs livres. — V. Prononcé sur la croix. Lac d'Amérique. — VI. Qu'on peut voir sur des boutons. — VII. Ville d'Allemagne. Ne sait rien. — VIII. Se produit quand il n'y a pas assez de précipitation. — IX. Dont on n'a pas voulu se charger. Coule au Maroc. — X. Qui ne s'évanouit pas facilement. Lac des Pyrénées. — XI. Appris. Pas atteint.

VERTICALEMENT

1. Capables de nous frapper et de nous renverser. — 2. Magasin où l'on peut acheter un martinet. — 3. Canton suisse. D'une ancienne province grecque. — 4. Utile pour le chef quand elle est brisée. C'est parfois une planche de salut. — 5. Vieux jours. — 6. Note ; Bien abîmées. — 7. Que l'on devrait donc revoir. — 8. Conjonction. Susceptible de s'envoler. Son nom est invoqué pour faire ouvrir les portes. — 9. Qui ne forme donc qu'un petit volume. Sur le lac Léman.

Solution du problème nº 2 741

Horizontalement

I. Noviciat ; Vente. — II. Pusillanimité. — III. Osés ; Emacier ; Lô. — IV. Eau ; Titan. — V. Ys ; Décédée ; In. — VI. Générosité ; René. — VII. Arasés ; Fesses. — VIII. Mes ; Mai ; Git. — IX. Enseigner ; Alêne. — X. Sieste ; LO ; No ; Is. — XI. Ut ; Régicides. — XII. Messes ; Ro ; Ise. — XIII. Naissance ; XIV. Indécision ; Etal. — XV. Nuitée ; Su ; Isère.

Verticalement

1. Polygames ; Main. — 2. Nus ; Sérénité ; Nu. — 3. Osée ; Nasse ; Sidi. — 4. Visages ; Esus ; Et. — 5. Il ; Rémittence. — 6. Clé ; Dosage ; Saie. — 7. Iambes ; In ; IS. — 8. Ana ; Cil ; Eleusis. — 9. Ticket ; Grog ; Sou. — 10. Mi ; Défi ; Iran. — 11. Viète ; Etançon. — 12. Etriers ; Loi ; Ces. — 13. Ne ; Esse ; Diète. — 14. Laine ; Niés ; AR. — 15. Etonnés ; Esseulé.

GUY BROUTY.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 25 août

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h **Série : Les impressionnistes.**
De Max-Pol Fouchet.

19 h **Caméra au poing.**
Ceux qui nagent et ceux qui volent.

19 h 20 **Emissions régionales.**

19 h 45 **Série : « Frédéric ».**

20 h **Journal.**

20 h 35 **Cinéma (cycle Bourvil) : « la Grosse Caisse ».**
Film français d'A. Joffé (1965), avec Bourvil, P. Meurisse, F. Deldick, D Ceccaldi, R. Carel, M. Choura.
Un poinçonneur du métro écrit un roman policier sur le « hold-up » de la rame transportant la recette du lundi. Un gangster, en possession du manuscrit que refusent les éditeurs, décide de tenter le coup.
Une comédie satirique tournant un peu court, faute de gags originaux. A voir pour les numéros d'acteurs.

22 h 15 **Série : « Grands-Mères ».**
Emission de J. Frapat. réalis. Ch. Akerman : *Dis-moi.*
La parole est laissée à des grand-mères juives, immigrées... qui ont survécu. Certaines parlent, d'autres moins. Toutes ont un avant-guerre et un après-guerre.

23 h **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h **Récré A 2.**
Félix le chat ; Satanas et Diabolo ; Le neveu d'Amérique.

18 h 30 **C'est la vie.**

18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**

19 h 20 **Emissions régionales.**

19 h 45 **Variétés : Trente-six bouts de chandelles.**

20 h **Journal.**

20 h 35 **Magazine : Question de temps.**
De J.-P. Elkabbach.
Les aventuriers des profondeurs.

21 h 40 **Document : Olympiades animales.**
Réal. J. Boswall.
Qui sont les « olympiens » du monde animal ? Un aspect de la vie des animaux intéressant à découvrir. Les chiffres de leurs performances sont étonnants et s'ils concourent, c'est uniquement pour survivre et non pour leur prestige personnel ou national.

22 h 40 **Sport : Catch.**

23 h 15 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 10 **Journal.**

19 h 20 **Emissions régionales.**

19 h 40 **Pour les jeunes.**
Carroyage ; Hebdo-jeunes.

20 h **Les jeux.**

20 h 30 **Cinéma public : « les Yeux cernés ».**
Film français de Robert Hossein (1964), avec M. Morgan, R. Hossein, M.-F. Pisier, F. Patrice, Y. Etievant, P. Marcey. (Nouvelle rediffusion.)
Dans une petite ville d'Autriche, la femme d'un industriel, assassiné dans une cabane forestière, reçoit des lettres anonymes pour un chantage. Elle ne prévient pas la police et s'efforce d'en découvrir l'auteur.
Un à la manière d'Hitchcock dont l'intrigue et l'atmosphère sont bien artificiels, Plus ennuyeux qu'inquiétant.

21 h 50 **Journal.**

FRANCE-CULTURE

18 h., L'épopée des matières premières : le diamant.
19 h. 25, Sons : Au fil de l'eau.
19 h. 30, Le Conte de Zozebig et Merlin, dit par J.-L. Le Rolland.
20 h. La comédie musicale : la ville en rose.
21 h., A contre-courant du fantastique français : les auteurs aujourd'hui
22 h. 30, Les Chemins de la connaissance : la symbolique des nombres (redif.).
23 h., Trois hommes à la recherche d'une comète, feuilleton de L. Kobrynski.
23 h. 30, New-nuits.

FRANCE-MUSIQUE

17 h. 30, Concert : Festival d'Orange 1979, œuvres de Vivaldi, Scarlatti, Albinoni, Torelli, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. V. Negri, avec M. Zakai, alto, I. Cotrubas, soprano et B. Soustrot, trompette (Concert du 9 août 1978).
19 h. 30, Festival de Salzbourg 1980 (en direct de l'O.R.F.) ; « Hermann und Dorothea » ouverture, « Concerto pour violon et orchestre », « Symphonie nº 4 en ré mineur » (Schumann), par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. R. Muti, avec G. Kremer, violon.
22 h., Les Nuits d'été ; 23 h., Athènes : musiques autour du Rocher sacré ; les Années 70.

Mardi 26 août

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 **Jeune Pratique.**
Le rock.

12 h 30 **Jeu : Avis de recherche.**

13 h **Journal.**

13 h 45 **Série : « l'Homme qui revient de loin ».**
D'après le roman de G. Leroux, réal. M. Wyn. Avec A. Stewart, L. Velle, H. Breillat, M. Vitold... (Rediffusion.)

17 h 5 **Scoubidou.**

17 h 30 **Croque vacances.**
Dessin animé ; 17 h. 35, Isidore le lapin ; 17 h. 40, Infos-magazine ; 17 h. 50, Variétés ; 17 h. 55, Dessin animé : Les fous du volant.

18 h 5 **Série : Les impressionnistes.**
De Max-Pol Fouchet.

19 h **Caméra au poing.**
Le petit prince des Seychelles.

19 h 20 **Emissions régionales.**

19 h 45 **Série : « Frédéric ».**

20 h **Journal.**

20 h 30 **Série : « Mathias Sandorf ».**
D'après Jules Verne. Adapt. C. Desailly, réal. J.-P. Decourt. Avec I. Buttor, J. Speidel, C. Giraud...

21 h 20 **Série documentaire : « Les Français du bout du monde ».**
De P. Dhostel et J. Equer.
Robert Vergnes est un passionné d'aventures. Il vit, aujourd'hui, dans l'île de Contadora, située en face de Panama. Pierre Dhostel l'a retrouvé là-bas et retrace le chemin parcouru par cet explorateur de grottes, ce chercheur de trésors, depuis qu'il a quitté son Tarn natal, il y a plus de vingt ans.

22 h 20 **Musique : Jean-Pierre Ponnelle.**
Portrait d'un metteur en scène d'opéras. Avec des extraits des répétitions de : *Othello, le Couronnement de Poppée, l'Elixir d'amour, la Bohème,* et des extraits des films : *Carmina Burana, Mme Butterfly, les Noces de Figaro.*

23 h 15 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**

12 h 45 **Journal.**

13 h 35 **Série : « Kim et Cie ».**
Une invitation au château.

14 h **Aujourd'hui, madame.**
Hommage à Max-Pol Fouchet.

15 h 5 **Cinéma : Un violon sur le toit ».**
Film américain de N. Jewison (1971), avec C. Topol, N. Crane, L. Frey, M. Picon, P. Mann, R. Harris, M. Marsh, N. Small. (Rediffusion.)
Le laitier juif d'un petit village d'Ukraine a cinq filles à marier. Contre l'avis de sa femme, il donne l'aînée au tailleur dont elle est amoureuse. Les progroms vont bouleverser l'existence de la communauté.
Adaptation d'une comédie musicale qui eut un succès colossal aux Etats-Unis, Norman Jewison l'a tirée vers la reconstitution historique et réaliste. Il y a de beaux moments, de belles scènes dramatiques dans ce film tout de même trop long, inégal..

18 h **Récré A 2.**
Félix le chat ; Satanas et Diabolo ; Le neveu d'Amérique.

18 h 30 **C'est la vie.**

18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres**

19 h 20 **Emissions régionales.**

19 h 45 **Variétés : Trente-six bouts de chandelles.**

20 h **Journal.**

20 h 35 **Les dossiers de l'écran : « Courrier du cœur ».**
Film italien de F. Fellini (1952), avec A. Sordi, B. Bovo, L. Trieste, G. Masina, F. Marchio, E. Almirante, E. Maggio, L. Landi, G. Mascetti. (Nouvelle rediffusion.)
En voyage de noces à Rome, une jeune provinciale court, en cachette de son mari, à la rédaction d'un magazine féminin pour connaître le héros d'un roman-photo, qu'elle admire. Elle va de désenchantements en désillusions.
Comédie satirique démystifiant, avec un humour corrosif, l'univers dérisoire, aliénant, de la presse du cœur, et la médiocrité petite bourgeoise. Le point de départ du cinéma de Fellini.

21 h 50 **Débat : le roman-photo.**
Avec MM. S. Collaro, H. Serra, réalisateur de romans-photo, S. Saint-Michel, auteur d'un livre sur le roman-photo, Mme E. Sullerot, sociologue, et Mlle M. Dufour, lectrice de roman-photo.

23 h 15 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 10 **Journal.**

19 h 20 **Emissions régionales.**

19 h 40 **Pour les jeunes.**
Pillages : la rose des vents ; Les couleurs du temps de l'été.

20 h **Les jeux.**

20 h 30 **Cinéma pour tous : « Destination Zebra, station polaire ».**
Film américain de J. Sturges (1968), avec R. Hudson, E. Borgnine, P. McGoohan, J. Brown, T Bill, L. Nolan. (Rediffusion.)
Un sous-marin nucléaire américain est envoyé au pôle Nord, au secours du personnel d'une station météorologique où a eu lieu un mystérieux accident. Il y a un espion russe parmi l'équipage.
Un film à l'action très tendue, mais dont la réalisation hésite entre le récit d'espionnage, le documentaire et la politique. Quelques morceaux de bravoure.

22 h 50 **Journal.**

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales : Un « fou » d'opéra, G. Barrat.
8 h., Le jardin des sciences naturelles : le hérisson.
8 h. 32, Actualité :
9 h. 7, Universités de l'universel : Economie de l'entreprise à Uppsala.
10 h., Un mois en Auvergne : Ambert, ses grands hommes.
11 h. 2, Itinéraires vénitiens : San Marco (et à 16 h., Teatro).
12 h. 5, Œuvres et chefs-d'œuvre en France.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Entretiens avec... Paul Sacher.
14 h., Au concert... avec P. Sacher : « Concerto pour tambour », de R. Liebermann ; « Octuor », de Kelterborn.
14 h. 30, Le Fondeur d'étain, de L. Holberg, « le Molière danois » (redif.).
17 h., La Poule, par J. Daive (redif.).
18 h., L'épopée des matières premières : le cuivre.
19 h. 25, Sons : Au fil de l'eau.
19 h. 30, Le Conte de Zozebig et Merlin (deuxième partie).
20 h., La Comédie musicale : Minelli.
21 h. A contre-courant du fantastique français : les devanciers du vingtième siècle.
22 h. 30, Les chemins de la connaissance : la symbolique des nombres.
23 h., Trois hommes à la recherche d'une comète, feuilleton de L. Kobrynski (redif.).
23 h. 30, New-nuits.

FRANCE-MUSIQUE

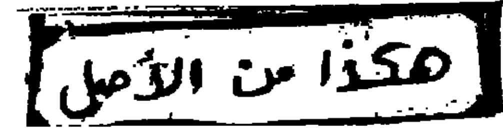
7 h. 2, Réveil-matin : œuvres de Chopin, Debussy et R. Strauss, dir. G. Cantelli (interprète du jour) ; 8 h. 35, Kiosque-matin ; 9 h. 30, « Cinquième Concerto pour piano », de Beethoven ; 10 h., Symphonie « Inachevée », de Schubert, dir. Guido Cantelli.
11 h. 30, Concert : œuvres de Haydn, A. Roussel, Mozart, Gershwin, par le Fine Arts Quartet (concert du 18 mars 1978 au Grand Auditorium de Radio-France) ; 13 h. 5, Jazz : concert du 7 juillet 1978 à Nice (Gillespie) et du 9 juillet 1978 (Ellington, Yancey, Kosma).
14 h., Collection particulière : « Guido Cantelli », de Mozart à Ravel, avec l'Orchestre philharmonia, enregistrement de 1953 ; 15 h., œuvres de Brahms et Schumann, dir. G. Cantelli ; 17 h., « Wozzeck », de Berg, dir. D. Mitropoulos ; 19 h. 5, Kiosque-soir ; 20 h., Prologue.
20 h. 30, Festival estival de Paris (en direct de l'église Saint-Etienne-du-Mont, à Paris) : Récital Sergio Vartolo, voix et orgue, œuvres de Frescobaldi, Antico, Gabrieli, Strozzi, Colonna et Poglietti ; 22 h., Cycle acousmatique INA-G.R.M. : œuvres de A. Bentley et D. Smalley (au Grand Auditorium de Radio-France).
23 h., Les Nuits d'été : Evocation des grandes villes d'Europe : Sofia.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 26 AOUT

— *M. Jean Lecanuet*, président de l'U.D.F., est l'invité de TF 1, à 13 heures.





EXPOSITIONS

Carpeaux et les Baoulés à Nice

(Suite de la première page.)

Si, dès le début du siècle, les artistes modernes en quête de nouvelles images s'étaient intéressés à la sculpture africaine, c'est que, tout d'un coup, ils venaient de *découvrir* un art produit par le sentiment intérieur « sauvage » qui leur proposait un système de formes nouvelles.

Un art d'expression symbolique, *pas un art de délectation* esthétique où la forme est recherchée pour elle-même, abstraite du monde.

L'art primitif africain, découvert *à la suite des opérations de colonisation du début du siècle*, dont Derain, Matisse et Picasso avaient, les premiers, eu *des échos par des statuettes et des masques*, était, les années 30 déjà, institutionnalisé, mais comme objets d'intérêt ethnographique. Ce sont *les* artistes modernes à la recherche d'images nouvelles qui avaient les premiers posé un regard *artistique sur ces statuettes*. Ils fréquentaient le musée de l'Homme (qui a prêté une bonne part des œuvres exposées ici) comme un musée d'art et comme une *source, lointaine par la civilisation*, mais pourtant proche par la sensibilité, pour y puiser une inspiration autre.

Depuis, le monde occidental voit ces statues et ces masques comme des objets d'art destinés à la seule satisfaction du plaisir esthétique. Or ce sont des objets fonctionnels dont les *structures* règlent les rapports de l'homme avec la vie. Ils tiennent des *discours*. Et jamais le sens donné par Wittgenstein à l'art comme jeu linguistique ne s'est mieux appliqué *qu'à* cet art-langage élaboré par la pensée mimétique.

L'artiste mime des formes et des expressions dans le but d'exprimer *et de faire ressentir par les autres* des sentiments naturels et surnaturels : la terreur, la tristesse ou la joie, l'invocation des dieux et des déesses, mi-humains, mi-animaux, ou bien d'ancêtres protecteurs parés de toutes les vertus, dont la présence par l'image sculptée est une garantie de protection dans l'univers hostile de la forêt.

D'une tribu à l'autre, code et symbole diffèrent, comme la nature *du rêve* qui guide la main *du* sculpteur et sa puissance pour le dire. *D'où l'incroyable diversité des formes* et des expressions, et l'étonnante *simplification rationnelle* de la représentation des corps déformés par le sentiment interne de l'artiste. Sentiment qui a quelque chose de magique, puisque le sculpteur travaille sous la protection des dieux et des démons, et qu'il est lui-même un thaumaturge ; lorsqu'il se pare de masques et danse, ses pouvoirs changent. *D'homme qu'il* était, il devient dieu ou démon. Ici, l'art est une magie et l'artiste un sorcier, pas un artisan.

Quel rapport avec l'art de Chagall ? *Formellement, aucun, sinon* par le caractère surnaturel qui avait marqué l'œuvre du peintre à ses débuts, avant sa quête de l' « esprit de Dieu ». Chagall est un de ces *artistes de la « nécessité intérieure »* qui plie les formes au sentiment pour en faire un langage personnel. S'il *n'a* pas participé au mouvement d'appropriation des formes de l'art primitif du début du siècle, c'est que lui-même était une sorte de primitif, un primitif poétique qui apportait son propre univers chargé d'une infinie subjectivité et ignorant superbement la représentation académque, comme les sculpteurs noirs de la forêt.

L'inconnu du dix-neuvième

Et Carpeaux ? Carpeaux, le grand prix de Rome ? Lui aussi voulait ignorer les canons de beauté gréco-romaine et oublier ce qu'il avait appris en anatomie. Né à Valenciennes comme Watteau, c'était un homme du nord, égaré en Italie, aimant sculpter le mouvement comme Rubens le peignait. A Rome, il avait négligé la copie de l'Antique de la villa Médicis pour saisir sur le vif *les gens de la rue*. Il lui a préféré Naples, d'où il a rapporté des images typiques de la vie quotidienne, comme *le Petit Pêcheur écoutant un coquillage*, dont plusieurs variantes ont été tirées.

Carpeaux, qui fut l'élève de Rude et l'aîné de Rodin, est l'inconnu du dix-neuvième siècle. Du premier, il a repris le geste de *la Marseillaise*, dans une esquisse de *la Danse*. Et chez le second, on retrouvera dans son *Penseur* le geste d'Ugolin pensif, entouré de ses enfants. Au *moment où la descendance de David* baignait dans la tradition académique des personnages roides comme des statues de pierre, lui ne s'intéressait qu'à la tradition baroque du mouvement. Pourquoi *le* retrouve-t-on à Nice ? Il y a vécu quelques mois de sa brève vie (Carpeaux est mort à l'âge de quarante-huit ans en 1875, miné par le cancer), attiré sans doute par le soleil qui, à l'époque, avait toutes les vertus curatives, et le temps de répondre à l'incitation d'un mécène, le prince Stirbey, *qui l'avait accueilli dans* une petite maison au fond du jardin, dans sa propriété niçoise, pour y faire quelques sculptures.

C'est en *souvenir* de ce séjour que la fille du sculpteur a donné à la ville de Nice l'ensemble d'œuvres en plâtre, terre cuite et bronze (conserve aujourd'hui le musée Cheret) qui *constitue une part importante* de cette exposition à la galerie des Ponchettes. Les autres pièces ont été empruntées à des collectionneurs privés en particulier à M. Jacques Ginepro, amateur de sculptures du dix-neuvième siècle et surtout de l'œuvre de Carpeaux. Sa maison des environs de Monaco en est *pleine*, jusque dans les moindrse recoins.

A *travers* les études en plâtre, les réductions et les tirages en bronze on voit l'œuvre de Carpeaux se partager, *pour l'essentiel, entre les* portraits, œuvres intimistes bourgeoises, et les monuments dédiés à la gloire de l'empire. *Il lui* fallait courir la commande, consentir à multiplier les variantes de sujets aimables comme *l'Enfant à la coquille* : avec filet et sans filet, version garçonnet ou fillette. Comme *Ingres qui, pourtant* rêvait de peinture d'histoire, Carpeaux était apprécié pour ses portraits — à vrai dire un peu « retardataires », — dont la finesse psychologique venait tout droit de Houdon *(le Boudeur, l'Espiègle, l'Impératrice Eupénie. .)*. Mais il *n'avait* qu'une ambition, faire du monumental.

Il bénéficiait heureusement de la protection de Napoléon III qui, à titre personnel, lui commandait ses portraits et le favorisait de commandes publiques. On voit *ici* l'étude pour *La France impériale protégeant le monde*, que l'architecte Le Fuel lui demanda pour décourer le pavillon de Flore. C'est un souvenir de Léonard de Vinci chez les Mélcis à San Lorenzo achevé en trois ané, après qu'il eut sculpté le complexe groupe *Ugolin*, qui fut montré avec *l'Enfant à la coquille* et d'autres sculptures, à l'exposition universelle de 1867.

A l'approche de la quarantaine, Carpeaux est en plein épanouissement. Un autre architecte de l'empereur, Garnier, dont on voit ici le portrait, *lui demanda d'illustrer* le thème de « la danse » *pour* l'Opéra et en même temps reçoit commande de la fontaine de l'Observatoire pour les jardins du Luxembourg (terre cuite *du musée Cheret*). Pour Carpeaux, c'est l'occasion de se dépasser, de défier la difficulté et accomplir son « grand œuvre » dans le sens où l'entendait son siècle. Il illustre les quatre points cardinaux par quatre sujets dans un même ensemble. Comme il disait : *« Un face, un trois-quarts, un profil et un dos. »*

Mais, finalement, c'est *la Danse* qui est son grand œuvre et qui, en fait, scellera son destin. Il y investira sa fortune et, dit-on, celle de sa femme. L'ouvrage correspond aux *qualités intrinsèques du sculpteur* doué, l'expresion de la grâce et du mouvement qui montre que les statues aussi peuvent bouger. Il y avait prévu trois danseuses, puis quatre et même cinq avec, au centre, un génie féminin. L'original, en plâtre, appartient au Louvre, mais l'esquisse en bronze, tirée d'une cire perdue, exposée ici, vient de la collection Ginepro. Elle montre le personnage central du génie de *la Danse* dans un geste triomphant et héroïque cher à Rude, son maître, geste qui deviendra *plus mélodieux dans la réalisation* finale. La manière dont cela fut traité inquiétait les bonnes gens, comme si cette *Danse* de Carpeaux illustrait l'érotique et joyeuse *Danza* de Rossini. Mais, à chaque conflit, Carpeaux, que Garnier appelait la terreur des architectes, se référait à l'arbitrage toujours favorable de l'empereur.

Le scandale de « la Danse »

Lorsque *la Danse* fut dévoilée, le scandale éclata. On y jeta une bouteille d'encre et les pouvoirs publics commandèrent une version plus décente à un autre sculpteur, qui s'exécuta aussitôt. C'était en 1869. Un an après la guerre franco-prussienne, la France avait d'autres chats à fouetter que *la Danse* de Carpeaux, qui demeura en place sur le monument de Garnier que la nouvelle bourgeoisie enrichie s'était fait construire pour se mirer dans les marbres polychromes.

Peu après, l'empereur devait abdiquer, puis mourir — mais pas avant que Carpeaux, appelé d'urgence à Londres, n'ait achevé son dernier portrait. Le sculpteur est mort deux ans après son empereur, en 1875, ruiné mais ayant sauvé sa *Danse*. Sauvé ? Quelques lustres après, la France était comme vengée de Carpeaux en deux lugubres journées de vente aux enchères publiques, les 8 et 9 décembre 1913. Le meilleur de l'atelier de Carpeaux à Auteuil (l'hôtel particulier est toujours là, sur le boulevard Exelmans, à la hauteur du passage souterrain) était irrémédia*blement dispersé*. Le Louvre *ne* s'étant pas manifesté, c'est la glyptothèque de Copenhague qui acquit une *Danse* monumentale de 2 m. 20 de haut et *Ugolin*.

Souvent les évaluations esthétiques changent. Aujourd'hui, *la Danse*, qui vient de la tradition baroque du 18e siècle et annonce la ligne coup de fouet de 1900, vaudrait probablement un moindre prix qu'*Ugolin*, qui ouvre la porte à Rodin.

JACQUES MICHEL.

● *Esprits et dieux d'Afrique*, au musée national Message biblique-Marc-Chagall, exposition réalisée avec des prêts du Musée de l'homme *et du Musée des arts africains et* océaniens. Commissaires : Colette Noll et Pierre Provoyeur. Au catalogue, texte de Jean Laude. Jusqu'au 3 novembre.

● *Jean-Baptiste Carpeaux* à la galerie des Ponchettes à Nice. Exposition et catalogue préparés par MM. Altmann et Ginepro. Fin octobre.

SCULPTURES DE STAHLY

Le dialogue des vieilles pierres et de l'art moderne qu'Hélène Gibert a suscité à Castanet, dans les Cévennes lozériennes, continue cette année avec, pour interlocuteur principal, François Stahly, dont la vision charnelle de la nature, et l'esprit sensible au mysticisme s'adaptent sans rupture de ton avec le lieu.

L'exposition est très diverse, qui présente, à l'exception des « Racines », tous les aspects de la création du sculpteur — bois, pierre et bronze — de 1942 jusqu'à sa mort, en 1973, notamment des œuvres où prédomine l'influence des civilisations primitives d'Afrique ou précolombiennes. On y retrouve cette vision intellectuelle et sensuelle à la fois de la femme au corps opulent et arrondi, aux formes voluptueuses et fermes qui chantent la vie.

« Les moments de félicité que nous vivons, *a dit Stahly*, ne nous prouvent-ils pas que ce monde n'est *pas seulement* fait d'horreur et de violence ? » *Des œuvres comme* la Coquille, l'Eclosion, la Main magique, *un petit sphinx d'un vif élan ou une vénus hottentote participent de cette même fascination qu'avait l'artiste pour les secrets de la nature.*

L'eau, source primordiale de la vie, est présente aussi. Elle semble couler à Castenet le long de la maquette de la fontaine du parc floral de Vincennes ou de celle de la flèche ajourée qu'il tressa dans le bronze et utilisa chez lui pour canaliser l'eau pluviale recueillie des toits.

Autour des sculptures, les murs de granit sont couverts de tapisseries, de tissus cousus et de collages de Claude Stahly, sa première épouse. Certaines œuvres, inachevées en raison du décès de l'artiste, montrent la façon qu'il avait de travailler.

ROGER BÉCRIAUX.

★ Ouverte tous les jours, de 10 h. à 19 h. ; entrée : 6 F, avec visite du château.



MUSIQUE

Les accents tristes de la « Neuvième »

La curieuse expérience tentée il y a quelques années d'exécuter la *Neuvième Symphonie*, de Beethoven, sur la place de la Concorde n'a pas fini de porter ses fruits. A en juger par les fauteuils restés inoccupés, dimanche soir, salle Pleyel, on peut en conclure que les mélomanes parisiens ne veulent plus entendre *l'ouvrage qu'en plein* air, à la rigueur au Palais des congrès, ce qui revient à peu près au même — à moins que, victimes de l'acoutisque désastreuse de la plus célèbre place de Paris, ils n'en aient déduit un peu hâtivement que la *Neuvième* n'était pas ce qu'ils croyaient.

Ne faut-il pas plus vraisemblablement attribuer cette désaffection affligeante au fait que l'orchestre, cette fois, n'était ni celui de Paris ni celui de Berlin ni celui de Boston, mais simplement la Philarmonie d'Anvers ? *Au moins, tous* ceux qui savent que Beethoven ne s'appelait pas Ludwig *von*, mais Ludwig *Van*, ce qui atteste des origines flamandes de sa famille dont le nom signifie « jardin aux betteraves », n'ont pas manqué de remarquer que c'était bien là une excellente façon de célébrer le cent cinquantième anniversaire de l'indépendance de la Belgique.

A *en juger par son* exécution de la célèbre et toujours périlleuse symphonie, l'orchestre « de Philarmonie » d'Anvers ressemble assez à nos orchestres régionaux : il possède *quelques* éléments excellents, beaucoup de bons, mais un certain nombre aussi qui, selon qu'on les laisse livrés à eux-mêmes ou qu'on les sollicite, peuvent faire osciller la qualité de l'ensemble entre le meilleur et le pire. On a dit quelquefois qu'il n'y a pas de mauvais orchestres mais seulement des chefs insuffisants : c'est évidemment *une façon* de parler. *Pourtant*, dans le cas présent (car, autant l'avouer tout de suite, on était plus près du médiocre que de l'exceptionnel), on est en droit de se demander si le nombre de répétitions a été suffisant et, dans l'affirmative, si Théodor Guschlbauer était le chef qu'il fallait. D'une part, parce qu'il ne donne de l'œuvre qu'une traduction assez terne, sans musicalité excessive, d'autre part, parce qu'on peut imputer à sa direction par trop imprécise l'incertitude des attaques, avec la légère fausseté *qui en résulte, et le manque* de concentration sensible — et parfois visible — des musiciens.

Il est difficile de séparer la cause du chœur des Cantores de Bruges de celle de l'orchestre et de se faire une idée exacte de sa valeur, quoique, à en juger par les difficultés de l'écriture vocale qu'il a su faire oublier, on puisse le soupçonner d'être excellent. Le quatuor de solistes réunissant Kumiko Oshita, Ria Bollen, Nico Boer et Laszlo Polgar a fait la preuve, notamment dans les passages si difficiles où il se trouve à découvert, que le meilleur moyen de résoudre les problèmes d'une partition, c'est encore de faire preuve d'intelligence musicale. Il est seulement dommage, puisqu'on avait *pris le* parti de placer ces chanteurs en avant du chœur et non à côté du chef, qu'on n'ait pas été jusqu'à les mettre au milieu des choristes. Ne *prendrait-elle pas alors toute* sa valeur, voix anonyme sortant de la foule, l'exclamation initiale du baryton : « O frères, plus de ces (tristes) accents, laissez-nous chanter des choses plus agréables et pleines de joie » ?

GÉRARD CONDÉ.

★ Ce concert sera donné à nouveau salle Pleyel le 25 août, à 20 h. 30.

PETITES NOUVELLES

■ L'Orchestre de l'Ile-de-France, dont le chef titulaire est Jean Fournet, ouvrira sa saison 1980-1981 par un hommage à Offenbach, *sous la direction de Jean-Claude* Hartemann, avec Francine Arrauzeau, à Cachan, à Laon, à Yerres et à Evry, les 16, 21, 27 et 28 septembre. Au cours de la saison, l'Orchestre de l'Ile-de-France montera neuf programmes symphoniques, trois programmes en formation de chambre, deux programmes de concerts éducatifs. Parmi les chefs invités : Alexandre Myrat, Jacques Houtmann, Ulrich Meyer, Daniel Martin. Solistes : Hermilo Novelo, Reine Flachot, Abdel Rahman El Bacha, Pascal Devoyon, etc.

■ « Les Cahiers de la cinémathèque » de Perpignan annoncent pour les 5, 6 et 7 décembre leur premier colloque cinéma et histoire sur le thème « Le cinéma des années 20 ». Centré principalement sur *le cinéma français, le colloque* s'attachera aussi bien à des problèmes de recherche stricte (documents écrits et filmés, histoire des salles de cinéma, etc.) qu'à des études plus générales (histoire des mentalités, représentation des stéréotypes humains et sociaux, etc.). Adresse : Palais des congrès, 66000 Perpignan ; tél. (68) 61-33-54, poste 66.

CINÉMA

LA MORT DE DAVID MERCER

Le dramaturge anglais David Mercer est mort d'une crise cardiaque, le 8 août dernier, à Haïfa, en Israël, où il passait ses vacances. Il avait *cinquante-deux ans.*

Travaillant tour à tour pour le théâtre, le cinéma et la télévision, il avait obtenu en 1962 le Prix de la guilde anglaise des écrivains pour sa pièce télévisée, A Suitable Case for Treatment. *C'est alors que Karel Reisz, un des fondateurs du Free Cinema, fait appel à lui pour le scénario d'un film satirique,* Morgan, a Suitable Case for Treatment *(1965), que la British Film Academy récompense du Prix du meilleur scénario : sa peinture d'un cas de folie douce attire l'attention du défenseur de l'anti-psychiatrie, Ronald Laing, avec qui il entre en rapports.*

Il écrit la pièce In Two Minds, *qui inspirera le film de Ken Loac,* Family Life *(1972), particulièrement remarqué en France. L'Allemand Klaus Hellwig, qui va produire avec Yves Gasser le nouveau film d'Alain Resnais, intitulé finalement* Providence *(1977), le met en rapport dès 1975, avec l'auteur de* l'Année dernière à Marienbad : *collaboration fructueuse, qui vaudra un César à l'auteur du scénario. Deux pièces de David Mercer ont été montées en France,* Massacrons Vivaldi *(1970), adaptée par Roland Dubillard, et, toujours adapté par Dubillard,* Haggerty, où es-tu ? *(1971), où l'auteur s'en prend à l'embourgeoisement des ouvriers et à l'impuissance des intellectuels.*

« J'éprouve une grande méfiance envers les dogmes, *déclarait David Mercer lors de la sortie de* Providence, et c'est pourquoi j'écris en essayant de respecter l'imprévisible... Je ne dis pas que la folie est sacrée comme c'est le cas dans les sociétés primitives, je di que nous avons perdu notre conscience de la santé mentale, que la schizophrénie est une perte du sens de l'environnement, et que seule la vigueur d'un esprit sain peut permettre de subvertir l'aspec tde la réalité que la société cherche à nous imposer. » (Positif, février 1977.) — L. M.



SPECTACLES

théâtres

Les théâtres de Paris

Carreau du Temple (824-53-25), 21 h. . le Cirque de Molière.
Conciergerie (734-14-16), 21 h. : la Rose et le Fer.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 45 : Tupac-Tosco, la Raison de la mémoire.
Lucernaire (544-57-34), I, 18 h. 30 : En compagnie d'Apollinaire ; 20 h. 30 : Haute Surveillance ; 22 h. 15 : le Journal de Nijinsky. — II, 18 h 15 : Idée fixe ; 20 h. 30 : la Double Inconstance ; 22 h. 30 : Molly Bloom. — III, 18 h. 15 : Parlons français ; 22 h. 30 : Notre-Dame de l'Informatique.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Un clochard dans mon jardin.
Palais des glaces (607-49-93), 20 h. 30 : Le Farré sifflera trois fois.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 45 : En plein dans le mille.
Théâtre de Poche (548-42-97), 21 h. : le Premier.
Théâtre de l'Union (770-90-94) : l'Avare.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sans le mot « con », monsieur, le dialogue n'est plus possible.

Les cafés-théâtres

Bistrot Beaubourg (271-33-17), 20 h. 30 : E. Sarda Generation Hollywood ; 21 h. 45 : J.B. on the rock.
Blancs - Manteaux (887-16-70), 20 h. 15 : Areuh = MC2 ; 21 h. 30 : G. Cuvier.
Café d'Edgar (320-85-11), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Couple-moi le souffle ; 22 h. 30 : les Deux Suisses. — II, 22 h. : Popeck ; 23 h. 30 : Roger Mason.
Cafessaion (278-46-42), 22 h. : Jacques Charby.
Le Clown (555-00-44), 22 h. 30 : Caf' Conc'.
Connétable (277-41-40), 21 h. 30 : Clotilde ; 22 h. 30 : Abadie.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 23 h. : Bagdad Connection.
Cour des Miracles (548-85-60), 21 h. 30 : la Matiouette ; 22 h. : Essayez donc nos pédalos.
L'Echaudoir (240-58-27), 21 h. 30 : Monsieur Boubin.
Le Fanal (233-91-17), 19 h. 45 : L'une mange, l'autre boit ; 21 h. 15 : le Président.

Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez-moi votre enfance ; 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd. — II, 21 h. : Si la concierge savait ; 21 h. 45 : Suzanne, ouvre-moi.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Cabaret chaud 7 ; 21 h. 30 : C. Jolibois ; 22 h. 30 : Otto Wessely.
Théâtre du Marais (278-67-03), 21 h. : Phèdre à repasser.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 Parle à mes oreilles, mes pieds sont en vacances ; 21 h. 30 : J. Biot ; 22 h. 30 : J.-C. Montella.

Le music-hall

Daunou (261-69-14), 21 h. : Pépé Cordoba et sa Fiesta flamenca.

Jazz, pop' et folk

Chapelle des Lombards (236-65-11), 22 h. 45 : Los Salseros.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : Street Boys.

XVe Festival estival de Paris

(329-37-57)

Salle Pleyel, 20 h. 30 : Orchestre De Philharmonie d'Anvers et Cantores de Bruges, dir. T. Guschlbauer (Beethoven).

Les concerts

Lucernaire, 19 h. 30 : J.-L. Tupin, M. Clément (Haendel, Bach, Vivaldi, Villa-Lobos).
Sainte-Chapelle, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Ars Antiqua.

MERCREDI



MERCREDI



MERCREDI



Lundi 25 août

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), relâche.
Beaubourg (278-35-57), 15 h., Le patrimoine cinématographique français : En rade, d'A. Cavalcanti ; la P'tite Lili, d'A. Cavalcanti ; 17 h. : Faust, de F. W. Murnau ; 19 h. : les Rapaces, d'E. von Stroheim.

Les exclusivités

ALIEN (A., v.o.) : Broadway, 16e 527-41-16)
AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17).
APOCALYPSE NOW (A. v.o.) (**) : Denfert, 14e (354-00-11)
AU-DELA DE LA GLOIRE (A., v.o.) (**) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
BIENVENUE M. CHANCE (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19) ; 14-Juillet-Parnasse 6e (326-58-00)
BRIGADE MONDAINE : VAUDOU AUX CARAIBES (F.) (**) : Normandie, 8e (359-41-18) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Helder, 9 (770-11-24) Miramar, 14e (320-89-52).
CALIGULA (It., vers. angl.) (**) : Saint-Germain Studio 5e (354-42-72) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-93) : Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) : U G C Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Lumière, 9e (246-49-07), Mistral, 14e (539-52-43) : 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79), Magic - Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LE CHAINON MANQUANT (F., (Belg., v. angl.) : Cinoche, 6e (633-10-82) — V.f. : Haussmann, 9e (770-47-55) ; Espace Gaîté, 14e (320-99-34)
CHARLIE BRAVO (F.) (*) : Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70).
LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) : Studio Raspail, 14e (320-38-98)
LE COMMANDO DE SA MAJESTE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). - V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) : Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) : Gaumont - Convention, 15e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
CONTES PERVERS (F.) (**) Haussmann 9e (770-47-55).
DEUX AFFREUX SUR LE SABLE (A., v.f.) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v. it.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
ENQUETE SUR UNE PASSION (Ang., v.o.) Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
EXTASE (Tch., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (227-87-23)
LES FAISEURS DE SUISSES ((Suisse) Marais, 4e (278-47-86).
LA FEMME INTEGRALE (Fr.) (**) : U G C Odéon, 6e (325-71-08)
GIMME SHELTER, THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34)
LES HERITIERES (Hong., v.o.) : Epée de bois, 5e (337-57-47).
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
JE SUIS PHOTOGENIQUE (It., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) : Gaumont-Colisée, 8e (359-29-46) — V.f. Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43)
KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.o.) Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) — V.f. Capri, 2e (508-11-69)
MAIS QU'EST-CE QUE J'AI FAIT AU BON DIEU POUR AVOIR UNE FEMME QUI BOIT DANS LES CAFES AVEC LES HOMMES ? (Fr.) Berlitz, 2e (742-60-33), Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96)
LA MALEDICTION DE LA VALLEE DES ROIS (A., v.f.) Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
MANHATTAN (A., v.o.) : J. Cocteau, 5e (354-47-62)
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42)
NIMITZ, RETOUR VERS L'ENFER (A., v.o.) , Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. , U G.C Opéra, 2e (261-50-32) : Maxéville, 9e (770-72-86) Ternes 17e (380-10-41).
NEW YORK CONNECTION (A., v.f.) (**) : Rex, 2e (236-83-93) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C Gobelins, 13e (336-23-44) : Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) : Secrétan, 19e (206-71-33)
PILE OU FACE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C Opéra, 2e (261-50-32) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U G.C Gare de Lyon, 12e (343-01-59) : U G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) : Secrétan, 19e (206-71-33)
LE PLUS SECRET DES AGENTS SECRETS (A., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : Paramount - Marivaux, 2e (296-80-40).
PIED PLAT SUR LE NIL (It., v.f.) : Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LE PRE (It., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (360-58-00).
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Calypso, 17e (380-30-11).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82); Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
LE SAUT DANS LE VIDE (It., v.f.) : 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT EXPRESS (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; v.f. : Movies Les Halles, 1er (236-71-72).
LES SOUS-DOUES (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Napoléon, 17e (380-41-46)
THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) (70 mm) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79)
UNE SEMAINE DE VACANCES (Fr.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10)
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny - Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C Marbeuf, 8e (225-47-19).
L'ULTIME ATTAQUE (Ang., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

Les festivals

FRISSON (v.o.), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-18) : Damien. — Trois Haussmann, 9e (770-47-55) (v. o.) : les Décimales du futur.
LES MAUDITS D'HOLLYWOOD (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Cette sacrée vérité.
HUMPHREY BOGART (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50) : le Faucon maltais.
MARX BROTHERS, (v.o.), Nickel Ecoles, 5e (325-72-07) : Chercheurs d'or.
L'INDE, REVE ET REALITE (v.o.), Action-République, 2e (805-51-33) : Calcutta.
INGMAR BERGMAN (v.o.), Studio des Ursulines, 5e (354-39-19) : Persona.
LES VIOLENTS D'HOLLYWOOD (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : Blanches colombes et vilains messieurs.
STUDIO GALANDE, 5e (354-72-71) (v. o.), 18 h. 30 : Portier de nuit ; 20 h. 20 : Salo ; 22 h. 20 + 24 h. : Rocky Horror Picture Show.
FILM NOIR, Grands Augustins, 6e (633-22-13) (v. o.) : l'Affaire Cicéron.
HITCHCOCK (v.o.), Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) : Blackmail.
LES HEROINES D'HITCHCOCK, (v. o.), Olympic, 14e (542-67-42) : Rebecca.
CHATELET VICTORIA, 1er (508-94-14) (v. o.), I, 18 h. 5 : American Graffiti ; 20 h. 5 : Un tramway nommé Désir ; 22 h. 20 : l'Epouvantail. — II, 20 h. 10 : Marathon Man ; 22 h. 15 : Love.
REGARD SUR L'HOMOSEXUALITE (v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99) : Parlons-en.
ROCKY REGGAE MOVIES, 3 Luxembourg, 6e (633-97-77) (v.o.), en alternance : Jubilee ; Bob Marley Live
GRAND PAVOIS, 15e (554-46-85) (v. o.), I, 20 h. 10 : Mort sur le Nil ; 22 h. 30 : Jeremiah Johnson. — II, 18 h. 30 : Play Time ; 20 h. 30 : l'Année dernière à Marienbad ; 22 h. 10 : New-York, New-York.

Les grandes reprises

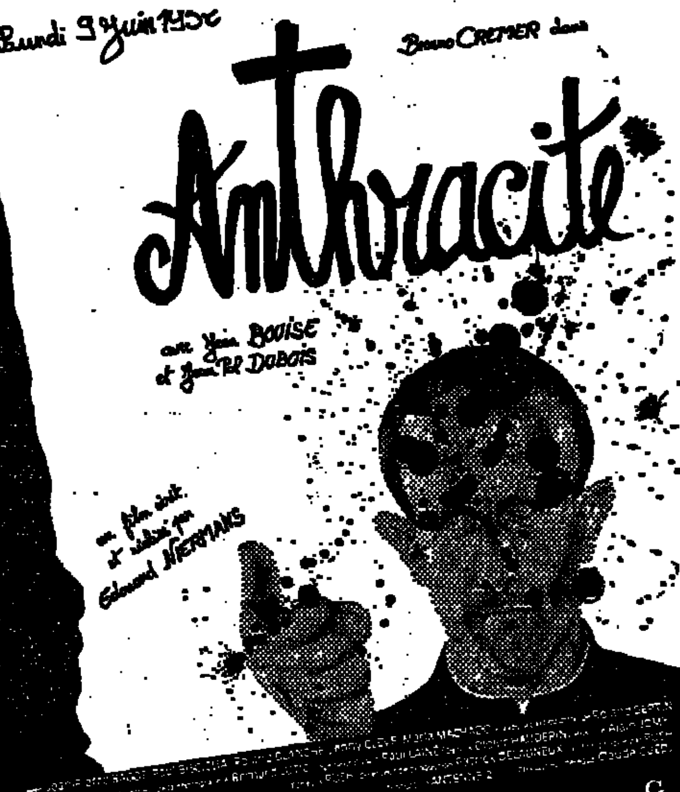
ACCATONE (It., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) H sp.
A CHAQUE AUBE, JE MEURS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78)
AFFREUX, SALES ET MECHANTS (It., v.f.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82)
L'ARBRE AUX SABOTS (It., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42)
BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Paris, 8e (359-53-99) — V.f : Impérial, 2e (742-72-52), Athéna, 12e (343-07-48), Parnassiens, 14e (329-83-11), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Mayfair, 16e (525-27-06).
BONS BAISERS DE RUSSIE (A., v.o.) : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) — V.f : Tourelles, 20e (354-51-98), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31)
LES BERETS VERTS (A., v.o.) : Paramount-City Triomphe, 8e (562-45-76) — V.f. : Max Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07)
LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE (Fr.) : Forum-Cinéma 1er (297-53-74), Elysées-Lincoln, 8e (354-36-14).
CHINATOWN (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40), Elysées Point Show, 8e (225-67-29)
LE CONFORMISTE (It., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LA DERNIERE FEMME (It., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04)
LES DAMNES (It., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-79-38).
Pagode, 7e (705-12-15), France-Elysées, 8e (723-71-11). — V.f. : ABC, 2e (236-55-54), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Athéna, 12e (343-07-48), Nation, 12e (343-04-67), Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23).
LES DIX COMMANDEMENTS (A., (v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82). V.f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont - Gambetta, 20e (636-10-96).
DOUZE SALOPARDS (A., v.f.) : Mistral, 14e (539-52-43).
LES ENFANTS DU CAPITAINE GRANT (A., v.f.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Royale, 8e (265-82-66) ; Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE FOUINEUR (It., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LES GARÇONS (It., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42). H sp.
GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
GOLDFINGER (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-76-23) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE GUEPARD (It., v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75)
GUET-APENS (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22). H. sp. ; Mercury, 8e (562-75-90). — V.f. : Paramount - Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).
HAIR (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
HISTOIRE D'O (Fr.) (**) : Actua-Champo, 5e (354-51-60) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Actua-Champo, 5e (354-51-60).
HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).
INSPECTEUR HARRY (A., v.f.) : Paramount - Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount - Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10).
JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LE JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBRE (Fr.) : Forum-Cinéma, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-79-38) ; Elysées - Lincoln, 8e (359-36-14) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LE LAUREAT (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
LAWRENCE D'ARABIE (A. v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Fauvette, 13e (331-56-86).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).
LULU (All., v.o.) . Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LE MESSAGER (Angl., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
LES MISFITS (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).
MONTY-PYTHON, SACRE GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
MORT SUR LE NIL (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
LA NUIT DES MORTS-VIVANTS (A., v.o.) (**) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Athéna, 12e (343-07-48).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
L'ŒUF DU SERPENT (Suéd., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
PAPA D'UN JOUR (A., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Studio Gît le Cœur, 6e (326-80-25) ; Espace Gaîté, 14e (320-99-34).
LE PARRAIN I et II (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Balzac, 8e (561-10-60).
LES PRODUCTEURS (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : Espace Gaîté, 14e (320-99-34).
ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A.), v.f. : Movies-Les Halles, 1er (236-71-72).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
SONATE D'AUTOMNE (Suéd., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
TARZOON, LA HONTE DE LA JUNGLE (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
TAXI DRIVER (A., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount - Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount - Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LE TIGRE DU BENGALE, LE TOMBEAU HINDOU (A., v.o.) Marais, 4e (278-47-86) ; Saint-André-des-Arts, 6e (236-48-18).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A., v.o.) . Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82).
TESS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56). H. sp.
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
LA VRAIE NATURE DE BERNADETTE (Can.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).

LES FILMS NOUVEAUX

ROSY LA BOURRASQUE, film italien de Mario Monicelli. — V.o. : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (359-42-33). — V.f. : Caméo, 9e (246-66-44). U.G.C Gare de Lyon, 12e (343-01-59). Bienvenue - Montparnasse, 15e (544-25-02), Magic-Convention, 15e (828-20-64)
L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, film américain d'Irvin Kershner. — V o. U G C Odéon, 6e (325-71-08), Marignan, 8e (359-92-82) : Normandie, 8e (359-41-18) — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33), Rex, 2e (236-83-93). U.G.C Gobelins, 13e (336-23-44), Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02), Convention, 15e (828-42-27), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont - Gambetta, 20e (636-10-96).
LA PETITE SIRENE, film français de Roger Andrieux : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) Bretagne, 6e (222-57-97), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19), Biarritz, 8e (359-42-33), Caméo, 9e (246-66-44), 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Mistral, 14e (539-52-43). 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). Murat, 16e (651-99-75).
FRENCH POSTCARDS, film américain de William Huyck. V.o. : Elysées Point Show, 8e (225-67-29), Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70), Berlitz, 2e (742-60-33), Quintette, 5e (354-35-40) : v.f : Nation, 12e (343-04-67), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27)
LES MONSTRES DE LA MER, film américain de Barbara Peters (*). — V.o. : U.G.C Danton, 6e (329-42-62), Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93), U.G.C Opéra, 2e (261-50-32), U.G.C Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U G.C. Gobelins, 13e (336-23-44), Miramar, 14e (320-89-52), Mistral, 14e (539-52-43), Secrétan, 19e (206-71-33)
BABY CART, L'ENFANT MASSACRE, film japonais de Kenji Misumi (*). — V.o. : Luxembourg, 6e (633-97-77), Elysées-Point Show, 8e (225-67-29).
ODO TOUM, film suisse de Costa Haralambis : La Clef, 5e (337-90-90), Lucernaire, 6e (544-57-34).
LA NUIT DES TRAQUEES, film français de Jean Rollin (**) : Balzac, 8e (561-10-60), Maxéville, 9e (770-72-86), Eldorado, 9e (208-18-76)

MERCREDI 27 AOUT

Avec Anthracite, l'adolescence prend sa revanche à l'écran.
Pierre BILLARD (le Point)



Le Monde

sports

VOILE

LA COUPE DE L'AMERICA

Le bateau du baron Bich tente d'arracher la victoire aux Anglais

Faute de vent, les régates de sélection des challengeurs de la Coupe de l'America n'ont pu être disputées dimanche 24 août à Newport (Rhode Island). Le voilier du baron Marcel Bich, « France-III », compte donc toujours trois *victoires et devance* son *rival* britannique « Lionheart » (deux victoires), tandis que les deux autres challengeurs, l'australien « Australia » et le suédois « Sverige », demeurent à égalité (deux victoires chacun). Les équipages étant convenus de ne pas courir le 25 août, la journée suivante sera peut-être décisive.

Si « France-III » obtient une victoire supplémentaire ou si les conditions météorologiques ne permettent pas de courir le mardi 26 août, le bateau français sera sélectionné pour la finale des challengeurs qui débutera le 29 août et dont le vainqueur affrontera le « defender » américain à partir du 16 septembre.

Le rêve de businessmen

Depuis 1970, c'est-à-dire depuis que plusieurs représentants de nations différentes briguent simultanément la Coupe de l'America, les Australiens ont toujours vaincu au cours des sélections les autres challengers, avant d'être eux-mêmes défaits par les Américains qui détiennent cette coupe — le trophée le plus prestigieux du yachting — depuis 1851. Bien que, de tous les challengers, les marins des antipodes qui participent à cette compétition depuis 1962 soient les plus expérimentés, leur supériorité sur les autres prétendants n'est pas aussi évidente cette fois-ci que lors des défis précédents. A la veille *de la fin des demi-finales*, il est même impossible de prévoir quels yachts en sortiront vainqueurs. Le suédois ou l'australien ? Le français ou le britannique ? Cette unification du niveau des challengers et l'égalité des chances qui en résulte singularisent cette vingt-quatrième *America's Cup* et la rendent beaucoup plus intéressante à suivre que les éditions antérieures. Et cela d'autant plus que chacun des quatre défis a été mené avec des ambitions et des moyens différents.

Le challenge le plus récent, et sans doute aussi le plus pauvre, est celui des Anglais. Après une éclipse de seize ans, les Britanniques, auxquels la fameuse coupe a été ravie en 1851 par la goélette *America*, sont revenus cette année à Newport avec un nouveau 12 mètres de jauge internationale (1), *Lionheart*. Depuis son architecte, Ian Howlett, et jusqu'à la pomme de son mât, en passant par le moindre détail de construction, *Lionheart* est anglais. Sa réalisation a été rendue possible par la popularité dont ce projet, présenté comme une cause nationale, jouit outre-Manche. Son financement, de l'ordre de 15 millions de francs, a été assuré, non sans peine, par les souscriptions d'un millier d'entreprises versant 1 000 livres (10 000 francs) chacune, ainsi que par des tombolas et autres appels à la générosité publique.

Le challenge *suédois* exprime, lui aussi, une préoccupation patriotique. Son voiler, *Sverige*, conçu et barré par Pelle Petterson, a été réalisé pour être très explicitement, à l'occasion de l'*America's Cup* 1977, l'ambassadeur des productions nationales aux Etats-Unis. Son commanditaire n'est autre que l'office du commerce extérieur suédois, dont la subvention pour ce défi-là a été relativement modeste.

De même que *Sverige*, le yacht australien a été construit (sur plans de Ben Lexen et John Valentjin) pour le défi de 1977. Mais *Australia* n'appartient pas à un groupement. Il est la propriété d'une seule personne, le pétulant promoteur immobilier Alan Bond, qui engage des bateaux dans cette compétition depuis 1974. Son premier défi était lié au lancement d'un énorme programme immobilier, celui de la station de Sun-City, près de Perth, sur la côte occidentale de l'Australie. A cette époque, Bond était considéré comme l'un des hommes les plus riches de son pays. Depuis il aurait subi des revers de fortune, ce qui expliquerait pourquoi son voilier court lui aussi cette année à Newport avec un budget assez étriqué.

Le budget colossal des Français

Il n'en va pas de même au sein de l'Association française pour la Coupe de l'America (AFCA), présidée et animée par le baron Marcel Bich, soixante ans, magnat du « jetable » (stylo à bille, briquet, rasoir...). Le président de l'AFCA ne veut pas voir en effet dans son challenge une occasion d'investissements indirects, mais seulement une aventure très personnelle pour laquelle il est prêt à d'énormes dépenses. Après trois tentatives infructueuses, en 1970, 1974 et 1977, le baron Bich a voulu mettre le plus d'atouts possibles dans son camp pour ce défi après lequel, annonce-t-il, il se retirera de l'*America's Cup*. Son budget total pour cette dernière tentative serait de l'ordre de 40 millions de francs...

Instruit par ses malheurs précédents, il a procédé cette fois de façon méthodique. Depuis trois ans, l'AFCA s'est installée à Newport, où, par parenthèse, le baron Bich est aujourd'hui considéré comme un citoyen d'honneur, une sorte de descendant des Vanderbilt et autres Pierpont Morgan. En ayant pour « lièvre » *Intrepid*, l'un des meilleurs 12 mètres américains, acheté à cet effet, ses équipages ont ainsi pu s'entraîner et expérimenter le nouveau *France-III* sur le parcours même de la coupe. Dû au crayon du talentueux architecte néerlandais John Valentjin (co-auteur d'*Australia*), *France-III* possède sans nul doute l'une des carènes actuelles les plus rapides. Son équipement est irréprochable et même sa « garde-robe », taillée par le maître voilier Jean-Paul Gateff, et qui était naguère défectueuse, semble aujourd'hui à peu près satisfaisante.

La cohésion de l'equipage a été également remarquablement renforcée. Eventuellement relayé par Marcel Bich lui-même, le barreur titulaire, Bruno Troublé, trente-cinq ans, ancien sélectionné olympique, a été désigné en même temps que ses équipiers il y a déjà deux ans.

Toutes ses améliorations ont porté leurs fruits. Pour la première fois cette année, le challenger français, qui n'avait pas gagné une seule course lors des trois défis précédents, s'est distingué en remportant huit des quatorze régates qu'il a disputées depuis le début des éliminatoires.

PAUL-GÉRARD PASOLS.

(1) Les 12 mètres de jauge internationale mesurent en réalité près de 20 mètres de long et déplacent une trentaine de tonnes. Leur équipage se compose normalement de onze hommes.

LE PARCOURS DES RÉGATES

La Coupe de l'America se déroule sur un parcours en forme de triangle olympique situé au large de Newport, dans la Narraganset-Bay. Ce parcours, long de 25 800 nautiques (presque 50 kilomètres), est dessiné autour de trois bouées et se décompose en six bords de près

Direction d'où vient le vent
Bouée d'arrivée
2
5
6
4
1
3
Départ

(contre le vent), deux bords de largue (vent oblique) et un bord de vent arrière. Le départ, donné par un coup de canon sur une ligne où se tient le bateau du comité de course, est précédé par une lutte farouche entre les deux voiliers en lice, s'efforçant de se présenter *dans les meilleures conditions* face au vent et en tête : quelques secondes, le plus souvent pour des manœuvres d'une subtilité tactique supérieure et durant une dizaine de minutes à la limite de l'abordage.

Selon la force du vent, chaque régate, suivie par des milliers de plaisanciers tenus à distance par les coast-guards et les bateaux-pompes du port de New-York, dure entre deux heures trente et quatre heures trente.

GILLES GAHINET VAINQUEUR A PORNIC DE LA COURSE DU « FIGARO »

Classé septième de la dernière étape Les Sables-d'Olonne-Pornic (300 milles), Gilles Gahinet, à la barre d'un voilier dont il a lui-même dessiné les plans, a été déclaré vainqueur de la course du *Figaro en solitaire*.

A NEWPORT

Marins vedettes et plaisanciers milliardaires

Situé à 400 kilomètres au nord de New-York, sur la côte Atlantique, port de plaisance le plus célèbre du Rhode-Island, avec son plan d'eau servant depuis cent vingt-neuf ans aux triomphes des voiliers américains de la Coupe de l'America, Newport est également une station balnéaire historique, dont la première maison coloniale remonte à 1748. Au tournant de ce siècle, les Vanderbilt, les Astor, les magnats des chemins de fer ou du charbon, y passaient des *vacances d'été dans de modestes* cottages de soixante-dix chambres. Lambrissées comme les petits appartements de Versailles, *meublées* et tapissées en « style Louis » (peu importe le chiffre), elles sont visitées comme des pièces de musée par des foules qui se succèdent à longueur d'année.

De toutes ces somptueuses « mansions », religieusement conservées *au milieu de leur* cadre de verdure par la Preservation Society of Newport Country, Marble House, Château-sur-Mer, Hunter House, Rosecliff, The Elms, c'est cette dernière demeure, construite sur les plans du château d'Asnières — œuvre du petit-fils de Mansart pour le comte d'Argenson — qui intéresse le plus les Français. Ceux-ci, pendant les trois mois qu'ils passent, de juin à septembre, à préparer ou à suivre les régates de la Coupe de l'America, composent une colonie importante des villégiateurs étrangers depuis que le baron Bich poursuit, sur les rives de Newport, le rêve merveilleux — jamais si près de se réaliser que cette année — d'opposer en finale un voilier français à l'invincible *defender* américain.

Curieuse ambiance, en tout cas, que ce rendez-vous cosmopolite, où les marins vedettes et les plaisanciers milliardaires, au soir des régates, commentent dans les veillées interminables les réussites ou les mécomptes de la « bataille navale » la plus sophistiquée du monde.

LES RÉSULTATS

Golf

OPEN DE L'ALLEMAGNE FEDERALE A BERLIN-OUEST

1. Mark McNulty (battant les favoris Ballesteros, Arnold Palmer et Tony Jacklin).

Motocyclisme

GRAND PRIX D'ALLEMAGNE AU NURBURGRING

Epreuve des 500 cmc. — 1. Marco Luchinelli (Suzuki) ; 2. Graeme Crosby (Suzuki) ; 3. Wil Hartog (Suzuki) ; 4. Kenny Roberts (Yamaha) ; 5. Randy Mamola (Suzuki).

Classement définitif du championnat du monde. — 1. Kenny Roberts (E.-U.).

Sports équestres

CONCOURS COMPLET INTERNATIONAL

Classement après dressage, fond et saut d'obstacles :

Individuel. — 1. N. Haagensen (Dan.), sur *Monaco* ; 2. J. Wolford (E.-U.), sur *Carawick* ; 3. T. Watkins (E.-U.), sur *Poltroon* ; 4. J. Pons (Fr.), sur *Ensorceleuse* ; 5. P. Morvilliers (Fr.), sur *En Douce* ; 8. G. Sérignac (Fr.), sur *Talcos* ; 12. J.-Y. Touzain (Fr.), sur *Flipper* ; 13. T. Touzain (Fr.), sur *Gribouille* ; 14. P. Loizeau (Fr.), sur *Elding Bleu* ; 15. A. Bizot (Fr.), sur *Gamin du Bois*.

Par équipes. — 1. France ; 2. Allemagne fédérale ; 3. Australie ; 4. Irlande ; 5. Pays-Bas. Eliminés : Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie.

SPORTS ÉQUESTRES

Le Festival de Fontainebleau à l'heure des chevaux incassables

Le Festival international de concours complet a pris fin dimanche 24 août au Grand Parquet de Fontainebleau où, dernier chapitre du marathon pour chevaux incassables, s'est disputée l'épreuve de sauts d'obstacles de très moyennes difficultés, donc de mince intérêt comparativement à celles, écrasantes, de la veille.

Samedi 23 août : désormais une date dans les annales cavalières du pays. Plus de vingt-cinq mille spectateurs touchés par la grâce avaient assisté aux plus gros morceaux de la spécialité, soit le steeple, le routier et le cross, les chevaux ayant couvert, le poteau d'arrivée franchi, 27,350 kilomètres, les plus éreintés et non *les moins* courageux *finissant les postérieurs à plat*.

La première fièvre tombée, un enseignement se dégage, formel. Si les descendants de l'hippogriffe, animal fabuleux de la légende, tels que nous les avons vus galoper à Fontainebleau dans un style dépouillé d'artifices, ne sont pas tous de la plus haute noblesse, ils possèdent, en revanche, toutes les vertus du cœur. Doués d'une énergie farouche et présentant ces *deux qualités, essentielles*, près de terre et étendue, les athlètes de cette trempe suivraient leur pilote jusqu'à la mort si les circonstances l'exigeaient. Mais halte-là ! Les abus, dont nous voyons poindre les symptômes au fil des « complets », doivent connaître un terme. Il y aurait malhonnêteté à surenchérir dans la difficulté. Avis aux annonceurs poussant systématiquement à la roue.

Nul sentimentalisme de circonstance ne dicte cette réflexion. De parti pris moins encore. Le cross du Grand Parquet qui décida de tout — du moins ce que nous en vîmes, dans l'impossibilité irritante où chacun de nous était de suivre de fanion en fanion les concurrents, ce cross-là nous a beaucoup plu. Plu et non pas convaincu. N'en déplaise à ses partisans inconditionnels, dont nous sommes, pour les compétitions à l'échelon national, le Grand Parquet, malgré son site enchanteur, ne saurait se prêter *à des manifestations réputées*, type Jeux olympiques.

Point de critiques à formuler en ce qui concerne le terrain du steeple, auquel le public, par parenthèse, a tourné ostensiblement le dos et dont les obstacles, un peu légers, favorisaient notamment les bousculeurs de chevaux, hantés par le chronomètre quitte à s'effondrer au cours du cross. En revanche, ce dernier, malgré l'habileté des responsables qui se sont ingéniés à construire des obstacles bien dessinés, bien faits, souvent originaux, s'est révélé à la longue d'une monotonie insurmontable. Pourquoi ? Parce que toute l'épreuve se courait en forêt, près de 7 kilomètres sans une seule étendue gazonnée à l'horizon, les chevaux fouillant le sable des allées forestières, la ploce manquant au public pour se poster devant les combinaisons les plus corsées. Bref, le Grand Parquet, malgré l'immense avantage de se trouver à proximité d'une grande cité, en l'occurrence Paris, ne saurait rivaliser en France avec les pistes du haras du Pin ou celles de Pompadour, ou mieux encore de Vittel pour ne nommer que les plus remarquables.

Les victoires françaises

Rendons à l'ancien hippodrome bellifontain ce qui lui appartient de droit : deux clairières très aérées. Celle où se dressaient les deux premiers obstacles, et, à *ce* propos, précisons qu'on a démarré instantanément sur du gros. La deuxième trouée, dégarnie d'arbres, proposait à la vue du public le gué « terrifiant », dit « écluse de Saint-Yves », obstacle à trois options avec un contrebas à donner le vertige aux plus casse-cou. Ici, ce n'est plus d'équitation pure qu'il s'agit mais d'acrobatie pour cascadeur. L'homme de cheval souffre dans sa sensibilité et se sent un peu étranger au milieu des amateurs de frissons à bon marché. Il y en avait, nous en témoignons. Dieu merci, cette combinaison où les incidents abondèrent ne suscita d'autres blessures que d'amour-propre.

Premiers au classement général par équipe à l'issue de l'épreuve de saut d'obstacles disputée dimanche, les *Français* étaient représentés par Joël Pons, en selle sur *Ensorceleuse*, alezane de dix ans, Armand Bgot pilotant le bai éruptif *Gamin du Bois*, les deux frères Touzaint, montant respectivement *Flipper*, alezan de neuf ans, et *Gribouille*, un gris de huit ans ayant beaucoup de bec, comme on dit à Saumur — un cheval de grande allure. Il serait inéquitable d'oublier le jeune Paul Loiseau, engagé comme individuel et qui fit plus que bonne figure, notamment dans le cross. Victime il y a un an d'une chute de cheval qu'il paya de plusieurs fractures du bassin, cet authentique champion s'est remis en selle il y a à peine un mois, éperonné par la volonté de galoper, et cela contre l'avs des médecins traitants. Ma foi, cette thérapeutique très personnelle semble lui avoir réussi.

Après la France, se classaient dans l'ordre l'Allemagne fédérale, l'Australie, l'Irlande, les Pays-Bas et la Belgique, les Américains *ne figurant pas* pour avoir *déclaré* forfait.

Au classement individuel, premier, le Danois Nils Haagensen, champion d'Europe en titre, montant le bai *Monaco*, treize ans. La pointe de vitesse finale, voilà le salut. *« Je pousse, je tire, ça passe, au suivant »*, telle paraît être la tactique de ce cavalier, qui sut écarter magistralement la concurrence de son chemin du départ à l'arrivée. Deuxième, James Wofford, cavalier américain, sur le bai brun *Carawch*. Troisième, sa compatriote Torrance Watkins, montant la jument volante de robe pie *Poltron*, douze ans, 1,50 mètre au garot, minuscule animal donc, ayant besoin constamment de train pour éviter toute malice du sort.

Signalons pour le déplorer le comportement sujet à caution de la défense argentine, visiblement dépassée par les événements. L'un de ses cavaliers fut sanctionné peu après, comme responsable de la *mort de son propre cheval*, qui fit un refus devant l'oxer 32 à moins de 100 mètres de la ligne d'arrivée. Pour cette désobéissance, l'animal, en écume et les flancs en sang, reçut une avalanche de coups de bâton qui le fit repartir à l'assaut de l'obstacle, d'où il sortit l'antérieur droit en tire-bouchon. Il fallut l'abattre. Et, très justement, le public le mieux éduqué et le plus compétent que nous ayons vu depuis longtemps marqua sa réprobation de tout son cœur.

ROLAND MERLIN.

TENNIS

DERNIERS COUPS DE RAQUETTE AVANT FLUSHING MEADOW

A deux jours du début de l'Open des Etats-Unis à Flushing-Meadow, les favoris ne paraissent pas à l'apogée de leur forme. Borg et McEnroe, blessés l'un au genou, l'autre à la cheville, ne sont rien moins que flambants. Et Connors, disputant pour se faire la main le tournoi confidentiel de Masson (Ohio), s'est fait sortir en demi-finale par le Porto-Ricain Francisco Gonzalès (6-2, 7-6), qui n'a comme titre de gloire que d'avoir été écrasé au premier tour de Roland-Garros par Gomez et au premier tour de Wimbledon par Case.

Cependant Vijay Amritraj, qui avait battu Vilas (4-6, 7-6, 6-3), s'était fait éliminer lui-même par Pascal Portes brillant vainqueur de Dibley, Fibak et Edmandson avant d'être battu en demi-finale par Solomon, vanqueur de la finale sur Gonzalès (7-6, 6-3). Solomon, au cours des premiers tours, avait éliminé Tanner (6-4, 6-3).

Du côté des dames, ce n'est pas mieux. A. Mahwa (New-Jersey), c'est la Tchèque Hana Mandlikova qui a remporté le tournoi après avoir éliminé son ex-compatriote Martina Navratilova. Elle a battu en finale (6-7, 6-2, 6-2) la petite enfant prodige Andrea Jaeger (quinze ans), laquelle avait éliminé elle-même Tracy Austin (2-6, 6-4, 6-4), championne des Etats-Unis en 1979.

CARNET

Naissances

— Mme Alice BENSUSSAN,
M. et Mme Michel GATTEGNO,
sont heureux d'annoncer la naissance de
CELIA GATTEGNO,
son arrière-arrière-petite-fille et leur petite-fille,
le 8 août 1980, à Paris.
6, rue de Sontay,
75016 Paris.
8, boulevard Julien-Potin,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Décès

— Christine Berthet,
Les familles Mencaraglia, Vallier, Grimaud, Sicard-Daffos,
font part du décès de
Mme Jeannine BALSA,
leur mère, nièce et cousine.
Les obsèques ont eu lieu le 22 août 1980, à Bouc-Bel-Air (Bouches-du-Rhône), dans la plus stricte intimité.
8, rue St-Jean-Baptiste-de-la-Salle,
75006 Paris.

— M. Maurice Bertrand,
Aurélie et Valère,
M. et Mme René Bertrand,
Anne, Inès, Claire,
M. et Mme Jacques Closson,
Alain, Marianne, Violaine, Lionel,
ont la grande tristesse de faire part du décès de
Mme Marguerite BERTRAND,
née Prud'homme,
survenu le 20 août 1980, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 23 août 1980.
27, avenue du Dauphiné,
38530 Pontcharra.

— Mme Gilda Koskas,
M. et Mme Marcel Hassid et leurs enfants,
Le professeur et Mme Gabriel Coscas et leurs enfants,
M. et Mme Gilbert Zerah et leurs enfants,
Le docteur et Mme Jean Coscas et leurs enfants,
M. et Mme Lucien Stern,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et vénéré,
Jules KOSKAS,
le samedi 23 août 1980.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Pantin, le mardi 26 août 1980, à 10 h. 30.
10, rue du Docteur-Roux,
75015 Paris.

— On apprend le décès de
M. Jean de VRIES.

[Né le 4 avril 1900 à Marseille (Bouches-du-Rhône), Jean de Vries était diplômé de l'Ecole polytechnique. Ingénieur pétrolier à la Standard Oil de New-Jersey (de 1925 à 1928), puis à la Société française de recherches pétrolières au Venezuela (de 1929 à 1932), il est nommé en 1937 directeur général de la Régie autonome des pétroles, poste qu'il occupa jusqu'en 1955, avant de devenir, de 1957 à 1959, directeur et membre du comité consultatif d'Esso Standard S.A.F. De 1959 à 1965, Jean de Vries est P.-D. G. des compagnies Esso-saharienne et Esso Sahara Inc.]

— Mme Pierre Vataire, son épouse,
M. et Mme Robert Dégez et Eric,
M. et Mme Jean-Louis Vataire,
M. et Mme Francis Vataire et Virginie,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Pierre VATAIRE,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1939-1940,
survenu le 22 août 1980, à l'hôpital du Val-de-Grâce, à l'âge de soixante-seize ans.
La cérémonie religieuse aura lieu dans l'intimité familiale, le mercredi 27 août, à 10 h. 30, dans la chapelle de l'hôpital du Val-de-Grâce, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, à Bléneau (Yonne).
Cet avis tient lieu de faire-part.
46, rue de Moscou,
75008 Paris.

Remerciements

— Mme Anne-Marie Ledieu,
Yves, Annick et Catherine,
très touchés, remercient vivement les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès du
docteur Robert LEDIEU.

Messes anniversaires

— Une messe anniversaire à la mémoire de
Maurice PRETRE
sera célébrée le mercredi 27 août, à 12 h. 30, à Saint-Pierre de Chaillot.

Avis

— On nous prie d'insérer l'avis suivant :
Mlle Gwenaëlle Jaffrezou ou M. Vincent Holveck, qui circulent en Espagne dans un coupé 304 Peugeot vert foncé immatriculé 6 701 QX 67 sont priés d'entrer en contact d'urgence avec la préfecture des Bouches-du-Rhône.
Tél. : (91) 91-90-11.

Soutenances de thèses

— Université de Paris-III, jeudi 11 septembre, à 14 heures, salle Liard, M. Jean-Claude Sergeant : « Les éditoriaux des quotidiens nationaux britanniques ».

— Université de Paris-IV, vendredi 12 septembre 1980, à 14 heures, salle Liard, M. Alain Lancelot : « L'interprétation sociologique des résultats électoraux (l'exemple des élections françaises de 1974 à 1979) ».



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



HISPANO-SUIZA

recherche pour son Etablissement
LE HAVRE

RESPONSABLE ORDONNANCEMENT

- Formation Ingénieur Grande Ecole (mécanique)

possédant expérience dans la fonction Ordonnancement (petites et moyennes séries) et gestion de production par informatique (souhaitée).

MISSION :
- Ordonnancement (plan de charge - exploitation des commandes - suivi des programmes)
- Lancement et suivi des fabrications
- Approvisionnements et magasins (matières - pièces finies - emballage et conditionnement).

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence R.O. aux Relations du Travail HISPANO SUIZA Siège Social 333, Bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD Cedex.

Important Cabinet de Conseils recherche

FISCALISTE

pour région NORD
- ayant déjà une expérience pratique ;
- de préférence ancien inspecteur des impôts ;
- sens des contacts humains et goût du travail en équipe indispensables ;
- situation intéressante stable et d'avenir.

Discrétion assurée.
Ecr. s/réf. 8031, à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Association Nationale à caractère Sanitaire et Social recherche pour la coordination de son activité en Aquitaine :

UN DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

Formation supérieure. Expér. sociale et administrative. Sens des relations humaines. 30 ans minimum

DOCUMENTALISTE

Chargé (ée) d'études documentaires, formation droit, lettres, Sciences Po ou école supérieure.
Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé au C.N.D.C.A., 20, r. Saint-Fiacre, 75002 Paris

---

IMPORTANTE USINE METROPOLE NORD
FABRICATION EN GRANDE SERIE
BIENS DE CONSOMMATION DURABLES,
recherche

CHEF D'UNITE DE FABRICATION

Ingénieur diplômé : E.C.P., Mines, A.M., IDN, etc...
Age : 30 ans minimum.

Expérience réussie de quelques années en atelier fabrication grande série ou dans service des méthodes.

Sous l'autorité du directeur d'usine, et dans le cadre d'une très large délégation de responsabilités, il animera et gérera l'ensemble des fonctions fabrication, méthode, entretien, contrôle, approvisionnement de l'unité.

L'efficacité de son action sera appréciée en fonction des résultats obtenus dans le domaine social (800 personnes sous ses ordres) et dans la réalisation des objectifs économiques fixés de façon participative.

Envoyer C.V. et photo sous la réf.5067 à : P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 PARIS cédex 02 qui transmettra.

Nous sommes une importante société d'équipements électriques industriels d'implantation nationale et recherchons pour

L'ALSACE

plusieurs jeunes ingénieurs débutants

Formation : Centrale ESE, ISIN, INSA, A et M, ESSEC, Sup de Co

Nous prévoyons :
- une période de formation et d'intégration qui permettra de dégager les dispositions propres à chaque candidat et d'envisager un choix entre plusieurs possibilités dans les missions qui leur seront confiées :
- une fonction d'ingénieur d'affaire
- une fonction d'ingénieur d'ordonnancement
- une fonction d'ingénieur commercial
- une fonction d'ingénieur informatique
- une fonction d'assistant pour assurer la coordination entre les prévisions et la réalisation des chantiers.

Les C.V. sont à transmettre à no 68590 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Etablissement public à
ORLEANS
recherche

Un assistant de formation

- pour promouvoir la formation de l'organisme.
- donner informations et conseils aux entreprises.
- organiser et assurer le suivi de cycles de formation dans le domaine technique.

Ce poste s'adresse à un cadre âgé de 26 ans minimum de formation supérieure avec bonne capacité d'assimilation des problèmes techniques et ayant une expérience du milieu industriel.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 2840 au :



CABINET OPPERT
B.P. 4 - 69, Bd Mal Joffre
92340 Bourg-La-Reine

IMPORTANTE
SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
GRANDE VILLE LORRAINE
RECRUTE POUR SON LABORATOIRE
D'ÉTUDES ET RECHERCHES

JEUNE CADRE PHYSICO-CHIMISTE

Formation ingénieur université ou équivalente.
Débutant ou quelques années d'expérience.
Pratique de la langue anglaise indispensable.

Envoyer C.V. détaillé, en précisant le niveau de rémunération souhaité à CONTESSE PUBLICITE No 68.354. 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui trans. Discrétion absolue, réponse garantie à toutes les candidatures répondant aux spécifications de l'annonce.

ORGANISME BANCAIRE
à forme mutuelle
situé en BRETAGNE
recherche

DIRECTEUR

- solide expérience bancaire ;
- aptitude à assumer l'ensemble des responsabilités d'un chef d'entreprise ;

Envoyer lettre, photo, C.V. et prétentions à N. 298 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

MATRAL-SAXBY-MANUTENTION

IMPORTANT CONSTRUCTEUR
DE CHARIOTS ELEVATEURS

recherche pour ses usines :
de COSNE (Nièvre) et BRIARE (Loiret)

L'ADJOINT DU DIRECTEUR TECHNIQUE

(INGENIEUR GRANDES ECOLES A. et M., INSA...)

Expérience en hydraulique, électronique et régulation de transmissions nécessaire.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions au Siège social, 40, rue de l'Orillon, 75526 PARIS CEDEX 11.



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Du génie climatique à Abidjan

Voulez-vous diriger la filiale ivoirienne d'un groupe européen dont la vocation est la conception, la mise en place et l'entretien d'installations de climatisation ? Cette jeune société a déjà à son actif de brillantes réalisations en Côte d'Ivoire. Et l'avenir est prometteur... tant dans ce pays que chez ses voisins.

Ingénieur confirmé, vous êtes du métier avec une expérience de plusieurs années comme chargé d'affaires dans une entreprise de conditionnement d'air. Vous avez même peut-être dirigé une agence. Vous savez donc combien il est important pour la négociation et la conduite de chantiers de mêler les compétences techniques et l'organisation, le sens commercial et celui de la gestion.

En Côte d'Ivoire, vous aurez l'équipe nécessaire, mais vos bases seront à quelques 6000 kilomètres : bureau d'étude, services achats, soutien administratif, logistique. Et même commercial, grâce aux contacts suivis avec les bureaux d'engineering. Toutefois, l'on attend beaucoup de votre esprit pionnier sur place. Le niveau de rémunération qui vous sera proposé ainsi que les avantages matériels offerts (logement, voiture, etc ...) ne vous décevront pas. Ils sont ceux d'un patron. Ce que vous serez.

Les consultants du cabinet de recrutement Sirca connaissent bien l'Afrique. Ils étudieront votre adéquation à ce poste avec soin, et vous renseigneront vous et votre épouse. Ecrivez-leur très rapidement sous référence 801 446 M.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

GROUPE INTERNATIONAL
DE PREMIER PLAN
recherche

VISITEUR MEDICAL tunisien

Nous demandons :
études scientifiques -, (début Médecine)
expérience du secteur et introduction hospitalière

Nous offrons :
- conditions avantageuses et formation permanente
- Produits de haut niveau.

La préférence sera donnée à un candidat expérimenté mais nous examinerons toutes les candidatures de valeur.

Ecrire avec C:V: détaillé, photo, desiderata à no 68441 CONTESSE Publicité 20, Av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

SOCIETE AGRO-INDUSTRIELLE

AU CAMEROUN

recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Formation E.S.S.E.C., SUP. de CO ou équivalent, 40 ans environ.

Expérience antérieure en Afrique souhaitée.

Envoyer C.V. avec photo + prétentions salaire sous référence 30124 à PUBLI INTER, 75, rue Voltaire - 92300 LEVALLOIS, qui transm.

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Recherchons

2 INGÉNIEURS
25 ans minimum

ou

TECHNICIENS SUPÉRIEURS
disposant expérience

Anglais lu et parlé indispensable pour poste INGENIEUR dans Usine Mécanique

en AFRIQUE NOIRE

Statut expatrié avec avantages s'y rattachant.

Adresser C.V. et photo à VELECLAIR S.A.
16, rue de Moronval
28109 DREUX Cedex

AU PAIR
Près de Francfort/Main
Famille très agréable avec deux enfants (2/5 ans).
Ecr. H. Weirich, Im Unterdorf. D - 6233 Fischbach/Kelkheim

Important Cabinet d'Expertise Comptable
DAKAR
recherche
Réviseurs Comptables
Possibilité de stage.
Adresser C.V. et prétentions.
Ecr. s/nº 6800, « le Monde » P., 5, r. Italiens. 75427 Paris C. 09.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

296-15-01

IMPORTANTE SOCIETE
DE DISTRIBUTION
RADIO - TV - HI FI

Filiale d'un Grand Groupe Français
recherche

INSPECTEURS COMMERCIAUX

pour REGIONS
CENTRE - ALSACE LORRAINE

NOUS DEMANDONS :
- une formation SUP de CO, ESSEC ou autodidacte d'un niveau équivalent,
- grande mobilité, dynamisme,
- goût du commerce, de la négociation et des responsabilités,
- voiture personnelle en bon état.

NOUS OFFRONS :
- position cadre,
- rémunération intéressante,
- indemnités de déplacements,
- possibilité de promotion ultérieure au sein du Groupe.

Envoyer C.V. et photo sous la réf. 3635 à P. LICHAU S.A., BP 220 - 75063 PARIS cédex 02 qui transmettra.

---

digital

Filiale du 1er constructeur mondial d'ordinateurs interactifs, recherche pour son Département Systèmes Spéciaux d'Annecy-le-Vieux

Responsable des achats composants électroniques

Sélection des fournisseurs locaux et internationaux,
Organisation et suivi des commandes.

Pour ce poste très autonome, nous souhaitons une personne ayant :
- une formation ou une expérience technique électronique
- le goût de la négociation commerciale et le sens du contact humain
- anglais parlé indispensable

Envoyez votre candidature sous référence 013 M, à la Direction du Personnel de

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
Zone Industrielle des Glaisins
74000 Annecy-le-Vieux

COURS PRIVE
Région Sud-Ouest rech. :
SURVEILLANT GENERAL EXPERIMENTE
Ecr. avec C.V. et photo sous le nº E. 7088, HAVAS, 31002 TOULOUSE Cedex

---

CENTRE D'OBSERVATION INTERNAT. C.C. 66
4 km de Rennes, recherche :

ÉDUCATEURS SPÉCIALISÉS
Diplômés d'Etat
Téléphone : (99) 68-91-80

---

offres d'emploi offres d'emploi

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
Banlieue SUD
recherche pour son service
CONTRÔLE DE GESTION MARKETING

jeune assistant

niveau DUT ou similaire

SON RÔLE :
- élaboration des budgets ;
- analyse des écarts ;
- études de rentabilité ;
- participation à l'élaboration d'outils de gestion.

SES QUALITÉS :
- sens du contact et goût du travail en équipe
- méthodique, organisé et précis
- dynamique
- anglais souhaité.

De préférence libre de suite.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions SS Nº 48780 à Havas contact - 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

AGENCE INTERNATIONALE
DE PUBLICITE

Recherche pour travailler dans le cadre de son équipe en charge du traitement de l'information, un

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

diplômé IUT Informatique ou équivalent.

Il participera :
- au développement de nouvelles applications (système conversationnel, base de données) sur matériel Digital Equipment,
- à la maintenance des programmes.

Lieu de travail : PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) sous la référence R20 au service P.A. d'Initiatives Media 122 rue de Rivoli 75001 PARIS, qui transmettra.

هكذا من الأصل

مكبرة من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	46,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

offres d'emploi

T R W HYDROSYSTEMS

spécialisée dans les biens d'équipement robinetterie

recherche

pour poste basé à PARIS

RESPONSABLE DE MARCHÉ

Fonction :
- Prospection, négociation, suivi des contrats.
- Animation du réseau de vente.
- Déplacements en europe fréquents.

Anglais courant indispensable.

Une formation Ingénieur mécanicien serait appréciée + expérience commerciale 5 ans minimum.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 96564 M à BLEU Publicité 41, Avenue du Château - 94300 VINCENNES Qui transmettra
(il sera répondu à toutes candidatures)

SOPAD (NESTLE)

RECHERCHE

ANALYSTE CONFIRMÉ (e) (réf. AC)

Au sein du Service Informatique à Courbevoie, il participera à un projet important dans le domaine de l'administration et des statistiques commerciales.

Une formation Ingénieur Grande Ecole HEC, ESSEC et 2 à 4 ans d'expérience en informatique grand système (détermination des spécifications — analyse fonctionnelle) sont indispensables.

ANALYSTE DÉBUTANT (e) (réf. AB)

Possédant une formation analogue et ayant déjà effectué des stages en informatique.

INSPECTEUR DE GESTION (réf. IG)

débutant diplômé

HEC, ESSEC, SUP. de Co.

afin de lui confier, après un stage de formation, des missions de contrôle et de conseil auprès de ses nombreux établissements de Paris et de Province.

Ce poste, basé à Paris, implique de fréquents déplacements dans les établissements, ce qui permet d'acquérir la connaissance des activités et des structures et de préparer à d'autres fonctions.

RESPONSABLE FORMATION USINE (réf. RF)

Ce poste est destiné à un jeune diplômé Grande Ecole ou Universitaire qui aura déjà prouvé son intérêt pour la fonction personnel par ses stages ou ses spécialisations.

Après une période de mise au courant au Siège Social, il sera res*ponsable, dans une de* nos usines de province, de l'accueil des nouveaux engagés et d'études diverses. Sa carrière pourra évoluer dans la fonction personnel ou d'autres secteurs de l'entreprise.

Ecrire en précisant le poste concerné et en joignant curriculum vitae détaillé, à :
SOPAD - Direction du Personnel - 17, quai Paul-Doumer - 92411 COURBEVOIE CEDEX.

EDITEUR PARIS CENTRE

équipé IBM 360/50 puis IBM 4331
recherche URGENT

Programmeur Analyste

Formation supérieure ou A.F.P.A.
2/3 ans d'expérience.
Connaissance DOS, POWER, COBOL, PL1 pour la gestion.
Envoyez CV, photo et prétentions sous référence 8966 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES

recherche pour son secteur administration du personnel

JEUNES DIPLOMÉS MAITRISE DE MATHS

pour participation aux études sur la gestion prévisionnelle du personnel.

Envoyer C.V. références et prétentions à n° 68.139 Contesse Publ., 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

HISPANO-SUIZA



recherche pour

SON UNITE DE PRODUCTION de 92 BOIS-COLOMBES

INGENIEUR DIPLOME GRANDE ECOLE

pour poste

responsable atelier de fabrication

secteur DÉVELOPPEMENT et URGENCES

MISSION :
- Assurer la bonne fin technique des fabrications et contrôler les coûts et délais
- Animer et coordonner les liaisons avec les services fonctionnels coopérants ; responsable des décisions de délestage en sous-traitance (pilotage du plan de charge interne).
- Assurer la continuité de fonctionnement du parc machines (une centaine de postes) et veiller à l'application de règles de sécurité.
- Responsabilité hiérarchique sur environ 100 personnes.

PROFIL :
- Expérience en atelier indispensable
- Anglais souhaité
- Connaissance et expérience de la Commande Numérique.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. D.U. aux Relations du Travail HISPANO SUIZA Siège Social 333, Bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD Cedex.

directeur général

chauffage, service et maintenance industrielle

Filiale d'un groupe français important, notre expansion est régulière et rapide, sur le territoire national.

Pour y faire face, nous recherchons notre futur directeur général. Il sera chargé de l'administration technique et économique des contrats existants et devra définir les axes de notre prochain développement commercial. Il aura à diriger des équipes techniques de 200 personnes environ dans un premier temps, puis sa responsabilité s'étendra à la totalité de l'entreprise : 500 personnes.

Le candidat devra avoir une formation Grande Ecole d'Ingénieurs, complétée par un poste de direction générale dans un groupe de grande taille. L'ampleur de ce poste nécessite une expérience du commandement de lourdes équipes, de toutes qualifications.

Veuillez confier votre candidature, sous réf. 9988, à Média System 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui assure une discrétion absolue.

HISPANO-SUIZA



recherche

POUR SON UNITE DE PRODUCTION de 92 BOIS-COLOMBES

INGENIEUR DIPLOME GRANDE ECOLE

pour poste de

chef de section ordonnancement

Secteur
DEVELOPPEMENT ET URGENCES

MISSION :
- analyser les programmes confiés, participer à l'orientation des *fabrications en développement, assurer le suivi des commandes* par produit.
- piloter la charge et gérer les en cours d'un atelier d'une centaine de postes productifs.
- développer l'organisation du secteur dans le cadre de l'intégration à un système général de gestion informatisée ; former les utilisateurs.

PROFIL :
- connaissances techniques et expérience souhaitée de la gestion de production
- qualités de contacts et goût du travail en équipe.
- connaissance langue anglaise souhaitée.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. S.O. aux Relations du Travail HISPANO SUIZA Siège Social 333 Bureaux de la Colline 92213 SAINT CLOUD CEDEX

Cii Honeywell Bull

recherche
pour orienter et coordonner l'ensemble des actions de formation de son RÉSEAU INTERNATIONAL

RESPONSABLE DE FORMATION

ingénieur ou universitaire

couvrant l'ensemble des pays Européens, l'Afrique et l'Amérique du Sud (4000 personnes).

Après avoir défini les orientations politiques, il planifiera les développements des actions et animera les relations entre les spécialistes fonctionnels et les responsables situés dans les différentes unités géographiques.

De formation supérieure, parlant parfaitement l'anglais, le candidat possède déjà une expérience dans le domaine électronique *ou informatique, soit de responsable de for*mation au plan international, soit de responsable opérationnel intéressé par l'évolution des métiers de cette profession.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions, sous référence 151 M (à préciser sur l'enveloppe) à : Cii Honeywell Bull, ACLES - 61-63, rue d'Avron - 75980 Paris Cedex 20.

HAVAS CONTACT

Ingénieur d'Etudes Paris

Notre Société, filiale d'un Groupe industriel de premier plan, commercialise du matériel médico-chirurgical.

Afin d'assurer le développement de nos produits, nous souhaitons intégrer un INGENIEUR D'ETUDES à notre service technique.

Il se verra confier :
- la réalisation des études et le développement du matériel,
- l'animation d'une petite équipe de Techniciens.

Il participera à la définition et à l'expé*rimentation du matériel en milieu* hospitalier.

Ce poste, à pourvoir en PROCHE BANLIEUE SUD, conviendrait à un INGENIEUR ELECTRONICIEN possédant de bonnes connaissances en mécanique et une expérience de 3 à 5 ans en bureau d'études (dans le domaine médical si possible).

Le goût des réalisations concrètes et le sens des contacts sont indispensables pour la réussite du candidat.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 260 à

MEDIA PA. 9, Bd des Italiens. 75002 Paris *qui transmettra*

(Réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

sitb

L'une des premières SSCI implantée à Paris
2 centres de traitements équipés de matériel IBM 370/158 - 148,
recherche

jeunes collaborateurs
pour
carrière informatique

Une formation technique complète (3 mois environ) et rémunérée est prise en charge par notre Société. Des connaissances informatiques préalables ne sont pas exigées.

Les candidats devront satisfaire aux obligations suivantes :
- niveau I.N.S.A., E.N.S.I. ou Ecoles Supérieures de Commerce
- *dégagés des O.M.,*
- disponibles pour embauche début novembre 1980.

Outre une aptitude à la logique et à l'analyse, les candidats seront essentiellement retenus en fonction de leur culture générale, leurs facilités de communication et de dialogue, leur dynamisme.

Leur carrière, après la maîtrise des techniques d'analyse et de programmation sur minis et gros systèmes pourra s'orienter vers des postes d'analyste et de chef de projets comportant d'étroits contacts avec des utilisateurs dans des secteurs professionnels très diversifiés.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à SITB Sélection, 38 rue des Jeûneurs 75002 PARIS, sous référence 0926 M.

média-system

LABORATOIRE CENTRAL DE TELECOMMUNICATIONS

recherche pour études et développements de systèmes avancés de traitement de données radar en temps réel

ingénieurs électroniciens

GRANDES ECOLES (ENST, ESE, ENSERG, ENSEM, ENSEEH)

ayant quelques années d'expérience en micro informatique
anglais lu
Nationalité française exigée

Ecrire avec C.V. et prétentions à LCT - Boite Postale no 40 78140 VELIZY VILLACOUBLAY.

Pour Société banlieue Paris ouest

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

même débutants
pour laboratoire d'études
Salaire de début élevé
Adresser curriculum vitae à CERME, B.P. 29 - 92370 CHAVILLE.

Paridoc

recherche pour sa Division MAMMOUTH

1 CHEF DE GROUPE BAZAR

Dans le cadre d'une politique d'enseigne, son rôle est de participer à l'élaboration de la politique de chaque famille du rayon concerné et d'animer sa mise en œuvre dans les 74 hypermarchés des sociétés associées.

Ce poste exige :
- une expérience magasin indiscutable en Bazar autre que produits entretien et beauté hygiène,
- une bonne connaissance des marchés de production et de consommation,
- la capacité à exploiter les résultats de vente, à en tirer des conclusions, à les faire appliquer,
- esprit à la fois concret et dominant les problèmes,
- excellents contacts humains.

Lieu de travail : Rueil Malmaison - Déplacements fréquents.
Adresser CV manuscrit, photo et prétentions sous réf. 1118 M à :

SOURCES

108 rue Saint-Honoré - 75001 Paris, qui transmettra
(discrétion et réponse assurées)

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

Au sein du groupe Schlumberger, ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER conçoit et fabrique des systèmes complexes pour la recherche et l'exploitation pétrolières.

Utilisés pour le recueil et l'interprétation de données géophysiques, ces « outils » intègrent des développements technologiques variés et souvent très avancés.

La progression de nos activités et de récentes promotions internes nous amènent à recruter deux

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Diplômés de Centrale, A & M, Supelec, Grenoble..., ils peuvent avoir jusqu'à 3 ans d'expérience en études, méthodes, qualité ou gestion de production.

Une première affectation leur sera proposée au sein du Département Production, où ils assureront la supervision d'un groupe d'acheteurs gérant 50 à 75 millions de F/an.

Ces fonctions préparent à des responsabilités plus étendues dans d'autres secteurs de l'entreprise

Mais, outre un potentiel d'évolution, elles exigent dans l'immédiat un haut niveau de compétences en raison de l'importance des contrats à traiter et du large rôle technique des achats dans le département.

Des contacts avec des fournisseurs étrangers, notamment aux U.S.A., seront nécessaires. L'anglais est donc indispensable.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un C.V. détaillé et d'une photo, sont à adresser, sous la réf. 8004, à :

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER — Schlumberger — 26, rue de la Cavée 92142 CLAMART CEDEX.

HAVAS CONTACT

BANQUE HERVET PARIS

recrute

JEUNES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

H.E.C., ESSEC, ESCP, Sciences Po, ESCAE de province

Après un stage de six mois qui leur permettra de se familiariser avec les produits bancaires et d'acquérir des méthodes d'action commerciale, nous nous proposons de leur confier un portefeuille de clientèle privée ou d'entreprises dont ils auront à assurer le développement en organisant les actions de prospection appropriées.

Nous nous engageons à répondre à toute candidature répondant à la formation demandée.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à BANQUE HERVET - Direction du Personnel - 127, Av. Ch. de Gaulle 92201 NEUILLY S/SEINE.

Plain Champs

Cii Honeywell Bull

pour renforcer les équipes d'études qui constituent son atout principal dans la compétition sur le marché informatique, propose à des

INGÉNIEURS DEBUTANTS

Écoles d'Ingénieurs (toutes options) ou **Universitaires** (disciplines scientifiques) de leur assurer une

FORMATION A L'INFORMATIQUE

Elle leur donnera une compétence dans le domaine du **Logiciel** et leur permettra de s'intégrer dans les unités de très haut niveau, responsables du développement de ses systèmes.

Cette offre donne une opportunité à des débutants de faire une carrière dans un secteur en grande expansion.

La formation s'étendra sur plusieurs mois dans le cadre du Centre d'Études des Clayes-sous-Bois (78).

Une session débutera en septembre 1980.

Adresser C.V., photo et prétentions sous reférence 153 M (à préciser sur l'enveloppe) à:
Cii Honeywell Bull - ACLES 61-63, rue d'Avron 75980 PARIS CEDEX 20.

HAVAS CONTACT

banque

BANQUE PRIVÉE recherche

ADJOINT CHEF COMPTABLE

Mission :
- coordonner et contrôler les tâches des différentes sections de service,
- prendre en charge les comptabilités de filiales,
- établir les documents fiscaux,
- participer à l'élaboration des résultats et du bilan.

Profil souhaité :
- 30 ans minimum,
- ayant plusieurs années d'expérience en milieu bancaire,
- familiarisé avec l'informatique,
- bon animateur,
- DECS apprécié.

Conditions : Poste à pourvoir à Paris. Statut Cadre.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 125-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

LIBRAIRIE ERNEST FLAMMARION
L'UN DES PREMIERS ÉDITEURS FRANÇAIS

recherche

SEPT CANDIDATS

ayant le goût des contacts humains et qui seront de véritables hommes de terrain, possédant un véhicule personnel.
— Les candidats résideront sur leur secteur.
— Tous ces postes offrent un salaire motivant et des perspectives d'avenir.

SIX ATTACHÉS COMMERCIAUX DÉBUTANTS

Chargés de la présentation de ses ouvrages auprès des détaillants des secteurs suivants :

Rhône-Alpes, Auvergne : 01, 03, 07, 39, 42, 43, 63, 69, 71.
Est : 02, 08, 51, 54, 55, 57, 67, 88.
Bretagne : 22, 29, 35, 53, 56.
Paris et banlieue : deux postes à pourvoir.
Benelux : le candidat sera parfaitement bilingue néerlandais-français.

UN ATTACHÉ COMMERCIAL CONFIRMÉ

Chargé de la présentation de ses ouvrages au Benelux.
La période de formation aura lieu à Paris et sera rémunérée.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite avec photo et numéro de téléphone à :
FLAMMARION, Direction Commerciale
B.P. 403 - 94152 RUNGIS.



THOMSON-CSF

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
GRANDES ÉCOLES

Débutants ou avec première expérience

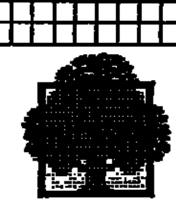
Ils seront intégrés à des équipes en expansion pour y mener des études sur des secteurs de pointe en

TÉLÉCOMMUNICATIONS

— LIAISONS EN VUE DIRECTE
— LIAISONS TROPOSPHERIQUES
— LIAISONS SPATIALES.

Anglais nécessaire en raison des relations techniques internationales à développer

Adr. C.V., photo, prétent. à THOMSON C.S.F., Division Faisceaux Hertziens Liaisons spatiales, Service recrutement, 53, rue Graffulhe, 92300 LEVALLOIS.



Cii Honeywell Bull

dans le cadre du renforcement de son réseau commercial à Paris et en Province, recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX DEBUTANTS

Vous avez un diplôme d'une grande école d'Ingénieurs ou de Commerce et vous êtes dégagé des obligations militaires.

Vous avez envie de développer votre sens de la négociation dans la prospection de nouveaux marchés et la vente des produits et services de la Compagnie.

Nous vous offrons une formation aux produits, aux techniques de commercialisation et au métier pour vous permettre d'atteindre vos objectifs personnels.

Date d'embauche : fin septembre 80.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 149 M (à préciser sur l'enveloppe) à: Cii Honeywell Bull - ACLES - 61-63, rue d'Avron - 75980 Paris Cedex 20.

HAVAS CONTACT

GROUPE SG2

SOCIETE GENERALE DE SERVICE ET DE GESTION

offre à

Ingénieurs Grandes Écoles
(Centrale, Mines, Ponts et Chaussées, Sup-Aéro, Télécom...)

Débutants
(ou quelques années d'expérience)

— une **FORMATION** théorique et pratique aux disciplines de l'informatique et de l'organisation en participant à la conception et au développement de grands systèmes de gestion dans des domaines avancés :
— Réseaux.
— Télématique..
— Bureautique.
— Gestion de l'entreprise.

— l'acquisition d'une **EXPÉRIENCE** professionnelle solide par un rodage complet :
— aux techniques de gestion ;
— à des responsabilités d'encadrement ;
— aux contacts à haut niveau dans les plus importantes entreprises nationales ou internationales.

— une évolution de **CARRIÈRE** qui peut être rapide et passionnante grâce à l'importance, à la jeunesse et au dynamisme du groupe.
— une **RÉMUNÉRATION** motivante.

HAVAS CONTACT

Adresser C.V. et prétentions sous référence PhT 08/80 à SG 2, 12-14, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.

Groupe de Sociétés Internationales dont une filiale est spécialisée dans la pose de câbles et conduites flexibles.

INGENIEUR GRANDE ECOLE
gestionnaire de contrats pour chantier Offshore

28/30 ans
Trilingue Français-Anglais-Espagnol

Dans le cadre de nos activités commerciales et s'appuyant sur nos services juridiques et techniques, il aura la responsabilité de la présentation et du suivi contractuel des dossiers, participera aux négociations des contrats et assurera leur contrôle financier.

La connaissance des milieux pétroliers en particulier de l'offshore est un atout sérieux.

Pour faire acte de candidature, écrire sous pli confidentiel avec CV et photo (ret.) à Michel Fonlladosa — D.P.R.H. C/O COFLEXIP-FLEXSERVICE 23 avenue de Neuilly 75116 Paris.

média-system

AGFA-GEVAERT
DIVISION PHOTO

recrute

cadre technico-commercial
Responsable de Vente Systèmes

FONCTION : il sera responsable du C.A. et des objectifs de vente systèmes sur toute la France par son action de NEGOCIATION en clientèle et son appui à l'équipe de vente.
Lieu de travail : RUEIL-MALMAISON.
Tout INGENIEUR technico-commercial en INFORMATIQUE, ayant une bonne connaissance de l'allemand, faisant état d'une expérience réussie de vente système en P.M.I., disponible pour des déplacements courts en France et en Allemagne, peut envoyer sa candidature, son C.V. et ses prétentions en rappelant la réf. M 25

à J.P. LANG - AGFA-GEVAERT - Boite Postale 301
92506 RUEIL-MALMAISON Cedex
qui répondra à toutes les candidatures.

offres d'emploi

answare

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

SOCIETE DE SERVICES ET CONSEILS EN INFORMATIQUE

recherche dans le cadre de son expansion

chefs de projets

connaissance de la gestion de production appréciée. (réf. DCA 076)

analystes techniques

connaissance T.P., SGBD appréciée. (réf. DCA 077)

analystes programmeurs

- confirmés - 2 à 3 ans d'expérience,
- informaticiens débutants - IUT ou MIAGE ou ingénieur informatique. (réf. DCA 078)

Envoyer votre C.V. détaillé, photo, prétentions et délai de disponibilité sous référence correspondante à

ANSWARE
135, rue de la Pompe - 75116 Paris.

COLLEGE BANLIEUE SUD
recherche
PROFESSEURS
Allemand, Espagnol, Sciences Eco, Phys.-Chimie, Maths (2e cycle)
CONSEILLER PRINCIPAL
d'Education pouvant assurer encadrement internat.
Expér. pédagogique exigée.
Véhicule indispensable.
Tél. : 484-34-36/35-81
Collège International de BONNELLES
78830 BONNELLES

Impte Sté d'ingénierie générale Bâtiment et Infrastructure ayant son siège à :
MONTREUIL-SOUS-BOIS (93)
recherche :
INGENIEUR DIPLOME GENIE CIVIL
E.T.P. - A.M. - I.N.S.A. ou équivalent
ayant une expérience minimum de 5 années de coordination d'études et de travaux bâtiment et en entreprises ou B.E.T.

Adr. C.V. et prétentions sous le nº 5351, à O.P.F., 2, rue de Sèze, 75009 PARIS, qui transm.

STE DE DISTRIBUTION RECHERCHE :

PRODUCT MANAGER (H.)
- Agé de moins de 30 ans ;
- Anglais courant ;
- *Espagnol apprécié ;*
- Habitant Paris 8e ;
- *Salaire 6.000 à 8.000 F/mois.*

Ecrire avec C.V. à :
M. EVENSEN
82, r. du Fg-St-Honoré, Paris-8e

HEWLETT PACKARD
Division Informatique et Systèmes
Département d'assistance logicielle
recherche

ingénieurs informaticiens

Débutants ou confirmés

Nous proposons plusieurs postes d'ingénieurs informaticiens à des diplômés de grandes écoles d'électronique option informatique ou DESS, ou équivalent (formation complémentaire en gestion type IAE ou ICG appréciée), débutants ou ayant quelques années d'expérience de la conception de logiciels de base et de l'assistance à la clientèle.

Ils participeront à la vente, à la mise en place et au démarrage des systèmes des séries HP3000. Ils assureront le suivi technique des installations, ils prendront une part active à la formation des clients.

Les postes sont à pourvoir dans la banlieue Nord et Sud de Paris et à Lyon. Ils comportent de nombreux avantages sociaux et des possibilités d'évolution de carrière, compte tenu de la croissance rapide de la société.

Envoyer CV, lettre manuscrite avec prétentions et photo, à Gérard Kloppel, Hewlett Packard, BP6, 91406 Orsay Cedex, réf. 10007.

HEWLETT PACKARD

média-system

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL

travaillant sur le marché français

recrute

ASSISTANT DE TRÉSORERIE DÉBUTANT (E)

Pour participer à la gestion de capitaux et aux émissions obligataires pour le compte de ses membres.

Ce poste suppose une formation en économie, en comptabilité et en gestion, attestée par un diplôme d'une école de commerce, par une maîtrise de gestion (ou équivalent) doublée d'une bonne connaissance des mathématiques financières.

La pratique de l'anglais et des notions en informatique constituent des atouts supplémentaires.

Faire parvenir un dossier de candidature complet à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS sous référence 35615.

TRT

Télécommunications Radioélectriques et Téléphoniques offre des postes dans son Centre Technique du Plessis Robinson (1400 personnes) à des :

ingénieurs électroniciens

- Intéressés par l'étude de matériels dans les domaines avionique, radiocommunications, transmission et commutation de données, télématique, transmissions sol et spatial faisceaux hertziens, convertisseurs d'alimentations pour matériels de télécommunications, C.A.O.
- Ces différents postes offrent aux candidats un choix entre des techniques centrées sur le traitement de signal, les microprocesseurs, le logiciel mini-micro-ordinateurs, le numérique, l'analogique ou les servomécanismes régulation.
- *Adresser CV en précisant le centre d'intérêt à T.R.T., 5, avenue Réaumur,* 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

GRAND GROUPE AGRO - ALIMENTAIRE
recherche un

CHEF DE GROUPE ETUDES MARKETING

Il sera responsable d'une équipe avec laquelle il aura en charge les études relatives à différentes lignes de produits.

A ce titre, il participera à l'élaboration de la stratégie marketing (développement produits, packaging, communication publicitaire ...) et mettra en œuvre les méthodes qualitatives et quantitatives les plus élaborées (techniques créatives, modèles de comportement, analyse multivariée, modélisation).

Ce poste conviendrait à un Directeur d'Etudes (annonceur, agence de publicité ou cabinet d'études), Chef de produit expérimenté ou Chargé d'études senior.

Une expérience marketing de 5 ans minimum est dans tous les cas souhaitée.

Adresser C.V. détaillé à no 68388 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

ECOLE SECONDAIRE REGION PARISIENNE NORD-OUEST PARIS
offre
POSTES DE RESPONSABILITÉ ÉDUCATIVE
(Jeunes gens)

Ecrire avec C.V., photo et si possible téléphone, à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris, sous référence 35602.

ORGANISME SOCIAL
recherche
UN AGENT D'ACCUEIL
NIVEAU BAC
Pour travail d'accueil et d'information.
Avantages sociaux.

Env. C.V. + ph. s/réf. 11354, à PUBLISCOPE JUNIOR
11, rue Royale - 75008 Paris
(qui transmettra)

Sté internationale, secteur Produits de luxe, filiale d'un grand groupe français
recherche
CONTROLEUR BUDGET ADJOINT
- 26 ans minimum.
- Expér. professionnelle souhaitée : 3 à 4 ans.
- Connaissance anglais, allemand souhaitée mais non indispensable.
- Formation grandes écoles *maîtrise gestion,* option comptabilité.

Env. C.V., photo, prétentions s/réf. 8036, à P. LICHAU S.A., B.P. 220 - 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

---

secrétaires

Société mère - d'un groupe de dimension nationale près Carrefour Pleyel
recherche
pour sa Direction Générale

SECRETAIRE DIRECTION

niveau BTS

Qualités requises :
- parfaitement bilingue français anglais
- très bonne sténodactylo (dont sténo anglaise)
- dynamique et organisée
- aptitude aux relations humaines indispensable
- *excellente présentation* - *sens de la* discrétion
- quelques années d'expérience souhaitées.

Notre société offre :
avantages sociaux - restaurant d'entreprise - horaires flexibles - 13e mois.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous Nº 7679 à
PARFRANCE Annonces
4 rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

ORGANISME SOCIAL
PARIS 15e
recherche
EMPLOYÉES ADMINISTRATIVES
BON NIVEAU
TITULAIRES BAC
Enseignement supérieur souhaité. Connaissances dactylo pour travail administratif informatisé.
Avantages sociaux.

Env. C.V. + photo s/réf. 11352, à PUBLISCOPE JUNIOR
11, rue Royale - 75008 Paris
(qui transmettra)

Association Coopérative Courtiers Agents Commerciaux Import-Export, relations internat. étendues, recrute nouveaux adhérents spécialistes Comm. internat., branches céréales, cafés, épices, produits surgelés.
Ecrire avec C.V.
Ecr. s/nº 8754, « le Monde » P., 5, r. Italiens, 75427 Paris C. 09.

AUDIT
CABINET INTERNATIONAL
recherche pour le 11 septembre

JEUNES DIPLOMES DE GRANDES ECOLES COMMERCIALES

(HEC, ESSEC, ESCP)

Nous offrons un travail en équipe, une formation aux techniques d'audit par cours, séminaires et stages à l'étranger.

Requis : au moins 2 certificats du DECS ou équivalent, bonnes connaissances de l'anglais.

Envoyer le plus rapidement possible C.V. détaillé (avec Nº de téléphone) à
Coopers & Lybrand
Boite Postale 451-08 - 75366 Paris Cedex 08

CANAL
recrute
INGENIEURS HARDWARE
- 5 ans d'expérience minimum.
- Connais. télétraitement souh.

Tél. pr RV au 293-62-41, P. 60.

EUROP FACILITIES
RENFORCE SES EQUIPES IBM CII HB
sur divers projets :
- INGÉNIEURS et ANALYSTES
- ANALYSTES-PROGRAMM.
LOGICIELS ou
PROGRAMMEURS SYSTÈME
- ANALYSTES-PROGRAMM.
AYANT PRATIQUE L'UN DES 3 LANGAGES SUIVANTS :
- COBOL
- P.L. 1
- ASSEMBLEUR

Adresser C.V. et prétentions à Direction du Personnel, 30, rue du Château, 92200 Neuilly-s/Seine
TEL. : 747-72-17

Poste de confiance, en province

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

- Très bonne sténo-dactylo, pratique de l'anglais.
- Expérience professionnelle 5 ans minimum.
- Place stable, très bonne situation.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à HAVAS SAINT-ETIENNE Nº 56.654.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

FORMATION :
ENSAE, ENST, ESE, ISEP, ISEN, ENAC, INSA, ENSI

DANS LES DOMAINES SUIVANTS :
- Traitement du signal temps réel (Microprocesseurs) ;
- Techniques digitales ;
- Techniques de traitements d'informations et de visualisation ;
- Techniques analogiques.

Anglais souhaité.

Lieu de travail : banlieue Sud-Ouest.

Ec. av. C.V. et ph. à nº 68.583, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, q. tr.

IMPORTANTE ENTREPRISE proche banlieue Nord-Ouest
recherche
CHEF DE PROJET
Organisation et informatique

De formation INGENIEUR, ayt si possible une première expérience de la fabrication et du lancement - ordonnancement, il aura pour mission d'assurer :
- la conception de nouveaux systèmes de gestion et de suivi d'atelier ;
- le déroulement de la réalisation des applications ;
- la format. des utilisateurs.

Des connaissances en informatique, en gestion et en anglais seront appréciées.

Adr. C.V. dét., prét., s/réf. 960, à Trendances, 41, avenue de Friedland, 75008 Paris, qui tr.

PREMIER GROSSISTE DISTRIBUTEUR
Implanté sur le plan national
recherche
pour PARIS et REGION NORD

UN INSPECTEUR DES VENTES

Qualités requises : Ambitieux, courageux, précis, meneur d'hommes.
Préférence donnée à professionnels des centrales d'achat et d'hypermarchés.

Adresser C.V. manuscrit, photo, et prétentions sous le nº T 02 1724 M à :
REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Dans le cadre du Pacte national pour l'Emploi des Jeunes :
SECRETAIRES
(B.T.S. ou équivalent)
Bilingues
Anglais
Espagnol
Allemand

Envoyer C.V. à R.P.
(Service du Personnel)
22, avenue Montaigne
75008 PARIS

Société PRODUITS DIETETIQUES INFANTILES
(Porte de Bagnolet)
rech. pour 1er OCTOBRE 1980 pour son DIRECTEUR GENERAL
UNE SECRÉTAIRE
BILINGUE ALLEMAND
ou bonnes notions allemand.
STENODACTYLO indispens.
Sachant parfaitement rédiger en français.
Sens de l'organisation.
Méthodique et discrète.
Bonne présentation.
Minimum 25 ans.
Posit. AGENT de MAITRISE.
13e mois - 5 sem. congés payés.
Mutuelle - Rest. d'entreprise.
Avantages sociaux.

Adress. C.V. manuscrit, photo, s/réf. 8025, à PUB. LAROCHE, 39, rue Périer, 92120 Montrouge, qui transmettra.

THOMSON-CSF TELEPHONE

L'évolution des produits et services de communication rend capitale la connaissance du marché et de ses tendances.

Nous confierons à un

RESPONSABLE D'ETUDES DE MARCHES

Les recherches qui alimentent les décisions commerciales et techniques.

Ce poste exige expérience, esprit de synthèse, ouverture internationale et compréhension de la technique.

Vous adressez votre C.V., une photo et prétentions à Y. KREMER sous référence DV 80.15 au 146, Boulevard de Valmy 92700 COLOMBES.

Un groupe INDUSTRIEL FRANÇAIS de BIENS d'EQUIPEMENT
700 pers. (C.A. : 200 M. de F)
rech. pour renforcer son EQUIPE ADMINISTRATIVE

CADRE POSITION III A

Le candidat de niveau D.E.C.S. *ou expertise comptable,* aura plusieurs années d'expérience *dans un service comptable.*

Le poste est à pourvoir au siège à SAINT-OUEN (métro)

Adr. C.V. dét. manusc. et prét. s/nº 67624, CONTESSE Public., 20, av. de l'Opéra, Paris (1er)

LE CENTRE D'EXPERIMENTATION DE PROGICIELS
recrute

UN JEUNE INGÉNIEUR EN INFORMATIQUE

Form. Gde Ecole ou universitaire (MIAGE, ETI...)

Le candidat se verra confier la réalisation d'études portant sur des comparaisons de progiciels ou de matériels, destinées à aider les services informatiques des entreprises dans leurs choix.
La fonction est originale et passionnante pour un candidat dynamique ayant :

- Le sens des contacts ;
- Des qualités d'initiative et de décision ;
- Le sens des responsabilités.

Adresser C.V. manuscrit, photo à :
C.X.P., 5, rue de Monceau - 75008 PARIS.

Société d'Edition recherche
JEUNE DIPLOME (EE)
Ecole de Commerce ou équival. universitaire. Libre rapidement, pour poste de :
CHEF DE PUBLICITÉ
dans journal presse profession.
Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite à : MC Schill, 12, rue des Filles-du-Calvaire, 75003 Paris

---

IMPORTANTE SOCIETE QUARTIER ETOILE
recherche
SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Très bonne Sténodactylo
Poste de confiance
Travail varié
- Avantages sociaux.
- Restaurant d'entreprise.
- Horaires personnalisés.

Envoyer C.V. et prétent. au Service du Personnel - B.P. 180
75764 Paris Cedex 16

Officier Ministériel recherche pour début septembre
DACTYLO
EMPLOYEE DE BUREAU
Autonome, âge indifférent.
Adresser C.V. et prétent. à :
BORREL, 146 bis, r. de Rennes, 75006 PARIS

Recherchons :
INGÉNIEUR D'ACHAT
INGÉNIEUR D'ACHAT ET DE CONTRATS
FONCTIONS :
- Préparation et mise en forme juridique de contrats d'ingénierie et leur gestion ;
- mise en forme des commandes et documents contractuels *dans le cadre d'opérations* « cost and fees » ou d'opérations clé en main.

Anglais courant indispensable.
Poste à Strasbourg.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions à BEFS Engineering, 63, av. des Vosges, 67000 STRASBOURG

SOCIETE COMMERCIALE PARIS XVIe
recherche
JEUNES DIPLOMÉS
B.T.S. distribution, D.U.T. technique commercialisation ou équivalent.
Anglais indispensable
Formation aide-acheteur assurée. Evolution de carrière intéressante.

Adr. C.V. et prét. s/nº 68.709, Contesse Publicité
20, av. l'Opéra, Paris-1er, q. tr.

Cabinet Expertise Comptable
recherche
pour bureau Paris
1) UN ASSISTANT CONFIRMÉ
min. 1 an expér. Angl. indisp.
2) UN RESPONSABLE DE DOSSIERS
Min. 3 ans expér., allemand indisp., dipl. HEC, ESSEC, ESC.
Adr. C.V. + lett. man. + prét. s/nº T 021664 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

représent. offre

LABORATOIRE PRODUITS DIETETIQUES INFANTILES
recherche
DÉLÉGUÉ DIÉTÉTIQUE
pour région PARISIENNE

NOUS DEMANDONS :
Niveau BAC. Expérience visite médicale souhaitée.
Résid. obligat. sur secteur.
NOUS OFFRONS :
Stage de formation rémunéré.
Situation stable.
Rémunération intéressante.
Fixe + prime + 13e mois.
5 semaines congés pay. Avant. sociaux. Véhicule fourni.
Frais remboursés.

Adresser C.M. manuscr., photo, s/réf. 2580, à PUB LAROCHE, 39, rue Périer, 92120 Montrouge, qui transmettra.

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures ;
- célibataires, dégagés des obligations militaires
- libres rapidement.

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIERE dans

L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé — photo en précisant la date de disponibilité sous No 68534 CONTESSE Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Recherche Educateurs (trices) spécialisés (ées) de rue.
Diplômés (ées) - C.C. 1966.
Adresser candidature à :
Mme GOYER
Association « DEMAIN »
Hôtel de Ville
93110 ROSNY-SOUS-BOIS

INFORMATIS
Pour démarrage d'importants projets à base de matériel CII HB 64
ANALYSTES
Titulaires, maîtrise ou 5 ans d'expérience.
PROGRAMMEURS
COBOL 3 ans d'expérience.
Pour ces postes, la maîtrise du TDS est très appréciée.
26, rue Daubenton, Paris-5e
337-99-22

IMPORTANTE SOCIETE COMMERCIALE PARIS XVIe
recherche
COMPTABLE
Titulaire D.E.C.S.
Connaissant fiscalité des Sociétés. Expérience dans cabinet expert comptable souhaitée.
Horaire mobile - 40 heures par semaine
Restaurant d'entreprise
13e mois + primes.

Adr. C.V. + prét. s/nº 68.707, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui tr.

Recherche Stagiaire
Attaché (ée) de Presse
à temps partiel. - Adress. C.V. et photo à M. DESANGES, 12, rue Suger, Paris (6e)

IMPT GROUPE de SOCIETES, de MATERIELS et de SERVICES INFORMATIQUES rech. :
JEUNES H. - F.
de formation supérieure (scientifique, commerciale, gestion)
souhaitant s'orienter vers
UNE CARRIÈRE COMMERCIALE
Rémunérations motivantes
Une première expérience de la vente peut constituer un atout.
Stage rémunéré de 3 mois.
Recrutement avant le *15 septembre.*
Adr. d'urgence candidatures à :
G.F.N. Développement
14, av. de l'Opéra, 75001 Paris, et prendre rendez-vs : 296-12-58, M. GORGES ou M. MALAN.

---

cours et leçons

Protess. de piano 24 a., donne cours particuliers, tous âges, ts niveaux - 557-78-44 apr. 13 h.

information divers

Pour connaître les emplois *offerts outre-mer, étranger* (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie), demandez la revue spécialisée
MIGRATIONS (LM)
3, rue Montyon, Paris (9e)

---

demandes d'emploi

Prof. certifiée lettres mod., 5 a. d'enseignement en collège et lycée, cherche à enseigner à Paris et banlieue proche pour rentrée 80 dans institut. privée. Mme Colin, 790-02-43 + 733-75-87

J.H. 24 ans, capacité en droit, 4 a. expér. service juridique, ch. emploi mi-temps, activité indiff. Paris ou rég. Est Paris. Ecr. s/nº 2541, « le Monde » P., 5, r. Italiens, 75427 Paris C. 09.

J.H. 25 ans, niv. après BAC, avec véhicule rapide, cherche emploi tournées, mi-tps, temps complet. Expérience. 272-62-96.

Collaboratr. Serv. Import-Export Biling. anglais. Maîtr. Sc. Eco. 1re expérience Administration commerciale, Service Exportation, cherche place stable. Tél. : 355-68-44 (le matin)

J.F. Licence Lettres, ayt bon. conn. du Maghreb, angl., arabe, italien, esp. couramment, rech. activité ds Agence touristique vers pays du Maghreb (en part. le Maroc). Prendre contact au (50) 97-02-06 ou B.P. 93 - 74130 Bonneville

Rédacteur journal. 29 ans, rech. poste stable presse/édition/privé desk (vacations de nuit poss.), rewriting info, techn., littér., préparation, adapt. copie, rapports techn., *manuscrits.* Conception, messages, synthèses, rech. et enrichissement documentaire, collaboration littér. Ecr. s/nº 8782, « le Monde » P., 5, r. Italiens, 75427 Paris C. 09.

Pour ABIDJAN
Déclarant en douane Import-Export, 6 ans expér. Anglais, espagn., ch. pte correspondant. Ecr. s/nº T 021351 M, Régie-Pr. 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Directeur équipement social Bac + diplômes, 7 ans expér. socio-éducative, cherche poste région parisienne. Préavis à donner. - Ecrire à Régie-Presse, s/nº T 021352 M, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

H. 30 ans, D.E.S. Eco Intern. et développ., connaiss. angl., égal. probl. africains, ch. empl., étud. toutes proposit. Tél. : 379-97-81.

animaux

Vends chiots Barzoïs issus champions
Vaccinés - Tatoués
Tél. : (16) 75 71-53-32

automobiles

divers

104 - 305 - 505
Mod. 80 peu roulé, garanties, Auto Paris XV - 533-69-95, 63, r. Desnouettes - Paris (15e)

société

JUSTICE

UNE DÉCISION DU TRIBUNAL DE MONT-DE-MARSAN

Le prix d'un véhicule est celui de sa valeur d'usage

Le tribunal de grande instance de Mont-de-Marsan (Landes) a reconnu le 23 juillet dernier à un automobiliste victime d'un refus de priorité le droit d'être indemnisé selon la valeur d' « usage » de son véhicule, et non selon sa valeur vénale, autrement dit sa cote « Argus ». C'est ce qu'a annoncé récemment l'Automobile-Club du Sud-Ouest, à Bordeaux.

Déjà au mois de mars de cette année, le tribunal de Colmar (Haut-Rhin) avait rendu un jugement allant dans le même sens. Une jurisprudence se développe apparemment, qui permet aux victimes d'accidents de la route d'obtenir réparation en fonction du préjudice subi réellement, et non plus calculé sur la base d'un barème artificiel.

La « valeur d'usage » d'un véhicule n'est pas une notion neuve. Lorsqu'une automobile d'âge respectable, mais dont les ans n'ont altéré ni les qualités ni la sécurité, soit qu'elle ait peu roulé, soit qu'elle ait été restaurée, il est possible de le faire constater par un expert qui pourra alors établir une valeur d'usage supérieure à la cote de l'*Argus*. Ainsi, en cas d'accident non responsable, le propriétaire d'un tel véhicule sera remboursé des frais de réparation jusqu'à concurrence de sa valeur d'usage. Peu d'automobilistes prennent cette précaution, et la majorité de ceux qui, au volant d'un véhicule âgé, se trouvent impliqués dans un accident dont ils ne sont pas responsables, ne peuvent alors que se lamenter sur leur sort.

Un refus de priorité

Le jugement du tribunal de Mont-de-Marsan montre qu'il peut dorénavant être fait état avec quelque chance de cette valeur d'usage, même après l'accident.

Victime d'un refus de priorité lors d'un accident dans les Landes, un automobiliste de Bazas (Gironde), M. René Beziade, avait d'abord été indemnisé sur la base du rapport d'expertise délivré par sa compagnie d'assurances : valeur vénale (3 500 francs) — valeur de sauvetage (1) (700 francs) = 2 800 francs. Ayant fait procéder à la remise en état de son véhicule, l'assuré avait dû payer 9 217,85 francs.

Son véhicule, certes ancien (première mise en circulation en 1970), était toutefois dans un « état exceptionnel ». L'expert lui-même avait noté ce détail sur son rapport. M. Beziade s'est décidé à porter l'affaire devant la justice, attaquant la compagnie d'assurances de son adversaire, le groupe Drouot, à Cazaubon (Gers).

Le tribunal, estimant que « *le propre de la responsabilité civile est de rétablir aussi exactement que possible l'équilibre détruit par le dommage et de replacer la victime aux dépens du responsable, dans la même situation où elle serait encore si l'acte dommageable n'avait pas été commis* », lui a donné satisfaction en insistant sur le fait que « *le demandeur ne pouvait avoir la possibilité de retrouver sur le marché de l'occasion un véhicule de remplacement équivalent au sien pour le prix déterminé par l'expert* ». Il convenait donc d' « *évaluer le préjudice matériel au coût des réparations nécessaires à la remise en état du véhicule* ». —

Ch. Ct.

(1) La valeur de sauvetage représente la somme que la compagnie d'assurances déduit de la valeur vénale lorsque l'assuré conserve quand même son véhicule.

FAITS DIVERS

Au Mexique

QUARANTE MORTS DANS LE NAUFRAGE D'UN FERRY

Le bilan provisoire du naufrage d'un ferry au large de l'île Aguada, dans le sud-est du Mexique, s'élève à plus de quarante morts et de cinquante disparus. L'accident, qui s'est produit le samedi 23 août, semble dû à une explosion provoquée par une fuite de carburants dans la salle des machines. — *(A.F.P.)*

● *Un avion de tourisme s'écrase dans une rue de colmar : quatre morts.* — Un avion de tourisme s'est écrasé, le samedi 23 août, dans une rue d'un quartier périphérique de Colmar (Haut-Rhin), près de l'aérodrome de cette ville. Ses quatre occupants ont été tués sur le coup.

Le pilote, M. Henri Chlebec, cinquante-quatre ans, de Marckolsheim (Bas-Rhin), et l'un des passagers, M. Werner Meierhoffer, trente-neuf ans, de Erlangen (R.F.A.), ont été éjectés au moment du choc.

● *Trois personnes ont été tuées* dimanche 24 août dans les Alpes. Dans le massif de la Chrartreuse, M. Michel Bontoux, âgé de vingt-deux ans, est tombé du sommet d'une barre rocheuse et s'est écrasé 50 mètres plus bas. M. Andrea Castello, dix-neuf ans, de nationalité italienne, a fait une chute mortelle de 500 mètres à la dent du Géant, dans le massif du Mont-Blanc. M. Paul Braet, âgé de vingt-trois ans, de nationalité belge, a trouvé la mort dans le massif du Taillefer après une chute de 15 mètres.

● *Neuf personnes* au moins ont trouvé la mort et trente-cinq ont été blessées dans un accident de train le 24 août à Upplands Vaesby, près de Stockholm. Le train, qui venait de Narvik, en Norvège, a déraillé pour une raison inexpliquée. — *(A.F.P.)*

RELIGION

A LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES UNIVERSITÉS CATHOLIQUES

Les problèmes éthiques de la société technologique

La treizième assemblée générale de la Fédération internationale des universités catholiques (FIUC) (1) *a eu lieu à l'université de Louvain-la-Neuve (Belgique), du 18 au 22 août. Quelque deux cent cinquante participants, venus de vingt-six pays de tous les continents et représentant les deux tiers des institutions universitaires catholiques qui composent la fédération, ont étudié le thème :* « L'université catholique face aux problèmes éthiques de la société technologique ».

D'autre part, l'assemblée a élu, par acclamation, M. Michel Falise, recteur des facultés catholiques de Lille et économiste, comme président de la fédération (2). *C'est la première fois qu'un laïc accède à ce poste depuis la fondation de la FIUC en 1948.*

De notre envoyé spécial

Louvain-la-Neuve. — Le thème soumis à la réflexion de l'assemblée de la FIUC avait été divisé en quatre sous-chapitres qui faisaient l'objet de rapports préparatoires et fournissaient la matière de débats aux participants de la rencontre. Le premier rapport, collectif, traite de la mutation culturelle actuelle, avec l'érosion des valeurs traditionnelles, en grande partie due au progrès de la technologie.

Après avoir passé en revue les facteurs déshumanisants de la société technologique, les rapporteurs attirent l'attention sur le danger qu'elle represente pour les valeurs spirituelles : « *Elle privilégie les solutions rationnelles plutôt qu'humaines ; elle privilégie l'« avoir » plutôt que l'« être » ; elle apparait comme étant à elle-même sa propre fin.* » Autrement dit, la technologie mène le plus souvent au matérialisme.

Mais, à l'aide d'une enquête menée cette année auprès de trois mille étudiants de la « catho » de Lille, les rapporteurs montrent comment l'homme moderne conteste la société technologique dans laquelle il est pourtant intégré, refuse d'être traité comme un objet, un « *consommateur* » ou un « *producteur* ». « *L'organisme technologique secrète ses anticorps,* lit-on : *aspiration à la gratuité, à la convivialité, au partage, avec une récupération de l'efficacité technologique dans une perspective humaniste ouverte à la foi (3).* »

Le deuxième rapport, par un jésuite américain Robert Brungs, directeur de l'Institut pour la confrontation de la théologie avec les sciences et la technologie aux Etats-Unis, présente quelques-uns des principaux problèmes moraux soulevés par le développements technologique.

Il y a, à court terme, le problème de l'énergie : épuisement des ressources actuelles (charbon et pétrole) qui mène au choix entre l'abandon de la croissance et le développement de l'énergie nucléaire ; il y a la pollution, avec ses conséquences non seulement sur l'environnement mais sur l'homme. Selon un spécialiste cité par le Père Brungs, « *on prévoit qu'au moins un Américain sur quatre, aujourd'hui en vie, mourra d'un cancer ; or, selon les études gouvernementales, 70 % à 90 % de tous les cancers sont causés par l'environnement du capitalisme industriel.* »

Il y a, à moyen terme, le problème de l'informatique, qui façonnera ce que l'on appelle la société post-industrielle ou « technétronique ». Quelle sera l'influence sur l'homme de la télévision omniprésente, des satellites de communication, des ordinateurs ? « *Très sérieusement,* déclare le Père Brungs, *on en est maintenant à étudier comment implanter des petits micro-éléments directement dans les centres du cerveau humain* » : ce qui pose le problème redoutable du contrôle des comportements.

Il y a, à long terme, le problème de la bio-médecine, notamment de la manipulation génétique : « bébé éprouvette », croisement des espèces. Ici aussi se pose la question du contrôle du comportement humain. « *Il s'agit,* dit le Père Brungs, *d'interventions comme : l'utilisation voulue et renouvelable de la chirurgie cérébrale, les drogues psychoactives, les techniques de modification psychologique ou physiologique du comportement, afin d'influencer, de promouvoir et finalement de contrôler des dispositions que nous considérons comme spécifiquement humaines — la parole, la pensée, le choix, l'émotion, la mémoire, l'imagination, la créativité, et peut-être la vision spirituelle.* » Cette situation intéresse ce qu'on a nommé la « bioéthique », et le Père Brungs de conclure : « *L'heure approche rapidement où le principal artefact de la technologie humaine sera l'homme lui-même !* »

Le troisième rapport, plus théorique, a tenté de poser « *les conditions d'une parole chrétienne dans un monde technologique* », tandis que le quatrième rapport, établi par l'université La Salle au Mexique et l'université de Louvain, examinait le thème « *Technologie et tiers-monde* ». Dans ce dernier rapport, il est montré comment la notion courante de « *transfert de technologie* » — c'est-à-dire l'implantation dans les pays en développement d'entreprises dont les techniques sont élaborées dans les pays développés — devrait être remplacée par celle de « *technologie appropriée* », qui implique une participation beaucoup plus accusée de la part des ressortissants du tiers-monde.

Mais, l'idée nouvelle de cette conférence est une prise de conscience non seulement de l'étendue et de la nouveauté des questions morales soulevées par la technologie, mais aussi du rôle — et de la force — des universités catholiques dans la nécessaire réflexion critique et la contribution chrétienne pour trouver des solutions humaines.

ALAIN WOODROW.

(1) Fédération internationale des universités catholiques, 77 bis, rue de Grenelle, 75007 Paris. Sur les cinq mille universités du monde, 10 % sont catholiques.

(2) Né le 11 mars 1931 à Marcinelle (Belgique), M. Michel Falise a fait ses études de droit aux universités de Namur, de Paris, de Louvain, de Cambridge et à Harward. Docteur en droit et docteur ès sciences économiques, M. Falise est recteur des facultés catholiques de Lille, directeur de recherches à l'université de Paris-II et président du Bureau international catholique de l'enfance.

(3) Il est à noter cependant, que la foi des étudiants se situe parfois très loin des normes de l'Eglise : 57.5 % des pratiquants réguliers admettent les relations sexuelles (stables) hors du mariage et 87 % sont contre l'abrogation de la loi Veil concernant l'avortement.

Faits et jugements

Attentats en Corse.

Des locaux de la mairie d'Ajaccio (Corse-du-Sud) on tété saccagés par des inconnus dans la nuit du dimanche 24 au lundi 25 août. Un incendie, qui a pu être rapidement maîtrisé, a été allumé dans le bureau des archives. Dans la salle de réunion des commissions municipales, quatre tableaux ont été lacérés. De l'encre a été versée sur des statuettes de marbre. Enfin, dans les salons, les fauteuils ont été éventrés. Sur les murs on a retrouvé des inscriptions : « *Liberta* », « *F.L.N.C.* », « *Boom* ». Les policiers, cependant, ne sont pas convaincus que cet attentat est l'œuvre du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.). Il pourrait s'agir d'une vengeance ou d'un acte de vandalisme, qu'on aurait tenté de dissimuler en laissant sur place ces slogans. Le conservateur du musée napoléonien a été chargé d'évaluer les dégâts, qui semblent importants.

D'autre part, huit attentats à l'explosif ont été commis ce lundi 25 août vers cinq heures à Bastia (Haute-Corse). Six visaient des établissements bancaires, un autre le bureau des douanes et le dernier un magasin d'antiquités. Deux engins ont pu être désamorcés à temps, dont celui visant le bureau des douanes. Les dégâts sont assez importants : devantures brisées et façades endommagées. Des véhicules en stationnement à proximité ont également été endommagés. Au commissariat central de Bastia, on laisse entendre que ces attentats ne seraient pas étrangers au cinquième anniversaire des événements d'Aléria (*le Monde* du 23 et 24-25 août 1975).

● *Une explosion d'origine criminelle* a gravement endommagé une station expérimentale d'aquaculture à Ghisonaccia (Haute-Corse) dimanche 24 août vers 3 heures. Cette station, installée dans le domaine de Pinia, appartient à la société France-Aquaculture, dont le siège social est à Paris. L'attentat, qui n'a pas été revendiqué, a détruit le groupe électrogène de la station, ainsi qu'une cuve de fuel de 1 2[illegible] litres. Privé d'énergie, le système de renouvellement de l'eau dans les bassins est paralysé.

● *Un détenu de la maison d'arrêt de Montpellier*, Jean-Louis Segréto, âgé de trente-cinq ans, membre du « milieu » marseillais, qui attendait d'être jugé pour une attaque à main armée, a réussi à s'évader, samedi 23 août dans l'après-midi, avec l'aide de trois complices armés. Les premiers éléments de l'enquête n'ont pas permis de déterminer comment les trois hommes, vêtus de blouse et le visage dissimulé par des cagoules, étaient parvenus à pénétrer dans la prison : ils ont profité de la visite des familles au parloir pour tenir en respect trois gardiens et ont protégé la fuite de Jean-Louis Segréto jusqu'à une voiture volée garée devant la maison d'arrêt.

Un engin explosif lancé contre des grévistes de l'entreprise Desquenne et Giral.

Un attentat à l'explosif a été commis, dans la nuit du 23 au 24 août, contre des grévistes de l'entreprise Desquenne et Giral (pose et entretien de voies ferrées). Un engin a été lancé dans le campement qu'ils occupent sur le chantier du T.G.V. (train à grande vitesse) à Santigny (Yonne). Un ouvrier a été blessé au pied. Selon la gendarmerie, qui a ouvert une enquête, le projectile a explosé à 3 mètres d'une tente où dormaient une quarantaine de travailleurs. Des éclats ont été retrouvés dans les matelas.

M. Guy Fernandez, député communiste à l'Assemblée européenne, a, au cours d'une conférence de presse réunie dimanche dans ce campement, souligné que « *l'engin avait été conçu pour tuer* ». Une délégation d'élus communistes et de responsables C.G.T. de l'Yonne doit être reçue à la préfecture d'Auxerre afin « *d'exiger que des mesures de sécurité soient prises pour assurer la protection des ouvriers en grève* ». Jusqu'à maintenant, les C.R.S., qui surveillent les chantiers du T.G.V. de l'Yonne et de la Côte-d'Or, contrôlaient le comportement des grévistes.

● *La recrudescence des attentats néo-nazis.* — A l'occasion de la commémoration de la libération de Paris, les personnels C.G.T. et C.F.D.T. des services publics de la capitale ont exprimé vendredi 22 août à M. Chirac « *leur vive inquiétude face à la montée du fascisme* ». Les syndicalistes ont fait part au maire de Paris ainsi qu'à M. Lanier, préfet de région, préfet de Paris, de leurs préoccupations lors d'une cérémonie organisée vendredi à l'Hôtel de Ville pour rendre hommage aux agents de la Ville de Paris et du département de la Seine morts au cours des deux dernières guerres. Faisant valoir la « *recrudescence d'attentats néo-nazis dans la capitale, de caractère antisémite ou dirigés contre des Maghrébins* », les syndicalistes ont réclamé « *une plus grande rigueur des pouvoirs publics afin de stopper ces exactions* ».

● *50 hectares de forêt* ont été détruits par un incendie samedi 23 août dans l'après-midi près de Corte (Haute-Corse). Le feu s'est rapidement propagé dans les collines de pins et le maquis. Il a été finalement maîtrisé par les pompiers, qui ont déployé d'importants moyens de lutte à terre et cinq avions Canadairs. Le sinistre a été stoppé à quelques mètres seulement d'une cuve de fuel de grande contenance. Il semble que l'incendie soit d'origine criminelle, car il s'est déclaré en cinq endroits différents. D'autres foyers, encore peu importants, ont été signalés dans la même région.

● *Trois Français ont été arrêtés en Belgique.* — Présentés dimanche 24 août au parquet de Liège et écroués à la maison d'arrêt de la ville, pour avoir été trouvés en possession de drogue, MM. Daniel Baszinski, dix-neuf ans, Maurice Vanlembourg, vingt et un ans, et Christian Kwiatkowski, vingt ans, tous originaires de la région de Douai, revenaient des Pays-Bas où ils avaient acheté 500 grammes de haschisch et 1,5 gramme d'héroïne. Ils ont été arrêtés à Vise, à la frontière de la Belgique et des Pays-Bas. — *(A.F.P.)*

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	202 F	331 F	461 F	590 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	367 F	661 F	956 F	1 250 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	234 F	396 F	558 F	720 F
II. — SUISSE - TUNISIE	289 F	506 F	723 F	940 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

DURCISSEMENT DU CONFLIT DES MARINS-PÊCHEURS

• Antifer bloqué par les chalutiers • Veillée d'armes à Fos • Le Havre et Dunkerque à nouveau sous blocus

Nouveau durcissement le lundi 25 août dans le conflit des marins-pêcheurs. Alors que dimanche, en signe de « bonne volonté », le blocus des ports français avait été levé, la situation s'est retournée dans la matinée.

Plus d'une vingtaine de chalutiers ont pris place dans le chenal d'accès du port du Havre, à 7 h. 30, en interdisant totalement l'entrée. Mais, pour la première fois depuis le début du conflit, les marins-pêcheurs de Port-en-Bessin, Fécamp, Grandcamp, Trouville et Honfleur bloquent depuis 8 heures le port pétrolier d'Antifer. Cinq chalutiers ont déplacé les bouées du chenal, empêchant l'arrivée d'un superpétrolier au terminal.

A Dunkerque, la rade est du port est à nouveau bloquée depuis 8 heures. En revanche, la situation demeure inchangée à Calais et Boulogne. La trêve de quarante-huit heures décidée samedi soir est respectée et le trafic des ferries, des aéroglisseurs et des cargos est normal, à l'exception des navires transportant du poisson importé. Les marins-pêcheurs ont décidé de bloquer les ports à partir de 21 heures, à la fin de la trêve.

Dans le port de Dieppe, le trafic voyageurs est à nouveau bloqué depuis dimanche soir mais la circulation des navires de commerce est normale.

A Cherbourg, alors que la circulation avait été normale toute la journée de dimanche, le port est à nouveau bloqué aujourd'hui ainsi que les ports de Granville et tous les ports de pêche du Cotentin. Les marins-pêcheurs maintiendront le blocus jusqu'à mercredi prochain, jour du conseil des ministres.

Le port de Roscoff n'est plus bloqué après l'intervention d'Alexis Gourvennec, grande figure locale, auprès des marins-pêcheurs du Nord-Finistère.

En Bretagne du Sud, la grève des marins-pêcheurs continue à Lorient, dont le port n'est pas bloqué. Cependant, la situation pourrait se dégrader car une délégation syndicale qui se rendait au siège des affaires maritimes s'est heurtée lundi matin à un cordon de gendarmes mobiles. Le mouvement continue dans tous les autres ports du Finistère-Sud, mais si Concarneau et Lesconil sont bloqués, les plaisanciers peuvent aller et venir à Guilvinec, Loctudy et Saint-Guénolé.

Dans les ports du Languedoc-Roussillon, où le blocus avait été levé, au moins pour les plaisanciers, pour la durée du week-end, Port-Vendres, Port-Barcarès et Saint-Cyprien sont totalement bloqués. Les pêcheurs de Sète, qui avaient levé leur barrage pour vingt-quatre heures, l'ont rétabli lundi matin et ce jusqu'à mercredi. Les plaisanciers ne peuvent sortir du Grau-du-Roi. En revanche, les passes sont libres à La Grande-Motte et à Port-Camargue.

La situation du port de Fos était normale lundi matin, mais on s'attendait à un raidissement et peut-être à de nouveaux incidents dans la journée. En effet, les pêcheurs de Port-de-Bouc, appuyés par ceux de Sète, que doivent rejoindre de nouveaux renforts, ont annoncé qu'ils allaient « remettre ça », malgré la présence des unités de la marine nationale. Les pêcheurs sont cette fois assurés du soutien des personnels à terre.

Un ordre de grève de la C.G.T. des Bouches-du-Rhône a été lancé pour lundi et concerne les dockers des terminaux de Marseille, Fos et Lavéra, ceux de Port-Saint-Louis-du-Rhône et du bassin de Caronte, entrée de l'étang de Berre, ainsi que les dockers permanents de la Soimer et les conducteurs des vedettes de rade. Le personnel C.G.T. du Port autonome de Marseille devait arrrêter le travail pendant quatre heures au cours de la journée.

La lutte pour la survie

(Suite de la première page.)

« Il n'y a plus de poissons !... » La formule à l'emporte-pièce fréquente dans nos ports, est, bien sûr, excessive. Mais elle traduit une inquiétude fondée. Des initiatives internationales ont certes voulu limiter les prises : taille minimale des mailles des filets, pour laisser à la mer les poissons trop jeunes ; contingentement des périodes de pêche ou des tonnages capturés. Mais elles ont été tardives et sont mal respectées. Le poisson se raréfiant, il faut aller le traquer de plus en plus près des côtes des pays voisins, où il se réfugie en raison notamment de la température de l'eau. Mais chaque gouvernement, conscient de la menace, protège de mieux en mieux ses eaux territoriales : les discussions techniques sur les zones de pêche ouvertes aux étrangers se sont faites plus âpres.

Problème européen...

A l'intérieur du Marché commun même, la liberté de principe est violée de multiples façons, au profit essentiellement des Britanniques, des Danois et... des Norvégiens, qui tout en ayant refusé d'adhérer à la C.E.E. en ont les avantages. La Navy interdit la pêche aux non-Britanniques à moins de 12 milles des côtes du Royaume-Uni ; Londres et Dublin se sont taillé la part du lion dans les contingents. de pêche autorisés cette année de harengs (pratiquement interdite aux Français en Europe). *A fortiori* la liberté de pêche est-elle de plus en plus restreinte s'agissant des pays tiers où, pourtant, croise une très grande partie du poisson capturable.

Les chiffres illustrent cette montée des périls. Naguère, un *chalutier* industriel d'une cinquantaine de mètres rapportait fréquemment au port de 150 à 200 tonnes de poisson par voyage. Aujourd'hui, les 100 tonnes sont rarement atteintes. Or, le coût des navires, vu l'appareillage de plus en plus sophistiqué dont ils sont dotés, n'a cessé de s'élever (1). Il faut donc — contrainte qui existait pour l'ensemble de l'Europe avant même la hausse du pétrole — amortir des investissements de plus en plus lourds sur une quantité de poisson de plus en plus restreinte. La poussée de la hausse des prix et au laminage des marges bénéficiaires trouve là ses explications les plus naturelles.

Le renchérissement du gazole a évidemment dramatisé l'évolution en l'accélérant. Le carburant, qui représentait naguère 2 % du chiffre d'affaires d'un grand chalutier, en absorbe aujourd'hui *quelque* 20 % : 10 centimes de plus par litre de gazole creusent un trou de 4 000 F par voyage dans les comptes d'un chalutier industriel français pêchant aux îles Féroé.

Le péril est si clair que toutes les marines ont demandé l'aide de leur gouvernement. Près de deux cents bateaux allemands font grève en attendant les subventions de Bonn. Londres vient d'accorder à ses pêcheurs une rallonge de 140 millions de francs s'ajoutant à l'aide initiale de 30 millions. L'Italie accorde à ses chalutiers un prix de gazole inférieur de moitié au nôtre, l'Espagne un tarif réduit des trois quarts.

...aggravé pour les Français

Problème européen donc. *Mais aggravé pour les Français de trois façons :*

1) L'éloignement des ports français par rapport aux lieux de pêche oblige nos grands chalutiers à passer en mer deux à trois jours de plus que leurs concurrents britanniques ou scandinaves à chaque voyage : perte de temps (donc salaires supplémentaires) et perte de carburant ;

2) Cet éloignement même oblige les pêcheurs français à utiliser des navires souvent plus grands que les Britanniques ou les Scandinaves, qui travaillent plus près de leurs côtes. D'où effectif accru pour les navires français à tonnage pêché égal ;

3) Enfin, si les salaires et les charges sociales sont, par marin, généralement du même ordre de grandeur chez nous qu'à l'étranger, les possibilités de recettes sont, elles, souvent moins bonnes pour nos navires que pour les autres, les règles européennes (dans la mesure où elles existent) étant généralement discriminatoires à leur encontre. Sous deux angles : contingents de pêche plus limités (pour le hareng notamment cette année) et prix de retrait (tarif minimal appliqué au poisson invendu, qui est transformé en farine pour l'alimentation du bétail) plus bas pour les espèces les plus pêchées par les Français (maquereau et hareng) que pour les poissons des types davantage capturés par les Danois, les Allemands et les Britanniques.

Comment *s'étonner*, dès lors, que bon nombre de maisons françaises d'armement aient disparu et que beaucoup de celles qui subsistent soient désormais au « rouge » (quand elles n'ont pas déposé leur bilan), tandis que bien des artisans-pêcheurs, moins exposés à la concurrence étrangère pourtant, se trouvent dans l'impossibilité de rembourser leurs emprunts.

Tout s'est passé en fait comme si les autorités françaises n'avaient pas bien réalisé qu'un régime de concurrence de plus en plus réelle, comme celui du Marché commun, est par définition défavorable aux plus mal situés. Certes, des aides publiques diverses ont été accordées à la pêche : subventions pour la construction en France de navires (de 10 % à 15 % du coût selon les cas), subventions pour la construction de barques artisanales à concurrence de 40 % à 50 % du prix de revient (des dons municipaux ou régionaux s'ajoutant aux aides gouvernementales) ; prêts au taux réduit du tiers ou de moitié pour les emprunts des armateurs ou artisans faisant construire ; réduction de 10,5 centimes par litre (8,5 %) du prix du gazole utilisé par la marine de pêche.

Mais cela n'a pas suffi à assainir les comptes d'exploitation, on le voit aujourd'hui. L'aide aux chantiers navals français n'a pas même égalé la différence de prix de revient avec les constructeurs polonais et norvégiens. Les subventions aux artisans ont conduit à s'endetter bien des pêcheurs aujourd'hui incapables de faire face à leurs dettes. La réduction du prix du gazole n'a effacé qu'une partie de la surcharge de frais de transport par rapport aux concurrents étrangers mieux placés.

Que faire ? Certainement pas boucher les trous sans réflexion préalable.

L'initiative de M. Le Theule incitant les armateurs boulonnais à réduire leurs effectifs pour *avoir droit aux 30 millions de* subventions supplémentaires décidés par le gouvernement n'était pas de la meilleure veine. Ramener le nombre des hommes d'équipage de quatorze (2) à dix représentait une compression de 29 % inadmissible pour les marins. La mise en place à bord d'installations automatiques de traitement du poisson, qui a certes allégé la peine des hommes, avait d'ailleurs été présentée, lorsqu'elle fut décidée, comme une amélioration de la vie à bord (accompagnée d'ailleurs d'une accélération du rythme de *travail*) et non comme un gain de productivité à compenser par une réduction des effectifs.

Au demeurant, l'économie qui eût résulté de cette compression des équipages, de l'ordre de 3 à 4 % du chiffre d'affaires, eût été sans commune mesure avec les *trous à combler dans* les comptabilités. A titre de comparaison, le rabais de 40 centimes par litre de gazole demandé aujourd'hui par les professionnels représente moitié plus que l'économie résultant de la diminution des équipages.

Avant de décider des sommes à consentir et de leur forme, il faut d'abord savoir si la pêche — telle qu'elle existe — mérite plus que d'autres secteurs économiques de voir la France — c'est-à-dire les contribuables — y consacrer une part accrue du revenu national. Faute de pouvoir tout faire à la fois, chaque nation doit choisir à quoi consacrer son effort : est-il plus justifié d'aider la pêche que l'agriculture, la machine-outil, l'électronique, la sidérurgie ?

Si les études de rationalisation des choix budgétaires, jadis à l'honneur, avaient été poursuivies, des données économiques éclaireraient sans doute la réponse. Mais, faute de telles données, le choix est essentiellement politique.

Les professionnels de la pêche espèrent qu'il sera fait en leur faveur. Pour quatre raisons : il serait peu compréhensible que la France, dotée de tant de frontières maritimes, renonce à assurer elle-même une partie de son approvisionnement en poissons et en fruits de mer ; laisser les importations de poissons continuer à se développer (elles fournissent *déjà la moitié de l'approvisionnement national*), c'est accepter de creuser le déficit commercial à un moment où le pétrole, les autres matières premières et l'équipement industriel ou ménager ont déjà détraqué la balance des paiements ; s'il est vrai que vingt-trois mille marins représentent à peine 0,1 % de la population active, les activités portuaires qu'ils font vivre (chantiers et réparation navale, conserveries, services du froid, mareyage, saurisserie... sans parler des ports eux-mêmes) doivent bien en constituer cinq à dix fois plus ; enfin, *la localisation* de ces emplois sur les côtes créerait, s'ils venaient à disparaître, des poches locales de chômage difficiles à résorber en l'état actuel de l'aménagement du territoire. Les pêcheurs des trois ordres — marins, artisans, armateurs — espèrent donc arriver à convaincre les pouvoirs publics du bien-fondé de leur cause. Même si beaucoup d'entre eux pensent que, à terme, il sera de plus en plus difficile à la pêche française de résister victorieusement à la concurrence étrangère mieux placée, un certain repli étant donc inévitable.

Fermeté à l'égard de Bruxelles

Ce premier choix politique, s'il est effectivement fait dans ce sens, en appellera un second relatif à la politique européenne. Plutôt que de laisser la Commission de Bruxelles différer indéfiniment des solutions vraiment communautaires en matière de pêche — délai utilisé par les concurrents étrangers pour élargir leurs privilèges (3) sous couvert d'arguments dits « scientifiques ». le gouvernement français *doit* déployer une grande vigueur pour faire aboutir des solutions favorables à ses ressortissants : sur les « droits historiques » des marins français dans les secteurs proches des côtes étrangères où ils ont des habitudes de pêche *fort anciennes ; sur le respect* de la largeur de maille de filets ; sur la réservation privilégiée des eaux *territoriales* des Neuf aux pêcheurs de la Communauté ; contre les arraisonnements abusifs de barques françaises ; sur le prix de retrait (qui doit être moins disparate aujourd'hui selon les espèces) ; sur l'application d'un tarif extérieur commun empêchant les poissons pêchés par des navires des pays tiers — Norvège, Suède, Islande — d'être vendus, sans droit de douane, au même prix que ceux de la Communauté.

Et pourquoi pas aussi sur le prix du carburant ? La Commission européenne admet depuis des années que le prix du charbon soit subventionné pour faciliter la survie de la sidérurgie des Neuf ; pourquoi ne pas décider de même que le gazole utilisé par les pêcheurs des Neuf sera subventionné pour empêcher que la politique des émirs ne ruine une industrie européenne traditionnelle (4). Rien ne serait plus *logique* que de consacrer à cet effet le produit des droits de douane qui seraient perçus sur les importations des pays tiers.

C'est là affaire de résolution politique : pour les décisions à prendre comme pour leur respect (5). Pourquoi Mme Thatcher *serait-elle seule à faire prévaloir* ses vues à Bruxelles ? Si Paris mettait autant d'ardeur à défendre ses marins que ses moutons, la cause serait enetndue depuis longtemps.

Le troisième choix à faire — politique lui aussi — concernera les types d'aides à accorder et leurs bénéficiaires. Le laxisme des années de vaches grasses porte aujourd'hui ses fruits amers : déliquescence de grandes maisons d'armement, multiplication des impayés chez les artisans, diminution des effectifs de marins salariés au rythme du désarmement de navires (6). Les pouvoirs publics doivent exiger désormais de ceux qui les appellent à l'aide et sollicitent l'argent des contribuables plus d'esprit d'initiative, plus d'imagination, plus d'acceptation des risques... Mais aussi davantage de discernement : ne devrait pas pouvoir devenir patron pêcheur qui veut, vu l'ampleur des sommes à emprunter et à rembourser.

Des expériences audacieuses doivent être suivies avec attention, comme celle de la livraison du produit de la pêche à des « bases avancées », éloignées du port d'attache (7). Mais le scepticisme avec lequel une telle initiative est accueillie par la profession — y compris par les armateurs les plus dynamiques — justifie quelque circonspection. En raison notamment du contexte hyperlibéral dans lequel elle s'inscrit : préconiser la lutte à tout-va, sans filet, avec les concurrents étrangers, n'est-ce pas accepter que, à terme, subsistent seulement quelques gros armements français, aux reins solides, déployant leurs activités loin des ports nationaux (comme *le font* actuellement les thoniers français en Afrique, pêchant pour des conserveries qui vendent aux Etats-Unis), sans profit pour les populations de nos côtes ?

De *façon* moins extraordinaire, il convient de lier davantage l'aide publique aux résultats obtenus par les candidats : résultats de rationalisation, résultats de réussite économique (par l'innovation notamment). Plutôt que de distribuer l'aide à la tête du client — comme on l'a trop fait dans le passé, — pourquoi ne pas mettre au point des critères de performances permettant de graduer les appuis de l'Etat ? On éviterait mieux de la sorte le gâchis ou l'arbitraire auquel risque de donner lieu toute distribution de ce genre. Et les marins salariés, qui redoutent souvent que l'appui des pouvoirs publics aillent au patronat plutôt qu'à la pêche, seraient moins réticents devant *l'octroi de sommes importantes*, dont ils se sentent parfois peu bénéficiaires.

De toute façon, il faut imaginer une solution de rechange à la baisse demandé du gazole (40 centimes par litre) si le gouvernement ou la Commission européenne y demeurent totalement hostiles. Solution pas trop arbitraire pour éviter le favoritisme ; solution efficace aussi pour épargner les deniers des citoyens.

Une aide de 120 F environ par journée de marin passée en mer — méthode adoptée par les Britanniques — aurait, a-t-on calculé, un impact financier voisin du rabais souhaité de 40 centimes. Faut-il lui préférer des allégements d'impôts, ou une compensation des frais de débarquement, variables selon les ports et souvent hors de proportion *avec la valeur du poisson déchargé ?*

Tous ces problèmes à débattre peuvent constituer l'objet d'un utile « Grenelle de la pêche », si les pouvoirs publics désident effectivement que les entretiens patronat-syndicats-pouvoirs publics débouchent sur des solutions positives et réalistes. Si le souhait du gouvernement est seulement de gagner du temps, espérant vaincre les pêcheurs par lassitude, ces débats nécessaires ne serviront évidemment à rien.

Un quatrième choix enfin est à faire. Celui d'une amélioration de la distribution.

Les gens de mer et les consommateurs n'ont rien à gagner au maintien d'un système, où le prix du poisson au débarquement est multiplié par trois, quatre, parfois davantage, avant d'être affiché à l'étal du poissonnier. L'avenir incertain de la pêche française serait plus assuré si les Français consommaient davantage de poisson parce que ce produit serait moins cher.

Or les professionnels ont, jusqu'ici, pris peu d'initiatives pour améliorer la distribution ou mettre au point des circuits courts. *« Trop compliqué pour nous, qui sommes peu nombreux... ».* Certes, la multiplicité des points de vente à approvisionner directement peut décourager les tentatives. Mais l'affaire serait plus facile si elle était menée conjointement avec des groupes de consommateurs (associations, chaînes de magasins, administrations locales ayant des collectivités à desservir : hôpitaux, écoles...).

Les sautes de cours, dues à l'irrégularité des captures quotidiennes, pourraient être écrêtées dans un tel circuit comme elles le sont actuellement par les commerçants, mais à un niveau de prix toujours plus bas, grâce aux liaisons directes entre producteurs et usagers. L'éducation du consommateur serait également plus aisée dans un tel circuit, les hausses de cours, dues aux mauvaises pêches, ne pouvant *pas être attribuées aux profits* excessifs du commerce. Ce quatrième choix relève en tout cas plus des professionnels que du pouvoir politique. Les autorités publiques pourraient cependant le faciliter de diverses façons, dans l'intérêt de la pêche *comme dans celui des consommateurs.*

Au total, on le voit, bien des initiatives sont à prendre et des orientations à adopter pour sortir la pêche de son marasme actuel et garantir sa survie. A les différer — voire à les refuser, — c'est l'avenir même de ce secteur qui sera mis en cause.

GILBERT MATHIEU.

(1) Les 50 mètres modernes valent entre 25 et 30 millions de francs actuels.

(2) Auxquels auraient continué à s'ajouter sept officiers et un cuisinier par bateau.

(3) Sur les zones autorisées de pêche, les réductions ou suppressions de contingents, les prix des retraits...

(4) Une telle décision réduirait le handicap des pêcheurs français par rapport à leurs concurrents.

(5) Nul doute que la lutte contre les ventes de poisson norvégien ou suédois en franchise de droit de douane, par le canal du Danemark, nécessiterait une grande vigilance.

(6) Les effectifs de marins-pêcheurs ont diminué de moitié en une génération et il est le plus en plus difficile d'embaucher des marins dans les ports où l'activité économique est diversifiée (le cas des petits ports bretons, sans autre débouché pour les jeunes, étant évidemment différent).

(7) Expérience de M. Besnard, de Lorient (voir *le Monde* du 23 août).

M. BARRE : le seul fait d'obtenir une politique commune dans le cadre européen ne saurait régler le problème.

Dans une interview accordée par M. Raymond Barre à *Nice-Matin* publiée par le quotidien ce lundi 25 août, le premier ministre déclare au sujet du conflit de la pêche : *« Il y a des procédés inadmissibles qui consistent pour une catégorie professionnelle à exercer ses revendications en paralysant certaines activités nationales. Le gouvernement entend que le libre accès aux ports français puisse être maintenu et il ne faut pas compter sur la moindre faiblesse de sa part. »*

« Le gouvernement, poursuit M. Barre, *est décidé à maintenir en France une activité de la pêche qui soit productive et rémunératrice... On n'y parviendra pas par un système de béquilles, de subventions, de détaxations et avantages de tous ordres qui feraient des pêcheurs des assistés plutôt que de véritables producteurs. (...) Ne croyons pas non plus que le seul fait d'obtenir une politique commune de la pêche dans le cadre européen réglera le problème... Nous devons faire un effort propre pour maintenir et améliorer nos positions dans le cadre d'une organisation communautaire de la pêche »...*

M. Raymond Barre ajoute enfin : *« Il est clair que des arrière-pensées politiques se manifestent à l'occasion de ce conflit. Je tiens à dire que le gouvernement n'est pas disposé à se laisser intimider par qui que ce soit. »*

Les réunions et les négociations ont permis d'examiner les principales revendications

Si un accord global n'a pu être encore trouvé au conflit des marins-pêcheurs, contacts, réunions, négociations se succèdent depuis la fin de la semaine dernière. Samedi, les préfets des départements côtiers et les directeurs des affaires maritimes ont réuni autour d'eux tous les partenaires économiques et sociaux du monde de la pêche. Seule la C.G.T. avait donné une *consigne d'abstention.*

A Rouen, le droit de pêcher le hareng *« comme les autres pays de la C.E.E. »* a été demandé. A Caen, des aides financières pour les organisations professionnelles et les comités de pêche locaux ont été sollicitées. Les Bretons ont souhaité que le prix du fuel ne varie plus d'un port à un autre. Dans le Sud-Ouest, la limitation des droits de pêche pour les bateaux espagnols a été mise en avant.

Les pêcheurs méditerranéens ont regretté que *« la politique française de la pêche soit calquée sur l'Atlantique ; il faudrait,* disent-ils, *que le gouvernement la module et reconnaissent l'activité économique de la Méditerranée ».* Sète est, il est vrai, le troisième port français de pêche fraîche. Dans l'immédiat, les pêcheurs du Midi voudraient que les droits de pêche des plaisanciers soient plus sévèrement réglementés.

La réunion la plus importante s'est tenue, samedi 23 août, à Paris, où M. François Essig, directeur général de la marine marchande a réuni les représentants des pêcheurs de Fécamp et de Port-en-Bessin. Près de six heures de négociations ont permis d'ébaucher un accord sur une dizaine de points : modifications des dates d'ouverture de la pêche aux praires et à la coquille Saint-Jacques, délimitation des zones de pêche, organisation du marché, réglementation des importations, aides aux économies d'énergie, droits d'utiliser le même chalut que les Anglais... Tout cela devait être préciser lors d'une nouvelle rencontre, ce lundi 25 dans l'après-midi, à Paris, rencontre *qui a été finalement maintenue* malgré le nouveau blocus du Havre.

Enfin, dernière réunion prévue, celle de la commission nationale de conciliation sur le conflit de Boulogne que doit présider, ce même lundi après-midi, M. Christian Brossier, directeur des pêches au ministère des transports. Permettra-t-elle de trouver une solution, alors que la commission régionale au Havre, le mercredi 20, n'avait pas permis d'aboutir ? Rien n'est moins sûr, les grévistes boulonnais se sentant soutenus par les nombreux appuis qu'ils *ont reçus. Le dernier étant celui* de M. Edmond Maire, présent, ce lundi matin, à Boulogne.

En fait, la prochaine étape importante est le conseil des ministres du mercredi 27 où M. Le Theule doit présenter une communication sur la situation de la pêche française et les mesures à prendre. Mais la diversité des revendications avancées dans les réunions locales, en dehors, bien entendu, du coût du fuel pour lequel le gouvernement ne veut rien faire, renforce le ministre des transports dans son appréciation sur la difficulté d'un règlement d'ensemble. — Th. B.

ÉTRANGER

La Banque mondiale lance un programme de développement des énergies dans le tiers-monde

« Le groupe des « 77 » souhaite avant tout une restruction du système économique mondial, une réforme allant dans le sens de la justice », a déclaré, à New-York, le 23 août, à la veille de l'ouverture de la session spéciale des *Nations unies sur la nouvelle stratégie du développement*, M. Brajesh Mishra, président du groupe et représentant de l'Inde à l'ONU.

Dans un communiqué publié le 22 août, le groupe du tiers-monde, dit des « 77 », a affirmé qu'un échec éventuel de la session aurait « des conséquences très graves pour la coopération économique internationale, pour le développement, la justice et la stabilité économiques, ainsi que pour la paix et la sécurité mondiales ». Ne faisant aucune allusion aux hausses successives du prix du pétrole, le groupe tient pra*tiquement les pays développés pour responsa*bles de la crise économique mondiale, qui, selon lui, a atteint des dimensinos « sans précédent », soulignant que les difficultés des pays les plus démunis de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine ont pris désormais « des proportions alarmantes et critiques ». — (A.F.P.)

New-York. — La hausse des coûts de l'énergie frappe particulièrement les pays en développement, qui, en 1980, dépenseront 50 milliards de dollars pour leurs importations de pétrole. Si rien n'est fait pour leur permettre de développer leurs ressources énergétiques propres, leur facture pétrolière se montera en 1990 à 110 milliards de dollars. Aussi un rapport de la Banque mondiale estime-t-il que 450 à 500 milliards de dollars d'investissements seront nécessaires au cours de la prochaine décennie, simplement pour permettre au tiers-monde de réduire de 25 à 30 milliards de dollars le coût de sa survie énergétique d'ici à 1990.

De notre correspondante

La Banque, qui a dépensé 4,5 milliards de dollars au cours des deux dernières années pour financer divers projets dans ce domaine, est prête, a déclaré son président, M. Robert McNamara, à en dépenser 13 milliards pour les cinq ans à venir. Il faudrait 12 milliards de dollars de plus pour lancer un programme élargi qui pourrait alors être assuré par un organisme affilié à la Banque et spécialisé dans les questions d'énergie.

Le rapport souligne que, pour l'instant, les pays en développement ne consomment que 12 % de l'énergie utilisée dans le monde. Mais leur demande va s'accélérer en raison de la croissance des villes, des industries et des moyens de transport. Sur les quatre-vingt-douze pays en développement, importateurs de pétrole, soixante-quatre — dont certains comptent parmi les plus pauvres — doivent importer les trois quarts de l'énergie qu'ils consomment. Dans ces conditions, l'exploitation, même limitée, des sources d'énergie locales soulagerait leur balance commerciale.

Un espoir : le charbon

Les réserves prouvées de pétrole dans le monde sont évaluées à 1 900 milliards de barils, dont 80 milliards se trouvent dans quatre-vingt-quatre pays en développement ne faisant par partie de l'OPEP. Pour permettre à ces pays de doubler d'ici à 1990 leur production pétrolière, qui est actuellement de 7 millions de barils par jour (35 millions de t./an), des investissements de 40 à 60 milliards de dollars sont nécessaires, estime la Banque mondiale.

Cet effort doit être fait essentiellement en développant les forages ; mais, indique le rapport, l'instabilité politique de nombre de ces pays, la réglementation tâtillonne dont les sociétés pétrolières étrangères sont l'objet, découragent les investisseurs. Pourtant, l'augmentation des prix du « brut » a pratiquement doublé le montant des réserves commercialement exploitables.

Le rapport estime que les réserves de gaz naturel, qui sont au moins équivalentes à celles de pétrole, pourraient constituer un appoint important pour les pays en développement. Malheureusement, leur exploitation, faute de techniques appropriées, donne lieu à un vaste gaspillage.

Le charbon constitue surtout l'un des grands espoirs de la prochaine décennie : les réserves exploitables dans le monde sont de l'ordre de 636 milliards de tonnes métriques, soit cinq fois les réserves prouvées de pétrole. Les pays en développement en sont particulièrement riches et leur production pourrait doubler en dix ans.

Toutefois, l'augmentation rapide de la population des pays en développement risque de faire naître ce que le rapport appelle : *« la seconde crise de l'énergie »*.

Les pays les plus pauvres empruntent, en effet, entre la moitié et les trois-quarts de leur consommation d'énergie aux sources les plus traditionnelles : le bois, le charbon de bois, les déchets végétaux et animaux. En Afrique, cette proportion est de 70 à 90 %. La demande de bois est même si forte que, dans certaines zones, les villageois sont obligés de faire un jour ou deux de marche pour s'approvisionner.

Les forêts disparaissent au rythme de 10 à 15 millions d'hectares par an. Les déchets animaux et végétaux, qui servaient jadis d'engrais, sont de plus en plus fréquemment utilisés comme combustibles. Un vaste effort de reforestation est indispensable : 50 millions d'hectares doivent être replantés d'ici à la fin du siècle, seulement pour satisfaire la demande en bois de chauffage et de cuisine.

Le rapport souligne encore le vaste potentiel d'énergie hydro-électrique des pays en développement qui abritent la moitié des ressources mondiales, mais n'en exploitent que 10 %.

Depuis l'été 1977, la Banque mondiale et ses filiales ont financé dix-huit projets pétroliers dans seize pays en développement pour un total de 643 millions de dollars. La Banque a également consenti des prêts pour le développement des énergies électrique, hydro-électrique et thermique. Entre 1981 et 1985, le programme de la Banque, qui représentera 17 % du total de ses prêts, permettra de produire l'équivalent de 1,6 million de barils de pétrole par jour, soit un peu plus de 5 % de la consommation des pays en développement en 1990.

Un programme plus vaste, considéré par M. McNamara comme *« souhaitable et réaliste »*, et qui serait assumé par une filiale spécialisée dans l'énergie, s'occuperait particulièrement de la production de bois, de l'utilisation de la biomasse et de la conservation de l'énergie dans le tiers-monde. Ce programme permettrait de produire, ou d'économiser, l'équivalent de près de 3 millions de barils de pétrole par jour en 1990, soit près de 10 % de la consommation des pays en développement.

NICOLE PERNHEIM.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −	
$ E.-U.	4,1800	4,1840	+ 15	+ 40	+ 15	+ 50	— 128	— 30
$ can.	3,6036	3,6138	0	+ 45	+ 29	+ 75	— 39	+ 65
Yen (100)	1,8650	1,8718	— 40	— 5	— 45	— 10	— 55	+ 10
DM	2,3150	2,3185	+ 35	+ 75	+ 80	+ 130	+ 320	+ 395
Florin	2,1250	2,1320	+ 5	+ 35	+ 5	+ 45	+ 50	+ 125
F.B. (100)	14,4550	14,4800	— 220	— 50	— 335	— 140	— 880	— 420
F.S.	2,5010	2,5080	+ 90	+ 135	+ 205	+ 255	+ 680	+ 775
L. (1 000)	4,8670	4,8770	— 980	— 650	—1800	—1550	—3980	—3650
£	9,8970	9,9150	— 580	— 480	— 995	— 880	—2250	—2000

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 1/4	8 3/4	8 1/2	9	8 3/8	8 7/8	8	8 1/2
$ E.-U.	9 3/4	10 1/8	10 3/8	10 7/8	10 5/8	11	11 3/4	12
Florin	10 1/8	10 5/8	10 1/8	10 7/8	10 1/8	10 7/8	10 1/8	10 7/8
F.B. (100)	11	14	12 1/8	12 5/8	12 1/4	12 3/4	12 1/2	13
F.S.	3 3/4	5 1/4	5 3/4	6 1/2	5 5/8	6	5 1/2	6
L. (1 000)	16	20	28	32	30	33	28	31
£	17	18	17	17 1/2	16 5/8	17 1/8	16	16 1/2
Fr. franç.	11	11 1/2	11 1/8	11 5/8	11	11 1/2	11 3/8	11 7/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

LE SORT DE MANUFRANCE

La parole est à l'État

Le conseil d'administration de la Société Nouvelle Manufrance (S.N.M.) qui doit se réunir le 27 août, le fera sans les représentants de la MANIF, qui, bien que restant actionnaire, a décidé samedi 23 août de se retirer du conseil d'administration, tout en acceptant de cautionner un prêt de 40 millions de francs de la société ancienne à la nouvelle à la condition de « bénéficier d'une sûreté réelle » (« le Monde du 24-25 août).

Sur le fond ce retrait ne bouleverse pas les choses. M. Blaise de Saint-Just, administrateur délégué de la S.N.M. a présenté un nouveau plan de relance qui revoit en baisse certaines prévisions d'activité, mais ne prévoit pas de licenciements supplémentaires. La balle est donc dans le camp des pouvoirs publics, qui se sont déclarés prêts à fournir une aide de 150 millions de francs pour peu qu'un plan jugé solide leur soit présenté.

« Le retrait de la MACIF ne saurait être interprété pour porter de nouveaux coups à l'entreprise », affirme la C.G.T. qui insiste par ailleurs sur l'aspect positif de la décision de la Mutuelle de cautionner un prêt de quarante millions de francs de l'ancienne société. La municipalité stéphanoise, de son côté, affirme, par la voix de M. Paul Chomat, premier adjoint (P.C.F.) qu'elle attache *« un grand prix »* au rôle de la MACIF *« pour la sauvegarde et le développement de Manufrance »*. Enfin, la C.F.D.T. rappelle une nouvelle fois que le gouvernement *« détient la solution de l'affaire Manufrance »* en se demandant si de nouveaux délais d'études sont de bonne tactique.

Ces trois réactions prouvent, s'il en était besoin, qu'à Saint-Etienne le retrait du conseil d'administration des représentants de la MACIF n'est pas considéré comme décisif. La partie se joue ailleurs : entre M. Blaise de Saint-Just et les représentants des pouvoirs publics.

L'administrateur délégué de la Société nouvelle Manufrance a présenté un plan de relance revu et corrigé sans céder sur ce qui était aux yeux des syndicats l'essentiel : pas de nouveaux licenciements, qui a ses yeux avaient l'inconvénient de désorganiser certains secteurs qui tournent parfois en sous-effectif. Pour l'administrateur délégué, régler les problèmes en licenciant est *« une vue de l'esprit »*.

On peut cependant s'interroger sur le bien fondé de certaines prévisions d'activité. Entre le premier et le deuxième plan Saint-Just, on est passé, pour ne citer qu'un seul chiffre, d'une estimation du chiffre d'affaires en 1981 de 175 à 92,8 millions de francs. Sur quelles bases ? Dans le cadre actuel de la S.N.M. ? Avec des filiales autonomes ? Dans cette affaire, les prévisions ont toujours été démenties. Cette entreprise, qui vit essentiellement du négoce et exerce ses activités dans des secteurs productifs en pleine mutation, ne supporte pas facilement les équations.

On devrait également être bientôt fixé sur la garantie de caution dont pourrait bénéficier la MACIF. L'hypothèse d'un rachat des actifs de l'ancienne société par la S.N.M. perd aujourd'hui du terrain : il y a semble-t-il trop de barrages juridiques nécessitant des délais trop importants. En revanche, on avance l'idée d'un rachat du *Chasseur français* par la MACIF, dans le cadre de la filialisation de la société.

Comment les pouvoirs publics vont-ils accueillir ce nouveau plan ? Là est bien sûr la question essentielle puisque l'octroi d'une aide publique en dépend. C'est bien ce qu'a laissé entendre la MACIF en précisant que le prêt de 40 millions de francs et sa caution seraient sans objet si n'étaient réunies les conditions nécessaires à la survie de Manufrance, à commencer par une aide de l'Etat à un niveau suffisant.

La balle est donc dans le camp des pouvoirs publics qui, au-delà de l'examen du nouveau plan, prendront une décision essentiellement politique.

M. Lucien Pfeiffer serait prêt, si on le lui demande, à prendre, au sein de l'entreprise des responsabilités qui, dans un premier temps, pourraient se produire par son entrée au conseil d'administration de la S.N.M. Mais bien des hypothèques financières devront être levées avant que M. Pfeiffer ne devienne le neuvième P.-D. G. de Manufrance en cinq ans...

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CARREFOUR

Situation provisoire au 30 juin 1980 de la société CARREFOUR
(en millions de francs)

Pour permettre la comparaison, la situation du 1er semestre 1979 a été retraitée en incluant les magasins de Givors et de Rambouillet fusionnés au 1er janvier 1980.

	1er semestre 1980	1er semestre 1979
Chiffre d'affaires hors T.V.A.	5 518	4 801
Amortissements	61,7	63,4
Résultats avant impôt société, participation, dividendes reçus des filiales	265,1	171,3
Bénéfice social avant impôt société et participation des salariés	295,1	197,1

Le directoire confirme la prévision de résultat consolidé pour l'année 1980, soit une progression de l'ordre de 20 % par rapport à 1979.

هكذا من الأصل

role est a l'Éta

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉ



LYONNAIS

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-DEVISES

LA FORTE HAUSSE DES TAUX D'INTERETS A COURT TERME DESORIENTE LE MARCHE

(Agefi). — Le marché obligataire américain demeure nerveux et confus, et le climat d'incertitude qui en découle, se répercute sur son homologue euro-obligataire. Poursuivant leur progression en dents de scie, les taux d'intérêt à court terme se sont vivement tendus des deux côtés de l'Atlantique. Le taux sur les « Federal Funds » est monté aux alentours de 10 % et le relèvement d'1/4 de point à 11 1/4 % du « prime rate » et de la Chase et de la Citicorp. reflète la hausse généralisée du loyer de l'argent.

Il n'est donc pas étonnant que les rendements aient notablement augmenté la semaine dernière à New-York. Le meilleur exemple est celui donné par l'emprunt 2.010 10 % du Trésor américain, le « fameux DC 10 », qui est considéré comme le baromètre du marché : son cours n'était plus de 91 5/8 vendredi soir, donnant sur cette base un rendement de 10,92 % alors qu'il avait terminé légèrement en dessous de 93 huit jours auparavant.

Devant l'impossibilité de se faire une idée précise de la situation économique dans leur pays, les opérateurs et les investisseurs américains sont plus que jamais désorientés. En effet, les séries de statistiques qui sont publiées les unes après les autres sont des plus contradictoires.

D'une manière générale, le marché à New-York demeure sous le coup de la surprise désagréable causée le vendredi précédent par la hausse spectaculaire de la masse monétaire au cours de la semaine terminée le 6 août. La contraction de la même masse monétaire huit jours plus tard n'a pas réussi à effacer les craintes provoquées par la hausse considérable précédente. Même si de nouvelles diminutions surviennent, il est douteux que ces baisses puissent compenser l'augmentation sans précédent enregistrée pendant la première semaine d'août.

Dans un tel environnement, les émissions qui sont sorties à New-Qork pendant la semaine écoulée n'ont évidemment pas trouvé l'accueil qu'elles espéraient.

Quant aux taux d'intérêt à court terme en eurodolars, ils ont fait un bond en avant spectaculaire la semaine dernière.

Devant cette tension subite, l'activité sur le marché secondaire s'est pratiquement arrêtée. Les cours des euro-obligations se snot une fois de plus repliés, et aucune émission nouvelle n'a vu le jour sur le marché primaire.

LONDRES

Clos

Tous les marchés financiers britanniques ont chômé lundi 25 août à l'occasion du Summer Bank Holiday.

B. A. L. O.

Le numéro du 25 août publie, notamment :

Crédit lyonnais. — Emission d'un emprunt obligataire de 1 milliard de francs représenté par 500 000 obligations de 2 000 francs portant intérêt de 14,10 %.

D'une durée de huit ans, cet emprunt sera amorti en totalité le 30 septembre 1988 par remboursement au pair.

Monod, Française de Banque. — Emission d'un emprunt obligataire de 50 millions de francs, représenté par 50 000 obligations de 1 000 francs, jouissance 31 août 1980.

D'une durée de huit ans, ces obligations bénéficieront, pendant toute la durée de l'emprunt, d'un taux d'intérêt variable égal à la moyenne des taux moyens mensuels du marché monétaire au jour le jour entre banques, en France, tels qu'ils sont établis par l'Association française des banques augmentée de 8 % de sa valeur.

Le montant de chaque coupon semestriel sera au moins égal à 5,25 % du nominal, soit 52,5 francs.

Compagnie des caoutchoucs de Padang. — Attribution gratuite à partir du 15 septembre 1980 de 50 307 actions nouvelles de 70 francs (1 pour 5), jouissance du 1er janvier 1979. Le capital est porté de 12 576 750 francs à 21 128 940 francs par incorporation de réserves. Cette augmentation de capital est représentée, d'une part, par l'attribution gratuite sus-indiquée, d'autre part, par l'élévation préalable du nominal des actions de 50 à 70 francs.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

ALSTHOM ATLANTIQUE. — Par application en Bourse le 21 août, la Compagnie électro-mécanique a cédé à la C.G.E. la participation de 5,6 % (428 923 actions) qu'ellle détenait dans le capital de la société. La C.G.E. possède désormais 39,1 % des actions Alsthom Atlantique.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	22/8	25/8
1 dollar (en yens)....	226 35	223 90

Taux du marché monétaire

Effets privés, du 25/8 ... 11 1/4 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	14 août	20 août
Indice général	132,2	132,3
Assurances	238,1	237,6
Banq. et sociétés financ.	95,5	95
Sociétés foncières	148,6	147,6
Sociétés investiss. portef.	131,1	131
Agriculture	144,6	145,8
Aliment., brasseries, distill.	142,4	144,7
Autom., cycles et l. équip.	74,4	72,8
Bâtim., matér. constr., T.P.	171,6	175,5
Caoutchouc (ind. et comm.)	61,5	62,1
Carrières salines, charbon.	128,4	127,7
Constr. mécan. et navales	133,7	135
Hôtels, casinos, thermal.	177,3	177,7
Imprimeries, pap. cartons.	110	110
Magas., compt. d'exportat.	99,6	99,9
Matériel électrique	139,8	140,5
Métall., com. des pr. métal.	45,8	45,5
Mines métalliques	144,3	142,6
Pétroles et carburants	166,1	163,6
Prod. chimiq. et él.-mét.	173,9	174,7
Services publics et transp.	113,9	113,8
Textiles	101,1	101
Divers	153,6	154,8
Valeurs étrangères	159,2	162,4
Valeurs à rev. fixe ou ind.	190,6	196
Rentes perpétuelles	34,3	34,2
Rentes amort., fonds gar.	461,3	486,1
Sect. indust. publ. à r. fixe.	90,8	90,9
Sect. ind. publ. à rev. ind.	417,8	412,1
Secteur libre	98,4	98,9
INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949		
Valeurs à rev. fixe ou ind.	333,9	343,4
Val. franç. à rev. variable	216,1	916,8
Valeurs étrangères	1 176,6	1 200,3
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE Base 100 : 29 décembre 1961		
Indice général	109,3	108,4
Produits de base	97,5	97,5
Construction	156,4	157,2
Biens d'équipement	112	112
Biens de consom. durables.	83	82
Biens de cons. non durabl.	86,7	86,5
Biens de consom. aliment.	115,1	115,7
Services	165,2	164,9
Sociétés financières	114,4	115,1
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	216,7	218,5
Valeurs industrielles	100,4	100,3
BOURSES REGIONALES Base 100 : 29 décembre 1972		
Indice général	132,2	134,4

(*) Cours rectifié.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)

	21 août	22 août
Valeurs françaises	108,6	109,3
Valeurs étrangères	113,6	114,7
Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)		
Indice général	109,5	109,4

BOURSE DE PARIS - 22 AOUT - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	25 50	2 688
5 %	41 50	2 787
5 % 20-60		3 086
3 % amort. 45-54	71 15	0 181
4 1/4 % 1963	95 60	4 244
Emp.N.Eq.5% 65.	113 30	4 704
Emp. N.Eq.6%66	109 30	5 361
Emp. N.Eq.6%67	97 50	1 364
Emp. 7 % 1973	8540	
Emp. 8,80 % 77.	99	2 218
Emp. 9,80 % 78.	86 30	1 128
EDF 5 % 60		4 497
EDF 14,6%80-92.		3 075

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Ch. France 3 %	200	200
A.G.F. (Sté Cent.)	830	830
Ass. Gr. Paris-Vie	2300	2800
Concorde	358	359
Epargne France.	335	338
Financ. Victoire	351	352
France I.A.R.D.	180	180
Gan (Sté) Centr.	726	725

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
S.P.E.G.	235	235 10
U.A.P.	571	570
Alsacien. Banque	340	343
Banque Hervet	201 80	201 10
Bque Hypot. Eur.	319	320
Bque Nat.Paris	262 60	262 60
B.O.I.C.	25 10	26
(Li) B. Scalb. Dup.	121	121
Banque Worms	209 60	212
C.G.I.B.	37 50	38
C. Crédit Univ.	363	365
C.A.M.E.	84	85
Créditel	120 10	120 10
Créd. Gén. Ind.	265	265
Crédit Lyonnais	273 50	274
Electro-Banque	163 50	164 50
Eurobail	142	147
Financière Sofal.	331	33[illegible]
Fr. Cr. et B. (Cie)	120	120
France-Bail	...	295
Hydro-Energie	22 90	22 70
Immobail B.I.P.	207 50	208 50
Immobanque	324	320
Immofice	274	276 50
Interbail	240	241
— (oblig. conv.)	233	238
Laffite-Bail	184	186

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Locabail Immob.	342	342
Loca-Expansion	..	140
Locafinancière	172	172
(Ly) Lyon Dép. Ct.	141	141 50
Marseille Créd.	272 80	272 80
Paris-Réescompte	427 90	430
Séquanaise Banq.	264 50	267
Sicotel	134	134
SLIMINCO	3.4	317
Sté Cent. Banq.	69 80	69 80
Société Générale	248	250
SOFICOMI	266	283 70
Sovabail	330	330
UCIP-Bail	153	155
— (obl. conv.)		
Unibail	306	309
Un. Ind. Crédit	276	271
Cie Foncière	171	173
C.G.V.	258	258
Fonc. Ch.-d'Eau	..	870
(M.) S.O.F.I.P.	..	..
Fonc. Lyonnaise	1100	1100
Immob. Marseille	1820	18[illegible]5
Louvre	241	242
SINVIM	165	155
Cogifi	218	218
Foncina	180	180
Gr. Fin. Constr.	185	185
Immindo	190	190

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Imminvest	161	161
Cie Lyon. Imm.	135 30	135 3[illegible]
UFIMEG	116	112 10
U.G.I.M.O.	174 1	175 1
Union Habit.	29.	290
Un. Imm. France.	239	239
Acier Investiss.	126 50	126 5
Sofragi	276	278 3
Applic. Hydraul.	260	260
Artois	225	222 50
Centen. Blanzy	440	429
(NY) Centrest	101	[illegible]
(NY) Champex	.	[illegible]
Char. Réun. (p.)	..	3980
Comindus	518	518
Cie Industrielle	340	33[illegible]
(LI) Dév. R. Nord.	...	125
Electro-Financ.	346	348
(M) Et. Particip.	67	68 50
Fin. Bretagne	91	91
Fin. Ind. Gaz Eaux	608	611
Fin. et Mar. Part.	89	91
Fin.Seneile-Maub.	95 10	95 10
France (La)	666	668
La Mure	68	d 70 70
Lebon et Cie	260	270
(NY) Lordex	110	112
Cie Marocaine	28 50	28 50

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

• Cours précédent.

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2550	4,5 % 1973.	2565	2598	2598	2583
3710	C.N.E. 3 %	3706	3719	3708	3705 50
405	Afrique Occ.	405 5	411 5[illegible]	411 5[illegible]	408
465	Air Liquide	465	468	468 90	468 90

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 22/8	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 169	4 183	4 7[illegible]	4 280
Allemagne (100 DM)	231 420	231 580	225	237
Belgique (100 F)	14 471	14 45.	13 8 0	14 500
Pays-Bas (100 fl.)	212 810	212 800	206	217
Danemark (100 krd)	74 930	74 940	71 500	76 500
Norvège (100 k)	85 680	85 910	82	87
Grande-Bretagne (£ 1)	9 868	9 899	9 600	10 100
Italie (1 000 lires)	4 882	4 874	4 640	5
Suisse (100 F)	250 680	250 660	244	256
Suède (100 krs)	99 580	99 750	96	101 500
Autriche (100 sch.)	32 738	32 725	31 800	33 400
Espagne (100 pes.)	5 739	5 751	5 500	5 900
Portugal (100 esc.)	8 385	8 425	7 900	8 800
Canada ($ can. 1)	3 591	3 600	3 450	3 720
Japon (100 yens)	1 853	1 870	1 760	1 860

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 22/8
Or fin (kilo en barre)	85820	85800
Or fin (en lingot)	86000	86000
Pièce française (20 fr.)	774 50	780
Pièce française (10 fr.)	410	410
Pièce suisse (20 fr.)	628	629 40
Pièce latine (20 fr.)	635	636
Souverain	80	8 0
Pièce de 20 dollars	3150	3173 80
Pièce de 10 dollars	1620	1601
Pièce de 5 dollars	890	
Pièce de 50 pesos	3600	3600
Pièce de 10 florins	649	613

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A B C D E F G

Au Liban

Affrontements meurtriers à Tripoli entre partisans et adversaires de Damas

De notre correspondant

Beyrouth. — De nouveaux échanges de tirs d'artillerie ont eu lieu le dimanche 24 août, au sud tandis que se renforçaient les positions israéliennes dans la bande frontalière tenue par les milices chrétiennes, et les positions palestiniennes entre le Zahrani et le Litani. A Tripoli, à l'autre extrémité du pays, qui avait connu jusqu'à présent une relative stabilité, sous le contrôle des troupes syriennes de la FAD, des combats font rage depuis quatre jours. Ils se sont poursuivis dimanche malgré un cessez-le-feu théorique et ont fait plus de dix-huit morts et quarante blessés. Ces combats opposent une milice locale prosyrienne, appelée Front de la confrontation, à des formations hostiles à Damas, notamment l'Association islamique, proche des Frères musulmans et le Baas pro-irakien. Cette bataille est le prolongement de l'épreuve de force en cours en Syrie entre le régime et les grères musulmans.

Enfin, dans le secteur chrétien, qui vit depuis un mois dans la hantise des voitures piégées, une explosion meurtrière s'est produite dimanche soir, après deux semaines de répit, dans le centre de xillégiature de Reyfoun, faisant cinq morts et trente-cinq blessés, dont dix-huit se trouvent dans un état grave. Le chef des milices chrétiennes, M. Bechir Gemayel, a mis en accusation les Palestiniens, qui affirment n'avoir aucun lien avec ces attentats. Celui de dimanche a été revendiqué par un mouvement des « révolutionnaires libéraux des Marada », ce qui, *a priori*, impliquerait l'ancien président Frangié. Les deux autres attentats précédents s'étaient produits à Beyrouth Est : le 30 juillet (quatre morts, quinze blessés) et le 7 août (un mort, trente blessés). Une autre voiture piégée avait été découverte le lendemain. — L. G.

L'ARABIE SAOUDITE ACCORDE UN CRÉDIT DE 250 MILLIONS DE DOLLARS A LA TURQUIE

Ankara *(A.F.P.)*. — L'Arabie Saoudite et la Turquie ont signé, le 23 août, un accord financier portant sur environ 250 millions de dollars de crédits accordés par le Fonds de développement saoudien au gouvernement d'Ankara. Le principe en avait été acquis en mai *(le Monde* du 8 mai).

« La coopération entre la Turquie et l'Arabie Saoudite sera une garantie pour le développement et la paix du monde islamique tout entier », a affirmé le sheik Mouhammad Abou Al Khayl, ministre saoudien des finances. De son côté, son homologue turc, M. Ismet Sezgin, a déclaré que les deux pays collaboreraient dans l'avenir, notamment dans les domaines de l'élevage, des produits de verre, de la construction et du tourisme.

Le crédit saoudien, qui sera remboursable en vingt ans, avec une période de grâce de cinq ans et un taux d'intérêt de 5 %, est divisé en trois tranches.

POUR MAUVAISE GESTION ET CORRUPTION

Le Parlement sénégalais supprime l'office public chargé de la commercialisation de l'arachide

L'organisme central des coopératives sénégalaises, *(l'Office national de coopération et d'assistance au développement*, a été supprimé, samedi 23 août, par l'Assemblée nationale, sur proposition du gouvernement. Cette décision a été prise, après sept heures de débat, en raison des retentissants scandales financiers dont l'ONCAD avait été l'objet.

L'Office, qui employait quatre mille cinq cents personnes et dont le budget atteignait 100 milliards de francs C.F.A. (1 F C.F.A = 0,02 F français) connaissait des passifs de plus en plus lourds, et était la cible de détournements (1 milliard de francs C.F.A. en 1979).

Le monopole d'achat de l'arachide qui était dévolu à l'ONCAD est donc supprimé, les coopératives paysannes vendront désormais leur récolte directement aux quatre huileries, qui seront nationalisées par rachat du capital aux sociétés étrangères qui les possèdent. L'Assemblée nationale a également voté la création d'une *« société nationale d'approvisionnement du monde rural »*, chargée de fournir aux paysans du matériel agricole, des semences et des engrais.

[L'ONCAD, dont la suppression était réclamée depuis des années par une partie de l'opposition du pays, s'était déjà vu retirer, il y a peu, le monopole de la commercialisation du riz et des produits autres que l'arachide. Outre la corruption de certains dirigeants, l'Office, mis en place au début des années 60 pour remplacer les anciens comptoirs bordelais et marseillais, se voyait reprocher son coût budgétaire. Sa suppression ne signifie cependant pas la mise en liberté du commerce de l'arachide puisque les quatre huileries du pays passeront sous contrôle de l'Etat.]

En Angola

NEUF MEMBRES DE L'UNITA ONT ÉTÉ FUSILLÉS A HUAMBO

Les neuf membres de l'UNITA, condamnés à mort jeudi 21 août par un tribunal révolutionnaire (« le Monde » du 23 août), ont été fusillés, dimanche 24 août, à Huambo, Le 5 août dernier, seize autres membres appartenant à l'UNITA avaient été fusillés dans la capitale du pays. — (A. F. P.)

NOUVELLES BRÈVES

● *La C.G.T.* a qualifié de *« hold-up »* le nouveau déménagement de machines-outils du département 14 de Renault-Billancourt, qui a eu lieu dans la nuit du 23 au 24 août, sous la surveillance de la police. Pour la direction, cette opération fait partie d'un plan de modernisation de l'usine (*le Monde* du 23 août). La C.G.T. a *« appelé les travailleurs à agir dès ce lundi contre la casse de l'outil de travail et pour la satisfaction de leurs revendications »*.

● *L'indice espagnol des prix de détail* a augmenté de 1,3 % en juillet, ce qui porte le taux d'inflation en un an à 14,7 %. La hausse avait été de 1,6 % en juin dernier et de 2,3 en juillet 1979.

Avec près de six millions sept cent mille sans-emploi fin juillet

Chômage record dans la C.E.E.

L'Europe des Neuf comptait, fin juillet, 6 675 600 personnes inscrites au chômage. C'est, souligne l'Office statistique des Communautés européennes, *« le nombre le plus élevé depuis l'existence de la C.E.E. »*. Par rapport au mois de juin, l'augmentation du chômage est de 7 % (437 100 demandeurs d'emploi supplémentaires), et, en un an, cette hausse est de 13,1 % (772 300 chômeurs de plus qu'en juillet 1979).

Aujourd'hui, le chômage touche 6,1 % de la population active civile de la C.E.E. contre 5,7 % en juin et 5,4 % en juillet 1979. *« Cette comparaison avec l'année précédente*, dit l'Office statistique, *confirme qu'il ne s'agit pas seulement d'une hausse du chômage constatée traditionnellement en été, lors de la fin de l'année scolaire et des formations. »*

Hormis l'Italie (— 0,3 %), tous les Etats membres sont touchés par cette montée du chômage de juin à juillet. Dans l'ordre décroissant (en données observées) : la Belgique (+ 18,4 %), le Royaume-Uni (+ 14,3 %), le Luxembourg (+ 13 %), les Pays-Bas (+ 11,9 %), la R.F.A. (+ 9,2 %), le Danemark (+ 5,5 %), l'Irlande (+ 4,5 %) et la France (+ 2,6 %).

Par rapport à juillet 1979, l'accroissement du chômage n'épargne aucun pays : le Royaume-Uni (+ 29,5 %), le Danemark (+ 18,3 %), les Pays-Bas (+ 17,6 %), l'Irlande (+ 15,6 %), la Belgique (+ 8 %), l'Italie (+ 7,2 %), la R.F.A. (+ 6,2 %), la France (+ 5,8 %) et le Luxembourg (+ 1,8 %).

En grève depuis le 9 août dans le Schleswig-Holstein

Des marins allemands brandissent la menace d'un mouvement « à la française »

De notre correspondant

Bonn. — Les pêcheurs côtiers du Schleswig-Holstein suivont-ils bientôt l'exemple des marins français en bloquant les ports de la République fédérale ? Leurs porte-parole brandissent une telle menace pour le cas où leurs revendications ne seraient pas rapidement satisfaites. Une rencontre, mercredi prochain, entre les représentants des pêcheurs et les responsables du ministère de l'alimentation à Bonn pourrait, à cet égard, être décisive.

Pour l'instant, certes, un affrontement aussi dur que celui dont les ports français sont le théâtre paraît improbable ici. Le mécontentement des pêcheurs côtiers n'en est pas moins évident. Depuis le 9 août, les quelques deux cent soixante-dix bateaux spécialisés dans la pêche à la crevette n'ont pas quitté les quais de leurs prnicipaux port du Schleswing-Holstein : Bu-Sum et Tönning. Ils rendent responsables de leurs déboires aussi bien l'iman Khomeiny que le gouvernement de Bonn, les « bureaucrates » de Bruxelles que leurs concurrents hollandais.

Les demandes des protestataires sont très semblables à celles qui animent les pêcheurs français. Au premier rang se trouve donc la hausse du prix des carburants. Celui-ci, qui était de 28,50 DM en 1978 pour 100 litres s'élève aujourd'hui jusqu'à 60 DM. Les entreprises de pêche réclament donc du gouvernement fédéral une détaxation, voire même une subvention compensant la hausse de leurs frais d'exploitation. Pourquoi, soutiennent-ils, la pêche ne bénéficierait-elle pas des avantages accordés si généreusement aux agriculteurs ? Cela d'autant plus que les réglementations édictées à Bruxelles à propos des pêcheries seraient très dessavantageuses pour les entreprises de la République fédérale. De plus, les pêcheurs du Schleswig-Holstein réclament la fixation d'un prix minimum pour les crevettes qu'ils amènent à quai.

Un cercle vicieux

De même qu'en France, le gouvernement de Bonn répond qu'il ne saurait être question de subventionner le prix du carburant. Il appartiendrait bien plutôt aux pêcheurs, comme aux organisations commerciales qui achètent les prises d'organiser plus rationnellement le marché du poisson afin que la pêche à la crevette devienne de nouveau rentable. L'une des causes essentielles de ce conflit est en effet que le prix des crevettes n'a presque pas évolué au cours des dernières années. En fait, il a même baissé. Si en 1978 le kilo de crevettes amené à quai a été payé en moyenne 2,88 DM, ce prix est tombé à 2,39 DM l'année suivante et ne dépasse guère 2 DM aujourd'hui.

Les entreprises de pêche se voient engagées ainsi dans un cercle vicieux. Pour compenser la chute des prix de vente, elles ont régulièrement augmenté leur production. Celle-ci est passée de 10 832 tonnes en 1978 à 12 264 tonnes en 1979. Depuis le début de l'année l'importance des prises aurait encore augmenté de près de 40 %. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que sur le grand marché de Hambourg le prix minimum de 3 marks par kilo réclamé par les pêcheurs soit jugé complètement « irréaliste » bien qu'à la vente dans les magasins de détail il dépasse actuellement 6 marks par kilo.

JEAN WETZ.

LE COMITÉ DE GUÉRET DÉNONCE LES IMPORTATIONS DE VIANDE BOVINE

(De notre correspondant.)

Limoges. — Le comité de Guéret, qui groupe les organisations agricoles professionnelles d'une vingtaine de départements du Centre et du Centre-Ouest, dénonce dans un communiqué les importations annuelles (450 000 tonnes pour un déficit de 80 000 tonnes C.E.E.) de viande bovine décidées par le gouvernement, afin de faire pression sur les cours intérieurs.

Il dénonce d'autre part l'assujettissement des producteurs de lait à la taxe de coresponsabilité, alors que la production laitière n'est pas excédentaire et que les matières grasses d'importation introduites en grandes quantités sont libres de toutes taxes. Les produits agricoles français sont sacrifiés délibérément pour favoriser l'extension des grandes sociétés capitalistes, estime le comité de Guéret, qui constate que les produits industriels nécessaires aux éleveurs ont été libérés et grimpent à une vitesse jamais atteinte ; alors que ceux de la viande bovine et ovine s'effondrent, provoquant un désordre économique redoutable pour l'économie française, dont les consommateurs sont également les victimes.

● *M. Méhaignerie reçoit les éleveurs de porcs.* — Le ministre de l'agriculture, M. Pierre Méhaignerie, devait recevoir, le lundi 25 août à Vitré (Ille-et-Vilaine), une délégation de la Fédération départementale d'exploitants agricoles pour envisager des mesures tendant à compenser la baisse des cours de la viande de porc.

L'OPEP EXAMINE UN PLAN SAOUDIEN VISANT A PLANIFIER LA HAUSSE DES PRIX DU PÉTROLE

L'Organisation des pays exportateurs (OPEP) étudie actuellement un plan visant à programmer une augmentation régulière et contrôlée des prix du pétrole, présenté par l'Arabie Saoudite.

Selon ce plan, les treize pays de l'OPEP, qui couvrent 90 % des exportations pétrolières, procéderaient chaque trimestre à des augmentations du prix du brut en prenant en considération les taux de croissance des pays industrialisés, leur rythme d'inflation et les fluctuations d'un panier de neuf monnaies parmi lesquelles figureraient le dollar. Les prix du brut tendraient aussi à s'aligner sur le coût des énergies de remplacement.

Cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, souhaite que ce projet soit adopté par l'OPEP en novembre prochain, lors de la réunion de Bagdad, de façon qu'il puisse entrer en vigueur dès 1981.

Les premières réactions à ce projet n'ont guère été favorables. *« Du point de vue du consommateur, ce nouveau plan ne présente aucune garantie de sécurité »*, a déclaré M. Peter Baxendell, un dirigeant du groupe Royal Dutch-Shell. Bon nombre d'experts occidentaux estiment, en effet, que le projet saoudien aura pour effet de soutenir les prix lorsque le marché sera vendeur sans pour autant garantir les consommateurs contre des hausses brutales en cas de pénurie. Au contraire du système actuellement en vigueur, qui permet au prix de parfois baisser en valeur réelle, l'indexation fait que les prix ne font que monter.

A l'inverse, certains pays de l'OPEP redoutent que ce projet ait des effets nocifs lorsque le marché serait dépressif. — *(Reuter.)*

● *M. Fiterman demande une nouvelle fois une baisse des prix du carburant et du fuel domestique.* — Le secrétaire du comité central du P.C.F., dans une lettre datée du 22 août adressée au premier ministre, lui demande de décider rapidement une baisse des prix du fuel domestique et des carburants. M. Fiterman avait envoyé à ce propos une première lettre au premier ministre le 9 août.

● *Nouveau forage en mer d'Iroise.* — Une seconde plate-forme, levée par Elf-Aquitaine et chargée de procéder à un nouveau forgae pétrolier en mer d'Iroise sur le site de « Kulzenn » (l'anguille en breton), a été mise en place, samedi 23 avril, à environ 45 milles (83 kilomètres) au nord de l'île de Batz.

● *L'U.R.S.S. veut doubler sa production d'origine nucléaire en cinq ans*, a annoncé M. Fyodor Saposnikov, ministre-adjoint de l'énergie et de l'électrification. La production d'électricité d'origine nucléaire devrait augmenter de sept à dix millions de kilowatts par an au cours du prochain plan quinquennal qui débutera en janvier 1981.

Le numéro du « Monde » daté 24-25 août 1980 a été tiré à 502 698 exemplaires.

